Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles

La Communauté européenne,
ci-après dénommée «la Communauté», et

la Confédération suisse,
ci-après dénommée «la Suisse»,

ci-après dénommées «les Parties»,

résolues à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges, en conformité avec les dispositions contenues dans l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce concernant l'établissement de zones de libre-échange,

considérant qu'à l'article 15 de l'Accord de libre-échange du 22 juillet 1972, les Parties se sont déclarées prêtes à favoriser, dans le respect de leurs politiques agricoles, le développement harmonieux des échanges de produits agricoles auxquels ne s'applique pas cet accord,

sont convenues des dispositions qui suivent:

Art. 1 Objectif

1. Le présent accord a pour but de renforcer les relations de libre-échange entre les Parties par une amélioration de leur accès au marché des produits agricoles de l'autre Partie.
2. Par «produits agricoles», on entend les produits énumérés aux chapitres 1 à 24 de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Aux fins de l'application des annexes 1 à 3 du présent accord sont exclus les produits du chapitre 3 et des positions 16.04 et 16.05 du Système harmonisé ainsi que les produits des codes NC 05119110, 05119190, 19022010 et 23012000.
3. Le présent accord ne s'applique pas aux matières couvertes par le protocole n° 2 de l'Accord de libre-échange, à l'exception des concessions y relatives accordées dans les annexes 1 et 2.

Art. 2 Concessions tarifaires

1. L'annexe 1 du présent accord énumère les concessions tarifaires que la Suisse confère à la Communauté, sans préjudice de celles contenues dans l'annexe 3.
2. L'annexe 2 du présent accord énumère les concessions tarifaires que la Communauté confère à la Suisse, sans préjudice de celles contenues dans l'annexe 3.

Art. 3 Concessions relatives aux fromages

L'annexe 3 du présent accord contient les dispositions spécifiques applicables aux échanges de fromages.

Art. 4 Règles d'origines

Les règles d'origine réciproques pour l'application des annexes 1 à 3 du présent accord sont celles du Protocole n° 3 de l'Accord de libre-échange.

Art. 5 Réduction des obstacles techniques au commerce

1. Les annexes 4 à 11 du présent accord déterminent la réduction des obstacles techniques au commerce de produits agricoles dans les domaines suivants:

- annexe 4 relative au secteur phytosanitaire
- annexe 5 concernant l'alimentation animale
- annexe 6 relative au secteur des semences
- annexe 7 relative au commerce de produits viti-vinicoles
- annexe 8 concernant la reconnaissance mutuelle et la protection des dénominations dans le secteur des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées à base de vin
- annexe 9 relative aux produits agricoles et denrées alimentaires obtenus selon le mode de production biologique
- annexe 10 relative à la reconnaissance des contrôles de conformité aux normes de commercialisation pour les fruits et légumes frais
- annexe 11 relative aux mesures sanitaires et zootechniques applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux

2. L'article 1, paragraphes 2 et 3 et les articles 6 à 8 et 10 à 13 du présent accord ne s'appliquent pas à l'annexe 11.

Art. 6 Comité mixte de l'agriculture

1. Il est institué un Comité mixte de l'agriculture (ci-après dénommé Comité), qui est composé de représentants des Parties.

2. Le Comité est chargé de la gestion du présent accord et veille à son bon fonctionnement.

3. Le Comité dispose d'un pouvoir de décision dans les cas qui sont prévus dans le présent accord et ses annexes. L'exécution de ces décisions est effectuée par les Parties selon leurs règles propres.

4. Le Comité arrête son règlement intérieur.

5. Le Comité se prononce d'un commun accord.

6. Aux fins de la bonne exécution du présent accord, les Parties, à la demande de l'une d'entre elles, se consultent au sein du Comité.

7. Le Comité constitue les groupes de travail nécessaires pour la gestion des annexes du présent accord. Il arrête dans son règlement intérieur notamment la composition et le fonctionnement de ces groupes de travail.

Art. 7 Règlement des différends

Chaque Partie peut soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord au Comité. Celui-ci s'efforce de régler le différend. Tous les éléments d'information utiles pour permettre un examen approfondi de la situation en vue de trouver une solution acceptable sont fournis au Comité. A cet effet, le Comité examine toutes les possibilités permettant de maintenir le bon fonctionnement du présent accord.

Art. 8 Echanges d'information

1. Les Parties échangent toute information utile concernant la mise en œuvre et l'application des dispositions du présent accord.

2. Chaque Partie informe l'autre des modifications qu'elle envisage d'apporter aux dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'objet de l'accord et lui communique les nouvelles dispositions aussi tôt que possible.

Art. 9 Confidentialité

Les représentants, experts et autres agents des Parties sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations, obtenues dans le cadre du présent accord, qui sont couvertes par le secret professionnel.

Art. 10 Mesures de sauvegarde

1. Si, dans le cadre de l'application des annexes 1 à 3 du présent accord et, compte tenu de la sensibilité particulière des marchés agricoles des Parties, les importations de produits originaires de l'une des Parties entraîne une perturbation grave des marchés dans l'autre Partie, les deux Parties entament immédiatement des consultations afin de trouver une solution appropriée. Dans l'attente de cette solution, la partie concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires.

2. En cas d'application de mesures de sauvegarde prévues au paragraphe 1 ou dans les autres annexes:

- a) les procédures suivantes s'appliquent à défaut de dispositions spécifiques:
 - Lorsqu'une Partie a l'intention de mettre en œuvre des mesures de sauvegarde à l'égard d'une partie ou de l'ensemble du territoire de l'autre Partie, elle en informe celle-ci au préalable en lui indiquant les motifs.
 - Lorsqu'une Partie prend des mesures de sauvegarde à l'égard d'une partie ou de l'ensemble de son territoire ou de celui d'un pays tiers, elle en informe l'autre Partie dans les plus brefs délais.
 - Sans préjudice de la possibilité de mettre en vigueur immédiatement les mesures de sauvegarde, des consultations entre les deux Parties se tiennent dans les meilleurs délais en vue de trouver les solutions appropriées.
 - Dans le cas de mesures de sauvegarde prises par un Etat membre de la Communauté à l'égard de la Suisse, d'un autre Etat membre ou d'un

pays tiers, la Communauté en informe la Suisse dans les plus brefs délais.

- b) les mesures qui apportent le moins de perturbation au fonctionnement du présent accord doivent être choisies par priorité.

Art. 11 Modifications

Le Comité peut décider des modifications des annexes 1 et 2 et des appendices des autres annexes du présent accord.

Art. 12 Révision

1. Lorsqu'une Partie désire une révision du présent accord, elle soumet à l'autre Partie une demande motivée.
2. Les Parties peuvent confier au Comité le soin d'examiner cette demande et de formuler, le cas échéant, des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.
3. Les accords résultant des négociations visées au paragraphe 2 sont soumis à ratification ou à approbation par les Parties, selon les procédures qui leur sont propres.

Art. 13 Clause évolutive

1. Les Parties s'engagent à poursuivre leurs efforts pour parvenir progressivement à une plus grande libéralisation des échanges agricoles entre elles.
2. A cette fin, les Parties procèdent régulièrement, dans le cadre du Comité, à un examen des conditions de leurs échanges de produits agricoles.
3. Au vu des résultats de ces examens, dans le cadre de leurs politiques agricoles respectives et en tenant compte de la sensibilité des marchés agricoles, les Parties peuvent engager des négociations, dans le contexte du présent accord, en vue d'établir, sur une base préférentielle réciproque et mutuellement avantageuse, de nouvelles réductions des entraves aux échanges dans le domaine agricole.
4. Les accords résultant des négociations visées au paragraphe 3 sont soumis à ratification ou à approbation par les Parties, selon les procédures qui leur sont propres.

Art. 14 Mise en œuvre de l'accord

1. Les Parties prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations du présent accord.
2. Elles s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs du présent accord.

Art. 15 Annexes

Les annexes du présent accord, y compris les appendices de celles-ci, en font partie intégrante.

Art. 16 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique d'une part, aux territoires où le traité instituant la Communauté européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité, et d'autre part, au territoire de la Suisse.

Art. 17 Entrée en vigueur et durée

1. Le présent accord sera ratifié ou approuvé par les parties selon les procédures qui leur sont propres. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière notification du dépôt des instruments de ratification ou d'approbation de tous les sept accords suivants:

- accord relatif aux échanges de produits agricoles
- accord sur la libre circulation des personnes
- accord sur le transport aérien
- accord sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route
- accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité
- accord sur certains aspects relatifs aux marchés publics
- accord sur la coopération scientifique et technologique.

2. Le présent accord est conclu pour une période initiale de sept ans. Il est reconduit pour une durée indéterminée à moins que la Communauté ou la Suisse ne notifie le contraire à l'autre Partie, avant l'expiration de la période initiale. En cas de notification, les dispositions du paragraphe 4 s'appliquent.

3. La Communauté ou la Suisse peut dénoncer le présent accord en notifiant sa décision à l'autre Partie. En cas de notification, les dispositions du paragraphe 4 s'appliquent.

4. Les sept accords mentionnés dans le paragraphe 1 cessent d'être applicables six mois après la réception de la notification relative à la non-reconduction visée au paragraphe 2 ou à la dénonciation visée au paragraphe 3.

Fait à Luxembourg, le vingt et un juin de l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en double exemplaire, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise, chacun de ces textes faisant également foi.

Pour la Confédération suisse:
Pascal Couchepin Joseph Deiss

Pour les Communautés européennes:
Joschka Fischer Hans van den Brœck

Table des matières

<i>Annexe 1</i>	Concessions tarifaires de la Suisse
<i>Annexe 2</i>	Concessions tarifaires de la Communauté
<i>Annexe 3</i>	Concessions relatives aux fromages Appendice 1 Concessions de la Communauté Appendice 2 Concessions de la Suisse Appendice 3 Liste des appellations de fromages «Italien» admis à l'importation en Suisse Appendice 4 Description des fromages
<i>Annexe 4</i>	relative au secteur phytosanitaire (Appendices 1 à 4 à établir) Appendice 5 Echange d'informations
<i>Annexe 5</i>	concernant l'alimentation animale (Appendice 1 à établir) Appendice 2 Liste des dispositions législatives visées à l'article 9
<i>Annexe 6</i>	relative au secteur des semences Appendice 1 Législations Appendice 2 Organisme de contrôle et de certification des semences Appendice 3 Dérogations communautaires admises par la Suisse Appendice 4 Liste des pays tiers
<i>Annexe 7</i>	relative au commerce de produits viti-vinicoles Appendice 1 Liste des actes visés à l'article 4 relatifs aux produits viti-vinicoles Appendice 2 Dénominations protégées visées à l'article 6 Appendice 3 relative aux articles 6 et 25
<i>Annexe 8</i>	concernant la reconnaissance mutuelle et la protection des dénominations boisson aromatisées à base de vin Appendice 1 Dénominations protégées pour les boissons spiritueuses originaires de la Communauté Appendice 2 Dénominations protégées pour les boissons spiritueuses originaires de la Suisse Appendice 3 Dénominations protégées pour les boissons aromatisées originaires de la Communauté Appendice 4 Dénominations protégées pour les boissons aromatisées originaires de la Suisse
<i>Annexe 9</i>	relative aux produits agricoles et denrées alimentaires obtenus selon le mode de production biologique Appendice 1 Liste des dispositions réglementaires applicables Appendice 2 Modalités d'application
<i>Annexe 10</i>	relative à la reconnaissance des contrôles de conformité aux normes de commercialisation pour les fruits et légumes frais Appendice Organismes de contrôle suisses autorisés à délivrer le certificat de contrôle prévu à l'article 3 de l'annexe 10
<i>Annexe 11</i>	relative aux mesures sanitaires et zootechniques applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux Appendice 1 Mesures de lutte / notification des maladies Appendice 2 Santé animale: échanges et mise sur le marché Appendice 3 Importation d'animaux vivants et de certains produits animaux des pays tiers Appendice 4 Zootechnie, y compris importation des pays tiers Appendice 5 Contrôles et redevances Appendice 6 Produits animaux Appendice 7 Autorités compétentes

- Appendice 8 Adaptations aux conditions régionales
- Appendice 9 Lignes directrices applicables aux procédures d'audit
- Appendice 10 Contrôles aux frontières et redevances
- Appendice 11 Points de contact

Concession de la Suisse

La Suisse accorde pour les produits originaires de la Communauté et figurant ci-après, les concessions tarifaires suivantes; le cas échéant dans les limites d'une quantité annuelle fixée.

Position tarifaire de la Suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en FS/100 kg brut	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
ex 0210 1191	Jambons et leurs morceaux, non désossés, de l'espèce porcine (autres que de sangliers), salés ou en saumure, séchés ou fumés	exempt	
ex 0210 1991	Jambons et leurs morceaux, désossés, de l'espèce porcine (autres que de sangliers), salés ou en saumure, séchés ou fumés	exempt	1000 ⁽¹⁾
0210 2010	Viandes séchées de l'espèce bovine	exempt	200 ⁽²⁾
0602 1000	Boutures non racinées et greffons	exempt	illimitée
	Plants sous forme de porte-greffe de fruit à pépins (issus de semis ou de multiplication végétative):	exempt	⁽³⁾
0602 2011	– greffés, à racines nues		
0602 2019	– greffés, avec motte		
0602 2021	– non greffés, à racines nues		
0602 2029	– non greffés, avec motte		
	Plants sous forme de porte-greffe de fruit à noyaux (issus de semis ou de multiplication végétative):	exempt	⁽³⁾
0602 2031	– greffés, à racines nues		
0602 2039	– greffés, avec motte		
0602 2041	– non greffés, à racines nues		
0602 2049	– non greffés, avec motte		
	Plants autres que sous forme de porte-greffe de fruits à pépins ou à noyaux (issus de semis ou de multiplication végétative), à fruits comestibles:	exempt	illimitée
0602 2051	– à racines nues		
0602 2059	– autres qu'à racines nues		
	Arbres, arbustes, arbrisseaux et buissons, à fruits comestibles, à racines nues:		
0602 2071	– de fruits à pépins		
0602 2072	– de fruits à noyaux	exempt	⁽³⁾
0602 2079	– autres que de fruits à pépins ou à noyaux	exempt	illimitée
	Arbres, arbustes, arbrisseaux et buissons, à fruits comestibles, avec motte:		
0602 2081	– de fruits à pépins		
0602 2082	– de fruits à noyaux	exempt	⁽³⁾
0602 2089	– autres que de fruits à pépins ou à noyaux	exempt	illimitée
0602 3000	Rhododendrons et azalées, greffés ou non	exempt	illimitée

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Position tarifaire de la Suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en FS/100 kg brut	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
	Rosiers, greffés ou non:	exempt	illimitée
0602 4010	– rosiers-sauvageons et rosiers-tiges sauvages		
	– autres que rosiers-sauvageons et rosiers-tiges sauvages:		
0602 4091	– à racines nues		
0602 4099	– autres qu'à racines nues, avec motte		
	Plants (issus de semis ou de multiplication végétative) de végétaux d'utilité; blancs de champignons:	exempt	illimitée
0602 9011	– plants de légumes et gazon en rouleau		
0602 9012	– blanc de champignons		
0602 9019	– autres que plants de légumes, gazon en rouleau et blanc de champignons		
	Autres plantes vivantes (y compris leurs racines):	exempt	illimitée
0602 9091	– à racines nues		
0602 9099	– autres qu'à racines nues, avec motte		
0603 1031	Œillets, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, du 1 ^{er} mai au 25 octobre	exempt	1000
0603 1041	Roses, coupées, pour bouquets ou pour ornements, fraîches, du 1 ^{er} mai au 25 octobre		
	Fleurs et boutons de fleurs (autres que les œillets et les roses), coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, du 1 ^{er} mai au 25 octobre:		
0603 1051	– ligneux		
0603 1059	– autres que ligneux		
0603 1071	Tulipes, coupées, pour bouquets ou pour ornements, fraîches, du 26 octobre au 30 avril	exempt	illimitée
	Fleurs et boutons de fleurs (autres que les tulipes et les roses), coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, du 26 octobre au 30 avril:	exempt	illimitée
0603 1091	– ligneux		
0603 1099	– autres que ligneux		
	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré	exempt	10 000
	– tomates cerises (cherry):		
0702 0010	– du 21 octobre au 30 avril		
	– tomates Peretti (forme allongée):		
0702 0020	– du 21 octobre au 30 avril		
	– autres tomates d'un diamètre de 80 mm ou plus (tomates charnues):		
0702 0030	– du 21 octobre au 30 avril		
	– autres:		
0702 0090	– du 21 octobre au 30 avril		
0705 1111	Salade iceberg sans feuille externe:	exempt	2000
	– du 1 ^{er} janvier à la fin février		
0705 2110	Chicorées witloofs à l'état frais ou réfrigéré:	exempt	2000
	– du 21 mai au 30 septembre		
	Aubergines, à l'état frais ou réfrigéré:	exempt	1.000
0709 3010	– du 16 octobre au 31 mai		
0709 5100	Champignons, à l'état frais ou réfrigéré	exempt	illimitée
0709 6011	Poivrons, à l'état frais ou réfrigéré,	2,5	illimitée
	– du 1 ^{er} novembre au 31 mars		

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Position tarifaire de la Suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en FS/100 kg brut	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
	Courgettes (y compris les fleurs de courgettes), à l'état frais ou réfrigéré:	exempt	2000
0709 9050	– du 31 octobre au 19 avril		
ex 0710 8090	Champignons, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	exempt	illimitée
0802 2190	Noisettes (<i>Corylus</i> spp.), fraîches ou sèches: – en coques, autres que pour l'alimentation des animaux ou pour l'extraction de l'huile	exempt	illimitée
0802 2290	– sans coques, autres que pour l'alimentation des animaux ou pour l'extraction de l'huile		
ex 0802 9090	Graines de pignons, fraîches ou sèches	exempt	illimitée
0805 1000	Oranges, fraîches ou sèches	exempt	illimitée
0805 2000	Mandarines (y compris les tangerines et satsumas); clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes, frais ou secs	exempt	illimitée
0807 1100	Pastèques, fraîches	exempt	illimitée
0807 1900	Melons, frais, autres que les pastèques	exempt	illimitée
	Abricots, frais, à découvert:	exempt	2000
0809 1011	– du 1 ^{er} septembre au 30 juin autrement emballés:		
0809 1091	– du 1 ^{er} septembre au 30 juin		
0810 1010	Fraises, fraîches – du 1 ^{er} septembre au 14 mai	exempt	10 000
0810 5000	Kiwis, frais	exempt	illimitée
0910 2000	Safran	exempt	illimitée
	Huile d'olive, vierge, autre que pour l'alimentation des animaux:		
1509 1091	– en récipients de verre d'une contenance n'excédant pas 2 l	60,60 ⁽⁴⁾	illimitée
1509 1099	– en récipients de verre d'une contenance excédant 2 l, ou en autres récipients	86,70 ⁽⁴⁾	illimitée
	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, autres que pour l'alimentation des animaux:		
1509 9091	– en récipients de verre d'une contenance n'excédant pas 2 l	60,60 ⁽⁴⁾	illimitée
1509 9099	– en récipients de verre d'une contenance excédant 2 l, ou en autres récipients	86,70 ⁽⁴⁾	illimitée
	Tomates, entières ou en morceaux, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique:		
2002 1010	– en récipients excédant 5 kg	2,50	illimitée
2002 1020	– en récipients n'excédant pas 5 kg	4,50	illimitée
2002 9010	Tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à ou à l'acide acétique, autres qu'entières ou en morceaux, – en récipients excédant 5 kg	exempt	illimitée

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Position tarifaire de la Suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en FS/100 kg brut	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
2002 9021	Pulpes, purées et concentrés de tomates, en récipients hermétiquement fermés, dont la teneur en extrait sec est de 25 % en poids ou plus, composés de tomates et d'eau, même additionnés de sel ou d'assaisonnement, en récipients n'excédant pas 5 kg	exempt	illimitée
2002 9029	Tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, autres qu'entières ou en morceaux, et autres que pulpes, purées et concentrés de tomates, – en récipients n'excédant pas 5 kg	exempt	illimitée
ex 2004 9018	Artichauts préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelés, autres que les produits du n° 2006	17,50	illimitée
ex 2004 9049	– en récipients excédant 5 kg – en récipients n'excédant pas 5 kg	24,50	illimitée
	Asperges préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelées, autres que les produits du n° 2006	exempt	illimitée
2005 6010	– en récipients excédant 5 kg		
2005 6090	– en récipients n'excédant pas 5 kg		
	Olives préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelées, autres que les produits du n° 2006	exempt	illimitée
2005 7010	– en récipients excédant 5 kg		
2005 7090	– en récipients n'excédant pas 5 kg		
	Câpres et artichauts, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés, autres que les produits du n° 2006		
ex 2005 9011	– en récipients excédant 5 kg	17,5	illimitée
ex 2005 9040	– en récipients n'excédant pas 5 kg	24,5	illimitée
2008 3090	Agrumes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs	exempt	illimitée
2008 5010	Pulpes d'abricots, autrement préparées ou conservées non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommées ni comprises ailleurs	10	illimité
2008 5090	Abricots, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs	15	illimitée
2008 7010	Pulpes de pêches, autrement préparées ou conservées non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommées ni comprises ailleurs	exempt	illimitée
2008 7090	Pêches, autrement préparées ou conservées, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommées ni comprises ailleurs	exempt	illimitée

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Position tarifaire de la Suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en FS/100 kg brut	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
ex 2009 3019	Jus de tout autre agrume que d'orange ou de pamplemousse ou de pomelo, non fermentés, sans addition d'alcool – non additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, concentrés	6	illimitée
ex 2009 3020	– additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, concentrés	14	illimitée
	Vins doux, spécialités et mistelles en récipients d'une contenance:		
2204 2150	– n'excédant pas 2 l ⁽⁵⁾	8,5	illimitée
2204 2950	– excédant 2 l ⁽⁵⁾	8,5	illimitée
ex 2204 2150	Porto, en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l, selon description ⁽⁶⁾	exempt	1000 hl
ex 2204 2121	Retsina (vin blanc grec) en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l, selon description ⁽⁷⁾ Retsina (vin blanc grec) en récipients d'une contenance excédant 2 l, selon description ⁽⁷⁾ , d'un titre alcoométrique volumique	exempt	500 hl
ex 2204 2921	– excédant 13 % vol.		
ex 2204 2922	– n'excédant pas 13 % vol.		

(1) Y compris 480 t pour les Jambons de Parme et San Daniele, selon l'échange de lettres entre la Suisse et la CEE du 25 janvier 1972.

(2) Y compris 170 t de Bresaola, selon l'échange de lettres entre la Suisse et la CEE du 25 janvier 1972.

(3) Dans les limites d'un contingent annuel global de 60 000 plants.

(4) Y inclus la contribution au fonds de garantie pour le stockage obligatoire.

(5) Ne sont couverts que les produits au sens de l'annexe 7 de l'accord.

(6) *Description:* Par vin de «Porto», on entend un vin de qualité produit dans la région déterminée portugaise portant ce nom au sens du Règlement (CEE) n° 823/87.

(7) *Description:* Par vin de «Retsina», on entend un vin de table au sens des dispositions communautaires visées à l'article 17 et l'annexe I du Règlement (CEE) n° 822/87.

Concessions de la Communauté

La Communauté accorde, pour les produits originaires de la Suisse et figurant dans le tableau ci-après, les concessions tarifaires suivantes, le cas échéant dans les limites d'une quantité annuelle fixée:

Code NC	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en euros/100 kg net	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
ex 0210 2090	Viandes de l'espèce bovine, désossées, séchées	exemption	1200
ex 0401 30	Crème, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 6%	exemption	2000
0403 10	Yoghourts		
0402 2911	Laits spéciaux, dit «pour nourissons», en récipients hermétiquement fermés d'un contenu net n'excédant pas 500 g d'une teneur en poids de matières grasses excédant 10 % ⁽¹⁾	43,8	illimitée
ex 0404 9083			
0602	Autres plantes vivantes (y compris leurs racines), boutures et greffons; blanc de champignons	exemption	illimitée
0603 10	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais.	exemption	illimitée
0701 1000	Pommes de terre, de semence, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	4000
0702 00	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré	exemption ⁽²⁾	1000
0703 1019	Oignons, autres que de semence, poireaux et autres légumes alliacés, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	5000
0703 9000			
0704 10	Choux, choux-fleurs, choux frisés, choux-raves et produits comestibles similaires du genre Brassica, à l'exception des choux de Bruxelles, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	5500
0704 90			
0705 11	Laitues (<i>Lactuca sativa</i>) et chicorées (<i>Cichorium spp.</i>), à l'exception de witloof (<i>Chicorium intybus var. foliosum</i>), à l'état frais ou réfrigéré	exemption	3000
0705 1900			
0705 2900			
0706 1000	Carottes et navets, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	5000
0706 9005	Betteraves à salade, salsifis, céleris-raves, radis et racines comestibles similaires, à l'exception du Raifort (<i>Cochlearia armoracia</i>), à l'état frais ou réfrigéré	exemption	3000
0706 9011			
0706 9017			
0706 9090			
0707 0005	Concombres, à l'état frais ou réfrigéré	exemption ⁽²⁾	1000
0708 20	Haricots (<i>Vigna</i> , spp., <i>Phaseolus</i> spp.), à l'état frais ou réfrigéré	exemption	1000
0709 3000	Aubergines, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	500
0709 4000	Céleris, autres que les céleris-raves, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	500
0709 51	Champignons, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	illimitée

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Code NC	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en euros/100 kg net	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
0709 5200	Truffes, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	illimitée
0709 7000	Epinards, tétragones (épinards de Nouvelle-Zélande) et arroches (épinards géants), à l'état frais ou réfrigéré	exemption	1000
0709 9010	Salades, autres que laitues et chicorées, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	1000
0709 9050	Fenouil, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	1000
0709 9070	Courgettes, à l'état frais ou réfrigéré	exemption ⁽²⁾	1000
0709 9090	Autres légumes, à l'état frais ou réfrigéré	exemption	1000
0710 8061	Champignons, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	exemption	illimitée
0710 8069			
0712 90	Légumes secs, même coupés en morceaux ou en tranches, ou bien broyés ou pulvérisés, même obtenus à partir de légumes auparavant cuits, mais non autrement préparés, à l'exception des oignons, des champignons et des truffes	exemption	illimitée
ex 0808 1020	Pommes, autres que pommes à cidre, fraîches	exemption ⁽²⁾	3000
ex 0808 1050			
ex 0808 1090			
0808 20	Poires et coings, frais	exemption ⁽²⁾	3000
0809 1000	Abricots, frais	exemption ⁽²⁾	500
0809 2095	Cerises, autres que cerises acides, fraîches	exemption ⁽²⁾	1500 ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
0809 40	Prunes et prunelles, fraîches	exemption ⁽²⁾	1000
0810 2010	Framboises, fraîches	exemption	100
0810 2090	Mûres de ronce ou de mûrier et mûres-framboises, fraîches	exemption	100
1106 3010	Farines, semoules et poudres de bananes	exemption	5
1106 3090	Farines, semoules et poudres d'autres fruits du chapitre 8	exemption	illimitée
ex 2002 9090	Poudres de tomates, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
2003 1080	Champignons, autres que ceux du genre Agaricus, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique	exemption	illimitée
0710 1000	Pommes de terre, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées		
2004 1010	Pommes de terre préparées ou conservées		
2004 1099	autres que les produits du n° 2006, congelées, autres que les produits du n° 2006, à l'exception des farines, semoules ou flocons		

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Code NC	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en euros/100 kg net	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
2005 2080	Pommes de terre préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelées, autres que celles relevant du n° 2006, à l'exception des préparations sous forme de farines, de semoules, de flocons et des préparations en fines tranches, frites, même salées ou aromatisées, en emballages hermétiquement clos, propres à la consommation en l'état	exemption	3000
ex 2005 90	Poudres préparées de légumes et de mélanges de légumes, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2008 30	Flocons et poudres d'agrumes, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2008 40	Flocons et poudres de poires, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2008 50	Flocons et poudres d'abricots, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
2008 60	Cerises, autrement préparées ou conservées, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommées ni comprises ailleurs	exemption	500
ex 0811 9019	Cerises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur,		
ex 0811 9039	congelées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants		
0811 9080	Cerises douces, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants		
ex 2008 70	Flocons et poudres de pêches, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2008 80	Flocons et poudres de fraises, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2008 99	Flocons et poudres d'autres fruits, avec ou sans addition de sucre, d'autres édulcorants ou d'amidon ⁽⁵⁾	exemption	illimitée
ex 2009 19	Poudres de jus d'orange, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée
ex 2009 20	Poudres de jus de pamplemousse, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée
ex 2009 30	Poudres de jus de tout autre agrume, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée
ex 2009 40	Poudres de jus d'ananas, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée
ex 2009 70	Poudres de jus de pomme, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Code NC	Désignation des marchandises	Droit de douane applicable en euros/100 kg net	Quantité annuelle en poids net (tonnes)
ex 2009 80	Poudres de jus de poire, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée
ex 2009 80	Poudres de jus de tout autre fruit ou légume, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	exemption	illimitée

- (1) Pour l'application de cette sous-position, on entend par laits spéciaux dits «pour nourrissons», les produits exempts de germes pathogènes et toxicogènes et qui contiennent moins de 10 000 bactéries aérobies revivifiables et moins de deux bactéries coliformes par gramme.
- (2) Le droit spécifique autre que le droit minimal est applicable, le cas échéant.
- (3) y compris les 1000 t au titre de l'échange de lettres du 14 juillet 1986.
- (4) Au cas où la date d'entrée en vigueur du présent accord ne coïncide pas avec le début de l'année civile, le contingent supplémentaire de 500 t sera géré pro rata temporis.
- (5) voir Déclaration commune relative au classement tarifaire des poudres de légumes et des poudres de fruits.

Concessions relatives aux fromages

1. La Communauté et la Suisse s'engagent à libéraliser graduellement les échanges réciproques des fromages du code tarifaire 0406 du Système Harmonisé au terme d'une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de l'accord.

2. Le processus de libéralisation se déroulera de la manière suivante:

a) *A l'importation dans la Communauté:*

Dès la première année d'entrée en vigueur de l'accord, pour les fromages originaires de la Suisse, la Communauté supprime ou élimine graduellement les droits de douane à l'importation, le cas échéant dans la limite d'une quantité annuelle. Les droits de douane de base ainsi que les quantités annuelles de base sont reprises pour les différentes catégories de fromages à l'appendice 1 de la présente annexe.

(i) La Communauté réduit de 20 % par an les droits de douane de base mentionnés dans le tableau figurant à l'appendice 1. La première réduction a lieu une année après l'entrée en vigueur de l'accord.

(ii) La Communauté augmente le contingent tarifaire mentionné dans le tableau figurant à l'appendice 1 de 1250 t par an; la première augmentation a lieu une année après l'entrée en vigueur de l'accord. La libéralisation complète entrera en vigueur au début de la 6^e année.

(iii) La Suisse est exemptée du respect des prix franco frontière figurant dans la désignation des marchandises relevant du code NC 0406 du Tarif douanier commun.

b) *A l'exportation de la Communauté:*

Pour tous les fromages relevant du code tarifaire 0406 du Système Harmonisé, la Communauté n'applique pas de restitution à l'exportation vers la Suisse.

c) *A l'importation en Suisse:*

Dès la première année de l'entrée en vigueur de l'accord, pour les fromages originaires de la Communauté, la Suisse supprime ou élimine graduellement les droits de douane à l'importation, le cas échéant dans la limite d'une quantité annuelle. Les droits de douane de base ainsi que les quantités annuelles de base sont reprises pour les différentes catégories de fromages à l'appendice 2, point a) de la présente annexe.

(i) La Suisse réduit de 20 % par an les droits de douane de base mentionnés dans le tableau figurant à l'appendice 2, point a). La première réduction a lieu une année après l'entrée en vigueur de l'accord.

(ii) La Suisse augmente l'ensemble des contingents tarifaires mentionnés dans le tableau figurant à l'appendice 2, point a) de 2500 t par an. La première augmentation a lieu une année après l'entrée en vigueur de l'accord. La Communauté désignera au moins quatre mois avant le début de chaque année la ou les catégories de fromages pour lesquelles

cette augmentation sera effectuée. La libéralisation complète entrera en vigueur au début de la 6^e année.

d) *A l'exportation de la Suisse:*

Dès la première année de l'entrée en vigueur de l'accord, la Suisse élimine graduellement les subventions à l'exportation pour les livraisons de fromages vers la Communauté de la manière suivante:

- (i) Les montants servant de base pour le processus d'élimination¹ figurent à l'appendice 2, point b) de la présente annexe.
- (ii) Ces montants de base seront réduits de la manière suivante:
 - un an après l'entrée en vigueur de l'accord de 30 %,
 - deux ans après l'entrée en vigueur, de 55 %,
 - trois ans après l'entrée en vigueur, de 80 %,
 - quatre ans après l'entrée en vigueur, de 90 %,
 - cinq ans après l'entrée en vigueur, de 100 %.

3. La Communauté et la Suisse prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que le système de distribution des licences d'importation soit, compte tenu des exigences du marché, géré de telle façon que les importations puissent se faire régulièrement.

4. La Communauté et la Suisse font en sorte que les avantages mutuellement consentis ne soient pas compromis par d'autres mesures affectant les importations et les exportations.

5. Si des perturbations sous forme d'une évolution des prix et/ou d'une évolution des importations se présentent dans l'une des Parties, des consultations au sein du Comité visé à l'article 6 de l'accord auront lieu, à la demande de l'une des Parties, dans les plus brefs délais, en vue de trouver les solutions appropriées.

A cet égard, les Parties conviennent d'échanger périodiquement des cotations ainsi que toute autre information utile concernant le marché des fromages indigènes et importés.

¹ Les montants de base sont calculés d'un commun accord par les Parties sur la base de la différence des prix institutionnels du lait susceptibles d'être applicable au moment de l'entrée en vigueur de l'accord, y compris un supplément pour le lait transformé en fromage, et obtenus en fonction de la quantité de lait nécessaire pour la fabrication des fromages concernés et, à l'exception des fromages contingentés, déduction faite du montant de la réduction des droits de douane par la Communauté. L'octroi d'une subvention est exclusivement réservé aux fromages fabriqués à partir de lait entièrement obtenu sur le territoire suisse.

Concessions de la Communauté

A l'importation dans la Communauté

Code NC	Désignation des marchandises	Droit de douane de base (euros/100 kg net)	Quantité annuelle de base (en tonnes)
ex 0406 20	Fromages râpés ou en poudre avec une teneur maximale en eau de 400g/kg du fromage	exemption	illimitée
0406 30	Fromages fondus	exemption	illimitée
0406 9002 0406 9003 0406 9004 0406 9005 0406 9006 0406 9013 0406 9015 0406 9017	Emmental, Gruyère, Sbrinz, Appenzell, Bergkäse	6,58	illimitée
0406 9018	Fromage fribourgeois ² , Vacherin Mont d'Or, Tête de moine	exemption	illimitée
0406 9019	Glaris (Schabziger)	exemption	illimitée
ex 0406 9087	Fromage des Grisons	exemption	illimitée
0406 9025	Tilsit	exemption	illimitée
ex 0406	Fromages autres que ceux mentionnés ci-dessus	exemption	3000

² Synonyme : Vacherin fribourgeois

Concessions de la Suisse*a) à l'importation en Suisse*

Position du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane de base (FS/100 kg brut)	Quantité annuelle de base (en tonnes)
0406.1010	Mascarpone, Ricotta Romana, conformes aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech	exemption	illimitée
ex 0406.20	Fromages râpés ou en poudre avec une teneur maximale en eau de 400 g/kg du fromage	exemption	illimitée
0406.40	<ul style="list-style-type: none"> – Danablu, Gorgonzola, Roquefort, conformes aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech – Roquefort, non conforme aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech, avec preuve d'origine – Fromages à pâte persillée, autres que Danablu, Gorgonzola et Roquefort 	exemption	illimitée
0406.9011	Brie, Camembert, Crescenza, Italic ³ , Pont l'Evêque, Reblochon, Robbiola, Stracchino, conformes aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech	exemption	illimitée
ex 0406.9019	Feta, selon description figurant à l'appendice 4	exemption	illimitée
ex 0406.9019	Fromage blanc en saumure, à base de lait de brebis, selon description à l'appendice 4	exemption	illimitée
0406.9021	Fromage aux herbes, avec une teneur maximale en eau dans la pâte dégraissée de 65 %	exemption	illimitée
0406.9031 0406.9039	Caciocavallo, Canestrato (Pecorino Siciliano), Aostaler Fontina, Parmiggiano Reggiano, Grana Padano, Pecorino (Pecorino Romano, Fiore Sardo, autres Pecorino), Provolone, conformes aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech	exemption	illimitée

³ Pour les fromages à pâte molle «Italic», la liste des appellations admises à l'importation en Suisse figure à l'appendice 3.

Accord relatif aux échanges de produits agricoles

Position du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane de base (FS/100 kg brut)	Quantité annuelle de base (en tonnes)
0406.9051 0406.9059 ex 0406.9091	– Asiago, Bitto, Brà, Fontal, Montasio, Saint-Paulin (Port Salut), Saint-Nectaire, conformes aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech – Fromages à racler, selon description figurant à l'appendice 4	exemption	5000
0406.9060	Cantal, conforme aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech	exemption	illimitée
ex 0406.9091 ex 0406.9099	Manchego, Idiazabal, Roncal, selon description figurant à l'appendice 4	exemption	illimitée
ex 0406.9099	Parmiggiano Reggiano et Grana Padano, en morceaux, avec ou sans croûte, portant sur l'emballage au moins la dénomination du fromage, le teneur en graisse, l'emballer responsable et le pays de production, graisse dans l'extrait sec d'au moins 32 %, Parmiggiano Reggiano: teneur en eau de 32 % au maximum, Grana Padano: teneur en eau de 33,2 % au maximum	exemption	illimitée
ex 0406.1090	Fromage de type Mozzarella, non conforme aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech	exemption	500
ex 0406.9091 ex 0406.9099	Fromage de type Provolone, non conforme aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech, avec une teneur maximale en eau dans la pâte dégraissée de 65 %	exemption	500
ex 0406	Fromages autres que ceux mentionnés ci-dessus, à pâte dure ou demi-dure, avec une teneur maximale en eau dans la pâte dégraissée de 65 %	exemption	5000
ex 0406	Fromages autres que ceux mentionnés ci-dessus	exemption	1000
0406.1020	Mozzarella, conforme aux dispositions de la Liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au Protocole de Marrakech, en liquide de conservation, selon description figurant à l'appendice 4 ⁴	185	illimitée
0406.30	Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre	180,55	illimitée

⁴ en ce qui concerne la Mozzarella sans liquide de conservation, conforme à la description figurant dans la Liste LIX Suisse-Liechtenstein annexée au Protocole de Marrakech, le droit de douane applicable est le droit normal figurant à ladite Liste LIX.

Position du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Droit de douane de base (FS/100 kg brut)	Quantité annuelle de base (en tonnes)
0406.9051	Asiago, Bitto, Fontal, Saint-Paulin (Port Salut), Saint-Nectaire, conformes aux dispositions de la liste LIX Suisse-Liechtenstein, annexée au protocole de Marrakech, hors de la quantité annuelle de 5000 t	289	illimitée
0406.9091	Autres fromages à pâte demi-dure avec une teneur en eau dans la pâte dégraissée de plus de 54 % jusqu'à 65 %	315	illimitée

b) à l'exportation de la Suisse

Les montants de base mentionnés au point 2 d) de la présente annexe sont fixés aux niveaux suivants:

Position du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Aide maximale ⁵ à l'exportation ⁶ (FS/100 kg net)
0406.30	Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre	0
0406.20	Fromages râpés ou en poudre de tous types	0
ex 0406.9019	Vacherin Mont d'Or	204
0406.9021	Fromage vert (Glaris)	139
ex 0406.9099	Emmental	343
ex 0406.9091	Fromage fribourgeois (Vacherin fribourgeois)	259
ex 0406.9091	Fromage des Grisons	259
ex 0406.9091	Tilsit	113
ex 0406.9091	Tête de moine	259
ex 0406.9091	Appenzell	274
ex 0406.9091 ex 0406.9099	Bergkäse	343
ex 0406.9099	Gruyère	343
ex 0406.9099	Sbrinz	384
ex 0406	Fromages autres que ceux mentionnés ci-dessus – Fromages frais et à pâte molle – Fromages demi-durs – Fromages durs et extra durs	219 274 343

⁵ jusqu'à la libéralisation complète, à l'exception des fromages relevant du code NC 0406 9001 destinés à la transformation et importés dans la Communauté sous le régime de l'accès minimal

⁶ y compris les montants de toutes autres mesures d'effet équivalent

Liste des appellations de fromages «Italico» admis à l'importation en Suisse

- Bel Piano Lombardo
- Stella Alpina
- Cerriolo
- Italcolombo
- Tre Stelle
- Cacio Giocondo
- Il Lombardo
- Stella d'Oro
- Bel Mondo
- Bick
- Pastorella Cacio Reale
- Valsesia
- Casoni Lombardi
- Formaggio Margherita
- Formaggio Bel Paese
- Monte Bianco
- Metropoli
- L'Insuperabile
- Universal
- Fior d'Alpe
- Alpestre
- Primavera
- Italico Milcosa
- Caciotto Milcosa
- Italia
- Reale
- La Lombarda
- Codogno
- Il Novarese
- Mondo Piccolo
- Bel Paesino

- Primula Gioconda
- Alfiere
- Costino
- Montagnino
- Lombardo
- Lagoblu
- Imperiale
- Antica Torta Cascina S. Anna
- Torta Campagnola
- Martesana
- Caciotta Casalpiano

Description des fromages

Les fromages mentionnés ci-après ne sont admis au droit de douane contractuel que s'ils répondent à la description donnée ci-dessous, présentent les caractéristiques typiques spécifiées et sont importés avec la désignation ou appellation correspondantes.

1. Feta	
Appellation:	Feta
Zones de production:	Thraki, Makedonia, Thessalia, Ipiros, Sterea Ellada, Peloponnisos et département de Lesbos (Grèce)
Forme, dimensions:	Cubes ou parallélépipèdes orthogonaux de différente taille
Caractéristiques:	Fromage à pâte molle sans croûte. Pâte blanche molle mais ferme et légèrement cassante, au goût légèrement aigre-piquant et salé-piquant. Fromage fabriqué uniquement à base de lait de brebis ou avec ajout de lait de chèvre jusqu'à 30 %, d'une maturation d'au moins deux mois
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	43 % minimum
Teneur en matière sèche:	44 % minimum

2. Fromage blanc en saumure, à base de lait de brebis	
Désignation:	Fromage blanc en saumure, à base de lait de brebis, pays d'origine, fabriqué exclusivement à base de lait de brebis ou: Fromage blanc en saumure, à base de lait de brebis, pays d'origine, fabriqué à base de lait de brebis et de chèvre
Région de production:	Pays membres de l'Union européenne
Forme, dimensions:	Cubes ou parallélépipèdes orthogonaux de différente taille
Caractéristiques:	Fromage à pâte molle sans croûte. Pâte blanche molle mais ferme et légèrement cassante, au goût légèrement aigre-piquant et salé-piquant. Fromage fabriqué uniquement à base de lait de brebis ou avec ajout de lait de chèvre jusqu'à 10 %, d'une maturation d'au moins deux mois
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	43 % minimum
Teneur en matière sèche:	44 % minimum
Le fromage n'est admis au taux convenu que si l'emballage de chaque morceau indique l'adresse complète du producteur et signale que le fromage a été fabriqué exclusivement à base de lait de brebis ou, le cas échéant, avec adjonction de lait de chèvre.	

3. Manchego	
Appellation:	Manchego
Zones de production:	Communauté autonome de Castilla-La Mancha (provinces de Albacete, Ciudad Real, Cuenca et Tolède)
Forme, dimensions, poids par meule:	Meules cylindriques à faces presque planes. Hauteur: 7 à 12 cm. Diamètre: 9 à 22 cm. Poids des meules: 1 à 3,5 kg.
Caractéristiques:	Croûte dure, jaune pâle ou verdâtre-noirâtre; pâte ferme et compacte, blanche à ivoire-jaunâtre, pouvant présenter de petites ouvertures réparties inégalement. Arôme et saveur caractéristiques. Fromage à pâte dure ou mi-dure, obtenu exclusivement avec du lait de brebis de la race «Manchega», cru ou pasteurisé, coagulé à la présure naturelle ou avec d'autres enzymes coagulants autorisés, le lait étant chauffé à une température de 28 à 32°C pendant 45 à 60 minutes. Maturation minimale de 60 jours.
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	50 % minimum
Teneur en matière sèche:	55 % minimum

4. Idiazabal	
Appellation:	Idiazabal
Zones de production:	Provinces de Guipuzcoa, Navarre, Alava et Vizcaya
Forme, dimensions, poids par meule:	Meules cylindriques à faces presque planes. Hauteur: 8 à 12 cm. Diamètre: 10 à 30 cm. Poids des meules: 1 à 3 kg.
Caractéristiques:	Croûte dure, jaune pâle ou brun foncé dans les cas où il est fumé. Pâte ferme, blanche à ivoire-jaunâtre, pouvant présenter de petites ouvertures réparties inégalement. Arôme et saveur caractéristiques. Fromage fabriqué exclusivement avec du lait cru de brebis des races Lacha et Carranzana, coagulé à la présure naturelle ou avec d'autres enzymes autorisés, à une température de 28 à 32°C pendant une durée de 20 à 45 minutes. Maturation minimale de 60 jours.
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	45 % minimum
Teneur en matière sèche:	55 % minimum

5. Roncal	
Appellation:	Roncal
Zones de production:	Vallée de Roncal (Navarre)
Forme, dimensions, poids par meule:	Meules cylindriques à faces presque planes. Hauteur: 8 à 12 cm. Diamètre et poids variables.
Caractéristiques:	Croûte dure, grenue et grasse, brun paille. Pâte ferme et compacte, d'aspect poreux mais sans yeux, blanche à ivoire-jaunâtre. Arôme et saveur caractéristiques. Fromage à pâte dure ou mi-dure, obtenu exclusivement avec du lait de brebis, coagulé à la présure naturelle ou avec d'autres enzymes autorisés à une température de 32 à 37°C.
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	50 % minimum
Teneur en matière sèche:	60 % minimum

6. Fromage à racler	
Désignation:	Pays d'origine, p.ex. fromage à racler allemand ou fromage à racler français
Région de production:	Pays membres de l'Union européenne
Forme, dimensions, poids par meule:	Meules ou blocs. Hauteur: 5,5 à 8 cm; diamètre de 28 à 42 cm ou largeur de 28 à 36 cm. Poids de meules: 4,5 à 7,5 kg
Caractéristiques:	Fromage à pâte mi-dure à croûte compacte, jaune doré à brun clair pouvant présenter des tâches grisâtres. Pâte douce, se prêtant très bien à être fondue, ivoire ou jaunâtre, compacte, mais pouvant présenter quelques ouvertures. Saveur et arôme caractéristiques, doux à marqués. Fabriqué avec du lait de vache pasteurisé, thermisé ou cru, coagulé à l'aide de ferments lactiques et d'autres produits coagulants. Le caillé est pressé; en règle générale, le grain de caillé est lavé. Durée de maturation: 8 semaines au moins.
Teneur en matières grasses dans la matière sèche:	45 % minimum
Teneur en matière sèche:	55 % minimum

7. Mozzarella en liquide	
Le fromage n'est admis au taux convenu que si les meules ou morceaux sont conservés dans une solution aqueuse et fermés hermétiquement. La part de solution aqueuse doit atteindre au moins 25 % du poids total, y compris les meules ou morceaux de fromage, la solution et l'emballage direct.	

Relative au secteur phytosanitaire

Art. 1 Objet

La présente annexe concerne la facilitation des échanges entre les Parties des végétaux, des produits végétaux et d'autres objets soumis à des mesures phytosanitaires originaires de leur territoire respectif ou importés de pays tiers, qui figurent dans un appendice 1 à établir par le Comité conformément à l'article 11 de l'accord.

Art. 2 Principes

(1) Les Parties constatent qu'elles disposent de législations similaires concernant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles par des végétaux, produits végétaux ou autres objets, conduisant à des résultats équivalents en matière de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux figurant à l'appendice 1 visé à l'article premier. Cette constatation concerne également les mesures phytosanitaires prises à l'égard des végétaux, produits végétaux et autres objets introduits de pays tiers.

(2) Les législations visées au paragraphe 1 figurent dans un appendice 2 à établir par le Comité conformément à l'article 11 de l'accord.

(3) Les Parties reconnaissent mutuellement les passeports phytosanitaires délivrés par les organismes figurant dans un appendice 3 à établir par le Comité conformément à l'article 11 de l'accord. Ces passeports phytosanitaires attestent de la conformité à leurs législations respectives figurant à l'appendice 2 visé au paragraphe 2 et sont considérés comme répondant aux exigences documentaires fixées dans ces législations pour la circulation sur le territoire des Parties respectives, des végétaux, produits végétaux et autres objets figurant à l'appendice 1 visé à l'article premier.

(4) Les végétaux, produits végétaux et autres objets figurant dans l'appendice 1 visé à l'article premier et qui ne sont pas soumis au régime du passeport phytosanitaire pour les échanges à l'intérieur du territoire des deux Parties, sont échangés entre les deux Parties sans passeport phytosanitaire, sans préjudice toutefois de l'exigence d'autres documents requis en vertu des législations des Parties respectives, et notamment ceux instaurés dans un système permettant de remonter à l'origine de ces végétaux, produits végétaux et autres objets.

Art. 3

(1) Les végétaux, produits végétaux et autres objets ne figurant pas explicitement dans l'appendice 1 visé à l'article premier et n'étant pas soumis à des mesures phytosanitaires dans aucune des deux Parties peuvent être échangés entre les deux Parties sans contrôle en relation avec des mesures phytosanitaires (contrôles documentaires, contrôles d'identité, contrôles phytosanitaires).

(2) Lorsqu'une Partie a l'intention d'adopter une mesure phytosanitaire à l'égard de végétaux, produits végétaux et autres objets visés au paragraphe 1, elle en informe l'autre Partie.

(3) En application de l'article 10, paragraphe 2, le Groupe de Travail «phyto-sanitaire» évalue les conséquences pour la présente annexe des modifications adoptées au sens du paragraphe 2 en vue de proposer une modification éventuelle des appendices pertinentes.

Art. 4 Exigences régionales

(1) Chaque Partie peut fixer selon des critères similaires des exigences spécifiques relatives aux mouvements des végétaux, produits végétaux et autres objets, indépendamment de leurs origines, dans et vers une zone de son territoire, dans la mesure où la situation phytosanitaire prévalant dans cette zone le justifie.

(2) L'appendice 4 à établir par le Comité conformément à l'article 11 de l'accord définit les zones visées au paragraphe 1, ainsi que les exigences spécifiques y relatives.

Art. 5 Contrôle à l'importation

(1) Chaque Partie effectue des contrôles phytosanitaires par sondage et sur échantillon dans une proportion n'excédant pas un certain pourcentage des envois de végétaux, de produits végétaux et d'autres objets figurant à l'appendice 1 visé à l'article premier. Ce pourcentage, proposé par le Groupe de Travail «phyto-sanitaire» et arrêté par le Comité, est déterminé par végétal, produit végétal et autre objet selon le risque phytosanitaire. A l'entrée en vigueur de la présente annexe, ce pourcentage est fixé à 10 %.

(2) En application de l'article 10, paragraphe 2, de la présente annexe, le Comité, sur proposition du Groupe de Travail «phyto-sanitaire», peut décider de réduire la proportion des contrôles prévus au paragraphe premier.

(3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent qu'aux contrôles phytosanitaires des échanges de végétaux, produits végétaux et autres objets entre les deux Parties.

(4) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont applicables sous réserve des dispositions de l'article 11 de l'accord et des articles 6 et 7 de la présente annexe.

Art. 6 Mesures de sauvegarde

Des mesures de sauvegarde sont prises conformément aux procédures prévues à l'article 10 paragraphe 2 de l'accord.

Art. 7 Dérogations

(1) Lorsqu'une Partie a l'intention de mettre en œuvre des dérogations à l'égard d'une partie ou de l'ensemble du territoire de l'autre Partie, elle l'en informe au préalable en lui indiquant les motifs. Sans restreindre la possibilité de mettre en

vigueur immédiatement les dérogations envisagées, des consultations entre les deux Parties se tiennent dans les meilleurs délais en vue de trouver les solutions appropriées.

(2) Lorsqu'une Partie prend des dérogations à l'égard d'une partie de son territoire ou d'un pays tiers, elle en informe l'autre Partie dans les plus brefs délais. Sans restreindre la possibilité de mettre en vigueur immédiatement les dérogations envisagées, des consultations entre les deux Parties se tiennent dans les meilleurs délais en vue de trouver les solutions appropriées.

Art. 8 Contrôle conjoint

(1) Chaque Partie accepte qu'un contrôle conjoint puisse être mené à la demande de l'autre Partie pour évaluer la situation phytosanitaire et les mesures conduisant à des résultats équivalents telles que visées à l'article 2.

(2) Par contrôle conjoint, il faut comprendre la vérification à la frontière de la conformité aux exigences phytosanitaires d'un envoi en provenance d'une des Parties.

(3) Ce contrôle est effectué selon la procédure arrêtée par le Comité, sur proposition du Groupe de travail «phytosanitaire».

Art. 9 Echange d'informations

(1) En application de l'article 8 de l'accord, les Parties échangent toute information utile concernant la mise en œuvre et l'application des dispositions législatives, réglementaires et administratives qui font l'objet de la présente annexe et les informations visées à l'appendice 5.

(2) Afin de garantir l'équivalence de l'application des modalités d'exécution des législations visées par la présente annexe, chaque Partie accepte, à la demande de l'autre Partie, des visites d'experts de l'autre Partie sur son territoire, qui se feront en coopération avec l'organisation phytosanitaire officielle responsable pour le territoire concerné.

Art. 10 Groupe de travail «phytosanitaire»

(1) Le Groupe de travail «phytosanitaire», dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre.

(2) Le Groupe de travail examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires internes des parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il formule notamment des propositions qu'il soumet au Comité en vue d'adapter et de mettre à jour les appendices de la présente annexe.

Echange d'informations

Les informations auxquelles fait référence l'article 9, paragraphe 1, sont les suivantes:

- les notifications d'interception d'envois ou d'organismes nuisibles en provenance de pays tiers ou d'une partie des territoires des Parties et présentant un danger phytosanitaire imminent régies par la directive 94/3/CEE;
- les notifications visées à l'article 15 de la directive 77/93/CEE.

Concernant l'alimentation animale

Art. 1 Objet

1. Les Parties s'engagent à rapprocher leurs dispositions législatives en matière d'alimentation animale en vue de faciliter les échanges dans ce domaine.
2. La liste des produits ou des groupes des produits pour lesquels les dispositions législatives respectives des Parties ont été jugées comme conduisant aux mêmes résultats par les Parties, et, le cas échéant, la liste des dispositions législatives respectives des Parties dont les exigences ont été jugées comme conduisant aux mêmes résultats par les Parties, sont reprises dans un appendice 1 à établir par le Comité conformément à l'article 11 de l'accord.
3. Les deux Parties suppriment les contrôles à la frontière pour les produits ou groupes de produits repris à l'appendice 1 visé au paragraphe 2.

Art. 2 Définitions

Aux fins de la présente annexe, on entend par:

- a) «produit»: l'aliment pour animaux ou toute substance utilisée dans l'alimentation animale;
- b) «établissement»: toute unité de production ou de fabrication d'un produit ou qui détient celui-ci à un stade intermédiaire avant sa mise en circulation, y compris celui de la transformation et de l'emballage ou qui met en circulation ce produit;
- c) «autorité compétente»: l'autorité dans une des Parties chargée d'effectuer les contrôles officiels dans le domaine de l'alimentation animale.

Art. 3 Echanges d'informations

En application de l'article 8 de l'accord, les Parties se communiquent:

- la ou les autorités compétentes et leur ressort territorial et fonctionnel,
- la liste des laboratoires chargés d'effectuer les analyses de contrôle,
- le cas échéant, la liste des points d'entrée déterminés sur leur territoire pour les différents types de produits,
- leurs programmes de contrôles visant à s'assurer de la conformité des produits au regard de leurs dispositions législatives respectives concernant l'alimentation animale.

Les programmes visés au quatrième tiret devront tenir compte des situations spécifiques des Parties et, notamment, préciser la nature et la fréquence des contrôles qui doivent être effectués de façon régulière.

Art. 4 Dispositions générales pour les contrôles

Les Parties prennent toutes les mesures utiles pour que les produits destinés à être expédiés vers l'autre Partie soient contrôlés avec le même soin que ceux destinés à être mis en circulation sur leur propre territoire; notamment elles veillent à ce que:

- les contrôles soient effectués de façon régulière, en cas de soupçon de non-conformité et de façon proportionnée à l'objectif poursuivi, et notamment en fonction des risques et de l'expérience acquise;
- les contrôles s'étendent à tous les stades de la production et de la fabrication, aux stades intermédiaires précédant la mise en circulation, à la mise en circulation, y compris l'importation, et à l'utilisation des produits;
- les contrôles soient effectués au stade le plus approprié en vue de la recherche envisagée;
- les contrôles s'effectuent en règle générale sans avertissement préalable;
- les contrôles portent aussi sur des utilisations interdites dans l'alimentation des animaux.

Art. 5 Contrôle à l'origine

1. Les Parties veillent à ce que les autorités compétentes procèdent à un contrôle des établissements afin de s'assurer que ceux-ci remplissent leurs obligations et que les produits destinés à être mis en circulation répondent aux exigences des dispositions législatives visées à l'appendice 1 visé à l'article premier, applicables sur le territoire d'origine.

2. Lorsqu'il existe une suspicion que ces exigences ne sont pas respectées, l'autorité compétente procède à des contrôles supplémentaires et, dans le cas où cette suspicion est confirmée, prend les mesures appropriées.

Art. 6 Contrôle à destination

1. Les autorités compétentes de la Partie de destination peuvent, sur les lieux de destination, vérifier la conformité des produits avec les dispositions faisant objet de la présente annexe par des contrôles par sondage et de façon non discriminatoire.

2. Toutefois, lorsque l'autorité compétente de la Partie de destination dispose d'éléments d'information lui permettant de présumer une infraction, des contrôles peuvent également être effectués en cours de transport des produits sur son territoire.

3. Si, lors d'un contrôle effectué au lieu de destination de l'envoi ou en cours de transport, les autorités compétentes de la Partie concernée constatent la non-conformité des produits avec les dispositions faisant l'objet de la présente annexe, elles prennent les dispositions appropriées et mettent en demeure l'expéditeur, le destinataire ou tout autre ayant droit d'effectuer une des opérations suivantes:

- la mise en conformité des produits dans un délai à fixer,
- la décontamination éventuelle,
- toute autre traitement approprié,

- l'utilisation à d'autres fins,
- la réexpédition vers la Partie d'origine, après information de l'autorité compétente de cette Partie,
- la destruction des produits.

Art. 7 Contrôle des produits provenant de territoires autres que ceux des Parties

1. Par dérogation à l'article 4 premier tiret, les Parties prennent toutes les mesures utiles pour que, lors de l'introduction sur leurs territoires douaniers de produits provenant d'un territoire autre que ceux qui sont définis à l'article 16 de l'accord, un contrôle documentaire de chaque lot et un contrôle d'identité par sondage soient effectués par les autorités compétentes afin de s'assurer:

- de leur nature,
- de leur origine,
- de leur destination géographique,

de manière à déterminer le régime douanier qui leur est applicable.

2. Les Parties prennent toutes les mesures utiles pour s'assurer par un contrôle physique par sondage de la conformité des produits avant leur mise en libre pratique.

Art. 8 Coopération en cas de constat d'infractions

1. Les Parties se prêtent mutuellement assistance, de la manière et dans les conditions prévues par la présente annexe. Elles garantissent l'application correcte des dispositions législatives concernant les produits utilisés pour l'alimentation animale, notamment en s'accordant assistance mutuelle, en décelant les infractions à ces dispositions législatives et en menant des enquêtes à leur sujet.

2. L'assistance prévue dans cet article ne porte pas atteinte aux dispositions régissant la procédure pénale ou l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Parties.

Art. 9 Produits soumis à autorisation préalable

1. Les Parties s'efforcent de rendre identiques leurs listes de produits couverts par les dispositions législatives reprises à l'appendice 2.

2. Les Parties s'informent mutuellement des demandes d'autorisation des produits mentionnés au paragraphe 1.

Art. 10 Consultations et mesure de sauvegarde

1. Les Parties se consultent lorsque l'une d'elles estime que l'autre a manqué à une obligation de la présente annexe.

2. La Partie qui sollicite les consultations communique à l'autre Partie toutes les informations nécessaires à un examen approfondi du cas considéré.

3. Les mesures de sauvegarde prévues dans une des dispositions législatives concernant les produits et groupes de produits énumérés à l'appendice 1 visé à l'article premier, sont prises conformément aux procédures prévues à l'article 10, paragraphe 2, de l'accord.

4. Si, au terme des consultations prévues au paragraphe 1 et à l'article 10, paragraphe 2, point a), troisième tiret de l'accord, les Parties ne parviennent pas à un accord, la Partie qui a sollicité les consultations ou arrêté les mesures visées au paragraphe 3 peut prendre les mesures conservatoires appropriées de manière à permettre l'application de la présente annexe.

Art. 11 Groupe de travail pour l'alimentation animale

1. Le Groupe de travail pour l'alimentation animale, dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord, examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre. Il assume en outre toutes les tâches prévues par la présente annexe.

2. Le Groupe de travail examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives internes des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il formule notamment des propositions qu'il soumet au Comité en vue de mettre à jour les appendices de la présente annexe.

Art. 12 Obligation de respecter le secret

1. Tout renseignement communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application de la présente annexe, revêt un caractère confidentiel. Il est couvert par le secret professionnel et bénéficie de la protection accordée à des informations similaires par les lois applicables en la matière par la Partie qui l'a reçu.

2. Le principe de confidentialité mentionné au paragraphe 1 ne s'applique pas aux informations visées à l'article 3.

3. La présente annexe n'oblige pas une Partie dont les dispositions législatives ou les pratiques administratives imposent, pour la protection des secrets industriels et commerciaux, des limites plus strictes que celles fixées par la présente annexe, à fournir des renseignements si l'autre Partie ne prend pas de dispositions pour se conformer à ces limites plus strictes.

4. Les renseignements recueillis ne doivent être utilisés qu'aux fins de la présente annexe et ne peuvent être utilisés par une Partie à d'autres fins qu'avec l'accord écrit préalable de l'autorité administrative qui les a fournis et sont, en outre, soumis aux restrictions imposées par cette autorité.

Le paragraphe 1 ne fait pas obstacle à l'utilisation des renseignements dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées par la suite pour infractions au droit pénal commun, à condition qu'ils aient été obtenus dans le cadre d'une assistance juridique internationale.

5. Les Parties peuvent, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, invoquer à titre de preuve, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent article.

Liste des dispositions législatives visées à l'article 9

Dispositions de la Communauté européenne:

Directive 70/524/CEE du Conseil, du 23 novembre 1970, concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (JO n° L 270 du 14.12.1970 p. 1), modifiée en dernier lieu par la directive 98/19/CE (JO n° L du 28.3.1998, p. 39)

Directive 82/471/CEE du Conseil, du 30 juin 1982, concernant certains produits utilisés dans l'alimentation des animaux (JO n° L 213 du 21.7.1982 p. 8), modifiée en dernier lieu par la directive 96/25/CE (JO n° L 125 du 23.5.1996 p. 35).

Dispositions de la Suisse:

Ordonnance du 26 janvier 1994 sur la production et la mise dans le commerce des aliments pour animaux, modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 312).

Ordonnance du Département fédéral de l'économie publique du 1^{er} mars 1995 sur la production et la mise dans le commerce des aliments pour animaux, des additifs destinés à l'alimentation animale et des agents d'ensilage, modifiée en dernier lieu le 10 janvier 1996 (RO 1996 208).

Secteur des semences

Art. 1 Objet

- (1) La présente annexe concerne les semences des espèces agricoles, potagères, fruitières, de plantes ornementales et de la vigne.
- (2) Par semences au sens de la présente annexe, on entend tout matériel de multiplication ou destiné à la plantation.

Art. 2 Reconnaissance de la conformité des législations

- (1) Les Parties reconnaissent que les exigences posées par les législations figurant à l'appendice 1, première section, conduisent aux mêmes résultats.
- (2) Les semences des espèces définies dans les législations visées au premier paragraphe peuvent être échangées entre les Parties et mises dans le commerce librement sur le territoire des Parties, sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6, avec, comme unique document certifiant de la conformité à la législation respective des Parties, l'étiquette ou tout autre document exigé pour la mise dans le commerce par ces législations.
- (3) Les organismes chargés de contrôler la conformité sont définis dans l'appendice 2.

Art. 3 Reconnaissance réciproque des certificats

- (1) Chaque Partie reconnaît pour les semences des espèces visées dans les législations figurant dans l'appendice 1, deuxième section, les certificats définis au paragraphe 2, qui ont été établis conformément à la législation de l'autre Partie par les organismes mentionnés dans l'appendice 2.
- (2) Par certificat au sens du premier paragraphe, on entend les documents exigés par la législation respective des Parties, applicables à l'importation de semences et définis à l'appendice 1, deuxième section.

Art. 4 Rapprochement des législations

- (1) Les Parties s'efforcent de rapprocher leurs législations en matière de mise dans le commerce des semences pour les espèces visées par les législations définies à l'appendice 1, deuxième section, et pour les espèces qui ne sont pas visées par les législations définies dans l'appendice 1, première et deuxième sections.
- (2) Lors de l'adoption par l'une des Parties d'une nouvelle disposition législative, les Parties s'engagent à évaluer la possibilité de soumettre ce nouveau secteur à la présente annexe selon la procédure des articles 11 et 12 de l'accord.
- (3) Lors de la modification d'une disposition législative relative à un secteur soumis aux dispositions de la présente annexe, les Parties s'engagent à en évaluer les conséquences selon la procédure des articles 11 et 12 de l'accord.

Art. 5 Variétés

(1) La Suisse admet la mise dans le commerce sur son territoire des semences des variétés figurant au catalogue commun de la Communauté pour les espèces mentionnées dans les législations figurant à l'appendice 1, première section.

(2) La Communauté admet la mise dans le commerce sur son territoire des semences des variétés figurant au catalogue national suisse pour les espèces mentionnées dans les législations figurant à l'appendice 1, première section.

(3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux variétés génétiquement modifiées.

(4) Les Parties s'informent mutuellement sur les demandes ou retraits de demandes d'admission, sur les inscriptions dans un catalogue national ainsi que sur toute modification de celui-ci. Elles se communiquent mutuellement et sur demande une brève description des caractères les plus importants concernant l'utilisation de chaque nouvelle variété et les caractères qui permettent de distinguer une variété des autres variétés connues. Elles tiennent à la disposition de l'autre Partie les dossiers dans lesquels figurent pour chaque variété admise une description de la variété et un résumé clair de tous les faits sur lesquels l'admission est fondée. Dans le cas des variétés génétiquement modifiées, elles se communiquent mutuellement les résultats de l'évaluation des risques liés à leur mise dans l'environnement.

(5) Des consultations techniques entre les Parties peuvent se tenir en vue d'évaluer les éléments sur lesquels l'admission d'une variété dans l'une des Parties est fondée. Le cas échéant, le Groupe de travail «Semences» est tenu informé des résultats de ces consultations.

(6) En vue de faciliter les échanges d'informations visés au paragraphe 4, les Parties utiliseront les systèmes informatiques d'échanges d'informations existants ou en développement.

Art. 6 Dérogations

(1) Les dérogations de la Communauté et de la Suisse figurant à l'appendice 3 sont admises respectivement par la Suisse et la Communauté dans le cadre des échanges de semences des espèces couvertes par les législations figurant dans l'appendice 1, première section.

(2) Les Parties s'informent mutuellement de toutes les dérogations relatives à la mise dans le commerce des semences qu'elles ont l'intention de mettre en œuvre sur leur territoire ou une partie de leur territoire. Dans le cas des dérogations de brève durée ou nécessitant une entrée en vigueur immédiate, une information a posteriori suffit.

(3) En dérogation aux dispositions de l'article 5, premier paragraphe, la Suisse peut décider d'interdire la mise dans le commerce sur son territoire des semences d'une variété admise dans le catalogue commun de la Communauté.

(4) En dérogation aux dispositions de l'article 5, deuxième paragraphe, la Communauté peut décider d'interdire la mise dans le commerce sur son territoire ou sur une

partie de son territoire des semences d'une variété admise au catalogue national suisse.

(5) Les dispositions des paragraphes 3 et 4 sont applicables dans les cas prévus par la législation des deux Parties figurant à l'appendice 1, première section.

(6) Les deux Parties peuvent recourir aux dispositions des paragraphes 3 et 4:

- dans un délai de trois ans après la mise en vigueur de la présente annexe pour les variétés figurant dans le catalogue commun de la Communauté ou dans le catalogue national suisse avant la mise en vigueur de la présente annexe;
- dans un délai de trois ans après réception des informations visées à l'article 5, paragraphe 4, pour les variétés inscrites dans le catalogue commun de la Communauté ou dans le catalogue national suisse après la mise en vigueur de la présente annexe.

(7) Les dispositions du paragraphe 6 s'appliqueront par analogie aux variétés des espèces couvertes par des dispositions qui, en vertu des dispositions de l'article 4, pourraient figurer dans l'appendice 1, première section, après l'entrée en vigueur de la présente annexe.

(8) Des consultations techniques entre les Parties peuvent se tenir en vue d'évaluer la portée pour la présente annexe des dérogations visées aux paragraphes 1 à 4.

(9) Les dispositions du paragraphe 8 ne s'appliquent pas lorsque la compétence de décision concernant les dérogations est du ressort des Etats membres de la Communauté en vertu des dispositions législatives figurant dans l'appendice 1, première section. Les dispositions du même paragraphe 8 ne s'appliquent pas aux dérogations prises par la Suisse dans des cas similaires.

Art. 7 Pays tiers

(1) Sans préjudice de l'article 10, les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux semences mises dans le commerce dans les deux Parties et provenant d'un pays autre qu'un Etat membre de la Communauté ou que la Suisse et reconnu par les Parties.

(2) La liste des pays visés au paragraphe premier de même que les espèces et la portée de cette reconnaissance figurent dans l'appendice 4.

Art. 8 Essais comparatifs

(1) Des essais comparatifs sont effectués afin de contrôler a posteriori des échantillons de semences prélevés des lots commercialisés dans les Parties. La Suisse participe aux essais comparatifs communautaires.

(2) L'organisation des essais comparatifs dans les Parties est soumise à l'appréciation du Groupe de travail «Semences».

Art. 9 Groupe de travail «Semences»

(1) Le Groupe de travail «semences», dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre.

(2) Le Groupe de travail examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires internes des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il formule notamment des propositions qu'il soumet au Comité en vue d'adapter et de mettre à jour les appendices de la présente annexe.

Art. 10 Accord avec d'autres pays

Les Parties conviennent que les accords de reconnaissance mutuelle conclus par chaque Partie avec tout pays tiers ne peuvent, en aucun cas, créer des obligations pour l'autre Partie en termes d'acceptation des rapports, certificats, autorisations et marques délivrés par des organismes d'évaluation de la conformité de ce pays tiers, sauf accord formel entre les Parties.

Législations

Première section (reconnaissance de la conformité des législations)

A. Dispositions de la Communauté européenne:

1. Textes de base

- Directive 66/402/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation de semences de céréales (JO n° 125 du 11.7.1966, p. 2309/66), modifiée en dernier lieu par la directive 96/72/CE du Conseil (JO n° L 304 du 27.11.1996, p. 10).
- Directive 66/403/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation de plants de pomme de terre (JO n° 125 du 11.7.1966, p. 2320/66), modifiée en dernier lieu par la décision 98/111/CE de la Commission (JO n° L 28 du 4.2.1998, p. 42).
- Directive 70/457/CEE du Conseil, du 29 septembre 1970, concernant le catalogue commun de variétés des espèces de plantes agricoles (JO n° L 225 du 12.10.1970, p. 1), modifiée en dernier lieu par l'Acte d'adhésion du 1994⁷.

2. Textes d'application

- Directive 72/180/CEE de la Commission, du 14 avril 1972, concernant la fixation des caractères et des conditions minimales pour l'examen des espèces de plantes agricoles (JO n° L 108 du 8.5.1972, p. 8).
- Directive 74/268/CEE de la Commission, du 2 mai 1974, fixant des conditions particulières en ce qui concerne la présence d'*Avena fatua* dans les semences de plantes fourragères et de céréales (JO n° L 141 du 24.5.1974, p. 19), modifiée en dernier lieu par la directive 78/511/CEE de la Commission (JO n° L 157 du 15.6.1978, p. 34).
- Décision 80/755/CEE de la Commission, du 17 juillet 1980, autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages des semences de céréales (JO n° L 207 du 9.8.1980, p. 37), modifiée en dernier lieu par la décision 81/109/CEE de la Commission (JO n° L 64 du 11.3.1981, p. 13).
- Décision 81/675/CEE de la Commission, du 28 juillet 1981, constatant que certains systèmes de fermeture sont des «systèmes de fermetures non réutilisables» aux termes des directives 66/400/CEE, 66/401/CEE, 66/402/CEE, 69/208/CEE et 70/458/CEE du Conseil (JO n° L 246 du 29.8.1981, p. 26), modifiée en dernier lieu par la décision 86/563/CEE de la Commission (JO n° L 327 du 22.11.1986, p. 50).

⁷ Le cas échéant, seulement en ce qui concerne les semences de céréales ou les plants de pomme de terre.

- Décision 86/110/CEE de la Commission, du 27 février 1986, concernant les conditions dans lesquelles des dérogations peuvent être prévues à l'interdiction d'utiliser les étiquettes CEE lors d'un changement d'étiquette et du système de fermeture des emballages de semences produites dans ces pays tiers (JO n° L 93 du 8.4.1986, p. 23).
- Directive 93/17/CEE de la Commission, du 30 mars 1993, portant définition des classes communautaires de plants de base de pommes de terre, ainsi que les conditions et dénominations applicables à ces classes (JO n° L 106 du 30.4.1993, p. 7).
- Décision 94/650/CE de la Commission, du 9 septembre 1994, prévoyant l'organisation d'une expérience provisoire concernant la vente de semences en vrac au consommateur final (JO n° L 252 du 28.9.1994, p. 15), modifiée en dernier lieu par la décision 98/174/CE de la Commission (JO n° L 63 du 4.3.1998, p. 31).
- Décision 98/320/CE de la Commission, du 27 avril 1998, concernant l'organisation d'une expérimentation temporaire d'échantillonnage et d'essai de semences conformément aux directives 66/400/CEE, 66/401/CEE, 66/402/CEE et 69/208/CE du Conseil (JO n° L 140 du 12.5.98, p. 14).

B. Dispositions de la Suisse⁸:

- Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (RO 1998 3033).
- Ordonnance du 7 décembre 1998 sur la production et la mise en circulation du matériel végétal de multiplication (RO 1999 420).
- Ordonnance du DFE du 7 décembre 1998 sur les semences et les plants des espèces de grandes cultures et de plantes fourragères (RO 1999 781).
- Ordonnance de l'OFAG sur le catalogue des variétés de céréales, de pommes de terre, de plantes fourragères et de chanvre (RO 1999 429)⁹.

Deuxième section (reconnaissance réciproque des certificats)

A. Dispositions de la Communauté européenne:

1. Textes de base

- Directive 66/400/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation de semences de betteraves (JO n° 125 du 11.7.1966, p. 2290/66), modifiée en dernier lieu par la directive 96/72/CE du Conseil (JO n° L 304 du 27.11.1996, p. 10).
- Directive 66/401/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation de semences de plantes fourragères (JO n° 125 du 11.7.1966,

⁸ Ne sont pas couvertes les semences des variétés locales autorisées à la mise dans le commerce en Suisse.

⁹ Le cas échéant, seulement en ce qui concerne les semences de céréales ou les plants de pommes de terre.

p. 2298/66), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil 96/72/CE (JO n° L 304 du 27.11.1996, p. 10).

- Directive 69/208/CEE du Conseil, du 30 juin 1969, concernant la commercialisation de semences de plantes oléagineuses et à fibres (JO n° L 169 du 10.7.1969, p. 3), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil 96/72/CE (JO n° L 304 du 27.11.1996, p. 10).

2. Textes d'application¹⁰

- Directive 75/502/CEE de la Commission, du 25 juillet 1975, limitant la commercialisation des semences de pâturin des prés (*Poa pratensis* L.) aux semences qui ont été officiellement certifiées «semences de base» ou «semences certifiées» (JO n° L 228 du 29.8.1975, p. 26).
- Décision 81/675/CEE de la Commission, du 28 juillet 1981, constatant que certains systèmes de fermeture sont des «systèmes de fermeture non réutilisables» aux termes des directives 66/400/CEE, 66/401/CEE, 66/402/CEE, 69/208/CEE et 70/458/CEE du Conseil (JO n° L 246 du 29.8.1981, p. 26), modifiée en dernier lieu par la décision 86/563/CEE de la Commission (JO n° L 327 du 22.11.1986, p. 50).
- Directive 86/109/CEE de la Commission, du 27 février 1986, limitant la commercialisation des semences de certaines espèces de plantes fourragères et de plantes oléagineuses et à fibres aux semences qui ont été officiellement certifiées «semences de base» ou «semences certifiées» (JO n° L 93 du 8.4.1986, p. 21), modifiée en dernier lieu par la directive 91/376/CEE de la Commission (JO n° L 203 du 26.7.1991, p. 108).
- Décision 86/110/CEE de la Commission, du 27 février 1986, concernant les conditions dans lesquelles des dérogations peuvent être prévues à l'interdiction d'utiliser les étiquettes CEE lors d'un changement d'étiquette et du système de fermeture des emballages de semences produites dans ces pays tiers (JO n° L 93 du 8.4.1986, p. 23).
- Décision 87/309/CEE de la Commission, du 2 juin 1987, autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages des semences de certaines espèces de plantes fourragères (JO n° L 155 du 16.6.1987, p. 26), modifiée en dernier lieu par la décision 97/125/CE de la Commission (JO n° L 48 du 19.2.1997, p. 35).
- Décision 92/195/CEE de la Commission, du 17 mars 1992, concernant l'organisation d'une expérience temporaire au titre de la directive 66/401/CEE du Conseil concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères, en vue d'augmenter le poids maximal d'un lot (JO n° L 88 du 3.4.1992, p. 59), modifiée en dernier lieu par la décision 96/203/CE de la Commission (JO n° L 65 du 15.3.1996, p. 41).
- Décision 94/650/CE de la Commission, du 9 septembre 1994, prévoyant l'organisation d'une expérience provisoire concernant la vente de semences

¹⁰ Le cas échéant, avec exclusion des semences de céréales et des plants de pomme de terre.

en vrac au consommateur final (JO n° L 252 du 28.9.1994, p. 15), modifiée en dernier lieu par la décision 98/174/CE de la Commission (JO n° L 63 du 4.3.1998, p. 3).

- Décision 95/232/CE de la Commission, du 27 juin 1995, concernant l'organisation d'un essai temporaire en vertu de la directive 69/208/CEE du Conseil en vue de fixer les conditions auxquelles doivent satisfaire les semences d'hybrides et d'associations variétales de colza et de navette (JO n° L 154 du 5.7.1995, p. 22), modifiée en dernier lieu par la décision 98/173/CE de la Commission (JO n° L 63 du 4.3.1998, p. 30).
- Décision 96/202/CE de la Commission, du 4 mars 1996, concernant la réalisation d'une expérience provisoire portant sur la teneur maximale en matière inerte des graines de soja (JO n° L 65 du 15.3.1996, p. 39).
- Décision 97/125/CE de la Commission, du 24 janvier, 1997 autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages des semences de plantes oléagineuses et à fibres et portant modification de la décision 87/309/CEE autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages de certaines espèces de plantes fourragères (JO n° L 48 du 19.2.1997, p. 35).
- Décision 98/320/CE de la Commission du 27 avril 1998 concernant l'organisation d'une expérimentation temporaire d'échantillonnage et d'essai de semences conformément aux directives 66/400/CEE, 66/401/CEE, 66/402/CEE et 69/208/CE du Conseil (JO n° L 140 du 12.5.98, p. 14).

B. Dispositions de la Suisse:

- Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (RO 1998 3033).
- Ordonnance du 7 décembre 1998 sur la production et la mise en circulation du matériel végétal de multiplication (RO 1999 420).
- Ordonnance du DFE du 7 décembre 1998 sur les semences et les plants des espèces de grandes cultures et de plantes fourragères (RO 1999 781).
- Livre des semences du DFEP du 6 juin 1974, modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 408).

C. Certificats exigés lors des importations

a) Par la Communauté Européenne:

Les documents prévus par la Décision 95/514/CEE du Conseil (JO n° L 296 du 9.12.1996, p. 34), modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 98/162/CE (JO n° L 53 du 24.2.1998, p. 21).

b) Par la Suisse:

Les étiquettes officielles CE ou OCDE relatives aux emballages délivrées par les organismes définis à l'appendice 2 de la présente annexe ainsi que les bulletins oranges ou verts de l'ISTA ou un certificat d'analyse des semences analogue relatifs à chaque lot de semences.

Organismes de contrôle et de certification des semences

A. Communauté européenne

Belgique	Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture Service Matériel de Reproduction Bruxelles	
Danemark	Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri (Ministry of Food, Agriculture and Fisheries) Plantedirektoratet (Danish Plant Directorate) Lyngby	
Allemagne	Senatsverwaltung für Wirtschaft und Betriebe Referat Ernährung und Landwirtschaft – Abteilung IV E 3 – Berlin	B
	Der Direktor der Landwirtschaftskammer Rheinland als Landesbeauftragter Saatenanerkennungsstelle Bonn	BN
	Regierungspräsidium Freiburg – Abt. III, Referat 34 – Freiburg i. Br.	FR
	Bayerische Landesanstalt für Bodenkultur und Pflanzenbau – Amtliche Saatenanerkennung für landwirtsch. Saatgut – Freising	FS
	Landwirtschaftskammer Hannover Referat 32 Hannover	H
	Regierungspräsidium Halle Abteilung 5, Dezernat 51 Samenprüf- und Anerkennungsstelle Halle	HAL
	Der Senator für Frauen, Gesundheit, Jugend, Soziales und Umweltschutz Referat 33 Bremen	HB
	Wirtschaftsbehörde, Amt Wirtschaft und Landwirtschaft Abt. Land- und Ernährungswirtschaft Hamburg	HH

Landesforschungsanstalt für Landwirtschaft und Fischerei Mecklenburg-Vorpommern Landesanerkenngsstelle für Saat- und Pflanzgut Rostock	HRO
Thüringer Landesanstalt für Landwirtschaft Sachgebiet 270 Jena	J
Regierungspräsidium Karlsruhe – Referat 34 – Karlsruhe	KA
Landwirtschaftskammer Rheinland-Pfalz – Amtliche Saatanerkennung – Bad Kreuznach	KH
Landwirtschaftskammer Schleswig-Holstein LUFÄ-ITL Kiel	KI
Hessisches Landesamt für Regionalentwicklung und Landwirtschaft Dez. 23 Kassel	KS
Sächsisches Landesamt für Landwirtschaft Fachbereich 5, Sortenprüfung und Feldversuchswesen Saatanerkennung Nossen	MEI
Der Direktor der Landwirtschaftskammer Westfalen-Lippe als Landesbeauftragter Gruppe 31 Landbau Münster	MS
Landwirtschaftskammer Weser-Ems Institut für Pflanzenbau und Pflanzenschutz Referat P4 Oldenburg	OL
Landesamt für Ernährung, Landwirtschaft und Flurneuordnung Saatanerkennungsstelle Potsdam Potsdam	P
Regierungspräsidium Stuttgart Referat 34 a Stuttgart	S
Landwirtschaftskammer für das Saarland Saarbrücken	SB
Regierungspräsidium Tübingen Referat 34 Tübingen	TÜ

	Regierung von Unterfranken – Anerkennungs- und Nachkontrollstelle für Gemüsesaatgut in Bayern – Würzburg	WÜ
	Regierung von Unterfranken Abteilung Landwirtschaft – Sachgebiet Weinbau – Würzburg	WÜ
Grèce	Ministry of Agriculture Directorate of Inputs of Crop Production Athens	
Espagne	Ministerio de Agricultura Pesca y Alimentación Dirección General de Producciones y Mercados Agrícolas Subdirección General de Semillas y Plantas de Vivero Madrid Generalidad de Cataluña Departamento de Agricultura, Ganadería y Pesca Barcelona Comunidad Autónoma de País Vasco Departamento de Industria, Agricultura y Pesca Vitoria Junta de Galicia Consejería de Agricultura, Ganadería y Montes Santiago de Compostela Diputación Regional de Cantabria Consejería de Ganadería, Agricultura y Pesca Santander Principado de Asturias Consejería de Agricultura Oviedo Junta de Andalucía Consejería de Agricultura y Pesca Sevilla Comunidad Autónoma de la Región de Murcia Consejería de Medio Ambiente, Agricultura y Pesca Murcia Diputación General de Aragón Consejería de Agricultura y Medio Ambiente Zaragoza Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha Consejería de Agricultura y Medio Ambiente Toledo	

	Generalidad Valenciana Consejería de Agricultura y Medio Ambiente Valencia
	Comunidad Autónoma de La Rioja Consejería de Agricultura, Ganadería y Desarrollo Rural Logroño
	Junta de Extremadura Consejería de Agricultura y Comercio Mérida
	Comunidad Autónoma de Canarias Consejería de Agricultura, Pesca y Alimentación Santa Cruz de Tenerife
	Junta de Castilla y León Consejería de Agricultura y Ganadería, Valladolid
	Comunidad Autónoma de las Islas Baleares Consejería de Agricultura, Comercio e Industria Palma de Mallorca
	Comunidad de Madrid Consejería de Economía y Empleo Madrid
	Diputación Foral de Navarra Departamento de Agricultura, Ganadería y Alimentación Pamplona
France	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation Service Officiel de Contrôle et de Certification (SOC) Paris
Irlande	The Department of Agriculture, Food and Forestry Agriculture House Dublin
Italie	Ente Nazionale Sementi Elette (ENSE) Milano
Luxembourg	L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) Service de la Production Végétale Luxembourg
Autriche	Bundesamt und Forschungszentrum für Landwirtschaft Wien Bundesamt für Agrarbiologie Linz

Pays-Bas	Nederlandse Algemene Keuringsdienst voor zaaizaad en pootgoed van landbouwgewassen (NAK) Ede
Portugal	Ministério da Agricultura, do Desenvolvimento Rural e das Pescas Direcção Geral de Protecção das Cultura Lisboa
Finlande	Kasuinbustannon tarkastuskeskus (KTTK/Kontrollcentralen för växtproduktion Siemenstarkastusosasto/Frökontrollavdelingen Loimaa
Suède	a) Semences à l'exception des plants de pomme de terre – Statens utsädeskontroll (SUK) (Swedish Seed Testing and Certification Institute) Svalöv – Frökontrollen Mellansverige AB Linköping – Frökontrollen Mellansverige AB Örebro b) Plants de pomme de terre Statens utsädeskontroll (SUK) (Swedish Seed Testing and Certification Institute) Svalöv
Royaume-Uni	England and Wales a) Semences à l'exception des plants de pomme de terre Ministry of Agriculture, Fisheries and Food Seeds Branch Cambridge b) Plants de pomme de terre Ministry of Agriculture, Fisheries and Food Plant Health Division York Scotland Scottish Office Agriculture Fisheries and Environment Department Edinburgh Northern Ireland Department of Agriculture for Northern Ireland Seeds Branch Belfast

B. Suisse

Service des Semences et Plants
RAC Changins
Nyon

Dienst für Saat- und Pflanzgut
FAL Reckenholz
Zürich

Dérogations communautaires admises par la Suisse¹¹

- (a) dispensant certains Etats membres de l'obligation d'appliquer, à certaines espèces, les dispositions de la directive 66/402/CEE du Conseil concernant la commercialisation des semences de céréales
 - décision 69/270/CEE de la Commission (JO n. L 220 du 1.9.1969, p. 8)
 - décision 69/271/CEE de la Commission (JO n. L 220 du 1.9.1969, p. 9)
 - décision 69/272/CEE de la Commission (JO n. L 220 du 1.9.1969, p. 10)
 - décision 70/47/CEE de la Commission (JO n. L 13 du 19.1.1970, p. 26), modifiée par la décision 80/301/CEE de la Commission (JO n. L 68 du 14.03.1980, p. 30)
 - décision 74/5/CEE de la Commission (JO n. L 12 du 15.1.1974, p. 13)
 - décision 74/361/CEE de la Commission (JO n. L 196 du 19.7.1974, p. 19)
 - décision 74/532/CEE de la Commission (JO n. L 299 du 7.11.1974, p. 14)
 - décision 80/301/CEE de la Commission (JO n. L 68 du 14.3.1980, p. 30)
 - décision 86/153/CEE de la Commission (JO n. L 115 du 3.5.1986, p. 26)
 - décision 89/101/CEE de la Commission (JO n. L 38 du 10.2.1989, p. 37).
- (b) autorisant certains Etats membres à restreindre la commercialisation de semences de certaines variétés de céréales ou des plants de certaines variétés de pomme de terre (cfr. Catalogue commun des variétés des espèces agricoles, vingtième édition intégrale, colonne 4 (JO n° L 264A du 30.8.1997, p. 1).
- (c) autorisant certaines Etats membres à prendre des dispositions particulièrement strictes en ce qui concerne la présence d'*Avena fatua* dans les semences de céréales
 - décision 74/269/CEE de la Commission (JO n. L 141 du 24.5.1974, p. 20), modifiée par la décision 78/512/CEE de la Commission (JO n. L 157 du 15.6.1978, p. 35)¹²
 - décision 74/531/CEE de la Commission (JO n. L 299 du 7.11.1974, p. 13)
 - décision 95/75/CE de la Commission (JO n. L 60 du 18.3.1995, p. 30)

¹¹ Le cas échéant, seulement en ce qui concerne les variétés de céréales ou de pommes de terre.

¹² Le cas échéant, seulement en ce qui concerne les semences de céréales ou les plants de pomme de terre.

- décision 96/334/CE de la Commission (JO n. L 127 du 25.5.1996, p. 39).
- (d) autorisant, en ce qui concerne la commercialisation des plants de pomme de terre dans tout ou partie du territoire de certains Etats membres, l'adoption, contre certaines maladies, de mesures plus strictes que celles qui sont prévues aux annexes I et II de la directive 66/403/CEE du Conseil
 - décision 93/231/CEE de la Commission (JO n. L 106 du 30.4.1993, p. 11), modifiée par les décisions de la Commission
 - 95/21/CE (JO n. L 28 du 7.2.1995, p. 13),
 - 95/76/CE (JO n. L 60 du 18.3.1995, p. 31) et
 - 96/332/CE (JO n. L 127 du 25.5.1996, p. 31).

Liste des pays tiers¹³

Afrique du Sud
Argentine
Australie
Bulgarie
Canada
Chili
Croatie
Etats Unis d'Amérique
Hongrie
Israël
Maroc
Nouvelle Zélande
Norvège
Pologne
République tchèque
Roumanie
Slovaquie
Slovénie
Turquie
Uruguay

¹³ La reconnaissance est basée, en ce qui concerne l'inspection sur pied des cultures productrices des semences et les semences produites sur la décision 95/514/CE du Conseil (JO n° L 296 du 9.12.1995, p. 34), modifiée en dernier lieu par la décision 98/162/CE du Conseil (JO n° L 53 du 24.2.1998, p. 21) et, en ce qui concerne le contrôle de la sélection conservatrice des variétés, sur la décision 97/788/CEE du Conseil (JO n° L 322 du 25.11.1998, p. 39). Dans le cas de la Norvège, l'accord sur l'Espace économique européen est applicable.

Commerce de produits viti-vinicoles

Art. 1

Les Parties, sur la base des principes de non-discrimination et de réciprocité, conviennent de faciliter et de promouvoir entre elles les flux commerciaux des produits viti-vinicoles originaires de leurs territoires dans les conditions prévues par la présente annexe.

Art. 2

La présente annexe s'applique aux produits viti-vinicoles tels que définis:

- pour la Communauté: au règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil¹⁴, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1627/98¹⁵, et relevant des codes NC 2009 60 et 2204;
- pour la Suisse: au chapitre 36 de l'ordonnance sur les denrées alimentaires du 1^{er} mars 1995 et relevant des numéros du tarif douanier suisse 2009.60 et 2204.

Art. 3

Aux fins de la présente annexe et sauf disposition contraire explicite mentionnée dans l'annexe, on entend par:

- a) «produit viti-vinicole originaire de», suivi du nom de l'une des Parties: un produit au sens de l'article 2, élaboré sur le territoire de ladite Partie à partir de raisins entièrement récoltés sur ce même territoire en conformité avec les dispositions de la présente annexe;
- b) «indication géographique»: toute indication, y compris l'appellation d'origine, au sens de l'article 22 de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, annexé à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé «accord ADPIC»), qui est reconnue par les lois ou réglementations d'une Partie aux fins de la désignation et de la présentation d'un produit viti-vinicole visé à l'article 2 originaire de son territoire;
- c) «mention traditionnelle»: une dénomination traditionnellement utilisée, qui se réfère notamment à une méthode de production ou à la qualité, la couleur ou le type d'un produit viti-vinicole visé à l'article 2, et qui est reconnue par les lois ou réglementations d'une Partie aux fins de la désignation et de la présentation dudit produit originaire du territoire de cette Partie;

¹⁴ JO n° L 84 du 27.3.1987, p 1.

¹⁵ JO n° L 210 du 28.7.1998, p. 8.

- d) «dénomination protégée»: une indication géographique ou une mention traditionnelle visée respectivement sous b) et c) et protégée en vertu de la présente annexe;
- e) «désignation»: les dénominations utilisées sur l'étiquetage, sur les documents qui accompagnent un produit viti-vinicole visé à l'article 2 pendant son transport, sur les documents commerciaux, et notamment les factures et les bulletins de livraison, ainsi que dans la publicité;
- f) «étiquetage»: l'ensemble des désignations et autres mentions, signes, illustrations ou marques qui caractérisent un produit viti-vinicole visé à l'article 2 et apparaissent sur un même récipient, y compris son dispositif de fermeture, sur le pendentif qui y est attaché ou sur le revêtement du col des bouteilles;
- g) «présentation»: les dénominations utilisées sur les récipients et leurs dispositifs de fermeture, dans l'étiquetage et sur l'emballage;
- h) «emballage»: les enveloppes de protection, tels que papiers, paillons de toutes sortes, cartons et caisses, utilisés pendant le transport d'un ou de plusieurs récipients et/ou pour leur présentation aux fins de la vente au consommateur final.

Titre I

Dispositions applicables à l'importation et à la commercialisation

Art. 4

1. Les échanges entre les Parties de produits viti-vinicoles visés à l'article 2 originaires de leurs territoires respectifs s'effectuent conformément aux dispositions techniques prévues par la présente annexe. Par disposition technique on entend toutes les dispositions visées à l'appendice 1 relatives à la définition des produits viti-vinicoles, aux pratiques œnologiques, à la composition desdits produits et aux modalités de leur transport et de leur commercialisation.
2. Le Comité peut décider d'élargir les domaines couverts par le paragraphe 1.
3. Les dispositions des actes visés à l'appendice 1 relative à l'entrée en vigueur de ces actes ou à leur mise en œuvre, ne sont pas applicables aux fins de la présente annexe.
4. La présente annexe n'affecte pas l'application des règles nationales ou communautaires relatives à la fiscalité, ni les mesures de contrôles y relatives.

Titre II

Protection réciproque des dénominations des produits viti-vinicoles visés à l'article 2

Art. 5

1. Les Parties prennent toutes les mesures nécessaires, conformément à la présente annexe, pour assurer la protection réciproque des dénominations visées à l'article 6 et utilisées pour la désignation et la présentation des produits viti-vinicoles visés à l'article 2 originaires du territoire des Parties. A cette fin, chaque Partie met en place les moyens juridiques appropriés afin d'assurer une protection efficace et empêcher l'utilisation d'une indication géographique ou une mention traditionnelle pour désigner un produit viti-vinicole non couvert par ladite indication ou ladite mention.
2. Les dénominations protégées d'une Partie sont réservées exclusivement aux produits originaires de la Partie auxquels elles s'appliquent et ne peuvent être utilisées que sous les conditions prévues par les lois et réglementations de cette Partie.
3. La protection visée aux paragraphes 1 et 2 exclut notamment toute utilisation d'une dénomination protégée pour des produits viti-vinicoles visés à l'article 2 qui ne sont pas originaires de l'aire géographique indiquée, même si:
 - la mention de l'origine véritable du produit est indiquée;
 - l'indication géographique en question est utilisée en traduction;
 - cette dénomination est accompagnée de termes, tels que «genre», «type», «façon», «imitation», «méthode» ou d'autres expressions analogues.
4. En cas d'homonymie d'indications géographiques:
 - a) lorsque deux indications protégées en vertu de la présente annexe sont homonymes, la protection est accordée à chacune d'entre elles pour autant que le consommateur ne soit pas induit en erreur sur la véritable origine du produit viti-vinicole;
 - b) lorsqu'une indication protégée en vertu de la présente annexe est homonyme au nom d'une aire géographique située hors des territoires des Parties, ce nom peut être utilisé pour désigner et présenter un vin produit dans l'aire géographique à laquelle le nom se réfère pour autant qu'il soit d'usage traditionnel et constant, que son usage à cette fin soit réglementé par le pays d'origine et que le vin ne donne pas à penser, à tort, au consommateur qu'il est originaire du territoire de la Partie concernée.
5. En cas d'homonymie de mentions traditionnelles:
 - a) lorsque deux mentions protégées en vertu de la présente annexe sont homonymes, la protection est accordée à chacune d'entre elles pour autant que le consommateur ne soit pas induit en erreur sur la véritable origine du produit viti-vinicole;
 - b) lorsqu'une mention protégée en vertu de la présente annexe est homonyme à une dénomination utilisée pour un produit viti-vinicole non originaire des territoires des Parties, cette dernière dénomination peut être utilisée pour dé-

signer et présenter un produit viti-vinicole pour autant qu'elle soit d'usage traditionnel et constant, que son usage à cette fin soit réglementé par le pays d'origine et que le vin ne donne pas à penser, à tort, au consommateur qu'il est originaire du territoire de la Partie concernée.

6. Le Comité peut fixer, en cas de besoin, les conditions pratiques d'utilisation qui permettront de différencier les indications ou mentions homonymes visées aux paragraphes 4 et 5, compte tenu de la nécessité de traiter équitablement les producteurs concernés et de faire en sorte que les consommateurs ne soient pas induits en erreur.

7. Les Parties renoncent à se prévaloir des dispositions de l'article 24, paragraphes 4 à 7, de l'accord ADPIC pour refuser la protection d'une dénomination de l'autre Partie.

8. La protection exclusive énoncée aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'applique à la dénomination «Champagne» visée dans la liste de la Communauté figurant à l'appendice 2 de la présente annexe. Toutefois, cette protection exclusive ne fait pas obstacle pendant une période transitoire de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente annexe à l'utilisation du mot «Champagne» pour désigner et présenter certains vins originaires du canton de Vaud en Suisse, à condition que ces vins ne soient pas commercialisés sur le territoire de la Communauté et que le consommateur ne soit pas induit en erreur sur la véritable origine du vin.

Art. 6

Les dénominations suivantes sont protégées:

- a) en ce qui concerne les produits viti-vinicoles originaires de la Communauté:
 - les termes qui se réfèrent à l'Etat membre dont le produit viti-vinicole est originaire,
 - les termes spécifiques communautaires figurant à l'appendice 2,
 - les indications géographiques et mentions traditionnelles figurant à l'appendice 2;
- b) en ce qui concerne les produits viti-vinicoles originaires de Suisse:
 - les termes «Suisse», «Schweiz», «Svizzera», «Svizra» ou tout autre nom désignant ce pays,
 - les termes spécifiques suisses figurant à l'appendice 2,
 - les indications géographiques et mentions traditionnelles figurant à l'appendice 2.

Art. 7

1. L'enregistrement d'une marque commerciale pour un produit viti-vinicole visé à l'article 2 qui contient ou qui consiste en une indication géographique ou une mention traditionnelle protégée en vertu de la présente annexe est refusé ou, à la demande de l'intéressé, invalidé lorsque le produit en cause n'est pas originaire:

- du lieu indiqué par l'indication géographique
ou
- du lieu où la mention traditionnelle est utilisée.

2. Toutefois, une marque enregistrée au plus tard le 15 avril 1995 peut être utilisée jusqu'au 15 avril 2005 à condition qu'elle ait été effectivement utilisée sans interruption depuis son enregistrement.

Art. 8

Les Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer que, en cas d'exportation et de commercialisation hors de leur territoire de produits viti-vinicoles originaires des Parties, les dénominations protégées d'une Partie en vertu de la présente annexe ne soient pas utilisées pour désigner et présenter lesdits produits originaires de l'autre Partie.

Art. 9

Dans la mesure où la législation pertinente des Parties l'autorise, la protection conférée par la présente annexe s'étend aux personnes physiques et morales ainsi qu'aux fédérations, associations et organisations de producteurs, de commerçants ou de consommateurs dont le siège est établi sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 10

1. Si la désignation ou la présentation d'un produit viti-vinicole, en particulier dans l'étiquetage ou dans les documents officiels ou commerciaux ou encore dans la publicité, porte atteinte aux droits découlant de la présente annexe, les Parties appliquent les mesures administratives ou engagent les actions judiciaires qui s'imposent, afin notamment de combattre la concurrence déloyale ou de prohiber de toute autre manière l'utilisation abusive de la dénomination protégée.

2. Les mesures et actions visées au paragraphe 1 sont prises, en particulier, dans les cas suivants:

- a) lorsque la traduction des désignations prévues par la législation communautaire ou suisse dans une des langues de l'autre Partie fait apparaître un mot susceptible d'induire en erreur sur l'origine du produit viti-vinicole ainsi désigné ou présenté;
- b) lorsque, sur le conditionnement ou l'emballage, sur des publicités ou sur des documents officiels ou commerciaux se rapportant à un produit dont la dénomination est protégée en vertu de la présente annexe, figurent des indications, marques, dénominations, inscriptions ou illustrations qui, directement ou indirectement, contiennent des indications fausses ou fallacieuses sur la provenance, l'origine, la nature ou les propriétés substantielles du produit;
- c) lorsqu'il est fait usage d'un conditionnement ou emballage de nature à induire en erreur sur l'origine du produit viti-vinicole.

Art. 11

La présente annexe s'applique sans préjudice de toute protection plus étendue que les Parties accordent ou accorderont aux dénominations protégées par la présente annexe en vertu de leur législation interne ou d'autres accords internationaux.

Titre III

Assistance mutuelle des instances de contrôle

Sous-titre I

Dispositions préliminaires

Art. 12

Aux fins du présent titre, on entend par:

- a) «réglementation concernant le commerce de produits viti-vinicoles»: toute disposition prévue par la présente annexe;
- b) «autorité compétente»: chacune des autorités ou chacun des services désignés par une Partie en vue de veiller à l'application de la réglementation concernant le commerce de produits viti-vinicoles;
- c) «autorité de contact»: l'instance ou l'autorité compétente désignée par une Partie pour assurer les liaisons appropriées avec l'autorité de contact de l'autre Partie;
- d) «autorité requérante»: une autorité compétente désignée à cette fin par une Partie et qui formule une demande d'assistance dans des domaines couverts par le présent titre;
- e) «autorité requise»: une instance ou autorité compétente désignée à cette fin par une Partie et qui reçoit une demande d'assistance dans des domaines couverts par le présent titre;
- f) «infraction»: toute violation de la réglementation concernant le commerce de produits viti-vinicoles, ainsi que toute tentative de violation de cette réglementation.

Art. 13

1. Les Parties se prêtent mutuellement assistance, de la manière et dans les conditions prévues par le présent titre. Elles garantissent l'application correcte de la réglementation concernant le commerce de produits viti-vinicoles, notamment en s'accordant assistance mutuelle, en décelant les infractions à cette législation et en menant des enquêtes à leur sujet.

2. L'assistance prévue au présent titre ne porte pas atteinte aux dispositions régissant la procédure pénale ou l'entraide judiciaire entre Parties en matière pénale.

Sous-titre II

Contrôles à effectuer par les Parties

Art. 14

1. Les Parties prennent les mesures nécessaires pour garantir l'assistance prévue à l'article 13 par des mesures de contrôle appropriées.
2. Ces contrôles sont exécutés soit systématiquement, soit par sondage. En cas de contrôles par sondage, les Parties s'assurent par le nombre, la nature et la fréquence de ces contrôles, que ceux-ci sont représentatifs.
3. Les Parties prennent les mesures appropriées pour faciliter le travail des agents de leurs autorités compétentes, notamment afin que ceux-ci:
 - aient accès aux vignobles, aux installations de production, d'élaboration, de stockage et de transformation de produits viti-vinicoles ainsi qu'aux moyens de transport de ces produits;
 - aient accès aux locaux commerciaux ou entrepôts ainsi qu'aux moyens de transport de quiconque détient en vue de la vente, commercialise ou transporte des produits viti-vinicoles ou des produits pouvant être destinés à être utilisés à leur élaboration;
 - puissent procéder au recensement des produits viti-vinicoles ainsi que des substances ou produits pouvant être destinés à leur élaboration;
 - puissent prélever des échantillons des produits viti-vinicoles détenus en vue de la vente, commercialisés ou transportés;
 - puissent prendre connaissance des données comptables ou d'autres documents utiles aux contrôles et en établir des copies ou extraits;
 - puissent prendre des mesures conservatoires appropriées concernant la production, l'élaboration, la détention, le transport, la désignation, la présentation, l'exportation vers l'autre Partie et la commercialisation des produits viti-vinicoles ou d'un produit destiné à être utilisé à leur élaboration, lorsqu'il y a un soupçon motivé d'infraction grave à la présente annexe, en particulier en cas de manipulations frauduleuses ou de risques pour la santé publique.

Art. 15

1. Lorsqu'une Partie désigne plusieurs autorités compétentes, elle assure la coordination de leurs actions.
2. Chaque Partie désigne une seule autorité de contact. Cette autorité:
 - transmet les demandes de collaboration, en vue de l'application du présent titre, à l'autorité de contact de l'autre Partie,
 - reçoit de ladite autorité de telles demandes qu'elle transmet à l'autorité ou aux autorités compétentes de la Partie dont elle relève,

- représente cette Partie vis-à-vis de l'autre Partie dans le cadre de la collaboration visée au sous-titre III,
- communique à l'autre Partie les mesures prises en vertu de l'article 14.

Sous-titre III

Assistance mutuelle entre autorités de surveillance

Art. 16

1. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise lui communique tout renseignement utile lui permettant de s'assurer que la réglementation relative au commerce de produits viti-vinicoles est correctement appliquée, notamment les renseignements concernant les opérations constatées ou projetées qui constituent ou sont susceptibles de constituer une infraction à cette réglementation.
2. Sur demande motivée de l'autorité requérante, l'autorité requise exerce, ou prend les initiatives nécessaires pour faire exercer, une surveillance spéciale ou des contrôles permettant d'atteindre les objectifs poursuivis.
3. L'autorité requise visée aux paragraphes 1 et 2 procède comme si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'une autorité de son propre pays.
4. En accord avec l'autorité requise, l'autorité requérante peut désigner des agents à son service ou au service d'une autre autorité compétente de la Partie qu'elle représente:
 - soit pour recueillir, dans les locaux des autorités compétentes relevant de la Partie où l'autorité requise est établie, des renseignements relatifs à l'application correcte de la réglementation relative au commerce de produits viti-vinicoles ou à des actions de contrôle, y compris pour établir des copies des documents de transport et autres documents ou des extraits de registres:
 - soit pour assister aux actions requises en vertu du paragraphe 2.

Les copies visées au premier tiret ne peuvent être établies qu'en accord avec l'autorité requise.

5. L'autorité requérante qui souhaite envoyer dans une autre Partie un agent désigné conformément au paragraphe 4 premier alinéa, pour assister aux opérations de contrôle visées au deuxième tiret dudit alinéa en avise l'autorité requise en temps utile avant le début de ces opérations. Les agents de l'autorité requise assurent à tout moment la conduite des opérations de contrôle.

Les agents de l'autorité requérante:

- produisent un mandat écrit qui définit leur identité et leur qualité,
- jouissent, sous réserve des restrictions que la législation applicable à l'autorité requise impose à ses agents dans l'exercice des contrôles en question:

- des droits d'accès prévus à l'article 14, paragraphe 3,
- d'un droit d'information sur les résultats des contrôles effectués par les agents de l'autorité requise au titre de l'article 14 paragraphe 3,
- adoptent, au cours des contrôles, une attitude compatible avec les règles et usages qui s'imposent aux agents de la Partie sur le territoire duquel l'opération de contrôle est effectuée.

6. Les demandes motivées visées au présent article sont transmises à l'autorité requise de la Partie concernée par l'intermédiaire de l'autorité de contact de ladite Partie. Il en est de même pour:

- les réponses à ces demandes,
- les communications relatives à l'application des paragraphes 2, 4 et 5.

Par dérogation au premier alinéa, afin de rendre plus efficace et plus rapide la collaboration entre les Parties, celles-ci peuvent, dans certains cas appropriés, permettre qu'une autorité compétente puisse:

- adresser directement ses demandes motivées ou communications à une autorité compétente de l'autre Partie,
- répondre directement aux demandes motivées ou communications qui lui parviennent d'une autorité compétente de l'autre Partie.

Dans ce cas, ces autorités informent sans délai l'autorité de contact de la Partie en cause.

Art. 17

Lorsqu'une autorité compétente d'une Partie a un soupçon motivé ou prend connaissance du fait:

- qu'un produit viti-vinicole n'est pas conforme à la réglementation concernant le commerce de ces produits ou fait l'objet d'actions frauduleuses visant à l'obtention ou la commercialisation d'un tel produit,
- et
- que cette non-conformité présente un intérêt spécifique pour une Partie et est de nature à donner lieu à des mesures administratives ou à des poursuites judiciaires,

elle en informe sans délai, par l'intermédiaire de l'autorité de contact dont elle relève, l'autorité de contact de la Partie en cause.

Art. 18

1. Les demandes formulées en vertu du présent titre sont rédigées par écrit. Les documents nécessaires pour permettre d'y répondre accompagnent les demandes. Lorsque l'urgence de la situation l'exige, les demandes présentées verbalement peuvent être acceptées, mais elles doivent être immédiatement confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 sont accompagnées des renseignements suivants:

- le nom de l'autorité requérante,
 - la mesure demandée,
 - l'objet ou le motif de la demande,
 - la législation, les règles ou autres instruments juridiques concernés,
 - des indications aussi exactes et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes,
 - un résumé des faits pertinents.
3. Les demandes sont faites dans une des langues officielles des Parties.
4. Si une demande ne remplit pas les conditions formelles, il est possible de demander qu'elle soit corrigée ou complétée; il est toutefois possible d'ordonner des mesures conservatoires.

Art. 19

1. L'autorité requise communique les résultats des enquêtes à l'autorité requérante sous forme de documents, de copies certifiées conformes, de rapports et de textes similaires.
2. Les documents visés au paragraphe 1 peuvent être remplacés par des renseignements informatisés produits, sous quelque forme que ce soit, aux mêmes fins.

Art. 20

1. La Partie dont relève l'autorité requise peut refuser de prêter assistance au titre du présent titre si cette assistance est susceptible de porter préjudice à la souveraineté, à l'ordre public, à la sécurité ou à d'autres intérêts essentiels de cette Partie.
2. Si l'autorité requérante sollicite une assistance qu'elle ne pourrait pas elle-même fournir si elle lui était demandée, elle attire l'attention sur ce fait dans sa demande. Il appartient alors à l'autorité requise de décider de la manière dont elle doit répondre à cette demande.
3. Si l'assistance est refusée, la décision et ses motivations doivent être notifiées sans délai à l'autorité requérante.

Art. 21

1. Les informations visées aux articles 16 et 17 sont accompagnées des documents ou autres pièces probantes utiles ainsi que de l'indication des éventuelles mesures administratives ou poursuites judiciaires, et portent notamment sur:
 - la composition et les caractéristiques organoleptiques du produit vitivinicole en cause,
 - sa désignation et sa présentation,
 - le respect des règles prescrites pour sa production, son élaboration ou sa commercialisation.

2. Les autorités de contact concernées par l'affaire pour laquelle le processus d'assistance mutuelle visé aux articles 16 et 17 a été engagé s'informent réciproquement et sans délai:

- du déroulement des investigations, notamment sous forme de rapports et d'autres documents ou moyens d'information,
- des suites administratives ou contentieuses réservées aux opérations en cause.

3. Les frais de déplacement occasionnés par l'application du présent titre sont pris en charge par la Partie qui a désigné un agent pour les mesures visées à l'article 16, paragraphes 2 et 4.

4. Le présent article ne porte pas préjudice aux dispositions nationales relatives au secret de l'instruction judiciaire.

Sous-titre IV

Dispositions générales

Art. 22

1. Dans le cadre de l'application des sous-titres II et III, l'autorité compétente d'une Partie peut demander à une autorité compétente de l'autre Partie qu'elle procède à un prélèvement d'échantillons conformément aux dispositions pertinentes dans cette Partie.

2. L'autorité requise conserve les échantillons prélevés conformément au paragraphe 1 et désigne notamment le laboratoire auquel ils doivent être soumis pour examen. L'autorité requérante peut désigner un autre laboratoire pour faire procéder à l'analyse d'échantillons parallèle. A cette fin, l'autorité requise transmet un nombre approprié d'échantillons à l'autorité requérante.

3. En cas de désaccord entre l'autorité requérante et l'autorité requise concernant les résultats de l'examen visé au paragraphe 2, une analyse d'arbitrage est exécutée par un laboratoire désigné d'un commun accord.

Art. 23

1. Tout renseignement communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application du présent titre revêt un caractère confidentiel. Il est couvert par le secret professionnel et bénéficie de la protection accordée à des informations similaires par les lois applicables en la matière par la Partie qui l'a reçue, ou par les dispositions correspondantes s'appliquant aux autorités communautaires, selon le cas.

2. Le présent titre n'oblige pas une Partie dont la législation ou les pratiques administratives imposent, pour la protection des secrets industriels et commerciaux, des limites plus strictes que celles fixées par le présent titre, à fournir des renseignements si la Partie requérante ne prend pas de dispositions pour se conformer à ces limites plus strictes.

3. Les renseignements recueillis ne sont utilisés qu'aux fins du présent titre; ils ne peuvent être utilisés à d'autres fins sur le territoire d'une Partie qu'avec l'accord écrit préalable de l'autorité administrative qui les a fournis et sont, en outre, soumis aux restrictions imposées par cette autorité.

4. Le paragraphe 1 ne fait pas obstacle à l'utilisation des renseignements dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées par la suite pour infractions au droit pénal commun, à condition qu'ils aient été obtenus dans le cadre d'une assistance juridique internationale.

5. Les Parties peuvent, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, invoquer à titre de preuve, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent titre.

Art. 24

Les personnes physiques ou morales ainsi que les groupements de ces personnes dont les activités professionnelles peuvent faire l'objet des contrôles visés au présent titre ne peuvent faire obstacle à ces contrôles et sont tenus de les faciliter à tout moment.

Titre IV

Dispositions générales

Art. 25

Les titres I et II ne sont pas applicables aux produits viti-vinicoles visés à l'article 2 qui:

- a) transitent par le territoire d'une des Parties
- ou
- b) sont originaires du territoire d'une des Parties et sont échangés entre celles-ci par petites quantités, aux conditions et selon les modalités établies à l'appendice 3 de la présente annexe.

Art. 26

Les Parties:

- a) se communiquent mutuellement, à la date de l'entrée en vigueur de l'annexe:
 - la liste des instances compétentes pour l'établissement des documents accompagnant les transports des produits viti-vinicoles en application de l'article 4, paragraphe 1,
 - la liste des instances compétentes pour l'attestation de l'appellation d'origine dans les documents accompagnant les transports des produits viti-vinicoles en application de l'article 4, paragraphe 1;

- la liste des autorités compétentes et des autorités de contact visées à l'article 12, points b) et c),
 - la liste des laboratoires autorisés à exécuter les analyses conformément à l'article 22, paragraphe 2,
- b) se consultent et s'informent des mesures prises par chacune des Parties concernant l'application de la présente annexe. En particulier, elles se communiquent mutuellement les dispositions respectives ainsi qu'un sommaire des décisions administratives et judiciaires particulièrement importantes pour son application correcte.

Art. 27

1. Le Groupe de travail «produits viti-vinicoles», ci-après dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre.
2. Le Groupe de travail examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires internes des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il formule notamment des propositions qu'il soumet au Comité en vue d'adapter et de mettre à jour les appendices de la présente annexe.

Art. 28

1. Sans préjudice de l'article 5, paragraphe 8, les produits viti-vinicoles qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente annexe, ont été produits, élaborés, désignés et présentés d'une manière conforme à la loi ou à la réglementation interne des Parties mais interdite par la présente annexe, peuvent être commercialisés jusqu'à l'épuisement des stocks.
2. Sauf dispositions contraires à arrêter par le Comité, la commercialisation des produits viti-vinicoles qui ont été produits, élaborés, désignés et présentés conformément à la présente annexe, mais dont la production, l'élaboration, la désignation et la présentation perdent leur conformité à la suite d'une modification de ladite annexe, peut se poursuivre jusqu'à l'épuisement des stocks.

Art. 29

1. Les Parties se consultent lorsque l'une d'elles estime que l'autre a manqué à une obligation de la présente annexe.
2. La Partie qui sollicite les consultations communique à l'autre Partie toutes les informations nécessaires à un examen approfondi du cas considéré.
3. Lorsque tout délai ou retard risque de mettre en péril la santé humaine ou de frapper d'inefficacité des mesures de lutte contre la fraude, des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être arrêtées sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après la prise desdites mesures.
4. Si, au terme de ces consultations prévues aux paragraphes 1 et 3, les Parties ne parviennent pas à un accord, la Partie qui a sollicité les consultations ou arrêté les

mesures visées au paragraphe 3 peut prendre les mesures conservatoires appropriées de manière à permettre l'application de la présente annexe.

Art. 30

L'application de l'échange de lettres entre la Communauté et la Suisse relatif à la coopération en matière de contrôle officiel des vins, signé le 15 octobre 1984 à Bruxelles, est suspendue tant que la présente annexe est en vigueur.

Liste des actes visés à l'article 4 relatifs aux produits viti-vinicoles

A. Actes applicables à l'importation et à la commercialisation en Suisse de produits viti-vinicoles originaires de la Communauté

*Actes auxquels il est fait référence*¹⁶

1. 373 R 2805: règlement (CEE) n° 2805/73 de la Commission, du 12 octobre 1973, établissant la liste des vins blancs de qualité produits dans des régions déterminées et des vins blancs de qualité importés ayant une teneur en anhydride sulfureux particulier et portant certaines dispositions transitoires concernant la teneur en anhydride sulfureux des vins produits avant le 1^{er} octobre 1973 (JO n° L 289 du 16.10.1973, p. 21), modifié en dernier lieu par:
 - 377 R 0966: règlement (CEE) n° 966/77 de la Commission, du 4 mai 1977 (JO n° L 115 du 6.5.1977, p. 77).
2. 374 R 2319: règlement (CEE) n° 2319/74 de la Commission, du 10 septembre 1974, déterminant certaines superficies agricoles dont les vins de table peuvent avoir un titre alcoométrique naturel total maximal de 17 % (JO n° L 248 du 11.9.1974, p. 7).
3. 375 L 0106: directive 75/106/CEE du Conseil, du 19 décembre 1974, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au préconditionnement en volume de certains liquides en préemballages (JO n° L 42 du 15.2.1975, p. 1), modifiée en dernier lieu par:
 - 389 L 0676: directive 89/676/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989 (JO n° L 398 du 30.12.1989, p. 18).
4. 376 L 0895: directive 76/895/CEE du Conseil, du 23 novembre 1976, concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les fruits et légumes (JO n° L 340 du 9.12.1976, p. 26), modifiée en dernier lieu par:
 - 397 L 0041: directive 97/41/CE du Conseil, du 25 juin 1997 (JO n° L 184 du 12.7.1997 p. 33).
5. 378 R 1972: règlement (CEE) n° 1972/78 de la Commission, du 16 août 1978, fixant les modalités d'application pour les pratiques œnologiques (JO n° L 226 du 17.8.1978, p. 11), modifié par:
 - 380 R 0045: règlement (CEE) n° 45/80 de la Commission, du 10 janvier 1980 (JO n° L 7 du 11.1.1980, p. 12).
6. 379 L 0700: directive 79/700/CEE de la Commission, du 24 juillet 1979, fixant des méthodes communautaires de prélèvement d'échantillons pour le contrôle officiel des résidus de pesticides sur et dans les fruits et légumes (JO n° L 207 du 15.8.1979, p. 26).

¹⁶ Pour la législation communautaire, situation au 1^{er} août 1998.
Pour la législation suisse, situation au 1^{er} janvier 1999.

7. 384 R 2394: règlement (CEE) n° 2394/84 de la Commission, du 20 août 1984, déterminant, pour les campagnes viti-vinicoles 1984/1985, les conditions d'utilisation des résines échangeuses d'ions et fixant les modalités d'application pour l'élaboration de moût de raisins concentré rectifié (JO n° L 224 du 21.8.1984, p. 8), modifié en dernier lieu par:
 - 386 R 2751: règlement (CEE) n° 2751/86 de la Commission, du 4 septembre 1986 (JO n° L 253 du 5.9.1986, p. 11).
8. 385 R 3804: règlement (CEE) n° 3804/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, établissant la liste des superficies plantées en vigne dans certaines régions espagnoles pour lesquelles les vins de table peuvent avoir un titre alcoométrique acquis inférieur aux exigences communautaires (JO n° L 367 du 31.12.1985, p. 37).
9. 386 R 0305: règlement (CEE) n° 305/86 de la Commission, du 12 février 1986, relatif à la teneur maximale en anhydride sulfureux total des vins originaires de la Communauté produits avant le 1^{er} septembre 1986, et, pendant une période transitoire, des vins importés (JO n° L 38 du 13.2.1986, p. 13).
10. 386 R 1888: règlement (CEE) n° 1888/86 de la Commission, du 18 juin 1986, relatif à la teneur maximale en anhydride sulfureux total de certains vins mousseux originaires de la Communauté élaborés avant le 1^{er} septembre 1986, et, pendant une période transitoire, des vins mousseux importés (JO n° L 163 du 19.6.1986, p. 19).
11. 386 R 2094: règlement (CEE) n° 2094/86 de la Commission, du 3 juillet 1986, portant modalités d'application pour l'utilisation d'acide tartrique pour la désacidification de produits viticoles déterminés dans certaines régions de la zone A (JO n° L 180 du 4.7.1986, p. 17), modifié par:
 - 386 R 2736: règlement (CEE) n° 2736/86 de la Commission, du 3 septembre 1986 (JO n° L 252 du 4.9.1986, p. 15).
12. 387 R 0822: règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole (JO n° L 84 du 27.3.1987, p. 1), modifié en dernier lieu par:
 - 398 R 1627: règlement (CE) n° 1627/98 du Conseil, du 20 juillet 1998 (JO n° L 210 du 28.7.1998, p. 8).
13. 387 R 0823: règlement (CEE) n° 823/87 du Conseil, du 16 mars 1987, établissant des dispositions particulières relatives aux vins de qualité produits dans des régions déterminées (JO n° L 84 du 27.3.1987, p. 59), modifié en dernier lieu par:
 - 396 R 1426: règlement (CE) n° 1426/96 du Conseil, du 26 juin 1996 (JO n° L 184 du 24.7.1996, p. 1).
14. 388 R 3377: règlement (CEE) n° 3377/88 de la Commission, du 28 octobre 1988, autorisant le Royaume-Uni à permettre, sous certaines conditions, une augmentation supplémentaire du titre alcoométrique de certains vins de table (JO n° L 296 du 29.10.1988, p. 69).
15. 388 R 4252: règlement (CEE) n° 4252/88 du Conseil, du 21 décembre 1988, relatif à l'élaboration et à la commercialisation des vins de liqueur produits

dans la Communauté (JO n° L 373 du 31.12.1988, p. 59), modifiée en dernier lieu par:

- 398 R 1629: règlement (CE) n° 1629/98 du Conseil, du 20 juillet 1998, (JO n° L 210 du 28.7.1998, p. 11).
16. 389 L 0107: directive 89/107/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les additifs pouvant être employés dans les denrées alimentaires destinées à l'alimentation humaine (JO n° L 40 du 11.2.1989, p. 27), modifié par:
 - 394 L 0034: directive 94/34/CEE du Conseil, du 30 juin 1994 (JO n° L 237 du 10.9.1994, p. 1).
 17. 389 L 0109: directive 89/109/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires (JO n° L 40 du 11.2.1989, p. 38) rectifiée dans le JO n° L 347 du 28.11.1989, p. 37.
 18. 389 L 0396: directive 89/396/CEE du Conseil, du 14 juin 1989, relative aux mentions ou marques permettant d'identifier le lot auquel appartient une denrée alimentaire (JO n° L 186 du 30.6.1989, p. 21), modifiée en dernier lieu par:
 - 392 L 0011: directive 92/11/CEE du Conseil, du 3 mars 1992 (JO n° L 65 du 11.3.1992, p. 32)
 19. 389 R 2202: règlement (CEE) n° 2202/89 de la Commission, du 20 juillet 1989, définissant le coupage, la vinification, l'embouteillage et l'embouteillage (JO n° L 209 du 21.7.1989, p. 31).
 20. 389 R 2392: règlement (CEE) n° 2392/89 du Conseil, du 24 juillet 1989, établissant les règles générales pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins (JO n° L 232 du 9.8.1989, p. 13), modifié en dernier lieu par:
 - 396 R 1427: règlement (CE) n° 1427/96 du Conseil, du 26 juin 1996 (JO n° L 184 du 24.7.1996, p. 3)
 21. 390 L 0642: directive 90/642/CEE du Conseil, du 27 novembre 1990, concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur ou dans certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes (JO n° L 350 du 14.12.1990, p.71), modifiée en dernier lieu par:
 - 397 L 0071: directive n° 97/71/CE de la Commission du 15 décembre 1997 (JO L n° 347 du 18.12.1997, p. 42)
 22. 390 R 2676: règlement (CEE) n° 2676/90 de la Commission, du 17 septembre 1990, déterminant des méthodes d'analyse communautaires applicables dans le secteur du vin (JO n° L 272 du 3.10.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par:
 - 397 R 0822: règlement (CE) n° 822/97 de la Commission, du 6 mai 1997 (JO n° L 117 du 7.5.1997, p. 10)

23. 390 R 3201: règlement (CEE) n° 3201/90 de la Commission, du 16 octobre 1990, portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins (JO n° L 309 du 8.11.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par:
 - 398 R 0847: règlement (CE) n° 847/98 de la Commission, du 22 avril 1998 (JO n° L 120 du 23.4.1998, p. 14.).Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit:
l'article 9, paragraphe 2, alinéa 2, et paragraphe 3, ne s'applique pas.
24. 390 R 3220: règlement (CEE) n° 3220/90 de la Commission, du 7 novembre 1990, déterminant les conditions d'emploi de certaines pratiques œnologiques prévues par le règlement (CEE) n° 822/87 (JO n° L 308 du 8.11.1990, p. 22), modifié en dernier lieu par:
 - 397 R 2053: règlement (CE) n° 2053/97 de la Commission, du 20 octobre 1997 (JO n° L 287 du 21.10.1997, p. 15).
25. 391 R 3223: règlement (CEE) n° 3223/91 de la Commission, du 5 novembre 1991, autorisant le Royaume-Uni à permettre, sous certaines conditions, une augmentation supplémentaire du titre alcoométrique de certains vins de table (JO n° L 305 du 6.11.1991, p. 14).
26. 391 R 3895: règlement (CEE) n° 3895/91 du Conseil, du 11 décembre 1991, établissant certaines règles pour la désignation et la présentation de vins spéciaux (JO n° L 368 du 31.12.1991, p. 1).
27. 391 R 3901: règlement (CEE) n° 3901/91 de la Commission, du 18 décembre 1991, portant certaines modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins spéciaux (JO n° L 368 du 31.12.1991, p. 15).
28. 392 R 1238: règlement (CEE) n° 1238/92 de la Commission, du 8 mai 1992, déterminant les méthodes d'analyse communautaires de l'alcool neutre applicables dans le secteur du vin (JO n° L 130 du 15.5.1992, p. 13).
29. 392 R 2332: règlement (CEE) n° 2332/92 du Conseil, du 13 juillet 1992, relatif aux vins mousseux produits dans la Communauté (JO n° L 231 du 13.8.1992, p. 1), modifié en dernier lieu par:
 - 398 R 1629: règlement (CE) n° 1629/98 du Conseil, du 20 juillet 1998 (JO n° L 210 du 28.7.1998, p. 11).
30. 392 R 2333: règlement (CEE) n° 2333/92 du Conseil, du 13 juillet 1992, établissant les règles générales pour la désignation et la présentation des vins mousseux gazéifiés (JO n° L 231 du 13.8.1992, p. 9), modifié en dernier lieu par:
 - 396 R 1429: règlement (CE) n° 1429/96 du Conseil, du 26 juin 1996 (JO n° L 184 du 24.7.1996, p. 9).
31. 392 R 3459: règlement (CEE) n° 3459/92 de la Commission, du 30 novembre 1992, autorisant le Royaume-Uni à permettre une augmentation supplémentaire du titre alcoométrique des vins de table et des vins de qualité produits dans une région déterminée (JO n° L 350 du 1.12.1992, p. 60).

32. 393 R 0315: règlement (CEE) n° 315/93 du Conseil, du 8 février 1993, portant établissement des procédures communautaires relatives aux contaminants dans les denrées alimentaires (JO n° L 37 du 13.2.1993, p. 1).
33. 393 R 586: règlement (CEE) n° 586/93 de la Commission, du 12 mars 1993, portant dérogation à certaines dispositions en matière de teneur en acidité volatile de certains vins (JO n° L 61 du 13.3.1993, p. 39), modifié en dernier lieu par:
- 396 R 0693: règlement (CE) n° 693/96 de la Commission, du 17 avril 1996 (JO n° L 97 du 18.4.1996, p. 17).
34. 393 R 2238: règlement (CEE) n° 2238/93 de la Commission, du 26 juillet 1993, relatif aux documents accompagnant les transports des produits vitivinicoles et aux registres à tenir dans le secteur vitivinicole (JO n° L 200 du 10.8.1993, p. 10), rectifié par le JO n° L 301 du 8.12.1993, p. 29.
- Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit:
- a) au cas où le document vaut attestation d'appellation d'origine prévue à l'article 7 du règlement, les mentions sont authentifiées, dans le cas de l'article 7, paragraphe 1, point c), premier tiret:
 - sur les exemplaires n° 1, n° 2 et n° 4 dans le cas du document visé au règlement (CEE) n° 2719/92ou
 - sur les exemplaires n° 1 et n° 2 dans le cas du document visé au règlement (CEE) n° 3649/92;
 - b) en cas de transport visé à l'article 8, paragraphe 2, les règles suivantes s'appliquent:
 - (i) dans le cas du document visé au règlement (CEE) n° 2719/92:
 - l'exemplaire n° 2 accompagne le produit depuis le lieu de chargement jusqu'au lieu de déchargement en Suisse et est remis au destinataire ou à son représentant,
 - l'exemplaire n° 4 ou une copie certifiée conforme de l'exemplaire n° 4 est remis aux autorités compétentes suisses par le destinataire
 - (ii) dans le cas du document visé au règlement (CEE) n° 3649/92:
 - l'exemplaire n° 2 accompagne le produit depuis le lieu de chargement jusqu'au lieu de déchargement en Suisse et est remis au destinataire ou à son représentant,
 - une copie certifiée conforme de l'exemplaire n° 2 est remise aux autorités compétentes suisses par le destinataire;
 - c) en plus des indications prévues à l'article 3, le document comporte une indication permettant d'identifier le lot auquel appartient le produit vitivinicole, conformément à la directive du Conseil 89/396/CEE, du 14 juin 1989 (JO n° L 186 du 30.6.1989, p. 21).
35. 393 R 3111: règlement (CE) n° 3111/93 de la Commission, du 10 novembre 1993, établissant les listes des vins de liqueur de qualité produits dans des régions déterminées visées aux articles 3 et 12 du règlement (CEE) n° 4252/88 (JO n° L 278 du 11.11.1993, p. 48), modifié par:

- 398 R 0693: Règlement (CE) n° 693/98 de la Commission, du 27 mars 1998 (JO n° L 96 du 28.3.1998, p. 17).
- 36. 394 L 0036: directive 94/36/CE du Parlement et du Conseil, du 30 juin 1994, concernant les colorants destinés à être employés dans les denrées alimentaires (JO n° L 237 du 10.9.1994, p.13), rectifiée dans le JO n° L 252 du 4.10.1996, p. 23.
- 37. 394 R 2733: règlement (CE) n° 2733/94 de la Commission, du 9 novembre 1994, autorisant le Royaume Uni à permettre une augmentation supplémentaire du titre alcoométrique des vins de table et des vins de qualité produits dans une région déterminée (JO n° L 289 du 10.11.1994, p. 5).
- 38. 394 R 3299: règlement (CE) n° 3299/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, relatif aux mesures transitoires applicables en Autriche dans le secteur viti-vinicole (JO n° L 341 du 30.12.1994, p. 37), modifié par:
 - 395 R 0670: règlement (CE) n° 670/95 de la Commission, du 29 mars 1995 (JO n° L 70 du 30.3.1995).
- 39. 395 L 0002: directive 95/2/CE du Parlement et du Conseil, du 20 février 1995, concernant les additifs alimentaires autres que les colorants et les édulcorants (JO n° L 61 du 18.3.1995, p. 1), modifiée par:
 - 396 L 0085: directive 96/85/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 (JO n° L 86 du 28.3.1997, p. 4).
- 40. 395 R 0554: règlement (CE) n° 554/95 de la Commission, du 13 mars 1995, portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins mousseux et des vins mousseux gazéifiés (JO n° L 56 du 14.3.1995, p. 3), modifié par:
 - 396 R 1915: règlement (CE) n° 1915/96 de la Commission, du 3 octobre 1996 (JO n° L 252 du 4.10.1996, p. 10).
- 41. 395 R 0593: règlement (CE) n° 593/95 de la Commission, du 17 mars 1995, portant mesure transitoire en matière de coupage des vins de table en Espagne pour l'année 1995 (JO n° L 60 du 18.3.1995, p. 3).
- 42. 395 R 0594: règlement (CE) n° 594/95 de la Commission, du 17 mars 1995, portant mesure transitoire en matière d'acidité totale des vins de table produits en Espagne et au Portugal et mis à la consommation sur le marché de ces Etats membres pour l'année 1995 (JO n° L 60 du 18.3.1995, p. 5).
- 43. 395 R 0878: règlement (CE) n° 878/95 de la Commission, du 21 avril 1995, dérogeant au règlement (CEE) n° 822/87 en ce qui concerne l'acidification des vins enrichis en 1994/1995 dans les provinces de Vérone et de Plaisance (Italie) (JO n° L 91 du 22.4.1995, p. 1).
- 44. 395 R 2729: règlement (CE) n° 2729/95 de la Commission, du 27 novembre 1995, relatif au titre alcoométrique volumique naturel du «Prosecco di Conegliano Valdobbiadene» et du «Prosecco del Montello e dei Colli Asolani» produits au cours de la campagne 1995/1996 ainsi qu'au titre alcoométrique volumique total minimal des cuvées destinées à leur élaboration (JO n° L 284 du 28.11.1995, p. 5).

45. 396 R 1128: règlement (CE) n° 1128/96 de la Commission, du 24 juin 1996, portant modalités d'application en matière de coupage de vins de table en Espagne (JO n° L 150 du 25.6.1996, p. 13).
46. 398 R 0881: règlement (CE) n° 881/98 de la Commission, du 24 avril 1998, portant modalités d'application relatives à la protection des mentions traditionnelles complémentaires utilisées pour certains types de v.q.p.r.d. (JO n° L 124 du 25.4.1998, p. 22).

Actes dont les parties prennent acte

Les Parties prennent acte de la teneur des actes suivants:

B. Actes applicables à l'importation et à la commercialisation dans la Communauté de produits viti-vinicoles originaires de Suisse

Actes auxquels il est fait référence¹⁷

1. Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RO 1998 3033)
2. Ordonnance sur la viticulture et l'importation de vin du 7 décembre 1998 (RO 1999 86)
3. Ordonnance de l'OFAG du 7 décembre 1998 sur l'assortiment fédéral des cépages et l'examen des variétés (RO 1999 535)
4. Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (Loi sur les denrées alimentaires, LDAI), du 9 octobre 1992, modifiée en dernier lieu le 29 avril 1998 (RO 1998 3033)
5. Ordonnance du 1^{er} mars 1995 sur les denrées alimentaires (ODAI), modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 303)

Aux fins de la présente annexe, l'ordonnance est adaptée comme suit:

- a) en application des articles 11 à 16, les pratiques et traitements œnologiques autorisés, sont les suivants:
 - 1) l'aération ou le barbotage à l'aide d'argon, d'azote ou d'oxygène;
 - 2) les traitements thermiques;
 - 3) l'utilisation dans les vins secs, et dans des quantités non supérieures à 5 %, de lies fraîches, saines et non diluées qui contiennent des levures provenant de la vinification récente de vins secs;
 - 4) la centrifugation et la filtration, avec ou sans adjuvant de filtration inerte, à condition que son emploi ne laisse pas de résidus indésirables dans le produit ainsi traité;
 - 5) l'emploi de levures de vinification;
 - 6) l'emploi de préparations d'écorces de levures, dans la limite de 40 grammes par hectolitre;
 - 7) l'emploi de polyvinylpolypyrrolidone, dans la limite de 80 grammes par hectolitre;
 - 8) l'emploi de bactéries lactiques dans une suspension vineuse;

¹⁷ Pour la législation communautaire, situation au 1^{er} août 1998.
Pour la législation suisse, situation au 1^{er} janvier 1999.

- 9) l'addition d'une ou de plusieurs des substances suivantes, afin de favoriser le développement des levures:
 - addition de phosphate diammonique ou sulfate d'ammonium, dans la limite de 0,3 gramme par litre,
 - addition de sulfite d'ammonium ou bisulfite d'ammonium, dans la limite de 0,2 gramme par litre, ces produits peuvent aussi être employés ensemble dans la limite globale de 0,3 gramme par litre, sans préjudice de la limite de 0,2 gramme par litre précitée,
 - addition de dichlorhydrate de thiamine dans la limite de 0,6 milligramme par litre exprimée en thiamine;
- 10) l'emploi d'anhydride carbonique, d'argon ou d'azote, soit seuls soit mélangés entre eux, à la seule fin de créer une atmosphère inerte et de manipuler le produit à l'abri de l'air;
- 11) l'addition d'anhydride carbonique, à condition que la teneur en anhydride carbonique du vin ainsi traité ne soit pas supérieure à 2 grammes par litre;
- 12) l'emploi, dans les limites fixées par la réglementation suisse, d'anhydride sulfureux, de bisulfite de potassium ou de métabisulfite de potassium, aussi appelé disulfite de potassium ou pyrosulfite de potassium;
- 13) l'addition d'acide sorbique ou de sorbate de potassium, à condition que la teneur finale en acide sorbique du produit traité ne soit pas supérieure à 200 milligrammes par litre au moment de sa mise à la consommation humaine directe;
- 14) l'addition d'acide L-ascorbique, dans la limite de 150 milligrammes par litre;
- 15) l'addition d'acide citrique en vue de la stabilisation du vin, à condition que la teneur finale du vin traité ne soit pas supérieure à 1 gramme par litre;
- 16) l'emploi d'acide tartrique à des fins d'acidification, à condition que l'acidité initiale ne soit pas augmentée de plus de 2,5 grammes par litre, exprimée en acide tartrique;
- 17) l'emploi, pour la désacidification, d'une ou de plusieurs des substances suivantes:
 - tartrate neutre de potassium,
 - bicarbonate de potassium,
 - carbonate de calcium, contenant éventuellement de petites quantités de sel double de calcium des acides L(+) tartrique et L(-) malique,
 - tartrate de calcium ou acide tartrique,
 - préparation homogène d'acide tartrique et de carbonate de calcium, dans des proportions équivalentes et finement pulvérisées;
- 18) la clarification au moyen d'une ou de plusieurs des substances suivantes à usage œnologique:
 - gélatine alimentaire,
 - colle de poisson,

- caséine et caséinate de potassium,
 - albumine animale,
 - bentonite,
 - dioxyde de silicium sous forme de gel ou de solution colloïdale,
 - kaolin,
 - tanin,
 - enzymes pectolytiques,
 - préparation enzymatique de bêtaglucanase dans la limite de 3 grammes de préparation par hectolitre;
- 19) l'addition de tanin;
 - 20) le traitement des vins par des charbons à usage œnologique (charbons activés), dans la limite de 100 grammes de produit sec par hectolitre;
 - 21) le traitement:
 - des vins blancs et des vins rosés au ferrocyanure de potassium,
 - des vins rouges au ferrocyanure de potassium ou au phytate de calcium, à condition que les vins ainsi traités conservent du fer résiduel;
 - 22) l'addition d'acide métatartrique dans la limite de 100 milligrammes par litre;
 - 23) l'emploi de gomme arabique;
 - 24) l'emploi d'acide DL tartrique, appelé aussi acide racémique, ou de son sel de potassium neutre, pour la précipitation du calcium excédentaire;
 - 25) l'emploi, pour l'élaboration de vins mousseux obtenus par fermentation en bouteille et pour lesquels les lies sont séparées par dégorgements:
 - d'alginate de calcium ou
 - d'alginate de potassium;
 - 26) l'emploi de sulfate de cuivre pour éliminer les défauts de goût ou d'odeur du vin, dans la limite de 1 gramme par hectolitre, à condition que la teneur en cuivre du vin ainsi traité ne soit pas supérieure à 1 milligramme par litre;
 - 27) l'addition de bitartrate de potassium afin de favoriser la précipitation du tartre;
 - 28) l'addition de caramel pour renforcer la couleur des vins de liqueur;
 - 29) l'emploi de sulfate de calcium pour l'élaboration de vins de liqueur, à condition que la teneur en sulfate du vin ainsi traité ne soit pas supérieure à 2 grammes par litre exprimée en sulfate de potassium;
 - 30) le traitement par électrodialyse du vin pour assurer la stabilisation tartrique dans les conditions conformes aux règles admises par l'Office international de la vigne et du vin (OIV);
 - 31) l'emploi d'uréase pour diminuer le taux de l'urée dans le vin dans les conditions conformes aux règles admises par l'Office international de la vigne et du vin (OIV);

- 32) l'addition de distillat de vin ou de raisin sec ou d'un alcool neutre d'origine vinique pour l'élaboration de vins de liqueur aux conditions particulières établies par la réglementation suisse;
 - 33) l'addition, aux conditions particulières établies par la réglementation suisse relative au saccharose, de moût de raisins concentré ou de moût de raisins concentré rectifié afin d'augmenter le titre alcoométrique naturel du raisin, du moût ou du vin;
 - 34) l'addition, aux conditions particulières établies par la réglementation suisse, de moût de raisins ou de moût de raisins concentré rectifié afin d'édulcorer le vin.
- b) par dérogation à l'article 371 de l'Ordonnance, le coupage d'un vin suisse avec un vin d'une autre origine est interdit:
- en ce qui concerne les vins rosés et rouges des catégories 1 et 2 (vin avec appellation d'origine et indication de provenance), à partir du 1^{er} janvier de la quatrième année qui suit la mise en vigueur de la présente annexe;
 - en ce qui concerne les vins autres que ceux visés au premier tiret, des catégories 1 et 2 (vin avec appellation d'origine et indication de provenance), à partir de la mise en vigueur de la présente annexe;
- c) par dérogation à l'article 373 de l'Ordonnance, les règles de désignation et de présentation sont celles applicables aux produits importés des pays tiers visées aux règlements suivants:
- (1) 389 R 2392: règlement (CEE) n° 2392/89 du Conseil, du 24 juillet 1989, établissant les règles générales pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins (JO n° L 232 du 9.8.1989, p. 13), modifié en dernier lieu par:
 - 396 R 1427: règlement (CE) n° 1427/96 du Conseil du 26 juin 1996 (JO n° L 184 du 24.7.1996, p. 3).
- Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit:
- aa) lorsque le vin suisse a été mis en récipients d'un volume nominal de 60 litres ou moins en Suisse, l'indication de l'importateur visée aux articles 25, paragraphe 1, point c), et 26, paragraphe 1, point c), du règlement peut être remplacée par celle du producteur, de l'encaveur, du négociant ou de l'embouteilleur suisse;
 - bb) par dérogation à l'article 2, paragraphe 3, point i), à l'article 28, paragraphe 1, et à l'article 43, paragraphe 1, point b) du règlement, le terme «vin de table», le cas échéant complété par la mention «vin de pays», peut être utilisé pour des vins suisses avec indication de provenance (vins de la catégorie 2) dans les conditions fixées par la réglementation suisse;
 - cc) par dérogation à l'article 30, paragraphe 1 point b), du règlement, l'indication d'une ou de plusieurs variétés de vigne est admise si le vin suisse est issu à 85 % au moins de ou des variétés mentionnées. Si plusieurs variétés sont indiquées, elles le seront dans l'ordre décroissant de proportion;

- dd) par dérogation à l'article 31, paragraphe 1, point a), du règlement, l'indication de l'année de récolte est admise pour un vin de la catégorie 1 ou 2 si celui-ci est issu à 85 % au moins de raisins récoltés dans l'année mentionnée;
- (2) 390 R 3201: règlement (CEE) n° 3201/90 de la Commission, du 16 octobre 1990, portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins (JO n° L 309 du 8.11.1990, p. 1), modifié en dernier lieu par:
- 398 R 0847: règlement (CE) n° 847/98 de la Commission du 22 avril 1998, (JO n° L 120 du 23.4.1998, p. 14).
- Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit:
- aa) par dérogation à l'article 9 paragraphe 1 du règlement, le titre alcoométrique peut être indiqué par dixième d'unité pourcentage en volume;
- bb) par dérogation à l'article 14 paragraphe 7, les termes «demi-sec» et «mœlleux» peuvent être remplacés respectivement par les termes «légèrement doux» et «demi-doux»;
- (3) 392 R 2333: règlement (CEE) n° 2333/92 du Conseil, du 13 juillet 1992, établissant les règles générales pour la désignation et la présentation des vins mousseux gazéifiés (JO n° L 231 du 13.8.1992, p. 9) modifié en dernier lieu par:
- 396 R 1429: règlement (CE) n° 1429/96 du Conseil, du 26 juin 1996 (JO n° L 184 du 24.7.1996, p. 9).
- Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit: la mention «Etat membre producteur» visé à l'article 6, paragraphe 2, alinéa 3, est réputée renvoyer également à la Suisse;
- (4) 395 R 0554: règlement (CE) n° 554/95 de la Commission, du 13 mars 1995, portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins mousseux et des vins mousseux gazéifiés (JO n° L 56 du 14.3.1995, p. 3), modifié par:
- 396 R 1915: règlement (CE) n° 1915/96 de la Commission, du 3 octobre 1996 (JO n° L 252 du 4.10.1996, p. 10)
- Aux fins de l'annexe, le règlement est adapté comme suit: par dérogation à l'article 2 premier alinéa du règlement, le titre alcoométrique acquis peut être indiqué par dixième d'unités pourcentage en volume.
6. Ordonnance du 26 juin 1995 sur les additifs admis dans les denrées alimentaires, modifiée en dernier lieu le 30 janvier 1998 (RO 1998 530)
7. Ordonnance du 26 juin 1995 sur les substances étrangères et les composants dans les denrées alimentaires, modifiée en dernier lieu le 30 janvier 1998 (RO 1998 273)
8. 375 L 0106: directive 75/106/CEE du Conseil, du 19 décembre 1974, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au préconditionnement en volume de certains liquides en préemballages (JO n° L 42 du 15.2.1975, p. 1), modifiée en dernier lieu par:

- 389 L 0676: directive 89/676/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989 (JO n° L 398 du 30.12.1989, p. 18).
- 9. 393 R 2238: règlement (CEE) n° 2238/93 de la Commission, du 26 juillet 1993, relatif aux documents accompagnant les transports des produits viti-vinicoles et aux registres à tenir dans le secteur viti-vinicole (JO n° L 200 du 10.8.1993, p. 10), rectifié par le JO n° L 301 du 8.12.1993, p. 29.

Aux fins de l'application de l'annexe, le règlement est adapté comme suit:

- a) toute importation de produits viti-vinicoles originaires de Suisse dans la Communauté est soumise à la présentation d'un document d'accompagnement établi conformément aux dispositions du règlement. Sans préjudice de l'article 4, le document d'accompagnement doit être établi conformément au modèle figurant à l'annexe III du règlement.
En plus des indications prévues à l'article 3, le document comporte une indication permettant d'identifier le lot auquel appartient le produit viti-vinicole;
- b) le document d'accompagnement visé au point a) remplace le document d'importation prévu au règlement (CEE) n° 3590/85 de la Commission, du 18 décembre 1985, relatif à l'attestation et au bulletin d'analyse prévus à l'importation des vins, jus et moûts de raisins (JO n° L 343 du 20.12.1985, p. 20), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 960/98 de la Commission, du 7 mai 1998 (JO n° L 135 du 8.5.1998, p. 4);
- c) dans les cas où le règlement mentionne «Etat(s) membre(s)» ou «dispositions communautaires ou nationales», ces mentions sont réputées renvoyer à la Suisse ou à la législation suisse.

Actes dont les parties prennent acte

Les Parties prennent acte de la teneur des actes suivants:

Dénominations protégées visées à l'article 6

A. Dénominations protégées pour les produits viti-vinicoles originaires de la Communauté

I. Termes traditionnels spécifiques communautaires

- 1.1 Les termes ci-après, visés à l'article 1er du règlement (CEE) n° 823/87 du Conseil¹⁸, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1426/96¹⁹, établissant des dispositions particulières relatives aux vins de qualité produits dans des régions déterminées:
 - (i) les termes «*vin de qualité produit dans une région déterminée*», y compris l'abréviation «*v.q.p.r.d.*» et les termes et abréviations équivalents dans les autres langues de la Communauté;
 - (ii) les termes «*vin mousseux de qualité produit dans une région déterminée*», y compris l'abréviation «*v.m.q.p.r.d.*» et les termes et abréviations équivalents dans les autres langues de la Communauté, et les termes «*Sekt bestimmter Anbaugebiete*» ou «*Sekt b.A.*»;
 - (iii) les termes «*vin pétillant de qualité produit dans une région déterminée*», y compris l'abréviation «*v.p.q.p.r.d.*» et les termes et abréviations équivalents dans les autres langues de la Communauté;
 - (iv) les termes «*vin de liqueur de qualité produit dans une région déterminée*», y compris l'abréviation «*v.l.q.p.r.d.*» et les termes et abréviations équivalents dans les autres langues de la Communauté.
- 1.2 Les termes ci-après, visés dans le règlement (CEE) n° 4252/88 du Conseil²⁰, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1629/98 du Conseil²¹, relatif à l'élaboration et à la commercialisation des vins de liqueur produits dans la Communauté:
 - «*οινοφ φυσικοφ γλυκυφ*» («*vin doux naturel*»)
 - «*vino generoso*»
 - «*vino generoso de licor*»
 - «*vinho generoso*»
 - «*vino dulce natural*»
 - «*vino dolce naturale*»
 - «*vinho doce natural*»
 - «*vin doux naturel*».
- 1.3 Le terme «Crémant»

¹⁸ JO L 84 du 27.03.1987, p. 59.

¹⁹ JO L 184 du 24.07.1996, p. 1.

²⁰ JO L 373 du 31.12.1988, p. 59.

²¹ JO L 210 du 28.07.1998, p. 11.

II. Indications géographiques et mentions traditionnelles par Etat membre

- I. Vins originaires d'Allemagne
- II. Vins originaires de France
- III. Vins originaires d'Espagne
- IV. Vins originaires de Grèce
- V. Vins originaires d'Italie
- VI. Vins originaires de Luxembourg
- VII. Vins originaires de Portugal
- VIII. Vins originaires de Royaume-Uni
- IX. Vins originaires d'Autriche

I. Vins originaires de la République fédérale d'Allemagne

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans des régions déterminées («Qualitätswein bestimmter Anbaugebiete»)

1.1. Noms des régions déterminées

- Ahr
- Baden
- Franken
- Hessische Bergstrasse
- Mittelrhein
- Mosel-Saar-Ruwer
- Nahe
- Pfalz
- Rheingau
- Rheinhessen
- Saale-Unstrut
- Sachsen
- Württemberg

1.2. Noms des sous-régions, des communes et des parties de communes

1.2.1. Région déterminée Ahr

(a) *Sous-régions:*

Bereich Walporzheim/Ahrtal

(b) *Grosslage:*

Klosterberg

(c) *Einzellagen:*

Blume	Mönchberg
Burggarten	Pfaffenberg
Goldkaul	Sonnenberg
Hardtberg	Steinkaul
Herrenberg	Übigberg
Laacherberg	

(d) *Communes ou parties de communes:*

Ahrbrück	Bad Neuenahr-Ahrweiler
Ahrweiler	Dernau
Altenahr	Ehlingen
Bachem	Heimersheim

Heppingen	Pützfeld
Lohrsdorf	Rech
Marienthal	Reimerzhoven
Mayschoss	Walporzheim
Neuenahr	

1.2.2. Région déterminée Hessische Bergstrasse

(a) *Sous-régions:*

Bereich Starkenburg
Bereich Umstadt

(b) *Grosslagen:*

Rott
Schlossberg
Wolfsmagen

(c) *Einzellagen:*

Eckweg	Maiberg
Fürstenlager	Paulus
Guldenzoll	Steingeröll
Hemsberg	Steingertück
Herrenberg	Steinkopf
Höllberg	Stemmler
Kalkgasse	Streichling

(d) *Communes ou parties de communes:*

Alsbach	Hambach
Bensheim	Heppenheim
Bensheim-Auerbach	Klein-Umstadt
Bensheim-Schönberg	Rossdorf
Dietzenbach	Seeheim
Erbach	Zwingenberg
Gross-Umstadt	

1.2.3. Région déterminée Mittelrhein

(a) *Sous-régions:*

Bereich Loreley
Bereich Siebengebirge

(b) *Grosslagen:*

Burg-Hammerstein	Marxburg
Burg Rheinfels	Petersberg
Gedeonseck	Schloss Reichenstein
Herrenberg	Schloss Schönburg
Lahntal	Schloss Stahleck
Loreleyfelsen	

(c) *Einzellagen:*

Brünchen	Schloss Stahlberg
Fürstenberg	Sonne
Gartenlay	St. Martinsberg
Klosterberg	Wahrheit
Römerberg	Wolfshöhle

(d) *Communes ou parties de communes:*

Ariendorf	Linz
Bacharach	Manubach
Bacharach-Steeg	Medenscheid
Bad Ems	Nassau
Bad Hönningen	Neurath
Boppard	Niederburg
Bornich	Niederdollendorf
Braubach	Niederhammerstein
Breitscheid	Niederheimbach
Brey	Nochern
Damscheid	Oberdiebach
Dattenberg	Oberdollendorf
Dausenau	Oberhammerstein
Dellhofen	Obernhof
Dörscheid	Oberheimbach
Ehrenbreitstein	Oberwesel
Ehrental	Osterspai
Ems	Patersberg
Engenhöll	Perscheid
Erpel	Rheinbreitbach
Fachbach	Rheinbrohl
Filsen	Rheindiebach
Hamm	Rhens
Hammerstein	Rhöndorf
Henschhausen	Sankt-Goar
Hirzenach	Sankt-Goarshausen
Kamp-Bornhofen	Schloss Fürstenberg
Karthaus	Spay
Kasbach-Ohlenberg	Steeg
Kaub	Trechtingshausen
Kestert	Unkel
Koblenz	Urbar
Königswinter	Vallendar
Lahnstein	Weinähr
Langscheid	Wellmich
Leubsdorf	Werlau
Leutesdorf	Winzberg

1.2.4. Région déterminée Mosel-Saar-Ruwer

- (a) *Général*
Mosel	Ruwer
Moseltaler	Saar
- (b) *Sous-régions:*
Bereich Bernkastel	Bereich Saar-Ruwer
Bereich Moseltor	Bereich Zell
Bereich Obermosel	
- (c) *Grosslagen:*
Badstube	Römerlay
Gipfel	Rosenhang
Goldbäumchen	Sankt Michael
Grafschaft	Scharzlay
Köningsberg	Schwarzberg
Kurfürstlay	Schwarze Katz
Münzlay	Vom heissem Stein
Nacktarsch	Weinhex
Probstberg	
- (d) *Einzellagen:*
Abteiberg	Engelgrube
Adler	Engelströpfchen
Altarberg	Euchariusberg
Altärchen	Falkenberg
Altenberg	Falklay
Annaberg	Felsenkopf
Apotheke	Fettgarten
Auf der Wiltingerkupp	Feuerberg
Blümchen	Frauenberg
Bockstein	Funkenberg
Brauneberg	Geisberg
Braunfels	Goldgrübchen
Brüderberg	Goldkupp
Bruderschaft	Goldlay
Burg Warsberg	Goldtröpfchen
Burgberg	Grafschafter Sonnenberg
Burglay	Grosser Herrgott
Burglay-Felsen	Günterslay
Burgmauer	Hahnenschnittchen
Busslay	Hammerstein
Carlsfelsen	Hasenberg
Doctor	Hasenläufer
Domgarten	Held
Domherrenberg	Herrenberg
Edelberg	Herrenberg
Elzhofberg	Herzchen

Himmelreich	Niederberg-Helden
Hirschlay	Nonnenberg
Hirtengarten	Nonnengarten
Hitzlay	Osterlämmchen
Hofberger	Paradies
Honigberg	Paulinsberg
Hubertusberg	Paulinslay
Hubertuslay	Pfirsichgarten
Johannisbrünnchen	Quiriniusberg
Juffer	Rathausberg
Kapellchen	Rausch
Kapellenberg	Rochusfels
Kardinalsberg	Römerberg
Karlsberg	Römergarten
Kätzchen	Römerhang
Kehrnagel	Römerquelle
Kirchberg	Rosenberg
Kirchlay	Rosenborn
Klosterberg	Rosengärtchen
Klostergarten	Rosenlay
Klosterkammer	Roterd
Klosterlay	Sandberg
Klostersegen	Schatzgarten
Königsberg	Scheidterberg
Kreuzlay	Schelm
Krone	Schiesslay
Kupp	Schlagengraben
Kurfürst	Schleiberg
Lambertuslay	Schlemmertröpfchen
Laudamusberg	Schloss Thorner Kupp
Laurentiusberg	Schlossberg
Lay	Sonnenberg
Leiterchen	Sonnenlay
Letterlay	Sonnenuhr
Mandelgraben	St. Georgshof
Marienberg	St. Martin
Marienburg	St. Matheiser
Marienburg	Stefanslay
Marienburg	Steffensberg
Marienburg	Stephansberg
Maximiner	Stubener
Maximiner Burgberg	Treppchen
Maximiner	Vogteiberg
Meisenberg	Weisserberg
Monteneubel	Würzgarten
Moullay-Hofberg	Zellerberg
Mühlenberg	
Niederberg	

(e) *Communes ou parties de communes:*

Alf	Filzen
Alken	Fisch
Andel	Flussbach
Avelsbach	Franzenheim
Ayl	Godendorf
Bausendorf	Gondorf
Beilstein	Graach
Bekond	Grewenich
Bengel	Güls
Bernkastel-Kues	Hamm
Beuren	Hatzenport
Biebelhausen	Helfant-Esingen
Biewer	Hetzerath
Bitzingen	Hockweiler
Brauneberg	Hupperath
Bremm	Igel
Briedel	Irsch
Briedern	Kaimt
Brodembach	Kanzem
Bruttig-Fankel	Karden
Bullay	Kasel
Burg	Kastel-Stadt
Burgen	Kattenes
Cochem	Kenn
Cond	Kernscheid
Detzem	Kesten
Dhron	Kinheim
Dieblich	Kirf
Dreis	Klotten
Ebernach	Klüsserath
Ediger-Eller	Kobern-Gondorf
Edingen	Koblenz
Eitelsbach	Köllig
Ellenz-Poltersdorf	Kommlingen
Eller	Könen
Enkirch	Konz
Ensch	Korlingen
Erden	Kövenich
Ernst	Köwerich
Esingen	Krettnach
Falkenstein	Kreuzweiler
Fankel	Kröv
Fastrau	Krutweiler
Fell	Kues
Fellerich	Kürenz
Filsch	Langsur

Lay	Olkenbach
Lehmen	Onsdorf
Leiwen	Osann-Monzel
Liersberg	Palzem
Lieser	Pellingen
Löf	Perl
Longen	Piesport
Longuich	Platten
Lorenzhof	Pölich
Lörsch	Poltersdorf
Löslich	Pommern
Maring-Noviant	Portz
Maximin Grünhaus	Pünderich
Mehring	Rachtig
Mennig	Ralingen
Merl	Rehlingen
Mertesdorf	Reil
Merzkirchen	Riol
Mesenich	Rivenich
Mettermich	Riveris
Metzdorf	Ruwer
Meurich	Saarburg
Minheim	Scharzhofberg
Monzel	Schleich
Morscheid	Schoden
Moselkern	Schweich
Moselsürsch	Sehl
Moselweiss	Sehlem
Müden	Sehndorf
Mühlheim	Sehnhal
Neef	Senheim
Nehren	Serrig
Nennig	Soest
Neumagen-Dhron	Sommerau
Niederemmel	St. Aldegund
Niederfell	Staat
Niederleuken	Starkenburg
Niedermennig	Tarforst
Nittel	Tawern
Noviant	Temmels
Oberbillig	Thörmich
Oberemmel	Traben-Trarbach
Oberfell	Trarbach
Obermennig	Treis-Karden
Oberperl	Trier
Ockfen	Tritenheim
Olewig	Ürzig
Valwig	Wincheringen

Veldenz	Winnigen
Waldrach	Wintersdorf
Wasserliesch	Wintrich
Wawern	Wittlich
Wehlen	Wolf
Wehr	Zell
Wellen	Zeltingen-Rachtig
Wiltigen	Zewen-Oberkirch

1.2.5. Région déterminée Nahe

(a) *Sous-régions:*

Bereich Kreuznach
 Bereich Schloss Böckelheim
 Bereich Nahetal

(b) *Grosslagen:*

Burgweg	Rosengarten
Kronenberg	Schlosskapelle
Paradiesgarten	Sonnenborn
Pfarrgarten	

(c) *Einzellagen:*

Abtei	Höllenspfad
Alte Römerstrasse	Honigberg
Altenberg	Hörnchen
Altenburg	Johannisberg
Apostelberg	Kapellenberg
Backöfchen	Karthäuser
Becherbrunnen	Kastell
Berg	Katergrube
Bergborn	Katzenhöhle
Birkenberg	Klosterberg
Domberg	Klostergarten
Drachenbrunnen	Königsgarten
Edelberg	Königsschloss
Felsenberg	Krone
Felseneck	Kronenfels
Forst	Lauerweg
Frühlingsplätzchen	Liebesbrunnen
Galgenberg	Löhler Berg
Graukatzen	Lump
Herrenzehntel	Marienförter
Hinkelstein	Mönchberg
Hipperich	Mühlberg
Hofgut	Narrenkappe
Hölle	Nonnengarten
Höllensbrand	Osterhöll
Otterberg	Schlossberg

Palmengarten	Sonnenberg
Paradies	Sonnenweg
Pastorei	Sonnenlauf
Pastorenberg	St. Antoniusweg
Pfaffenstein	St. Martin
Ratsgrund	Steinchen
Rheingrafenberg	Steyerberg
Römerberg	Straussberg
Römerhelde	Teufelsküche
Rosenberg	Tilgesbrunnen
Rosenteich	Vogelsang
Rothenberg	Wildgrafenberg
Saukopf	

(d) *Communes ou parties de communes:*

Alsenz	Kalkofen
Altenbamberg	Kirschroth
Auen	Langenlonsheim
Bad Kreuznach	Laubenheim
Bad Münster-Ebernburg	Lauschied
Bayerfeld-Steckweiler	Lettweiler
Bingerbrück	Mandel
Bockenau	Mannweiler-Cölln
Boos	Martinstein
Bosenheim	Meddersheim
Braunweiler	Meisenheim
Bretzenheim	Merxheim
Burg Layen	Monzingen
Burgsponheim	Münster
Cölln	Münster-Sarmsheim
Dalberg	Münsterappel
Desloch	Niederhausen
Dorsheim	Niedermoschel
Duchroth	Norheim
Ebernburg	Nussbaum
Eckenroth	Oberhausen
Feilbingert	Obermoschel
Gaugrehweiler	Oberndorf
Genheim	Oberstreit
Guldental	Odernheim
Gutenberg	Planig
Hargesheim	Raumbach
Heddesheim	Rehborn
Hergenfeld	Roxheim
Hochstätten	Rüdesheim
Hüffelsheim	Rümmelsheim
Ippesheim	Schlossböckelheim
Schöneberg	Wald Erbach

Sobernheim	Waldalgesheim
Sommerloch	Waldböckelheim
Spabrücken	Waldhilbersheim
Sponheim	Waldlaubersheim
St. Katharinen	Wallhausen
Staudernheim	Weiler
Steckweiler	Weinsheim
Steinhardt	Windsheim
Schweppenhausen	Winterborn
Traisen	Winzenheim
Unkenbach	

1.2.6. Région déterminée Rheingau

(a) *Sous-région:*

Bereich Johannisberg

(b) *Grosslagen:*

Burgweg	Heiligenstock
Daubhaus	Honigberg
Deutelsberg	Mehrhölzchen
Erntebringer	Steil
Gottesthal	Steinmacher

(c) *Einzellagen:*

Dachsberg	Langenstück
Doosberg	Lenchen
Edelmann	Magdalenenkreuz
Fuschsberg	Marcobrunn
Gutenberg	Michelmark
Hasensprung	Mönchspfad
Hendelberg	Nussbrunnen
Herrnberg	Rosengarten
Höllenberg	Sandgrub
Jungfer	Schönhell
Kapellenberg	Schützenhaus
Kilzberg	Selingmacher
Klaus	Sonnenberg
Kläuserweg	St. Nikolaus
Klosterberg	Taubenberg
Königin	Viktoriaberg

(d) *Communes ou parties de communes:*

Assmannshausen	Flörsheim
Aulhausen	Frankfurt
Böddiger	Geisenheim
Eltville	Hallgarten
Erbach	Hattenheim
Hochheim	Rauenthal

Johannisberg	Reichartshausen
Kiedrich	Rüdesheim
Lorch	Steinberg
Lorchhausen	Vollrads
Mainz-Kostheim	Wicker
Martinthal	Wiesbaden
Massenheim	Wiesbaden-Dotzheim
Mittelheim	Wiesbaden-Frauenstein
Niederwalluf	Wiesbaden-Schierstein
Oberwalluf	Winkel
Oestrich	

1.2.7. Région déterminée Rheinhessen

(a) *Sous-régions:*

Bereich Bingen
Bereich Nierstein
Bereich Wonnegau

(b) *Grosslagen:*

Abtey	Kurfürstenstück
Adelberg	Liebfrauenmorgen
Auflangen	Petersberg
Bergkloster	Pilgerpfad
Burg Rodenstein	Rehbach
Domblick	Rheinblick
Domherr	Rheingrafenstein
Gotteshilfe	Sankt Rochuskapelle
Güldenmorgen	Sankt Alban
Gutes Domtal	Spiegelberg
Kaiserpfalz	Sybillinenstein
Krötenbrunnen	Vögelsgärten

(c) *Einzellagen:*

Adelpfad	Bürgel
Äffchen	Daubhaus
Alte Römerstrasse	Doktor
Altenberg	Ebersberg
Aulenberg	Edle Weingärten
Aulerde	Eiserne Hand
Bildstock	Engelsberg
Binger Berg	Fels
Blücherpfad	Felsen
Blume	Feuerberg
Bockshaut	Findling
Bockstein	Frauenberg
Bornpfad	Fraugarten
Bubenstück	Frühmesse
Fuchsloch	Kirchenstück

Galgenberg	Kirchgärtchen
Geiersberg	Kirchplatte
Geisterberg	Klausenberg
Gewürzgärtchen	Kloppenberg
Geyersberg	Klosterberg
Goldberg	Klosterbruder
Goldenes Horn	Klostergarten
Goldgrube	Klosterweg
Goldpfad	Knopf
Goldstückchen	Königsstuhl
Gottesgarten	Kranzberg
Götzenborn	Kreuz
Hähnchen	Kreuzberg
Hasenbiss	Kreuzblick
Hasensprung	Kreuzkapelle
Haubenberg	Kreuzweg
Heil	Leckerberg
Heiligenhaus	Leidhecke
Heiligenpfad	Lenchen
Heilighäuschen	Liebenberg
Heiligkreuz	Liebfrau
Herrengarten	Liebfrauenberg
Herrgottspfad	Liebfrauenthal
Himmelsacker	Mandelbaum
Himmelthal	Mandelberg
Hipping	Mandelbrunnen
Hoch	Michelsberg
Hochberg	Mönchbäumchen
Hockenmühle	Mönchspfad
Hohberg	Moosberg
Hölle	Morstein
Höllensbrand	Nonnengarten
Homberg	Nonnenwingert
Honigberg	Ölberg
Horn	Osterberg
Hornberg	Paterberg
Hundskopf	Paterhof
Johannisberg	Pfaffenberg
Kachelberg	Pfaffenhalde
Kaisergarten	Pfaffenkappe
Kallenberg	Pilgerstein
Kapellenberg	Rheinberg
Katzebuckel	Rheingrafenberg
Kehr	Rheinhöhe
Kieselberg	Ritterberg
Kirchberg	Römerberg
Römersteg	Siliusbrunnen
Rosenberg	Sioner Klosterberg

Rosengarten	Sommerwende
Rotenfels	Sonnenberg
Rotenpfad	Sonnenhang
Rotenstein	Sonnenweg
Rotes Kreuz	Sonnheil
Rothenberg	Spitzberg
Sand	St. Annaberg
Sankt Georgen	St. Julianenbrunnen
Saukopf	St. Georgenberg
Sauloch	St. Jakobsberg
Schelmen	Steig
Schildberg	Steig-Terrassen
Schloss	Stein
Schlossberg	Steinberg
Schlossberg-Schwätzerchen	Steingrube
Schlosshölle	Tafelstein
Schneckenberg	Teufelspfad
Schönberg	Vogelsang
Schützenhütte	Wartberg
Schwarzenberg	Wingertstor
Schloss Hammerstein	Wissberg
Seilgarten	Zechberg
Silberberg	Zellerweg am schwarzen Herrgott

(d) *Communes ou parties de communes:*

Abenheim	Büdesheim
Albig	Dalheim
Alsheim	Dalsheim
Alzey	Dautenheim
Appenheim	Dexheim
Armsheim	Dienheim
Aspishheim	Dietersheim
Badenheim	Dintesheim
Bechenheim	Dittelsheim-Hessloch
Bechtheim	Dolgesheim
Bechtolsheim	Dorn-Dürkheim
Bermersheim	Drais
Bermersheim vor der Höhe	Dromersheim
Biebelnheim	Ebersheim
Biebelsheim	Eckelsheim
Bingen	Eich
Bodenheim	Eimsheim
Bornheim	Elsheim
Bretzenheim	Engelstadt
Bubenheim	Ensheim
Budenheim	Eppelsheim
Erbes-Büdesheim	Kettenheim
Esselborn	Klein-Winterheim

Essenheim	Köngernheim
Finthen	Kriegsheim
Flomborn	Laubenheim
Flonheim	Leiselheim
Flörsheim-Dalsheim	Lonsheim
Framersheim	Lörzweiler
Freilaubersheim	Ludwigshöhe
Freimersheim	Mainz
Frettenheim	Mauchenheim
Friesenheim	Mettenheim
Fürfeld	Mölsheim
Gabsheim	Mommenheim
Gau-Algesheim	Monsheim
Gau-Bickelheim	Monzernheim
Gau-Bischofshei	Mörstadt
Gau-Heppenheim	Nack
Gau-Köngernheim	Nackenheim
Gau-Odernheim	Neu-Bamberg
Gau-Weinheim	Nieder-Flörsheim
Gaulsheim	Nieder-Hilbersheim
Gensingen	Nieder-Olm
Gimbsheim	Nieder-Saulheim
Grolsheim	Nieder-Wiesen
Gross-Winternheim	Nierstein
Gumbsheim	Ober-Flörsheim
Gundersheim	Ober-Hilbersheim
Gundheim	Ober-Olm
Guntersblum	Ockenheim
Hackenheim	Offenheim
Hahnheim	Offstein
Hangen-Weisheim	Oppenheim
Harxheim	Osthofen
Hechtsheim	Partenheim
Heidesheim	Pfaffen-Schwabenheim
Heimersheim	Spiesheim
Heppenheim	Sponsheim
Herrnsheim	Sprendlingen
Hessloch	Stadecken-Elsheim
Hillesheim	Stein-Bockenheim
Hohen-Sülzen	Sulzheim
Horchheim	Tiefenthal
Horrweiler	Udenheim
Ingelheim	Uelversheim
Jugenheim	Uffhofen
Kempton	Uندنheim
Vendersheim	Wendelsheim
Volxheim	Westhofen
Wachenheim	Wies-Oppenheim

Wackernheim	Wintersheim
Wahlheim	Wolfsheim
Wallertheim	Wöllstein
Weinheim	Wonsheim
Weinolsheim	Worms
Weinsheim	Wörrstadt
Weisenau	Zornheim
Welgesheim	Zotzenheim

1.2.8. Région déterminée Pfalz

(a) *Sous-régions:*

Bereich Mittelhaardt Deutsche Weinstrasse
Bereich südliche Weinstrasse

(b) *Grosslagen:*

Bischofskreuz	Königsgarten
Feuerberg	Mandelhöhe
Grafenstück	Mariengarten
Guttenberg	Meerspinne
Herrlich	Ordensgut
Hochmess	Pfaffengrund
Hofstück	Rebstöckel
Höllensack	Schloss Ludwigshöhe
Honigsäckel	Schnepfenpflug vom Zellertal
Kloster	Schnepfenpflug an der Weinstrasse
Liebfrauenberg	Schwarzerde
Kobnert	Trappenberg

(c) *Einzellagen:*

Abtsberg	Eselshaut
Altenberg	Forst
Altes Löhl	Frauenländchen
Baron	Frohnwingert
Benn	Fronhof
Berg	Frühmess
Bergel	Fuchsloch
Bettelhaus	Gässel
Biengarten	Geisskopf
Bildberg	Gerümpel
Bischofsgarten	Goldberg
Bischofsweg	Gottesacker
Bubeneck	Gräfenberg
Burgweg	Hahnen
Doktor	Halde
Eselsbuckel	Hasen
Hasenzeile	Münzberg
Heidegarten	Musikantenbuckel
Heilig Kreuz	Mütterle

Heiligenberg	Narrenberg
Held	Neuberg
Herrenberg	Nonnengarten
Herrenmorgen	Nonnenstück
Herrenpfad	Nussbien
Herrgottsacker	Nussriegel
Hochbenn	Oberschloss
Hochgericht	Ölgassel
Höhe	Oschelskopf
Hohenrain	Osterberg
Hölle	Paradies
Honigsack	Pfaffenberg
Im Sonnenschein	Reiterpfad
Johanniskirchel	Rittersberg
Kaiserberg	Römerbrunnen
Kalkgrube	Römerstrasse
Kalkofen	Römerweg
Kapelle	Rossberg
Kapellenberg	Rosenberg
Kastanienbusch	Rosengarten
Kastaniengarten	Rosenkranz
Kirchberg	Rosenkränzel
Kirchenstück	Roter Berg
Kirchlöh	Sauschwänzel
Kirschgarten	Schäfergarten
Klostergarten	Schlossberg
Klosterpfad	Schlossgarten
Klosterstück	Schwarzes Kreuz
Königswingert	Seligmacher
Kreuz	Silberberg
Kreuzberg	Sonnenberg
Heidegarten	St. Stephan
Heilig Kreuz	Steinacker
Heiligenberg	Steingebiss
Held	Steinkopf
Herrenberg	Stift
Herrenmorgen	Venusbuckel
Herrenpfad	Vogelsang
Herrgottsacker	Vogelsprung
Hochbenn	Wolfsberg
Hochgericht	Wonneberg
Martinshöhe	Zchpeter
Michelsberg	

(d) *Communes ou parties de communes:*

Albersweiler

Forst

Albisheim	Frankenthal
Albsheim	Frankweiler
Alsterweiler	Freckenfeld
Altdorf	Freimersheim
Appenhofen	Freinsheim
Asselheim	Freisbach
Arzheim	Friedelsheim
Bad Dürkheim	Gauersheim
Bad Bergzabern	Geinsheim
Barbelroth	Gerolsheim
Battenberg	Gimmeldingen
Bellheim	Gleisweiler
Berghausen	Gleiszellen-Gleishorbach
Biedesheim	Göcklingen
Billigheim	Godramstein
Billigheim-Ingenheim	Gommersheim
Birkweiler	Gönnheim
Bischheim	Gräfenhausen
Bissersheim	Gronau
Bobenheim am Berg	Grossfischlingen
Böbingen	Grosskarlbach
Böchingen	Grossniedesheim
Bockenheim	Grünstadt
Bolanden	Haardt
Bornheim	Hainfeld
Bubenheim	Hambach
Burrweiler	Harxheim
Colgenstein-Heidesheim	Hassloch
Dackenheim	Heidesheim
Dammheim	Heiligenstein
Deidesheim	Hergersweiler
Diedesfeld	Herxheim am Berg
Dierbach	Herxheim bei Landau
Dirmstein	Herxheimweyher
Dörrenbach	Hessheim
Drusweiler	Heuchelheim
Duttweiler	Heuchelheim bei Frankental
Edenkoben	Heuchelheim-Klingen
Edesheim	Hochdorf-Assenheim
Einselthum	Hochstadt
Ellerstadt	Ilbesheim
Erpolzheim	Immesheim
Eschbach	Impflingen
Essingen	Ingenheim
Flemlingen	Insheim
Kallstadt	Oberhofen
Kandel	Oberotterbach
Kapellen	Obersülzen

Kapellen-Drusweiler	Obrigheim
Kapsweyer	Offenbach
Kindenheim	Ottersheim/Zellerthal
Kirchheim an der Weinstrasse	Ottersheim
Kirchheimbolanden	Pleisweiler
Kirrweiler	Pleisweiler-Oberhofen
Kleinfischlingen	Queichheim
Kleinkarlbach	Ranschbach
Kleinniedesheim	Rechtenbach
Klingen	Rhodt
Klingenmünster	Rittersheim
Knittelsheim	Rödersheim-Gronau
Knöringen	Rohrbach
Königsbach an der Weinstrasse	Römerberg
Lachen/Speyerdorf	Roschbach
Lachen	Ruppertsberg
Landau in der Pfalz	Rüssingen
Laumersheim	Sausenheim
Lautersheim	Schweigenheim
Leinsweiler	Schweigen
Leistadt	Schweigen-Rechtenbach
Lustadt	Schweighofen
Maikammer	Siebeltingen
Marnheim	Speyerdorf
Mechtersheim	St. Johann
Meckenheim	St. Martin
Mertesheim	Steinfeld
Minfeld	Steinweiler
Mörlheim	Stetten
Morschheim	Ungstein
Mörzheim	Venningen
Mühlheim	Vollmersweiler
Mühlhofen	Wachenheim
Mussbach an der Weinstrasse	Walsheim
Neuleiningen	Weingarten
Neustadt an der Weinstrasse	Weisenheim am Berg
Niederhorbach	Weyher in der Pfalz
Niederkirchen	Winden
Niederotterbach	Zeiskam
Niefernheim	Zell
Nussdorf	Zellertal
Oberhausen	

1.2.9. Région déterminée Franken

(a) *Sous-régions:*

Bereich Bayerischer Bodensee
Bereich Maindreieck
Bereich Mainviereck
Bereich Steigerwald

(b) *Grosslagen:*

Burgweg	Ölspiel
Ewig Leben	Ravensburg
Heiligenthal	Renschberg
Herrenberg	Rosstal
Hofrat	Schild
Honigberg	Schlossberg
Kapellenberg	Schlosstück
Kirchberg	Teufelstor
Markgraf Babenberg	

(c) *Einzellagen:*

Abtsberg	Höll
Abtsleite	Homburg
Altenberg	Johannisberg
Benediktusberg	Julius-Echter-Berg
Berg	Kaiser Karl
Berg-Rondell	Kalb
Bischofsberg	Kalbenstein
Burg Hoheneck	Kallmuth
Centgrafenberg	Kapellenberg
Cyriakusberg	Karthäuser
Dabug	Katzenkopf
Dachs	Kelter
Domherr	Kiliansberg
Eselsberg	Kirchberg
Falkenberg	Königin
Feuerstein	Krähenschnabel
First	Kreuzberg
Fischer	Kronsberg
Fürstenberg	Küchenmeister
Glatzen	Lämmerberg
Harstell	Landsknecht
Heiligenberg	Langenberg
Heroldsberg	Lump
Herrgottsweg	Mainleite
Herrenberg	Marsberg
Herrschaftsberg	Maustal
Himmelberg	Paradies
Hofstück	Pfaffenberg
Hohenbühl	Ratsherr
Reifenstein	Steinbach
Rosenberg	Stollberg

Scharlachberg	Storchenbrünnle
Schlossberg	Tannenberg
Schwanleite	Teufel
Sommertal	Teufelskeller
Sonnenberg	Trautlestal
Sonnenleite	Vögelein
Sonnenschein	Vogelsang
Sonnenstuhl	Wachhügel
St. Klausen	Weinsteig
Stein	Wölflein
Stein/Harfe	Zehntgaf

(d) *Communes ou parties de communes:*

Abtswind	Dottenheim
Adelsberg	Düttingsfeld
Adelshofen	Ebelsbach
Albertheim	Eherieder Mühle
Albertshofen	Eibelstadt
Altmannsdorf	Eichenbühl
Alzenau	Eisenheim
Arnstein	Elfershausen
Aschaffenburg	Elsenfeld
Aschfeld	Eltmann
Astheim	Engelsberg
Aub	Engental
Aura an der Saale	Ergersheim
Bad Windsheim	Erlabrunn
Bamberg	Erlasee
Bergheinfeld	Erlenbach bei Marktheidenfeld
Bergtheim	Erlenbach am Main
Bibergau	Eschau
Bieberehren	Escherndorf
Bischwind	Euerdorf
Böttigheim	Eussenheim
Breitbach	Fahr
Brück	Falkenstein
Buchbrunn	Feuerthal
Bullenheim	Frankenberg
Bürgstadt	Frankenwinheim
Castell	Frickenhausen
Dampfach	Fuchstadt
Dettelbach	Gädheim
Dietersheim	Gaibach
Dingolshausen	Gambach
Donnersdorf	Gerbrunn
Dorfprozelten	Germünden
Gerolzhofen	Kirchschnönbach
Gnötzheim	Kitzingen

Gössenheim	Kleinheubach
Grettsadt	Kleinlangheim
Greussenheim	Kleinochsenfurt
Greuth	Klingenberg
Grossheubach	Knetzgau
Grosslangheim	Köhler
Grossostheim	Kolitzheim
Grosswallstadt	Königsberg in Bayern
Güntersleben	Krassolzheim
Haidt	Krautheim
Hallburg	Kreuzwertheim
Hammelburg	Krum
Handthal	Külsheim
Hassfurt	Laudenbach
Hassloch	Leinach
Heidingsfeld	Lengfeld
Helmstadt	Lengfurt
Hergolshausen	Lenkersheim
Herlheim	Lindac
Herrnsheim	Lindelbach
Hessler	Lülsfeld
Himmelstadt	Machttilshausen
Höchberg	Mailheim
Hoheim	Mainberg
Hohenfeld	Mainbernheim
Höllrich	Mainstockheim
Holzkirchen	Margetshöchheim
Holzkirchhausen	Markt Nordheim
Homburg am Main	Markt Einersheim
Hösbach	Markt Erlbach
Humprechtsau	Marktbreit
Hundelshausen	Marktheidenfeld
Hüttenheim	Marktsteft
Ickelheim	Martinsheim
Iffigheim	Michelau
Ingolstadt	Michelbach
Iphofen	Michelfeld
Ippesheim	Miltenberg
Ipsheim	Mönchstockheim
Kammerforst	Mühlbach
Karlburg	Mutzenroth
Karlstadt	Neubrunn
Karsbach	Neundorf
Kaubenheim	Neuses am Berg
Kemmern	Neusetz
Nordheim am Main	Schwarzenau
Obereisenheim	Schweinfurt
Oberhaid	Segnitz

Oberleinach	Seinsheim
Obernau	Sickershausen
Obernbreit	Sommerach
Oberntief	Sommerau
Oberschleichach	Sommerhausen
Oberschwappach	Staffelbach
Oberschwarzach	Stammheim
Obervolkach	Steigerwald
Ochsenfurt	Steinbach
Ottendorf	Stetten
Pflaumheim	Sugenheim
Possenheim	Sulzfeld
Prappach	Sulzheim
Prichsenstadt	Sulzthal
Prosselsheim	Tauberrettersheim
Ramsthal	Tauberzell
Randersacker	Theilheim
Remlingen	Thüngen
Repperndorf	Thüngersheim
Retzbach	Tiefenstockheim
Retzstadt	Tiefenthal
Reusch	Traustadt
Riedenheim	Triefenstein
Rimbach	Trimberg
Rimpar	Uettingen
Rödelsee	Uffenheim
Rossbrunn	Ullstadt
Rothenburg ob der Tauber	Unfinden
Rottenberg	Unterdürrbach
Rottendorf	Untereisenheim
Röttingen	Unterhaid
Rück	Unterleinach
Rüdenhausen	Veitshöchheim
Rüdisbronn	Viereth
Rügshofen	Vogelsburg
Saaleck	Vögnitz
Sand am Main	Volkach
Schallfeld	Waigolshausen
Scheinfeld	Waigolsheim
Schmachtenberg	Walddachsbach
Schnepfenbach	Wasserlos
Schonungen	Wäserndorf
Schwanfeld	Weigenheim
Schwarzach	Weiher
Weilbach	Wirmsthal
Weimersheim	Wonfurt
Wenigumstadt	Wörth am Main
Werneck	Würzburg

Westheim	Wüstenfelden
Wiebelsberg	Wüstenzell
Wiesenbronn	Zeil am Main
Wiesenfeld	Zeilitzheim
Wiesentheid	Zell am Ebersberg
Willanzheim	Zell am Main
Winterhausen	Zellingen
Wipfeld	Ziegelanger

1.2.10 Région déterminée Württemberg

(a) *Sous-régions:*

Bereich Württembergischer Bodensee
 Bereich Kocher-Jagst-Tauber
 Bereich Oberer Neckar
 Bereich Remstal-Stuttgart
 Bereich Württembergisch Unterland

(b) *Grosslagen:*

Heuchelberg	Schozachtal
Hohenneuffen	Sonnenbühl
Kirchenweinberg	Stautenberg
Kocherberg	Stromberg
Kopf	Tauberberg
Lindauer Seegarten	Wartbühl
Lindelberg	Weinsteige
Salzberg	Wunnenstein
Schalkstein	

(c) *Einzellagen:*

Altenberg	Harzberg
Berg	Heiligenberg
Burgberg	Herrlesberg
Burghalde	Himmelreich
Dachsberg	Hofberg
Dachsteiger	Hohenberg
Dezberg	Hoher Berg
Dieblesberg	Hundsberg
Eberfürst	Jupiterberg
Felsengarten	Kaiserberg
Flatterberg	Katzenbeisser
Forstberg	Katzenöhrle
Goldberg	Kayberg
Grafenberg	Kirchberg
Halde	Klosterberg
König	Schelmenklinge
Kriegsberg	Schenkenberg
Kupferhalde	Scheuerberg
Lämmler	Schlossberg

Lichtenberg	Schlosssteige
Liebenberg	Schmecker
Margarete	Schneckenhof
Michaelsberg	Sommerberg
Mönchberg	Sommerhalde
Mönchsberg	Sonnenberg
Mühlbacher	Sonntagsberg
Neckarhälde	Steinacker
Paradies	Steingrube
Propstberg	Stiftsberg
Ranzenberg	Wachtkopf
Rappen	Wanne
Reichshalde	Wardtberg
Rozenberg	Wildenberg
Sankt Johännser	Wohlfahrtsberg
Schafsteige	Wurmberg
Schanzreiter	Zweifelsberg

(d) *Communes ou parties de communes:*

Abstatt	Bissingen
Adolzfurt	Bodolz
Affalterbach	Bönnigheim
Affaltrach	Botenheim
Aichelberg	Brackenheim
Aichwald	Brettach
Allmersbach	Bretzfeld
Aspach	Breuningsweiler
Asperg	Bürg
Auenstein	Burgbronn
Baach	Clebronn
Bad Mergentheim	Cleversulzbach
Bad Friedrichshall	Creglingen
Bad Cannstatt	Criesbach
Beihingen	Degerloch
Beilstein	Diefenbach
Beinstein	Dimbach
Belsenberg	Dörzbach
Bensingen	Dürrenzimmern
Besigheim	Duttenberg
Beuren	Eberstadt
Beutelsbach	Eibensbach
Bieringen	Eichelberg
Bietigheim	Ellhofen
Bietigheim-Bissingen	Elpersheim
Endersbach	Heuholz
Ensing	Hirschau
Enzweihingen	Hof und Lembach
Eppingen	Hofen

Erdmannhausen	Hoheneck
Erlenbach	Hohenhaslach
Erligheim	Hohenstein
Ernsbach	Höpfigheim
Eschelbach	Horkheim
Eschenau	Horrheim
Esslingen	Hösslinsülz
Fellbach	Illingen
Feuerbach	Ilfeld
Flein	Ingelfingen
Forchtenberg	Ingersheim
Frauzimmern	Kappishäusern
Freiberg am Neckar	Kernen
Freudenstein	Kesselfeld
Freudenthal	Kirchberg
Frickenhausen	Kirchheim
Gaisburg	Kleinaspach
Geddelsbach	Kleinbottwar
Gellmersbach	Kleingartach
Gemrigheim	Kleinheppach
Geradstetten	Kleiningersheim
Gerlingen	Kleinsachsenheim
Grantschen	Klingenberg
Gronau	Knittlingen
Grossbottwar	Kohlberg
Grossgartach	Korb
Grossheppach	Kressbronn/Bodensee
Grossingersheim	Künzelsau
Grunbach	Langenbeutingen
Güglingen	Laudenbach
Gündelbach	Lauffen
Gundelsheim	Lehrensteinsfeld
Haagen	Leingarten
Haberschlacht	Leonbronn
Häfnerhaslach	Lienzingen
Hanweiler	Lindau
Harsberg	Linsenhofen
Hausen an der Zaber	Löchgau
Hebsack	Löwenstein
Hedelfingen	Ludwigsburg
Heilbronn	Maienfels
Hertmannsweiler	Marbach/Neckar
Hessigheim	Markelsheim
Markgröningen	Remshalden
Massenbachhausen	Reutlingen
Maulbronn	Rielingshausen
Meimsheim	Riet
Metzingen	Rietenau

Michelbach am Wald	Rohracker
Möckmühl	Rommelshausen
Mühlacker	Rosswag
Mühlhausen an der Enz	Rotenberg
Mülhausen	Rottenburg
Mundelsheim	Sachsenheim
Münster	Schluchtern
Murr	Schnait
Neckarsulm	Schöntal
Neckarweiningen	Schorndorf
Neckarwestheim	Schozach
Neipperg	Schützlingen
Neudenu	Schwabbach
Neuenstadt am Kocher	Schwaigern
Neuenstein	Siebeneich
Neuffen	Siglingen
Neuhausen	Spielberg
Neustadt	Steinheim
Niederhofen	Sternenfels
Niedernhall	Stetten im Remstal
Niederstetten	Stetten am Heuchelberg
Nonnenhorn	Stockheim
Nordhausen	Strümpfelbach
Nordheim	Stuttgart
Oberderdingen	Sülzbach
Oberohm	Taldorf
Obersöllibach	Talheim
Oberstenfeld	Tübingen
Oberstetten	Uhlbach
Obersulm	Untereisesheim
Obertürkheim	Untergruppenbach
Ochsenbach	Unterheimbach
Ochsenburg	Unterheinriet
Oedheim	Unterjesingen
Offenau	Untersteinbach
Öhringen	Untertürkheim
Ötisheim	Vaihingen
Pfaffenhofen	Verrenberg
Pfedelbach	Vorbachzimmern
Poppenweiler	Waiblingen
Ravensburg	Waldbach
Reinsbronn	Walheim
Wangen	Widdern
Wasserburg	Willsbach
Weikersheim	Wimmental
Weiler bei Weinsberg	Windischenbach
Weiler an der Zaber	Winnenden
Weilheim	Winterbach

Weinsberg	Winzerhausen
Weinstadt	Wurmlingen
Weissbach	Wüstenrot
Wendelsheim	Zaberfeld
Wermutshausen	Zuffenhausen

1.2.11 Région déterminée Baden

(a) *Sous-régions:*

Bereich Badische Bergstrasse Kraichgau	Bereich Kaiserstuhl
Bereich Badisches Frankenland	Bereich Tuniberg
Bereich Bodensee	Bereich Markgräflerland
Bereich Breisgau	Bereich Ortenau

(b) *Grosslagen:*

Attilafelsen	Schutterlindenberg
Burg Lichteneck	Stiftsberg
Burg Neuenfels	Stiftsberg
Burg Zähringen	Tauberklänge
Fürsteneck	Tauberklänge
Hohenberg	Vogtei Rötteln
Lorettoberg	Vogtei Rötteln
Mannaberg	Vulkanfelsen
Rittersberg	Vulkanfelsen
Schloss Rodeck	

(c) *Einzellagen:*

Abtsberg	Engelsfelsen
Alte Burg	Enselberg
Altenberg	Feuerberg
Alter Gott	Fohrenberg
Bassgeige	Gänsberg
Batzenberg	Gestühl
Betschgräbler	Haselstaude
Bienenberg	Hasenberg
Bühl	Henkenberg
Burggraf	Herrenberg
Burgstall	Herrenbuck
Burgwingert	Herrenstück
Castellberg	Hex von Dasenstein
Eckberg	Himmelreich
Eichberg	Hochberg
Engelsberg	Hummelberg
Kaiserberg	Roter Berg
Kapellenberg	Rotgrund
Käsleberg	Schäf
Katzenberg	Scheibenbuck
Kinzigtäler	Schlossberg
Kirchberg	Schlossgarten

Klepberg	Silberberg
Kochberg	Sommerberg
Kreuzhalde	Sonnenberg
Kronenbühl	Sonnenstück
Kuhberg	Sonnhalde
Lasenberg	Sonnhohle
Lerchenberg	Sonnhole
Lotberg	Spiegelberg
Maltesergarten	St. Michaelsberg
Mandelberg	Steinfelsen
Mühlberg	Steingässle
Oberdürrenberg	Steingrube
Oelberg	Steinhalde
Ölbaum	Steinmauer
Ölberg	Sternenberg
Pfarrberg	Teufelsburg
Plauelrain	Ulrichsberg
Pulverbuck	Weingarten
Rebtal	Weinhecke
Renchtäler	Winklerberg
Rosenberg	Wolfhag

(d) *Communes ou parties de communes:*

Achern	Berghaupten
Achkarren	Berghausen
Altdorf	Bermatingen
Altschweier	Bermersbach
Amoltern	Berwangen
Auggen	Bickensohl
Bad Bellingen	Biengen
Bad Rappenau	Bilfingen
Bad Krozingen	Binau
Bad Mingolsheim	Binzen
Bad Mergentheim	Bischoffingen
Baden-Baden	Blankenhornsberg
Badenweiler	Blansingen
Bahlingen	Bleichheim
Bahnbrücken	Bodmann
Ballrechten-Dottingen	Bollschweil
Bamlach	Bombach
Bauerbach	Bottenau
Beckstein	Bötzingen
Breisach	Fischingen
Britzingen	Flehingen
Broggingen	Freiburg
Bruchsal	Friesenheim
Buchholz	Gailingen
Buggingen	Gemmingen

Bühl	Gengenbach
Bühlertal	Gerlachsheim
Burkheim	Gissigheim
Dainbach	Glottertal
Dattingen	Gochsheim
Denzlingen	Gottenheim
Dertingen	Grenzach
Diedesheim	Grossrinderfeld
Dielheim	Grosssachsen
Diersburg	Grötzingen
Diestelhausen	Grunern
Dietlingen	Hagnau
Dittigheim	Haltigen
Dossenheim	Haslach
Durbach	Hassmersheim
Dürren	Hecklingen
Eberbach	Heidelberg
Ebringen	Heidelsheim
Efringen-Kirchen	Heiligenzell
Egringen	Heimbach
Ehrenstetten	Heinsheim
Eichelberg	Heitersheim
Eichstetten	Helmsheim
Eichtersheim	Hemsbach
Eimeldingen	Herbolzheim
Eisental	Herten
Eisingen	Hertingen
Ellmendingen	Heuweiler
Elsenz	Hilsbach
Emmendingen	Hilzingen
Endingen	Hochburg
Eppingen	Hofweier
Erlach	Höhefeld
Ersingen	Hohensachsen
Erzingen	Hohenwettersbach
Eschbach	Holzen
Eschelbach	Horrenberg
Ettenheim	Hügelheim
Feldberg	Hugsweier
Fessenbach	Huttingen
Feuerbach	Ihringen
Immenstaad	Mauchen
Impfingen	Meersburg
Istein	Mengen
Jechtingen	Menzingen
Jöhlingen	Merdingen
Kappelrodeck	Merzhausen
Karlsruhe-Durlach	Michelfeld

Kembach	Mietersheim
Kenzingen	Mösbach
Kiechlinsbergen	Mühlbach
Kippenhausen	Mühlhausen
Kippenheim	Müllheim
Kirchardt	Münchweier
Kirchberg	Mundingen
Kirchhofen	Münzesheim
Kleinkems	Munzingen
Klepsau	Nack
Klettgau	Neckarmühlbach
Köndringen	Neckarzimmern
Königheim	Nesselried
Königschaffhausen	Neudenu
Königshofen	Neuenbürg
Konstanz	Neuershausen
Kraichtal	Neusatz
Krauthem	Neuweier
Külsheim	Niederegggenen
Kürnbach	Niederrimsingen
Lahr	Niederschopfheim
Landshausen	Niederweiler
Langenbrücken	Nimburg
Lauda	Nordweil
Laudenbach	Norsingen
Lauf	Nussbach
Laufen	Nussloch
Lautenbach	Oberachern
Lehen	Oberacker
Leimen	Oberbergen
Leiselheim	Oberegggenen
Leutershausen	Obergrombach
Liel	Oberkirch
Lindelbach	Oberlauda
Lipburg	Oberöwisheim
Lörrach	Oberrimsingen
Lottstetten	Oberrotweil
Lützelsachsen	Obersasbach
Mahlberg	Oberschopfheim
Malsch	Oberschüpf
Obertsrot	Söllingen
Oberuhldingen	Stadelhofen
Oberweier	Staufen
Odenheim	Steinbach
Ödsbach	Steinenstadt
Offenburg	Steinsfurt
Ohlsbach	Stetten
Opfingen	Stettfeld

Ortenberg	Sulz
Östringen	Sulzbach
Ötlingen	Sulzburg
Ottersweier	Sulzfeld
Paffenweiler	Tairnbach
Rammersweier	Tannenkirch
Rauenberg	Tauberbischofsheim
Rechberg	Tiefenbach
Rechberg	Tiengen
Reichenau	Tiergarten
Reichenbach	Tunsel
Reichholzheim	Tutschfelden
Renchen	Überlingen
Rettigheim	Ubstadt
Rheinweiler	Ubstadt-Weiler
Riedlingen	Uissigheim
Riegel	Ulm
Ringelbach	Untergrombach
Ringsheim	Unteröwisheim
Rohrbach am Gissshübel	Unterschüpf
Rotenberg	Varnhalt
Rümmingen	Wagenstadt
Sachsenflur	Waldangelloch
Salem	Waldulm
Sasbach	Wallburg
Sasbachwalden	Waltershofen
Schallbach	Walzbachtal
Schallstadt	Wasenweiler
Schelingen	Weiher
Scherzingen	Weil
Schlatt	Weiler
Schliengen	Weingarten
Schmieheim	Weinheim
Schriesheim	Weisenbach
Seefelden	Weisloch
Sexau	Welmlingen
Singen	Werbach
Sinsheim	Wertheim
Sinzheim	Wettelbrunn
Wildtal	Zaisenhausen
Wintersweiler	Zell-Weierbach
Wittnau	Zeutern
Wolfenweiler	Zungweier
Wollbach	Zunzingen
Wöschbach	

- (e) *Autres:*
 - Affental/Affentaler
 - Badisch Rotgold
 - Ehrentrudis

1.2.12 Région déterminée Saale-Unstrut

- (a) *Sous-régions:*
 - Bereich Schloss Neuenburg
 - Bereich Thüringen
- (b) *Grosslagen:*
 - Blütengrund
 - Göttersitz
 - Kelterberg
 - Schweigenberg
- (c) *Einzellagen:*
 - Hahnenberg
 - Mühlberg
 - Rappental
- (d) *Communes ou parties de communes:*

Bad Sulza	Laucha
Bad Kösen	Löbaschütz
Burgscheidungen	Müncheroda
Domburg	Naumburg
Dorndorf	Nebra
Eulau	Neugönna
Freyburg	Reinsdorf
Gleina	Rollsdorf
Goseck	Roszbach
Grossheringen	Schleberoda
Grossjena	Schulpforte
Gröst	Seeburg
Höhnstedt	Spielberg
Jena	Steigra
Kaatschen	Vitzenburg
Kalzendorf	Weischütz
Karsdorf	Weissenfels
Kirchscheidungen	Werder/Havel
Klosterhäseler	Zeuchfeld
Langenbogen	Zscheiplitz

1.2.13 Région déterminée Sachsen

- (a) *Sous-régions:*
 - Bereich Dresden
 - Bereich Elstertal
 - Bereich Meissen

- (b) *Grosslagen*:
 - Elbhänge
 - Lössnitz
 - Schlossweinberg
 - Spaargebirge
- (c) *Einzellagen*:
 - Kapitelberg
 - Heinrichsburg
- d) *Communes ou parties de communes*:

Belgern	Pillnitz
Jessen	Proschwitz
Kleindröben	Radebeul
Meissen	Schlieben
Merbitz	Seusslitz
Ostritz	Weinböhla
Pesterwitz	

1.2.14 Autres indications

- Liebfraumilch
- Liebfrauenmilch

2. Vins de tables portant une indication géographique

- Ahrtaler Landwein
- Altrheingauer Landwein
- Bayerischer Bodensee-Landwein
- Fränkischer Landwein
- Landwein der Ruwer
- Landwein der Saar
- Landwein der Mosel
- Mitteldeutscher Landwein
- Nahegauer Landwein
- Pfälzer Landwein
- Regensburger Landwein
- Rheinburgen-Landwein
- Rheinischer Landwein
- Saarländischer Landwein der Mosel
- Sächsischer Landwein
- Schwäbischer Landwein
- Starkenburger Landwein
- Südbadischer Landwein
- Taubertäler Landwein
- Unterbadischer Landwein

B. Mentions traditionnelles

Auslese

Beerenauslese

Deutsches Weinsiegel

Eiswein

Hochgewächs

Kabinett

Landwein

Qualitätswein garantierten Ursprungs/Q.g.U.

Qualitätsschaumwein garantierten Ursprungs/Q.g.U.

Qualitätswein mit Prädikat/Q.b.A.m.Pr./Prädikatswein

Schillerwein

Spätlese

Trockenbeerenauslese

Weissherbst

Winzersekt

II. Vins originaires de la République française

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans des régions déterminées

1.1. Noms des régions déterminées

1.1.1 Régions d'Alsace et de l'Est

1.1.1.1. Appellations d'origine contrôlées

Alsace	- Moenchberg
Alsace, suivie du nom d'un «lieu-dit»:	- Muenchberg
- Altenberg de Bergbieten	- Ollwiller
- Altenberg de Bergheim	- Osterberg
- Altenberg de Wolxheim	- Pfersigberg
- Brand	- Pfingstberg
- Bruderthal	- Praelatenberg
- Eichberg	- Rangen
- Engelberg	- Rosacker
- Florimont	- Saering
- Frankstein	- Schlossberg
- Froehn	- Schoenenbourg
- Furstentum	- Sommerberg
- Geisberg	- Sonnenglanz
- Gloeckelberg	- Spiegel
- Goldert	- Sporen
- Hatschbourg	- Steingrubler
- Hengst	- Steinert
- Kanzlerberg	- Steinklotz
- Kastelberg	- Vorbourg
- Kessler	- Wiebelsberg
- Kirchberg de Barr	- Wineck-Schlossberg
- Kirchberg de Ribeauvillé	- Winzenberg
- Kitterlé	- Zinnkoepflé
- Mambourg	- Zotzenberg
- Mandelberg	Côtes de Toul
- Marckrain	

1.1.1.2. Vins délimités de qualité supérieure

Moselle

1.1.2. Région de Champagne

1.1.2.1 Appellations d'origine contrôlées

Champagne
Coteaux Champenois
Riceys

1.1.3. Région de la Bourgogne

1.1.3.1. Appellations d'origine contrôlées

Aloxe-Corton	- Vaux
Auxey-Duresses	- Vauxrenard
Auxey-Duresses Côte de Beaune	- Villié Morgon
Bâtard-Montrachet	Beaujolais-Villages
Beaujolais	Beaune
Beaujolais, suivie du nom de la commune d'origine:	Bienvenues Bâtard-Montrachet
- Arbuisonnas	Blagny
- Beaujeu	Blagny Côte de Beaune
- Blacé	Bonnes Mares
- Cercié	Bourgogne
- Chânes	Bourgogne Aligoté
- Charentay	Bourgogne ou Bourgogne Clairnet,
- Chenas	suivie ou non du nom de la sous-région:
- Chiroubles	- Côte Chalonnaise
- Denicé	- Côtes d'Auxerre
- Durette	- Hautes-Côtes de Beaune
- Emeringes	- Hautes-Côtes de Nuits
- Fleurie	- Vézélay
- Juliénas	Bourgogne ou Bourgogne Clairnet,
- Jullié	suivie ou non de la commune d'origine:
- La Chapelle-de-Guinchay	- Chitry
- Lancié	- Coulanges-la-Vineuse
- Lantignié	- Epineuil
- Le Perréon	- Irancy
- Les Ardillats	Bourgogne ou Bourgogne Clairnet,
- Leynes	suivie ou non de:
- Marchampt	- Côte Saint-Jacques
- Montmelas	- En Montre-Cul
- Odenas	- La Chapelle Notre-Dame
- Pruzilly	- Le Chapitre
- Quincié	- Montrecul
- Regnié	- Montre-cul
- Rivolet	Bouzeron
- Romanèche	Brouilly
- Saint-Amour-Bellevue	Chablis
- Saint-Etienne-des-Ouillères	Chablis, suivie ou non du
- Saint-Etienne-la-Varenne	«Climat d'origine»:
- Saint-Julien	- Blanchot
- Saint-Lager	- Bougros
- Saint-Symphorien-d'Annelles	- Les Clos
- Saint-Vérand	- Grenouilles
- Salles	- Preuses
- Vaudésir	- Valmur
	Charlemagne

Chablis, suivie ou non du «Climat d'origine» ou de l'une des indications suivantes:

- Mont de Milieu
- Montée de Tonnerre
- Chapelot
- Pied d'Aloup
- Côte de Bréchain
- Fourchaume
- Côte de Fontenay
- L'Homme mort
- Vaulorent
- Vaillons
- Chatains
- Séchers
- Beugnons
- Les Lys
- Mélinots
- Roncières
- Les Epinottes
- Montmains
- Forêts
- Butteaux
- Côte de Léchet
- Beauroy
- Troesmes
- Côte de Savant
- Vau Ligneau
- Vau de Vey
- Vaux Ragnons
- Vaucoupin
- Vosgros
- Vaugiraut
- Les Fourneaux
- Morein
- Côte des Près-Girots
- Côte de Vaubarousse
- Berdiot
- Chaume de Talvat
- Côte de Jouan
- Les Beauregards
- Côte de Cuissy
- Chambertin
- Chambertin Clos de Bèze
- Chambolle-Musigny
- Chapelle-Chambertin
- Charnay-lès-Mâcon
- Chasselas

- Charmes-Chambertin
- Chassagne-Montrachet
- Chassagne-Montrachet Côte de Beaune
- Chenas
- Chevalier-Montrachet
- Chiroubles
- Chorey-lès-Beaune
- Chorey-lès-Beaune Côte de Beaune
- Clos de la Roche
- Clos des Lambrays
- Clos de Tart
- Clos de Vougeot
- Clos Saint-Denis
- Corton
- Corton-Charlemagne
- Côte de Beaune
- Côte de Beaune-Villages
- Côte de Brouilly
- Côte de Nuits-Villages
- Côte Roannaise
- Criots Bâtard-Montrachet
- Echezeaux
- Fixin
- Fleurie
- Gevrey-Chambertin
- Givry
- Grands Echezeaux
- Griotte-Chambertin
- Juliéas
- La Grande Rue
- Ladoix
- Ladoix Côte de Beaune
- Latricières-Chambertin
- Mâcon
- Mâcon-Villages
- Mâcon, suivie du nom de la commune d'origine:
 - Azé
 - Berzé-la-Ville
 - Berzé-le-Chatel
 - Bissy-la-Mâconnaise
 - Burgy
 - Bussières
 - Chaintres
 - Chânes
 - Chardonnay
- Mercury
- Meursault

- Chevagny-lès-Chevrières	Meursault Côte de Beaune
- Clessé	Montagny
- Crèches-sur-Saône	Monthélie
- Cruzilles	Monthélie Côte de Beaune
- Davayé	Montrachet
- Fuissé	Morey-Saint-Denis
- Gréville	Morgon
- Hurigny	Moulin-à-Vent
- Igé	Musigny
- La Chapelle-de-Guinchay	Nuits
- La Roche Vineuse	Nuits-Saint-Georges
- Leynes	Pernand-Vergelesses
- Loché	Pernand-Vergelesses Côte de Beaune
- Lugny	Petit Chablis, suivie ou non de la commune d'origine:
- Milly-Lamartine	- Beine
- Montbellet	- Bérù
- Peronne	- Chablis
- Pierreclos	- La Chapelle-Vaupelteigne
- Prissé	- Chemilly-sur-Serein
- Pruzilly	- Chichée
- Romanèche-Thorins	- Collan
- Saint-Amour-Bellevue	- Courgis
- Saint-Gengoux-de-Scissé	- Fleys
- Saint-Symphorien-d'Annelles	- Fontenay
- Saint-Vérand	- Lignorelles
- Sologny	- Ligny-le-Châtel
- Solutré-Pouilly	- Maligny
- Uchizy	- Poilly-sur-Serein
- Vergisson	- Préhy
- Verzé	- Saint-Cyr-les-Colons
- Vinzelles	- Villy
- Viré	- Viviers
Maranges, suivie ou non de «climat d'origine» ou de l'une des indications suivantes:	Pommard
- Clos de la Boutière	Pouilly-Fuissé
- La Croix Moines	Pouilly-Loché
- La Fussière	Pouilly-Vinzelles
- Le Clos des Loyères	Puligny-Montrachet
- Le Clos des Rois	Puligny-Montrachet Côte de Beaune
- Les Clos Roussots	Régnié
Maranges Côte de Beaune	Richebourg
Marsannay	Romanée (La)
Mazis-Chambertin	Romanée Conti
Mazoyères-Chambertin	Romanée Saint-Vivant
Rully	Ruchottes-Chambertin
Saint-Amour	Savigny Côte de Beaune
Saint-Aubin	Savigny-lès-Beaune
	Savigny-lès-Beaune Côte de Beaune

Saint-Aubin Côte de Beaune	Tâche (La)
Saint-Romain	Vin Fin de la Côte de Nuits
Saint-Romain Côte de Beaune	Volnay
Saint-Véran	Volnay Santenots
Santenay	Vosne-Romanée
Santenay Côte de Beaune	Vougeot
Savigny	

1.1.3.2 Vins délimités de qualité supérieure

Côtes du Forez
Saint Bris

1.1.4 Régions du Jura et de la Savoie

1.1.4.1. Appellations d'origine contrôlées

Arbois	- Chignin
Arbois Pupillin	- Chignin Bergeron
Château Châlon	- Cruet
Côtes du Jura	- Frangy
Coteaux du Lyonnais	- Jongieux
Crépy	- Marignan
Jura	- Marestel
L'Etoile	- Marin
Macvin du Jura	- Monterminod
Savoie, suivie de l'indication:	- Monthoux
- Abymes	- Montmélan
- Apremont	- Ripaille
- Arbin	- St-Jean de la Porte
- Ayze	- St-Jeoire Prieuré
- Bergeron	Seyssel
- Chautagne	

1.1.4.2. Vins délimités de qualité supérieure

Bugey	- Machuraz
Bugey, suivie du nom d'un «cru»:	- Manicle
- Angletfort	- Montagnieu
- Arbignieu	- Montagnieu
- Cerdon	- Virieu-le-Grand
- Chanay	- Virieu-le-Grand
- Lagnieu	

1.1.5. Région des Côtes du Rhône

1.1.5.1. Appellations d'origine contrôlées

Beaumes-de-Venise	- Rousset-les-Vignes
Château Grillet	- Sablet
Châteauneuf-du-Pape	- Saint-Gervais

Châtillon-en-Diois	- Saint-Maurice sur Eygues
Condrieu	- Saint-Pantaléon-les-Vignes
Cornas	- Séguret
Côte Rôtie	- Valréas
Coteaux de Die	- Vinsobres
Coteaux de Pierrevert	- Visan
Coteaux du Tricastin	Côtes du Ventoux
Côtes du Lubéron	Crozes-Hermitage
Côtes du Rhône	Crozes Ermitage
Côtes du Rhône Villages	Die
Côtes du Rhône Villages, suivie du nom de la commune d'origine:	Ermitage
- Beaumes de Venise	Gigondas
- Cairanne	Hermitage
- Chusclan	Lirac
- Laudun	Rasteau
- Rasteau	Saint-Joseph
- Roaix	Saint-Péray
- Rochequde	Tavel
	Vacqueyras

1.1.5.2 Vins délimités de qualité supérieure

Côtes du Vivarais
Côtes du Vivarais, suivie du nom d'un «cru»:
- Ornac-l'Aven
- Saint-Montant
- Saint-Remèze

1.1.6 Régions de la Provence et de la Corse

1.1.6.1 Appellations d'origine contrôlées

Ajaccio	- Sartène
Bandol	- Porto Vecchio
Bellet	Coteaux d'Aix-en-Provence
Cap Corse	Les-Baux-de-Provence
Cassis	Coteaux Varois
Corse, suivie ou non de:	Côtes de Provence
- Calvi	Palette
- Coteaux du Cap-Corse	Patrimonio
- Figari	Provence

1.1.7. Région du Languedoc-Roussillon

1.1.7.1 Appellations d'origine contrôlées

Banyuls	Côtes du Roussillon Villages Lesquerde
Bellegarde	Côtes du Roussillon Villages Tautavel
Collioure	Faugères
Corbières	Fitou

Costières de Nîmes	Frontignan
Coteaux du Languedoc	Languedoc, suivie ou non du nom
Coteaux du Languedoc Picpoul de Pinet	de la commune d'origine:
Coteaux du Languedoc, suivie ou non	- Adissan
d'une des indications suivantes:	- Aspiran
- Cabrières	- Le Bosc
- Coteaux de La Méjanelle	- Cabrières
- Coteaux de Saint-Christol	- Ceyras
- Coteaux de Vérargues	- Fontès
- La Clape	- Lieuran-Cabrières
- La Méjanelle	- Nizas
- Montpeyroux	- Paulhan
- Pic-Saint-Loup	- Péret
- Quatourze	- Saint-André-de-Sangonis
- Saint-Christol	Limoux
- Saint-Drézéry	Lunel
- Saint-Georges-d'Orques	Maurly
- Saint-Saturnin	Minervois
- Vérargues	Mireval
Côtes du Roussillon	Saint-Jean-de-Minervois
Côtes du Roussillon Villages	Rivesaltes
Côtes du Roussillon Villages Caramany	Roussillon
Côtes du Roussillon Villages Latour	Saint-Chinian
de France	

1.1.7.2. Vins délimités de qualité supérieure

Cabardès
Côtes du Cabardès et de l'Orbiel
Côtes de la Malepère
Côtes de Millau

1.1.8. Région du Sud-Ouest

1.1.8.1. Appellations d'origine contrôlées

Béarn	Côtes de Duras
Béarn-Bellocq	Côtes du Frontonnais
Bergerac	Côtes du Frontonnais Fronton
Buzet	Côtes du Frontonnais Villaudric
Cahors	Côtes du Marmandais
Côtes de Bergerac	Côtes de Montravel
Floc de Gascogne	Marcillac
Gaillac	Monbazillac
Gaillac Premières Côtes	Montravel
Haut-Montravel	Pacherenc du Vic-Bilh
Irouléguay	Pécharmant
Jurançon	Rosette
Madiran	Saussignac

1.1.8.2. Vins délimités de qualité supérieure

Côtes de Brulhois	Estaing
Côtes de Saint-Mont	Fel
Tursan	Lavilledieu
Entraygues	

1.1.9. Région du Bordeaux

1.1.9.1. Appellations d'origine contrôlées

Barsac	Moulis-en-Médoc
Blaye	Néac
Bordeaux	Pauillac
Bordeaux Clairet	Pessac-Léognan
Bordeaux Côtes de Francs	Pomerol
Bordeaux Haut-Benauge	Premières Côtes de Blaye
Bourg	Premières Côtes de Bordeaux
Bourgeais	Premières Côtes de Bordeaux,
Côtes de Bourg	suivie du nom de la commune d'origine:
Cadillac	- Bassens
Cérons	- Baurech
Côtes Canon-Fronsac	- Béguey
Canon-Fronsac	- Bouliac
Côtes de Blaye	- Cadillac
Côtes de Bordeaux Saint-Macaire	- Cambes
Côtes de Castillon	- Camblanes
Entre-Deux-Mers	- Capian
Entre-Deux-Mers Haut-Benauge	- Carbon blanc
Fronsac	- Cardan
Graves	- Carignan
Graves de Vayres	- Cenac
Haut-Médoc	- Cenon
Lalande de Pomerol	- Donzac
Listrac-Médoc	- Floirac
Loupiac	- Gabarnac
Lussac Saint-Emilion	- Haux
Margaux	- Latresne
Médoc	- Langoiran
Montagne Saint-Emilion	- Laroque
Moulis	- Le Tourne
- Lestiac	- Tabanac
- Lormont	- Verdelais
- Monprimblanc	- Villenave de Rions
- Omet	- Yvrac
- Paillet	Puisseguin Saint-Emilion
- Quinsac	Sainte-Croix-du-Mont
- Rions	Saint-Emilion
- Saint-Caprais-de-Bordeaux	Saint-Estèphe

- Saint-Eulalie	Sainte-Foy Bordeaux
- Saint-Germain-de-Graves	Saint-Georges Saint-Emilion
- Saint-Maixant	Saint-Julien
- Semens	Sauternes

1.1.10. Région Val de Loire

1.1.10.1. Appellations d'origine contrôlées

Anjou	- Parassy
Anjou Coteaux de la Loire	- Pigny
Anjou-Villages	- Quantilly
Anjou-Villages Brissac	- Saint-Céols
Blanc Fumé de Pouilly	- Soulangis
Bourgueil	- Vignoux-sous-les-Aix
Bonnezeaux	- Humbligny
Cheverny	Montlouis
Chinon,	Muscadet
Coteaux de l'Aubance	Muscadet Coteaux de la Loire
Coteaux du Giennois	Muscadet Sèvre-et-Maine
Coteaux du Layon	Muscadet Côtes de Grandlieu
Coteaux du Layon, suivie du nom de la commune d'origine:	Pouilly-sur-Loire
- Beaulieu-sur Layon	Pouilly Fumé
- Faye-d'Anjou	Quarts-de-Chaume
- Rablay-sur-Layon	Quincy
- Rochefort-sur-Loire	Reuilly
- Saint-Aubin-de-Luigné	Sancerre
- Saint-Lambert-du-Lattay	Saint-Nicolas-de-Bourgueil
Coteaux du Layon Chaume	Saumur
Coteaux du Loir	Saumur Champigny
Coteaux de Saumur	Savennières
Cour-Cheverny	Savennières-Coulée-de-Serrant
Jasnières	Savennières-Roche-aux-Moines
Loire	Touraine
Menetou Salon, suivie ou non du nom de la commune d'origine:	Touraine Azay-le-Rideau
- Aubinges	Touraine Amboise
- Menetou-Salon	Touraine Mesland
- Morogues	Val de Loire
	Vouvray

1.1.10.2. Vins délimités de qualité supérieure:

Châteaumeillant	- Brem
Côteaux d'Ancenis	- Mareuil
Coteaux du Vendômois	- Pissotte
Côtes d'Auvergne, suivie ou non du nom de la commune d'origine:	- Vix
- Boudes	Gros Plant du Pays Nantais
	Haut Poitou

- Chanturgue	Orléanais
- Châteaugay	Saint-Pourçain
- Corent	Thouarsais
- Madargues	Valençay

Fiefs-Vendéens, suivie obligatoirement d'un des noms suivants:

1.1.11. Région de Cognac

1.1.11.1 Appellation d'Origine Contrôlée

Charentes

2. Vins de pays décrits par le nom d'une unité géographique

Vin de pays de l'Agenais	Vin de pays des Cévennes
Vin de pays d'Aigues	Vin de pays des Cévennes
Vin de pays de l'Ain	«Mont Bouquet»
Vin de pays de l'Allier	Vin de pays Charentais
Vin de pays d'Allobrogie	Vin de pays Charentais «Ile de Ré»
Vin de pays des Alpes de Haute-Provence	Vin de pays Charentais «Saint-Sornin»
Vin de pays des Alpes Maritimes	Vin de pays de la Charente
Vin de pays de l'Ardaillhou	Vin de pays des Charentes-Maritimes
Vin de pays de l'Ardèche	Vin de pays du Cher
Vin de pays d'Argens	Vin de pays de la cité de Carcassonne
Vin de pays de l'Ariège	Vin de pays des collines de la Moure
Vin de pays de l'Aude	Vin de pays des collines rhodaniennes
Vin de pays de l'Aveyron	Vin de pays du comté de Grignan
Vin de pays des Balmes dauphinoises	Vin de pays du comté tolosan
Vin de pays de la Bénovie	Vin de pays des comtés rhodaniens
Vin de pays du Bérange	Vin de pays de Corrèze
Vin de pays de Bessan	Vin de pays de la Côte Vermeille
Vin de pays de Bigorre	Vin de pays des coteaux charitois
Vin de pays des Bouches du Rhône	Vin de pays des coteaux d'Enserune
Vin de pays du Bourbonnais	Vin de pays des coteaux de Besilles
Vin de pays de Cassan	Vin de pays des coteaux de Cèze
Vin de pays Catalans	Vin de pays des coteaux de Coiffy
Vin de pays de Caux	Vin de pays des coteaux de Foncaude
Vin de pays de Cessenon	Vin de pays des coteaux de Glanes
	Vin de pays des coteaux de l'Ardèche
Vin de pays des coteaux de l'Auxois	Vin de pays du Gard
Vin de pays des coteaux de la Cabrerisse	Vin de pays du Gers
Vin de pays des coteaux de Laurens	Vin de pays des gorges de l'Hérault
Vin de pays des coteaux de Miramont	Vin de pays des Hautes-Alpes
Vin de pays des coteaux de Murviel	Vin de pays de la Haute-Garonne
Vin de pays des coteaux de Narbonne	Vin de pays de la Haute-Marne
	Vin de pays des Hautes-Pyrénées

Vin de pays des coteaux de Peyriac	Vin de pays d'Hauterive
Vin de pays des coteaux des Baronnie	Vin de pays d'Hauterive «Val d'Orbieu»
Vin de pays des coteaux des Fenouillèdes	Vin de pays d'Hauterive «Coteaux du Termenès»
Vin de pays des coteaux du Cher et de l'Arnon	Vin de pays d'Hauterive «Côtes de Lézignan»
Vin de pays des coteaux du Grésivaudan	Vin de pays de la Haute-Saône
Vin de pays des coteaux du Libron	Vin de pays de la Haute-Vienne
Vin de pays des coteaux du Littoral audois	Vin de pays de la haute vallée de l'Aude
Vin de pays des coteaux du Pont du Gard	Vin de pays de la haute vallée de l'Orb
Vin de pays des coteaux du Quercy	Vin de pays des hauts de Badens
Vin de pays des coteaux du Salagou	Vin de pays de l'Hérault
Vin de pays des coteaux du Verdon	Vin de pays de l'île de Beauté
Vin de pays des coteaux et terrasses de Montauban	Vin de pays de l'Indre et Loire
Vin de pays des côtes catalanes	Vin de pays de l'Indre
Vin de pays des côtes de Gascogne	Vin de pays de l'Isère
Vin de pays des côtes de Lastours	Vin de pays du jardin de la France
Vin de pays des côtes de Montestruc	Vin de pays du jardin de la France «Marches de Bretagne»
Vin de pays des côtes de Pérignan	Vin de pays du jardin de la France «Pays de Retz»
Vin de pays des côtes de Prouilhe	Vin de pays des Landes
Vin de pays des côtes de Thau	Vin de pays de Loire-Atlantique
Vin de pays des côtes de Thongue	Vin de pays du Loir et Cher
Vin de pays des côtes du Brian	Vin de pays du Loiret
Vin de pays des côtes de Ceressou	Vin de pays du Lot
Vin de pays des côtes du Condomois	Vin de pays du Lot et Garonne
Vin de pays des côtes du Tarn	Vin de pays des Maures
Vin de pays des côtes du Vidourle	Vin de pays de Maine et Loire
Vin de pays de la Creuse	Vin de pays de la Meuse
Vin de pays de Cucugnan	Vin de pays du Mont Baudile
Vin de pays des Deux-Sèvres	Vin de pays du Mont Caumes
Vin de pays de la Dordogne	Vin de pays des Monts de la Grage
Vin de pays du Doubs	Vin de pays de la Nièvre
Vin de pays de la Drôme	Vin de pays d'Oc
Vin de pays du Duché d'Uzès	Vin de pays du Périgord
Vin de pays de Franche Comté	Vin de pays de la Petite Crau
Vin de pays de Franche Comté «Coteaux de Champlitte»	Vin de pays de Pézenas
Vin de pays des Pyrénées-Atlantiques	Vin de pays de la principauté d'Orange
Vin de pays des Pyrénées-Orientales	Vin de pays du Puy de Dôme
Vin de pays des Sables du golfe du Lion	Vin de pays de Thézac-Perricard
Vin de pays de Sainte Marie la Blanche	Vin de pays du Torgan
Vin de pays de Saône et Loire	Vin de pays d'Urfé
Vin de pays de la Sarthe	Vin de pays du Val de Cesse
Vin de pays de Seine et Marne	Vin de pays du Val de Dagne
	Vin de pays du Val de Montferrand
	Vin de pays de la vallée du Paradis
	Vin de pays des vals d'Agly

Vin de pays du Tarn
Vin de pays du Tarn et Garonne
Vin de pays des Terroirs landais
Vin de pays des Terroirs landais
«Coteaux de Chalosse»
Vin de pays des Terroirs landais
«Côtes de l'Adour»
Vin de pays des Terroirs landais
«sables fauves»
Vin de pays des Terroirs landais
«sables de l'océan»

Vin de pays du Var
Vin de pays du Vaucluse
Vin de pays de la Vauvage
Vin de pays de la Vendée
Vin de pays de la Vicomté d'Aumelas
Vin de pays de la Vienne
Vin de pays de la Vistrenque
Vin de pays de l'Yonne

B. Mentions traditionnelles

1^{er} cru
Premier cru
1^{er} cru classé
Premier cru classé
1^{er} grand cru classé
Premier grand cru classé
2^e cru classé
Deuxième cru classé
Appellation contrôlée/A.C.
Appellation d'origine/A.O.
Appellation d'origine contrôlée/A.O.C.
Clos
Cru
Cru artisan
Cru bourgeois
Cru classé
Edelzwicker
Grand cru
Grand cru classé
Schillerwein
Sélection de grains nobles
Vendange tardive
Vin de paille
Vin de pays
Vin délimité de qualité supérieure/V.D.Q.S.

III. Vins originaires du Royaume d'Espagne

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans des régions déterminées («Vino de calidad producido en region determinada»)

1.1. Noms des régions déterminées

Abona	Méntrida
Alella	Monterrei
Alicante	Montilla-Moriles
Almansa	Navarra
Ampurdán-Costa Brava	Palma
Bierzo	Penedés
Binissalem-Mallorca	Priorato
Bullas	Rias Baixas
Calatayud	Ribeiro
Campo de Borja	Ribera del Duero
Cariñena	Rioja (DO Ca)
Cava	Rueda
Chacolí de Bizkaia-Bizkaiko txakolina	Somontano
Chacoli de Getaria-Getariako Txakolina	Tacoronte-Acentejo
Cigales	Tarragona
Conca de Barbera	Terra Alta
Condado de Huelva	Toro
Costers del Segre	Utiel-Requena
Hierro	Valdeorras
Jerez / Xérès / Sherry	Valdepeñas
Jumilla	Valencia
Lanzarote	Valle de Güímar
Madrid	Valle de la Orotava
Malaga	Ycoden-Daute-Isora
Mancha	Yecla
Manzanilla-Sanlúcar de Barrameda	

1.2. Noms des sous-régions et communes

1.2.1 Région déterminée Abona

Adeje	Granadilla de Abona
Vilaflor	Villa de Arico
Arona	Fasnia
San Miguel de Abona	

1.2.2 Région déterminée Alella

Alella	Masnou
Argentona	Mongat
Cabrils	Montornés del Vallès
Martorelles	Orrius

Premià de Dalt	Teia
Premià de Mar	Tiana
Roca del Vallès	Vallromanes
San Fost de Campcentelles	Vilassar de Dalt
Santa Maria de Martorelles	Villanova del Vallès

1.2.3 Région déterminée Alicante

(a) *Alicante*

Algueña	Ibi
Alicante	Mañán
Bañeres	Monovar
Benejama	Onil
Biar	Petrer
Campo de Mirra	Pinoso
Cañada	Romana
Castalla	Salinas
Elda	Sax
Hondón de los Frailes	Tibi
Hondón de las Nieves	Villena

(b) *La Marina*

Alcalali	Murla
Beniarbeig	Ondara
Benichembla	Orba
Benidoleig	Parcent
Benimeli	Pedreguer
Benissa	Sagra
Benitachell	Sanet y Negrals
Calpe	Senija
Castell de Castells	Setla y Mirarrosa
Denia	Teulada
Gata de Gorgos	Tormos
Jalón	Vall de Laguart
Llíber	Vergel
Mirafior	Xabia

1.2.4 Région déterminée Almansa

Alpera	Higueruela
Almansa	Hoya Gonzalo
Bonete	Pétrola
Chinchilla de Monte-Aragón	Villar de Chinchilla
Corral-Rubio	

1.2.5 Région déterminée Ampurdán-Costa Brava

Agullana	Cabanes
Aviñonet de Puigventós	Cadaqués
Boadella	Cantallops

Capmany	Pont de Molins
Colera	Port-Bou
Darnius	Port de la Selva
Espolla	Rabós
Figueres	Roses
Garriguella	Riumors
Jonquera	Sant Climent de Sescebes
Llançà	Selva de Mar
Llers	Terrades
Masarach	Vilafant
Mollet de Perelada	Vilajuïga
Palau-Sabardera	Vilamaniscle
Pau	Vilanant
Pedret i Marsà	Viure
Perelada	

1.2.6 Région déterminée Bierzo

Arganza	Fresnedo
Bembibre	Molinaseca
Borrenes	Noceda
Cabañas Raras	Ponferrada
Cacabelos	Priaranza
Camponaraya	Puente de Domingo Flórez
Carracedelo	Sancedo
Carucedo	Toral de los Vados
Castropodame	Vega de Espinareda
Congosto	Villadecanes
Corullón	Villafranca del Bierzo
Cubillos del Sil	

1.2.7 Région déterminée Binissalem-Mallorca

Binissalem
Consell
Santa María del Camí
Sancellas
Santa Eugenia

1.2.8 Région déterminée Bullas

Bullas	Calasparra
Cehegín	Caravaca
Mula	Moratalla
Ricote	Lorca

1.2.9 Région déterminée Calatayud

Abanto	Miedes
Acered	Monterde
Alarba	Montón
Alhama de Aragón	Morata de Jiloca
Aniñón	Moros
Ateca	Munébrega
Belmonte de Gracián	Nuévalos
Bubierca	Olvés
Calatayud	Orera
Cárenas	Paracuellos de Jiloca
Castejón de Alarba	Ruesca
Castejón de las Armas	Sediles
Cervera de la Cañada	Terrer
Clarés de Ribota	Torralba de Ribota
Codos	Torrijo de la Cañada
Fuentes de Jiloca	Valtorres
Godojos	Villalba del Perejil
Ibdes	Villalengua
Maluenda	Villaroya de la Sierra
Mara	Viñuela

1.2.10 Région déterminée Campo de Borja

Agón	Bureta
Ainzón	Buste
Alberite de San Juan	Fuendejalón
Albeta	Magallón
Ambel	Maleján
Bisimbre	Pozuelo de Aragón
Borja	Tabuena
Bulbuenta	Vera de Moncayo

1.2.11 Région déterminée Cariñena

Aguarón	Encinacorba
Aladrén	Longares
Alfamén	Muel
Almonacid de la Sierra	Mezalocha
Alpartir	Paniza
Cariñena	Tosos
Cosuenda	Villanueva de Huerva

1.2.12 Région déterminée Cigales

Cabezón de Pisuerga	Mucientes
Cigales	Quintanilla de Trigueros
Corcos del Valle	San Martín de Valvení
Cubillas de Santa Marta	Santovenia de Pisuerga
Dueñas	Trigueros del Valle
Fuensaldaña	Valoria la Buena

1.2.13 Région déterminée Conca de Barbera

Barberà de la Conca	Rocafort de Queralt
Blancafort	Sarral
Conesa	Senan
Forés	Solivella
Espluga de Francolí	Vallclara
Montblanc	Vilaverd
Pira	Vimbodí

1.2.14 Région déterminée Condado de Huelva

Almonte	Niebla
Beas	Palma del Condado
Bollullos del Condado	Palos de la Frontera
Bonares	Rociana del Condado
Chucena	San Juan del Puerto
Hinojos	Trigueros
Lucena del Puerto	Villalba del Alcor
Manzanilla	Villarrasa
Moguer	

1.2.15 Région déterminée Costers del Segre

- (a) *Sous-région Raimat*
Lleida
- (b) *Sous-région Artesa*
Alòs de Balaguer
Artesa de Segre
Foradada
Penelles
Preixens

(c) *Sous-région Valle del Rio Corb*

Belianes	Montornés de Segarra
Ciutadilla	Nalec
Els Omells de na Gaia	Preixana
Granyanella	San Marti de Riucorb
Granyena de Segarra	Tarrega
Guimerá	Vallbona de les Monges
Maldá	Vallfogona de Riucorb
Montoliu de Segarra	Verdú

(d) *Sous-région Les Garrigues*

Arbeca	Albi
Bellaguarda	Espluga Calba
Cerviá de les Garrigues	La Floresta
El Vilosell	La Pobla de Cérvoles
Els Omellons	Tarrés
Fulleda	Vinaixa

1.2.16 Région déterminée Chacolí de Bizkaia/Bizkaiko Txakolina

Bakio	Lekeitio
Balmaseda	Markina
Barakaldo	Mendata
Derio	Mendexa
Durango	Morga
Elorrio	Mungia
Erandio	Muskiz
Forua	Muxika
Galdames	Orduña
Gamiz-Fika	Sestao
Gatika	Sopelana
Gernika	Sopuerta
Gordexola	Zalla
Gueñes	Zamudio
Larrabetzu	Zaratamo
Lezama	

1.2.17 Région déterminée Chacolí De Getaria / Getariako Txakolina

Aia
Getaria
Zarautz

1.2.18 Région déterminée El Hierro

Frontera
Valverde

1.2.19 Région déterminée Jerez-Xeres-Sherry y Manzanilla-Sancular de Barrameda

Chiclana de la Frontera	Puerto Real
Chipiona	Rota
Jerez de la Frontera	Sanlúcar de Barrameda
Lebrija	Trebujena
Puerto de Santa Maria	

1.2.20 Région déterminée Jumilla

Albatana	Montealegre del Castillo
Fuente-Alamo	Ontur
Hellin	Tobarra
Jumilla	

1.2.21 Région déterminée Lanzarote

Arrecife	Tías
Hariá	Tinajo
San Bartolomé	Yaiza
Teguise	

1.2.22 Région déterminée Málaga:

Alameda	Estepona
Alcaucin	Frigiliana
Alfarnate	Fuente Piedra
Alfarnatejo	Humilladero
Algarrobo	Iznate
Alhaurín de la Torre	Macharaviaya
Almachar	Manilva
Almogía	Moclinejo
Antequera	Mollina
Archez	Nerja
Archidona	Periana
Arenas	Rincón de la Victoria
Benamargosa	Riogordo
Benamocarra	Salares
Borge,	Sayalonga
Campillos	Sedella
Canillas de Albaida	Sierra de Yeguas
Canillas del Aceituno	Torrox
Casabermeja	Totalán
Casares	Velez-Málaga
Colmenar	Villanueva del Trabuco
Cómares	Villanueva de Tapia
Competa	Villanueva del Rosario
Cuevas de San Marcos	Villanueva de Algaidas
Cuevas Bajas	Viñuela
Cutar	

1.2.23 Région déterminée La Mancha

Acabron	Ciudad Real
Ajofrin	Consuegra
Albaladejo	Corral de Almaguer
Alberca de Zancara	Cortijos
Alcazar de San Juan	Cozar
Alcolea de Calatrava	Daimiel
Alconchel de la Estrella	Dosbarrios
Aldea del Rey	Fernancaballero
Alhambra	Fuencollana
Almagro	Fuentsanta
Almarcha	Fuente el Fresno
Almedina	Fuente de Pedro Naharro
Almendros	Fuentelespino de Haro
Almodovar del Campo	Granatula de Calatrava
Almonacid del Marquesado	Guardia
Almonacid de Toledo	Herencia
Arenas de San Juan	Hinojosa
Argamasilla de Alba	Hinojosos
Argamasilla de Calatrava	Honrubia
Atalaya del Canavate	Hontanaya
Ballesteros de Calatrava	Horcajo de Santiago
Barajas de Melo	Huelves
Belinchon	Huerta de Valdecarabanos
Belmonte	Labores
Bolaños de Calatrava	Leganiel
Cabanas de Yepes	Lezuza
Cabezamesada	Lillo
Calzada de Calatrava	Madrideojos
Campo de Criptana	Malagon
Camunas	Manzanares
Cañada de Calatrava	Manzaneque
Cañadajuncosa	Marjaliza
Cañavate	Mascaraque
Carrascosa de Haro	Membrilla
Carrion de Calatrava	Mesas
Carrizosa	Miguel Esteban
Casas de Fernando Alonso	Miguelturra
Casas de Haro	Minaya
Casas de los Pinos	Monreal del Llano
Casas de Benitez	Montalbanejo
Casas de Guijarro	Montalvos
Castellar de Santiago	Montiel
Castillo de Garcimuñoz	Mora
Cervera del Llano	Mota del Cuervo
Chueca	Munera
Ciruelos	Nambroca

Noblejas	Torralba de Calatrava
Ocaña	Torre de Juan Abad
Olivares de Júcar	Torrubia del Campo
Ontigola con Oreja	Torrubia del Castillo
Orgaz con Arisgotas	Tresjuncos
Osa de la Vega	Tribaldos
Ossa de Montiel	Turleque
Pedernoso	Uclés
Pedro Muñoz	Urda
Pedroñeras	Valenzuela de Calatrava
Picón	Valverde de Jucar
Piedrabuena	Vara de Rey
Pinarejo	Villa de Don Fadrique
Poblete	Villacañas
Porzuna	Villaescusa de Haro
Pozoamargo	Villafranca de los Caballeros
Pozorrubio	Villahermosa
Pozuelo de Calatrava	Villamanrique
Pozoamargo	Villamayor de Calatrava
Provencio	Villamayor de Santiago
Puebla de Almoradiel	Villaminaya
Puebla del Principe	Villamuelas
Puebla de Almenara	Villanueva de Alcardete
Puerto Lápice	Villanueva de Bogas
Quero	Villanueva de los Infantes
Quintanar de la Orden	Villanueva de la Fuente
Rada de Haro	Villar del Pozo
Roda	Villar de la Encina
Romeral	Villanueva de los Infantes
Rozalén del Monte	Villar del Pozo
Saelices	Villar de la Encina
San Clemente	Villar de Cañas
Santa Cruz de la Zarza	Villarejo de Fuentes
Santa Maria de los Llanos	Villares del Saz
Santa Cruz de los Cañamos	Villarrobledo
Santa Maria del Campo	Villarrubia de Santiago
Sisante	Villarrubia de los Ojos
Socuéllamos	Villarrubio
Solana	Villarta de San Juan
Sonseca con Casalgordo	Villasequilla de Yepes
Tarancón	Villatobas
Tarazona de la Mancha	Villaverde y Pasaconsol
Tembleque	Yebénes
Terrinches	Yepes
Toboso	Zarza del Tajo
Tomelloso	

1.2.24 Région déterminée Mentrída

Albarreal de Tajo	Lominchar
Alcabón	Lucillos
Aldea en Cabo	Maqueda
Almorox	Mentrída-Montearagón
Arcicóllar	Nombela
Barcience	Novés
Burujón	Otero
Camarena	Palomeque
Camarenilla	Paredes
Carmena	Paredas de Escalona
Carranque	Pelahustán
Casarrubios del Monte	Portillo
Castillo de Bayuela	Real de San Vincente
Cebolla	Recas
Cedillo del Condado	Rielves
Cerralbos	Santa Olalla
Chozas de Canales	Santa Cruz del Retamar
Domingo Pérez	Torre de Esteban Hambrán
Escalona	Torrijos
Escalonilla	Val de Santo Domingo
Fuensalida	Valmojado
Gerindote	Ventas de Retamosa
Hinojosa de San Vincente	Villamiel
Hormigos	Viso
Huecas	Yuncillos

1.2.25 Région déterminée Montilla-Moriles

Aguilar de la Frontera	Montemayor
Baena	Montilla
Cabra	Monturque
Castro del Rio	Moriles
Doña Mencía	Nueva Carteya
Espejo	Puente Genil
Fernán-Nuñez	Rambla
Lucena	Santaella
Montalbán	

1.2.26 Région déterminée Navarra

(a) *Sous-région Ribera Baja*

Ablitas	Fitero
Arguedas	Monteagudo
Barillas	Murchante
Cascante	Tudela
Castejón	Tulebras
Cintruénigo	Valtierra
Corella	

(b) *Sous-région Ribera Alta*

Artajona	Mérida
Beire	Milagro
Berbinzana	Miranda de Arga
Cadreita	Murillo el Fruto
Caparoso	Murillo el Cuende
Cárcar	Olite
Carcastillo	Peralta
Falces	Pitillas
Funes	Sansoain
Larraga	Santacara
Lerin	Sesma
Lodosa	Tafalla
Marcilla	Villafranca

(c) *Sous-région Tierra Estella*

Aberin	Igúzquiza
Allo	Lazagurria
Arcos	Luquín
Arellano	Mendoza
Arróniz	Morentin
Ayeguí	Oteiza de la Solana
Barbarín	Sansol
Busto	Torralba del Rio
Desojo	Torres del Rio
Discastillo	Valle de Yerri
Espronceda	Villatuerta
Estella	Villa mayor de Monjardín

(d) *Sous-région Valdizarbe*

Adios	Mendigorría
Añorbe	Muruzábal
Artazu	Obanos
Barásoain	Orisoain
Biurrun	Oloriz
Cirauqui	Puente la Reina
Etxauri	Pueyo
Enériz	Tiebas-Muruarte de Reta
Garinoain	Tirapu
Guirguillano	Ucar
Legarda	Unzué
Leoz	Uterga
Mañeru	

(e) *Sous-région Baja Montaña*

Aibar	Ezprogui
Aoiz	Gallipienzo
Cáseda	Javier
Eslava	Leache

Lerga
Llédena
Lumbier
Sada

San Martin de Unx
Sanguesa
Ujué

1.2.27 Région déterminée Penedès

Abrera	Olesa de Bonesvalls
Aiguamurcia	Olivella
Albinyana	Pacs del Penedès
Avinyonet	Piera
Banyeres	Pla del Penedès
Begues	Pontons
Bellvei	Puigdàlber
Bisbal del Penedès, La	Roda de Barà
Bonastre	Sant Llorenç d'Hortons
Cabanyas	Sant Quinti de Mediona
Cabrera d'Igualada	Sant Sadurni d'Anoia
Calafell	Sant Cugat Sesgarrigues
Canyelles	Sant Esteve Sesrovires
Castellet i Gornal	Sant Jaume dels Domenys
Castellvi Rosanes	Santa Margarida i els Monjos
Castellvi de la Marca	Santa Fe del Penedès
Cervelló	Santa Maria de Miralles
Corbera de Llobregat	Santa Oliva
Creixell	Sant Jaume dels domenys
Cubelles	Sant Marti Sarroca
Cunit	Sant Pere de Ribes
Font-rubí	Sant Pere de Rindebittles
Gelida	Sitges
Granada	Subirats
Hostalets de Pierola	Torrelavid
Llacuna	Torrelles de Foix
Llorenç del Penedès	Vallirana
Martorell	Vendrell, El
Mascefa	Vilafranca del Penedès
Mediona	Vilanova i la Geltrú
Montmell	Viloví
Olèrdola	

1.2.28 Région déterminée Priorato

Bellmunt del Priorat	Porrerá
Gratallops	Torroja del Priorat
Lloà	Vilella Alta
Morera de Montsant	Vilella Baixa
Poboleda	

1.2.29 Région déterminée Rias Baixas

(a) *Sous-région Val do Salnés*

Caldas de Reis	Ribadumia
Cambados	Sanxenxo
Meaño	Vilanova de Arousa
Meis	Vilagracia de Arousa
Portas	

(b) *Sous-région Condado do Tea*

A Cañiza
Arbo
As Neves
Crecente
Salvaterra de Miño

(c) *Sous-région O Rosal*

O Rosal
Tomiño
Tui

1.2.30 Région déterminée Ribeiro

Arnoia	Cortegada
Beade	Leiro
Carballeda de Avia	Punxin
Castrelo de Miño	Ribadavia
Cenlle	

1.2.31 Région déterminée Ribeira del Duero

Adrada de Haza	Fompedraza
Aguilera	Fresnilla de las Dueñas
Alcubilla de Avellaneda	Fuentecén
Aldehorno	Fuentelcésped
Anguix	Fuentelisendo
Aranda de Duero	Fuente molinos
Baños de Valdearados	Fuente negro
Berlangas de Roa	Fuentespina
Boada de Roa	Gumiel del Mercado
Bocos de Duero	Gumiel de Hizán
Burgo de Osma	Guzmán
Caleruega	Haza
Campillo de Aranda	Honrubia de la Cuesta
Canalejas de Peñafiel	Hontangas
Castillejo de Robledo	Hontoria de Valdearados
Castrillo de la Vega	Horra
Castrillo de Duero	Hoyales de Roa
Cueva de Roa	Langa de Duero
Curiel de Duero	Mambrilla de Castrejón

Manzanillo	San Juan del Monte
Milagros	San Martin de Rubiales
Miño de san Esteban	Santa Cruz de la Salceda
Montejo de la Vega de la Zerezuela	Sequera de Haza
Moradillo de Roa	Sotillo de la Ribera
Nava de Roa	Terradillos de Esgueva
Olivares de Duero	Torre de Peñafiel
Olmedillo de Roa	Torregalindo
Olmos de Peñafiel	Tórtoles de Esgueva
Pardilla	Tubilla del Lago
Pedrosa de Duero	Vadocondes
Peñafiel	Valbuena de Duero
Peñaranda de Duero	Valcabado de Roa
Pesquera de Duero	Valdeande
Piñel de Abajo	Valdearcos de la Vega
Piñel de Arriba	Valdezate
Quemada	Vid
Quintana del Pidio	Villaescusa de Roa
Quintanamanvirgo	Villalba de Duero
Quintanilla de Onésimo	Villalbilla de Gumiel
Quintanilla de Arriba	Villatuelda
Rábano	Villaverde de Montejo
Roa de Duero	Villovela de Esgueva
Roturas	Zazuar
San Esteban de Gormaz	

1.2.32 Région déterminée Rioja

(a) *Sous-région Rioja Alavena:*

Baños de Ebro	Lapuebla de Labarca
Barriobusto	Leza
Cripán	Moreda de Alava
Elciego	Navaridas
Elvillar de Alava	Oyón
Labastida	Salinillas de Buradon
Labraza	Samaniego
Laguardia	Villanueva de Alava
Lanciego	Yécora

(b) *Sous-région Rioja Alta*

Abalos	Bañares
Alesón	Baños de Rio Tobía
Alesanco	Baños de Rioja
Anguciana	Berceo
Arenzana de Arriba	Bezares
Arenzana de Abajo	Bobadilla
Azofra	Briñas
Badarán	Briones
Camprovín	Logroño

Canillas	Manjarrés
Cañas	Matute
Cárdenas	Medrano
Casalarreina	Nájera
Castañares de Rioja	Navarrete
Cellorigo	Ochándurí
Cenicero	Ollaurí
Cidamón	Rodezno
Cihuri	Sajazarra
Cirueña	San Millán de Yécora
Cordovín	San Torcuato
Cuzcurrita de Rio Tirón	San Vicente de la Sonsierra
Daroca de Rioja	San Asensio
Entrena	Santa Coloma
Estollo	Sojuela
Fonseca	Sorzano
Fonzaleche	Sotés
Fuenmayor	Tirgo
Galbárruli	Tormantos
Gimileo	Torrecilla Sobre Alesanco
Haro	Torremontalbo
Herramélluri	Treviana
Hervias	Tricio
Hormilleja	Uruñuela
Hormilla	Ventosa
Hornos de Moncalvillo	Villajero
Huércanos	Villalba de Rioja
Lardero	Villar de Torre
Leiva	Zarratón

(c) *Sous-région Rioja Baja*

Agoncillo	Bergasilla
Aguilar del río Alhama	Calahorra
Albelda de Iregua	Cervera del rio alhama
Alberite	Clavijo
Alcanadre	Corera
Aldeanueva de Ebro	Cornago
Alfaro	Galilea
Andosilla	Grávalos
Aras	Herce
Arnedo	Igea
Arrúbal	Lagunilla del Jubera
Ausejo	Leza del Río Leza
Autol	Mendavia
Azagra	Molinos de Ocón
Bargota	Murillo del Rio Leza
Bergasa	Nalda
Ocón	Santa Engracia de Jubera

Pradejón	Sartaguda
Quel	Tudelilla
Redal	Viana
Ribafrecha	Villa de Ocón
Rincón de Soto	Villamediana de Iregua
San Adrián	Villar de Arnedo

1.2.33 Région déterminée Rueda

Aguasal	Nava del Rey
Alaejos	Nava de La Asunción
Alcazarén	Nieva
Aldehuela del Codonal	Nueva Villa de las Torres
Almenara de Adaja	Olmedo
Ataquines	Pollos
Bernuy de Coca	Pozal de Gallinas
Blasconuño de Matababras	Pozáldez
Bobadilla del Campo	Puras
Bócgas	Ramiro
Brahojos de Medina	Rapariegos
Campillo	Rodilana
Carpio del Campo	Rubi de bracamonte
Castrejón	Rueda
Castronuño	San Cristobal de la Vega
Cervillejo de la Cruz	Santuiste de San Juan Bautista
Codorniz	Salvador de Zapardiel
Donhierro	San Pablo de la Moraleja
Fresno el Viejo	Seca
Fuente Olmedo	Serrada
Fuente de Santa Cruz	Siete Iglesias de Travancos
Fuente el sol	Tordesillas
Gomeznarro	San Vicente del Palacio
Hornillos	Torrecilla de la Orden
Juarros de Voltoya	Torrecilla de la Abadesa
Llano de Olmedo	Torecilla del Valle
Llomoviejo	Tolocirio
Madrigal de las Altas Torres	Valdestillas
Matapozuelos	Velascalvaro
Medina del Campo	Ventosa de la Cuesta
Mojados	Villafranca de Duero
Montejo de Arévalo	Villagonzalo de Coca
Montuenga	Villanueva de Duero
Moraleja de Coca	Villaverde de Medina
Moraleja de las Panaderas	Zarza
Muriel	

1.2.34 Région déterminée Somontano

Abiego	Graus
Adahuesca	Hoz y Costean
Angues	Ibieca
Alcalá del Obispo	Ilche
Alquézar	Laluenga
Antillón	Laperdiguera
Argavieso	Lascellas-Ponzano
Azara	Naval
Azlor	Olvena
Barbastro	Peralta de Alcofea
Barbuñales	Peraltilla
Berbegal	Perarrúa
Bierge	Pertusa
Blecua y Torres	Pozán de Vero
Capella	Puebla de Castro
Casbas de Huesca	Salas Altas
Castillazuelo	Salas Bajas
Colungo	Santa Maria Dulcis
Estada	Secastilla
Estadilla	Siétamo
Fonz	Torres de Alcanadre
Grado	

1.2.35 Région déterminée Tacoronte-Acentejo

El Sauzal	Santa Úrsula
Matanza de Acentejo	Tacoronte
Victoria de Acentejo	Tegueste
Laguna	

1.2.36 Région déterminée Tarragona

(a) *Sous-région Campo de Tarragona*

Alcover	Castellvell del Camp
Aleixar	Catllar
Alforja	Colldejou
Alió	Constantí
Almoster	Cornudella
Altafulla	Duesaigües
Argentera	Figuerola del Camp
Ascó	Garcia
Benisanet	Garidells
Borges del Camp	Ginestar
Botarell	Masó
Bràfim	Masllorens
Cabra del Camp	Maspujols
Cambrils	Milà
Miraver	Ruidecols

Montbrió del Camp	Ruidoms
Montferrí	Salomó
Mont-roig	Secuita
Mora d'Ebre	Selva del Camp
Mora la Nova	Tarragona
Morell	Tivissa
Nou de Gaià	Torre del Espanyol
Nulles	Torredembarra
Pallaresos	Ulldemolins
Perafort	Vallmoll
Pla da Santa Maria	Valls
Pobla de Montornès	Vespella
Pobla de Mafumet	Vila-rodona
Puigpelat	Vilabella
Renau	Vilallonga del Camp
Reus	Vilanova d'Escornalbou
Riera de Gaià	Vilaseca i Salou
Riudecanyes	Vinebre
Rodonyà	Vinyols i els Arcs
Rourell	

(b) *Sous-région Falset*

Cabassers	Masroig
Capçanes	Pradell
Figuera	Torre de Fontaubella
Guiamets, Els i Marçà	

1.2.37 Région déterminée Terra Alta

Arnés	Fatarella, Gandesa
Batea	Horta de Sant Joan
Bot Pinell de Brai	Pobla de Massalauca
Caseres	Prat de Comte
Corbera de Terra Alta	Vilalba dels Arcs

1.2.38 Région déterminée Toro

Argujillo	San Miguel de la Ribera
Bóveda de Toro	Sanzoles
Morales de Toro	Toro
Pego	Valdefinjas
Peleagonzalo	Venialbo
Piñero	Villabuena del Puente
San Román de Hornija	Villafranca de Duero

1.2.39 Région déterminée Utiel-Requena

Camporrobles	Sinarcas
Caudete	Utiel

Fuenterrobles	Venta del Moro
Siete Aguas	Villagordo

1.2.40 Région déterminée Valdeorras

Barco	Petín
Bollo	Rúa
Carballeda de Valdeorras	Rubiana
Laroco	Villamartin

1.2.41 Région déterminée Valdepeñas

Alcubillas	Santa Cruz de Mudela
Moral de Calatrava	Torrenueva
San Carlos del Valle	Valdepeñas

1.2.42 Région déterminée Valencia

Camporrobles	Sinarcas
Caudete de las Fuentes	Utiel
Fuenterrobles	Venta del Moro
Requena	Villargordo del Cabriel
Sieteaguas	

(a) *Sous-région Alto Turia*

Alpuente	La Yesa
Aras de Alpuente	Titaguas
Chelva	Tuéjar

(b) *Sous-région Valentino*

Alborache	Higueruelas
Alcublas	Lliria
Andilla	Losa del Obispo
Bugarra	Macastre
Buñol	Monserrat
Casinos	Montroy
Cheste	Monserrat
Chiva	Pedralba
Chulilla	Real de Montroy
Domeño	Turís
Estivella	Villamarxant
Gestálgar	Villar del Arzobispo
Godolleta	

(c) *Sous-région Moscatel de Valencia*

Catadau	Monserrat
Cheste	Montroy
Chiva	Real de Montroy
Godolleta	Turís
Lombai	

(d) *Sous-région Clariano*

Adzaneta de Albaida	L'Olleria
Agullent	La Pobla del Duc
Albaida	Llutxent
Alfarrasí	Moixent
Ayelo de Malferit	Montaberner
Ayelo de Rugat	Montesa
Bèlgida	Montichelvo
Bellús	Ontinyent
Beniatjar	Otos
Benicolet	Palomar
Benigànim	Pinet
Bocairem	Quatretonda
Bufalí	Ràfol de Salem
Castelló de Rugat	Sempere
Font la Figuera	Terrateig
Fontanars dels Alforins	Vallada
Guadasequies	

1.2.43 Région déterminée Valle de Güimar

Arafo
Candelaria
Güimar

1.2.44 Région déterminée Valle de la Orotava

La Orotava
Puerto de la Cruz
Los Realejos

1.2.45 Région déterminée Vinos de Madrid

(a) *Sous-région Arganda*

Ambite	Getafe
Aranjuez	Loeches
Arganda del Rey	Mejorada del Campo
Belmonte de Tajo	Morata de Tajuña
Campo Real	Orusco
Carabaña	Perales de Tajuña
Chinchón	Pezuela de las Torres
Colmenar de Oreja	Pozuelo del Rey
Fuentidueña de Tajo	Tielmes
Titulcia	Villaconejos
Valdaracete	Villamanrique de Tajo
Valdelaguna	Villar del Olmo
Valdilecha	Villarejo de Salvanes

(b) *Sous-région Navalcarnero*

Álamo	Navalcarnero
Aldea del Fresno	Parla
Arroyomolinos	Serranillos del Valle
Batres	Sevilla la Nueva
Brunete	Valdemorillo
Fuenlabrada	Villamanta
Griñón	Villamantilla
Humanes de Madrid	Villanueva de la Cañada
Moraleja de Enmedio	Villaviciosa de Odón
Móstoles	

(c) *Sous-région San Martín del Valdeiglesias*

Cadalso de los Vidrios	Pelayos de la Presa
Cencientos	Rozas de Puerto Real
Chapinería	San Martín de Valdeiglesias
Colmenar de Arroyo	Villa del Prado
Navas del Rey	

1.2.46 Région déterminée Ycoden-Daute-Isora

San Juan de la Rambla	Buenavista del Norte
La Guancha	El Tanque
Icod de los vinos	Santiago del Teide
Garachico	Guía de Isora
Los Silos	

1.2.47 Région déterminée Yecla

Yecla

2. Vins de table portant une indication géographique:

Abanilla	Matanegra
Bages	Medina del Campo
Bajo Aragón	Montánchez
Cádiz	Plà i Llevant de Mallorca
Campo de Cartagena	Pozohondo
Cañamero	Ribeira Sacra
Cebreros	Ribera Alta del Guadiana
Contraviesa-Alpujarra	Ribera Baja del Guadiana
Fermoselle-Arribes del Duero	Sacedón-Mondéjar
Gálvez	Sierra de Alcaraz
La Gomera	Tierra de Barros
Gran Canaria-El Monte	Tierra del Vino de Zamora
Manchuela	Tierra Baja de Aragón
Valdejalón	Valle del Cinca
Valdevimbre-Los Oteros	Valle del Miño-Ourense

B. Mentions traditionnelles

Amontillado
Chacoli-Txakolina
Criadera
Criaderas y Soleras
Crianza
Denominación de Origen / DO
Denominación de Origen calificada / DOCa
Fino
Fondillón
Lagrima
Oloroso
Pajarete
Palo cortado
Raya
Vendimia temprana
Vendimia seleccionada
Vino de la Tierra

IV. Vins originaires de la République hellénique

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans les régions déterminées

1.1. Noms des régions déterminées

1.1.1. Ονομασία προελεύσεως ελεγχόμενη (appellation d'origine contrôlée)

Σάμος (Samos)
Πατρών (Patras)
ΡΙΟΥ ΠΑΤΡΩΝ (Patras)
Κεφαλληνίας (Céphalonie)
Ρόδου (Rhodos)
Λημνου (Lemnos)

1.1.2 Ονομασία προελεύσεως ανωτέρας ποιότητας (appellation d'origine de qualité supérieure)

Σητεία (Sitia)
Νέμεα (Némée)
Σαντορινή (Santorin)
Δαφνες (Dafnes)
Ρόδος (Rhodos)
Νάουσα (Naoussa)
Κεφαλληνίας (Céphalonie)
Ραψάνη (Rapsani)
Μαντινεία (Mantinée)
Πεζα (Peza)
Αρχάνες (Archanes)
Πάτραι (Patras)
Ζίτσα (Zitsa)
Αμυνταίον (Amynteon)
Γουμενίσσα (Gumenissa)
Πάρος (Paros)
Λημνος (Lemnos)
Αγχιαλός (Anchialos)
Πλαγιές Μελιτώνα (Côtes de Meliton)
Μεσσηνικόλα (Mesenicola)

2. Vins de table

2.1. Ονομασία κατά παραδοση (appellation traditionnelle)

Αττικής (Attikis)
Βοιωτίας (Viotias)
Ευβοίας (Evias)
Μεσογείων (Messoguion)
Κρωπίας (Kropias)

Κορωπίου (Koropiou)
Μαρκοπούλου (Markopoulou)
Μεγαρών (Megaron)
Παιανίας (Peaias)
Λιοπέσιου (Liopepsiou)
Παλλήνης (Pallinis)
Πικερμίου (Pikermiou)
Σπατών (Spaton)
Θηβών (Thivon)
Γιαλτρών (Gualtron)
Καρυστού (Karystou)
Χαλκίδας (Halkidas)
Ζακύνθου (Zante)

2.2. Τοπικός οίνος (vin local)

Τοπικός οίνος Τριφυλίας (vin de pays de Trifilia)
Μεσημβριώτικος τοπικός οίνος (vin de pays de Messimvria)
Επανεμιτικός τοπικός οίνος (vin de pays de Epanomie)
Τοπικός οίνος Πλαγιών ορεινής Κορινθίας
(vin de pays de côtes montagneuses de Korinthia)
Τοπικός οίνος Πυλίας (vin de pays de Pylie)
Τοπικός οίνος Πλαγιές Βερτισκου (vin de pays de côtes de Vertiskos)
Ηρακλειώτικος τοπικός οίνος (vin de pays de Heraklion)
Λασιθιώτικος τοπικός οίνος (vin de pays de Lassithie)
Πελοποννησιακός τοπικός οίνος (vin de pays de Peloponnèse)
Μεσσηνιακός τοπικός οίνος (vin de pays de Messina)
Μακεδονικός τοπικός οίνος (vin de pays de Macédonie)
Κρητικός τοπικός οίνος (vin de pays de Crête)
Θεσσαλικός τοπικός οίνος (vin de pays de Thessalia)
Τοπικός οίνος Κίσαμου (vin de pays de Kissamos)
Τοπικός οίνος Τυρνάβου (vin de pays de Tyrnamos)
Τοπικός οίνος πλαγιές Αμπέλου (vin de pays de côtes de Ampelos)
Τοπικός οίνος Βιλλίζας (vin de pays de Villiza)
Τοπικός οίνος Γρεβενών (vin de pays de Grevena)
Τοπικός οίνος Αττικής (vin de pays d'Attique)
Αγιορειτικός τοπικός οίνος (vin de pays Agioritikos)
Δωδεκανησιακός τοπικός οίνος (vin de pays de Dodekanèse)
Αναβυσσιώτικος τοπικός οίνος (vin de pays Anavysiotikos)
Παιανιτικός τοπικός οίνος (vin de pays Peanitikos)
Τοπικός οίνος Δράμας (vin de pays de Drama)
Κρανιώτικος τοπικός οίνος (vin de pays de Krania)
Τοπικός οίνος πλαγιών Πάρνηθας (vin de pays de Côtes de Parnitha)
Συριανός τοπικός οίνος (vin de pays de Syros)
Θηβαϊκός τοπικός οίνος (vin de pays de Thiva)
Τοπικός οίνος πλαγιών Κιθαιρώνα (vin de pays de côtes du Kitheron)
Τοπικός οίνος πλαγιών Πετρωτού (vin de pays de côtes de Petrotou)
Τοπικός οίνος Γερανίων (vin de pays de Gerania)

Παλληνηωτικός τοπικός οίνος (vin de pays de Pallini)
Αττικός τοπικός οίνος (vin de pays d'Attique)
Αγοριανός τοπικός οίνος (Vin de pays de Agorianos)
Τοπικός οίνος Κοιλιάδας Αταλάντης (Vin de pays de valley de Atalanti)
Τοπικός οίνος Αρκαδίας (Vin de pays de Arcadia)
Παγγαιορειτικός τοπικός οίνος (Vin de pays de Paggeoritikos)
Τοπικός οίνος Μεταξάτων (Vin de pays de Metaxata)
Τοπικός οίνος Κλημεντί (Vin de pays de Klimenti)
Τοπικός οίνος Ημαθίας (Vin de pays de Hemathia)
Τοπικός οίνος Κερκυρας (Vin de pays de Kerkyra (Corfu))
Τοπικός οίνος Σιθωνιάς (Vin de pays de Sithonia)
Τοπικός οίνος Μαντζαβινατών (Vin de pays de Mantzavinata)
Ισμαρικός τοπικός οίνος (Vin de pays Ismarikos)
Τοπικός οίνος Αβδηρών (Vin de pays de Avdira)
Τοπικός οίνος Ιωαννίνων (Vin de pays de Ioannina)
Τοπικός οίνος Πλαγιές Αιγιαλίας (Vin de pays de côtes de Aigialieias)
Τοπικός οίνος Πλαγιές του Αίνου (Vin de pays de côtes du Ainou)
Θρακικός τοπικός οίνος (Vin de pays de Thrakie)
Τοπικός οίνος Ιλίου (Vin de pays de Ilion)
Μετσοβίτικος τοπικός οίνος (Vin de pays de Metsovon)
Κορωπιτικός τοπικός οίνος (Vin de pays de Koropie)
Τοπικός οίνος Θαψάνων (Vin de pays de Thapsanon)
Σιατιστινός τοπικός οίνος (Vin de pays Siatistinon)
Τοπικός οίνος Ριτσώνας Αυλίδος (Vin de pays de Ritsona Avlidos)
Τοπικός οίνος Λετρινών (Vin de pays de Letrina)
Τοπικός οίνος Τεγέας (Vin de pays de Tegeas)
Αιγαίοπελαγίτικος τοπικός οίνος η (Vin de pays de la Mer Egte)
Τοπικός οίνος Αιγαίου Πελάγους (Vin de pays de Aigaion pelagos)
Τοπικός οίνος Βορείων Πλαγιών Πεντελικού (Vin de pays de de nord côtes de Penteli)
Σπατανεϊκός τοπικός οίνος (Vin de pays de Spata)
Μαρκοπουλιώτικος τοπικός οίνος (Vin de pays de Markopoulo)
Τοπικός οίνος Ληλαντίου Πεδίου (Vin de pays de Lilantio Pedion)
Τοπικός οίνος Χαλκιδικής (Vin de pays de Chalkidiki)
Καρυστινός τοπικός οίνος (Vin de pays de Karystos)
Τοπικός οίνος Χαλικούνας (Vin de pays de Chalikouna)
Τοπικός οίνος Οπουντίας Λοκρίδος (Vin vi de pays de Opountia Lokrida)
Τοπικός οίνος Πελλάς (Vin de pays de Pella)
Ανδριανιώτικος τοπικός οίνος (Vin de pays de Andriani)
Τοπικός οίνος Σερρών (Vin de pays de Serres)
Τοπικός οίνος Στερεάς Ελλάδος (Vin de pays de Sterea Ellada)

B. Mentions traditionnelles

Όνομασία προελευσεως ελεγχομενη (appellation d'origine contrôlée)

Όνομασία προελευσεως ανωτερης ποιτητας (appellation d'origine de qualité supérieure)

Όνομασία κατὰ παραδοση Ρετσίνα (appellation traditionnelle Retsina)

Όνομασία κατὰ παραδοση Βερντεα Ζακύνθου (appellation traditionnelle Verdea de Zante)

Τοπικός οίνος (vin local, vin de pays)

από διαλεκτους αμπελώνες («grand cru»)

Κάβα (Cava)

Ρετσίνα (Retsina)

Κτήμα (Ktima)

Αρχοντικό (Archontiko)

Αμπελώνες (Ampelones)

Οίνος φυσικώς γλυκός (vin naturellement doux)

V. Vins originaires de la République italienne

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans les régions déterminées («vino di qualità prodotto in una regione determinata»)

1.1 V.q.p.r.d. désignés par la mention «Denominazione di origine controllata e garantita»:

Albana di Romagna

Asti

Barbaresco

Barolo

Brachetto d'Acqui

Brunello di Montalcino

Carmignano

Chianti/Chianti Classico, accompagné ou non d'une des indications géographiques suivantes:

- Montalbano

- Rufina

- Colli fiorentini

- Colli senesi

- Colli aretini

- Colline pisane

- Montespertoli

Cortese di Gavi

Franciacorta

Gattinara

Gavi

Ghemme

Montefalco Sagrantino

Montepulciano

Recioto di Soave

Taurasi

Torgiano

Valtellina

Valtellina Grumello

Valtellina Inferno

Valtellina Sassella

Valtellina Valgella

Vernaccia di San Gimignano

Vermentino di Gallura

**1.2 V.q.p.r.d. désignés par la mention
«Denominazione di origine controllata»**

1.2.1. Région Piémont

Alba	Coste della Sesia
Albugnano	Diano d'Alba
Alto Monferrato	Dogliani
Acqui	Fara
Asti	Gabiano
Boca	Langhe monregalesi
Bramaterra	Langhe
Caluso	Lessona
Canavese	Loazzolo
Cantavenna	Monferrato
Carema	Monferrato Casalese
Casalese	Ovada
Casorzo d'Asti	Piemonte
Castagnole Monferrato	Pinorelese
Castelnuovo Don Bosco	Roero
Chieri	Sizzano
Colli tortonesi	Valsusa
Colline novaresi	Verduno
Colline saluzzesi	

1.2.2. Région Val d'Aoste

Arnad-Montjovet	Enfer d'Arvier
Chambave	Morgex
Nus	Torrette
Donnas	Valle d'Aosta
La Salle	Vallée d'Aoste

1.2.3. Région Lombardie

Botticino	Oltrepò Pavese
Capriano del Colle	Riviera del Garda Bresciano
Cellatica	San Colombano al Lambro
Garda	San Martino Della Battaglia
Garda Colli Mantovani	Terre di Franciacorta
Lugana	Valcalepio
Mantovano	

1.2.4. Région Trentin-Haut-Adige

Alto Adige	Caldaro
Bozner Leiten	Casteller
Bressanone	Colli di Bolzano
Brixner	Eisacktaler
Buggrafler	Etschtaler
Burgraviato	Gries

Kalterer	Terlaner
Kalterersee	Terlano
Lago di Caldaro	Teroldego Rotaliano
Meraner Hügel	Trentino
Meranese di collina	Trento
Santa Maddalena	Val Venosta
Sorni	Valdadige
St. Magdalener	Valle Isarco
Südtirol	Vinschgau
Südtiroler	

1.2.5. Région Vénétie

Bagnoli di Sopra	Custoza
Bagnoli	Etschtaler
Bardolino	Gambellara
Breganze	Garda
Breganze Torcolato	Lessini Durello
Colli Asolani	Lison Pramaggiore
Colli Berici	Lugana
Colli Berici Barbarano	Montello
Colli di Conegliano	Piave
Colli di Conegliano Fregona	San Martino della Battaglia
Colli di Conegliano Refrontolo	Soave
Colli Euganei	Valdadige
Conegliano	Valdobbiadene
Conegliano Valdobbiadene	Valpantena
Conegliano Valdobbiadene Cartizze	Valpolicella

1.2.6. Région Frioul-Vénétie Julienne

Carso	Friuli Annia
Colli Orientali del Friuli	Friuli Aquileia
Colli Orientali del Friuli Cialla	Friuli Grave
Colli Orientali del Friuli Ramandolo	Friuli Isonzo
Colli Orientali del Friuli Rosazzo	Friuli Latisana
Collio	Isonzo del Friuli
Collio Goriziano	Lison Pramaggiore

1.2.7. Région Ligurie

Albenga	Finale
Albenganese	Finalese
Cinque Terre	Golfo del Tigullio
Colli di Luni	Riviera Ligure di Ponente
Colline di Levante	Riviera dei fiori
Dolceacqua	

1.2.8. Région Emilie-Romagne

Bosco Eliceo	Colli di Parma
Castelvetro	Colli di Rimini
Colli Bolognesi	Colli di Scandiano e Canossa
Colli Bolognesi Classico	Colli Piacentini
Colli Bolognesi Colline di Riosto	Colli Piacentini Monterosso
Colli Bolognesi Colline Marconiane	Colli Piacentini Val d'Arda
Colli Bolognesi Colline Oliveto	Colli Piacentini Val Nure
Colli Bolognesi Monte San Pietro	Colli Piacentini Val Trebbia
Colli Bolognesi Serravalle	Reggiano
Colli Bolognesi Terre di Montebudello	Reno
Colli Bolognesi Zola Predosa	Romagna
Colli d'Imola	Santa Croce
Colli di Faenza	Sorbara

1.2.9. Région Toscane

Barco Reale di Carmignano	Montereggio di Massa Marittima
Bolgheri	Montescudaio
Bolgheri Sassicaia	Parrina
Candia dei Colli Apuani	Pisano di San Torpè
Carmignano	Pitigliano
Chianti	Pomino
Chianti classico	San Gimignano
Colli Apuani	San Torpè
Colli dell'Etruria Centrale	Sant'Antimo
Colli di Luni	Scansano
Colline Lucchesi	Val d'Arbia
Costa dell'«Argentario»	Val di Cornia
Elba	Val di Cornia Campiglia Marittima
Empolese	Val di Cornia Piombino
Montalcino	Val di Cornia San Vincenzo
Montecarlo	Val di Cornia Suvereto
Montecucco	Valdichiana
Montepulciano	Valdinievole

1.2.10. Région Ombrie

Assisi	Lago di Corbara
Colli Martani	Montefalco
Colli Perugini	Orvieto
Colli Amerini	Orvietano
Colli Altotiberini	Todi
Colli del Trasimeno	Torgiano

1.2.11. Région des Marches

Castelli di Jesi	Matelica
Colli pesaresi	Metauro
Colli Ascolani	Morro d'Alba
Colli maceratesi	Piceno
Conero	Roncaglia
Esino	Serrapetrona
Focara	

1.2.12. Région Latium

Affile	Genazzano
Aprilia	Gradoli
Capena	Marino
Castelli Romani	Montecompati Colonna
Cerveteri	Montefiascone
Circeo	Olevano romano
Colli albani	Orvieto
Colli della Sabina	Piglio
Colli lanuvini	Tarquinia
Colli etruschi viterbesi	Velletri
Cori	Vignanello
Frascati	Zagarolo

1.2.13. Région des Abruzzes

Abruzzo
Abruzzo Colline teramane
Controguerra
Molise

1.2.14. Région Molise

Biferno
Pentro d'Isernia

1.2.15. Région Campanie

Avellino	Guardia Sanframondi
Aversa	Ischia
Campi Flegrei	Massico
Capri	Penisola Sorrentina
Castel San Lorenzo	Penisola Sorrentina-Gragnano
Cilento	Penisola Sorrentina-Lettere
Costa d'Amalfi Furore	Penisola Sorrentina-Sorrento
Costa d'Amalfi Ravello	Sannio
Costa d'Amalfi Tramonti	Sant'Agata de' Goti
Costa d'Amalfi	Solopaca
Falerno del Massico	Taburno
Galluccio	Tufo
Guardiolo	Vesuvio

1.2.16. Région des Pouilles

Alezio	Lucera
Barletta	Manduria
Brindisi	Martinafranca
Canosa	Matino
Castel del Monte	Nardò
Cerignola	Ortanova
Copertino	Ostuni
Galatina	Puglia
Gioia del Colle	Salice salentino
Gravina	San Severo
Leverano	Squinzano
Lizzano	Trani
Locorotondo	

1.2.17. Région Basilicate

Vulture

1.2.18. Région Calabre

Bianco	Pollino
Bivongi	San Vito di Luzzi
Cirò	Sant'Anna di Isola Capo Rizzuto
Donnici	Savuto
Lamezia	Scavigna
Melissa	Verbicaro

1.2.19. Région Sicile

Alcamo	Menfi
Contea di Sclafani	Noto
Contessa Entellina	Pantelleria
Delia Nivolalli	Sambuca di Sicilia
Eloro	Santa Margherita di Belice
Etna	Sciacca
Faro	Siracusa
Lipari	Vittoria
Marsala	

1.2.20. Région Sardaigne

Alghero	Sardegna-Jerzu
Arborea	Sardegna-Mogoro
Bosa	Sardegna-Nepente di Oliena
Cagliari	Sardegna-Oliena
Campidano di Terralba	Sardegna-Semidano
Mandrolisai	Sardegna-Tempio Pausania
Oristano	Sorso Sennori
Sardegna	Sulcis
Sardegna-Capo Ferrato	Terralba

2. Vins de table portant une indication géographique

2.1. Abruzzes

Alto tirino	Colline Frentane
Colline Teatine	Histonium
Colli Aprutini	Terre di Chieti
Colli del sangro	Valle Peligna
Colline Pescaresi	Vastese

2.2. Basilicate

Basilicata

2.3. Province Autonome Bolzano

Dolomiti
Dolomiten
Mitterberg
Mitterberg tra Cauria e Tel
Mitterberg zwischen Gfrill und Toll

2.4. Calabrie

Arghilla	Palizzi
Calabria	Pellaro
Condoleo	Scilla
Costa Viola	Val di Neto
Esaro	Valdamato
Lipuda	Valle dei Crati
Locride	

2.5. Campanie

Colli di Salerno	Paestum
Dugenta	Pompeiano
Epomeo	Roccamonfina
Irpinia	Terre del Volturno

2.6. Emilie-Romagne

Castelfranco Emilia	Ravenna
Bianco dei Sillaro	Rubicone
Emilia	Sillaro
Fortana del Taro	Terre die Veleja
Forli	Val Tidone
Modena	

2.7. Frioul-Vénétie Julienne

Alto Livenza
Venezia Giulia
Venezie

2.8. Latium

Civitella d'Agliano
Colli Cimini
Frusinate

Dei Frusinate
Lazio
Nettuno

2.9. Ligurie

Colline Savonesi
Val Polcevera

2.10. Lombardie

Alto Mincio
Benaco bresciano
Bergamasca
Collina del Milanese
Montenetto di Brescia
Mantova

Pavia
Quistello
Ronchi di Brescia
Sabbioneta
Sebino
Terrazze Retiche di Sondrio

2.11. Marches

Marche

2.12. Molise

Oscio
Rotae
Terre degli Osci

2.13. Pouilles

Daunia
Murgia
Puglia

Salento
Tarantino
Valle d'Itria

2.14. Sardaigne

Barbagia
Colli del Limbara
Isola dei Nuraghi
Marmila
Nuoro
Nurra
Ogliastro
Parteolla

Planargia
Romangia
Sibiola
Tharros
Trexenta
Valle dei Tirso
Valli di Porto Pino

2.15. Sicile

Camarro
Colli Ericini
Fontanarossa di Cerda
Salemi

Salina
Sicilia
Valle Belice

2.16. Toscane

Alta Valle della Greve	Toscana
Colli della Toscana centrale	Toscana
Maremma toscana	Val di Magra
Orcia	

2.17. Province Autonome Trento

Dolomiten
Dolomiti
Atesino
Venezie
Vallagarina

2.18. Ombrie

Allerona	Narni
Bettona	Spello
Cannara	Umbria

2.19. Vénétie

Alto Livenza	Marca Trevigiana
Colli Trevigiani	Vallagarina
Conselvano	Veneto
Dolomiten	Veneto orientale
Dolomiti	Verona
Venezie	Veronese

B. Mentions traditionnelles

Amarone
Auslese
Buttafuoco
Cacc'e mmitte
Cannellino
Cerasuolo
Denominazione di origine controllata / DOC / D.O.C
Denominazione di origine controllata e garantita / DOCG / D.O.C.G.
Est ! Est !! Est!!!
Fior d'arancio
Governo all'uso Toscano
Gutturnio
Indicazione geografica tipica / IGT / I.G.T
Lacrima
Lacrima Christi
Lambiccato
Ramie
Rebola

Recioto
Sangue di Guida
Scelto
Sciacchetrà
Sforzato, Sfurzat
Torcolato
Vendemmia Tardiva
Vin Santo Occhio di Pernice
Vin Santo
Vino nobile

VI. Vins originaires du Grand-Duché de Luxembourg

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans les régions déterminées

1.1. Noms des régions déterminées

Ahn
Assel
Bech-Kleinmacher
Born
Bous
Burmerange
Canach
Ehnen
Ellange
Elvange
Erpeldange
Gostingen
Greiveldange
Grevenmacher
Lenningen,
Machtum
Mertert
Moersdorf
Mondorf
Niederdonven
Oberdonven
Oberwormeldange
Remerschen
Remich
Rolling
Rosport
Schengen
Schwebsange
Stadbredimus
Trintange
Wasserbillig
Wellenstein
Wintringen
Wormeldange

2. Vins de table portant une indication géographique

—

B. Mentions traditionnelles

Grand premier cru

Marque Nationale Appellation contrôlée/AC

Premier cru

Vin de pays

VII. Vins originaires de la République portugaise

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans les régions déterminées («vinho de qualidade produzido em região determinada»)

1.1. Noms des régions déterminées

Alcobaça
Alenquer
Almeirim
Arruda
Bairrada
Biscoitos
Borba
Bucelas
Carcavelos
Cartaxo
Castelo Rodrigo
Chamusca
Chaves
Colares
Coruche
Cova da Beira
Dão
Douro
Encostas da Nave
Encostas de Aire
Evora
Graciosa
Granja-Amareleja
Lafões
Lagoa
Lagos
Madeira/Madère/Madera
Setúbal
Moura
Óbidos
Palmela
Pico
Pinhel
Planalto Mirandês
Portalegre
Portimão
Porto/Port/Oporto/Portwein/Portvin/Portwijn
Redondo
Reguengos
Santarém

Tavira
Tomar
Torres Vedras
Valpaços
Varosa
Vidigueira
Vinho Verde
Vinhos Verdes

1.2 Noms des sous-régions

1.2.1 Région déterminée Dão

Alva	Silgueiros
Besteiros	Terras de Senhorim
Castendo	Terras de Azurara
Serra da Estrela	

1.2.3 Région déterminée Douro

Alijó
Lamego
Meda
Sabrosa
Vila Real

1.2.4 Sous-région de Favaios

1.2.5 Région déterminée Varosa

Tarouca

1.2.6 Région déterminée Vinhos Verdes

Amarante	Monção
Basto	Penafiel
Braga	Vinho Verde
Lima	

1.2.7 Autres

Dão Nobre
Setubal roxo

2. Vins de table portant une indication géographique

Alentejo	Ribatejo
Algarve	Minho
Alta Estremadura	Terras Durienses
Beira Litoral	Terras de Sico
Beira Alta	Terras do Sado
Beiras	Trás-os-Montes
Estremadura	

B. Mentions traditionnelles

Colheita Seleccionada

Denominação de Origem / DO

Denominação de Origem Controlada / DOC

Garrafeira

Indicação de Proveniência Regulamentada / IPR

Região demarcada

Roxo

Vinho leve

Vinho regional

Region «Madeira»

Frasqueira

Region «Porto»

Crusted / Crusting

Lágrima

Late Bottled Vintage / L.B.V

Ruby

Tawny

Vintage

VIII. Vins originaires du Royaume-Uni

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans les régions déterminées

English Vineyards

Welsh Vineyards

2. Vins de table portant une indication géographique

English Counties

Welsh Counties

B. Mentions traditionnelles

Regional wine

IX. Vins originaires de la République fédérale d'Autriche

A. Indications géographiques

1. Vins de qualité produits dans des régions déterminées («Qualitätswein bestimmter Anbaugebiete«)

1.1. Noms des régions viticoles

Burgenland	Tirol
Niederösterreich	Vorarlberg
Steiermark	Wien

1.2. Noms des régions déterminées

1.2.1. Région déterminée Burgenland

Neusiedlersee
Neusiedlersee-Hügelland
Mittelburgenland
Südburgenland

1.2.2. Région déterminée Niederösterreich

Carnuntum	Thermenregion
Donauland	Traisental
Kamptal	Wachau
Kremstal	Weinviertel

1.2.3. Région déterminée Steiermark

Süd-Oststeiermark
Südsteiermark
Weststeiermark

1.2.4. Région déterminée Wien

Wien

1.3. Communes, parties de communes, Grosslagen, Riede, Flure, Einzellagen

1.3.1. Région déterminée Neusiedlersee

(a) *Grosslage:*

Kaisergarten

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen*

Altenberg	Hansagweg
Bauernaussatz	Heideboden
Bergäcker	Henneberg
Edelgründe	Herrnjoch
Gabarinza	Herrnsee
Goldberg	Hintenaussere Weingärten

Jungerberg	Pohnpühl
Kaiserberg	Prädium
Kellern	Rappbühl-Weingärten
Kirchäcker	Römerstein
Kirchberg	Rustenäcker
Kleinackerl	Sandflur
Königswiese	Sandriegel
Kreuzjoch	Satz
Kurzbürg	Seeweingärten
Ladisberg	Ungerberg
Lange Salzberg	Vierhölzer
Langer Acker	Weidener Zeiselberg
Lehendorf	Weidener Ungerberg
Neuberg	Weidener Rosenberg

(c) *Commune ou parties de commune:*

Andau	Neudorf bei Parndorf
Apetlon	Neusiedl am See
Bruckneudorf	Nickelsdorf
Deutsch Jahrndorf	Pamhagen
Edelstal	Parndorf
Frauenkirchen	Podersdorf
Gattendorf	Potzneusiedl
Gattendorf-Neudorf	St. Andrá am Zicksee
Gols	Tadten
Halbturn	Wallern im Burgenland
Illmitz	Weiden am See
Jois	Winden am See
Kittsee	Zurndorf
Mönchhof	

1.3.2. Région déterminée Neusiedlersee-Hügelland

(a) *Grosslagen:*

Rosaliakapelle
Sonnenberg
Vogelsang

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Adler / Hrvatski vrh	Hochkramer
Altenberg	Hözlstein
Bergweinärten	Isl
Edelgraben	Johanneshöh
Fölligberg	Katerstein
Gaisrücken	Kirchberg
Goldberg	Kleingebirge / Mali vrh
Grossgebirge / Veliki vrh	Kleinhöfleiner Hügel
Hasenriegel	Klosterkeller Siegendorf
Haussatz	Kogel

Kogl / Gritsch	Ripisce
Krci	Römerfeld
Kreuzweingärten	Römersteig
Langäcker / Dolnj sirick	Rosenberg
Leithaberg	Rübäcker / Ripisce
Lichtenbergweingärten	Schmaläcker
Marienthal	St. Vitusberg
Mitterberg	Steinhut
Mönchsberg / Lesicak	Wetterkreuz
Purbacher Bugstall	Wolfsbach
Reisbühel	Zbornje

(c) *Communes ou parties de communes:*

Antau	Oggau
Baumgarten	Oslip
Breitenbrunn	Pöttelsdorf
Donnerskirchen	Pötttsching
Drassburg	Purbach/See
Drassburg-Baumgarten	Rohrbach
Eisenstadt	Rust
Forchtenstein	St. Georgen
Forchtenau	St. Margarethen
Grosshöflein	Schattendorf
Hirm	Schützensengebirge
Hirm-Antau	Siegendorf
Hornstein	Sigless
Kleinhöflein	Steinbrunn
Klingenbach	Steinbrunn-Zillingtal
Krensdorf	Stöttera
Leithaprodersdorf	Stotzing
Loipersbach	Trausdorf/Wulka
Loretto	Walbersdorf
Marz	Wiesen
Mattersburg	Wimpassing/Leitha
Mörbisch/See	Wulkaprodersdorf
Müllendorf	Zagersdorf
Neudörfl	Zemendorf
Neustift an der Rosalia	

1.3.3. Région déterminée Mittelburgenland

(a) *Grosslage:*

Goldbachtal

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Altes Weingebirge	Goldberg
Deideckwald	Himmelsthron
Dürrau	Hochäcker
Gfanger	Hochberg

Hochplateau	Sandhoffeld
Hözl	Sinter
Im Weingebirge	Sonnensteig
Kart	Spiegelberg
Kirchholz	Weingfanger
Pakitsch	Weiskreuz
Raga	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Deutschkreutz	Lackendorf
Frankenau	Lutzmannsburg
Frankenau-Unterderpullendorf	Mannersdorf
Girm	Markt St. Martin
Grossmutschen	Nebersdorf
Grosswarasdorf	Neckenmarkt
Haschendorf	Nikitsch
Horitschon	Raiding
Kleinmutschen	Raiding-Unterfrauenhaid
Kleinwarasdorf	Ritzing
Klostermarienberg	Stoob
Kobersdorf	Strebersdorf
Kroatisch Gerersdorf	Unterfrauenheid
Kroatisch Minihof	Unterpetersdorf
Lackenbach	Unterpullendorf

1.3.4. Région déterminée Südburgenland

(a) *Grosslagen:*

Pinkatal
Rechnitzer Geschriebenstein

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Gotscher
Rosengarten
Schiller
Tiefer Weg
Wohlauf

(c) *Commune ou parties de communes:*

Bonisdorf	Eberau
Burg	Edlitz
Burgauberg	Eisenberg an der Pinka
Burgauberg-Neudauberg	Eltendorf
Deutsch Tschantschendorf	Gaas
Deutschschützen-Eisenberg	Gamischdorf
Deutsch Bieling	Gerersdorf-Sulz
Deutsch Ehrendorf	Glasing
Deutsch Kaltenbrunn	Grossmürbisch
Deutsch-Schützen	Güssing

Güttenbach	Neustift
Hackerberg	Oberbildein
Hagensdorf	Ollersdorf
Hannersdorf	Poppendorf
Harmisch	Punitz
Hasendorf	Rax
Heiligenbrunn	Rechnitz
Hoell	Rehgraben
Inzenhof	Reinersdorf
Kalch	Rohr
Kirchfidisch	Rohrbrunn
Kleinmürbisch	Schallendorf
Kohfidisch	St. Michael
Königsdorf	St. Nikolaus
Kotezicken	St. Kathrein
Kroatisch Tschantschendorf	Stadtschlaining
Kroatisch Ehrendorf	Steinfurt
Krobotek	Strem
Krottendorf bei Güssing	Sulz
Krottendorf bei Neuhaus am Klausenbach	Sumetendorf
Kukmirn	Tobau
Kulmhohe Gfang	Tschanigraben
Limbach	Tudersdorf
Luising	Unterbildein
Markt-Neuhodis	Urbersdorf
Minihof-Liebau	Weichselbaum
Mischendorf	Weiden bei Rechnitz
Moschendorf	Welgersdorf
Mühlgraben	Windisch Minihof
Neudauberg	Winten
Neumarkt im Tauchental	Woppendorf
Neusiedl	Zuberbach

1.3.5. Région déterminée Thermenregion

(a) *Grosslagen:*

Badener Berg	Tattendorfer Steinhölle (Stahölln)
Vöslauer Hauerberg	Schatzberg
Weisser Stein	Kappellenweg

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Am Hochgericht	Hochleiten
Badener Berg	Holzspur
Brunner Berg	In Brunnerberg
Dornfeld	Jenibergen
Goldeck	Kapellenweg
Gradenthal	Kirchenfeld
Grossriede Les'hanl	Kramer

Lange Bamhartstäler	Rasslerin
Mandl-Höh	Römerberg
Mitterfeld	Satzing
Oberkirchen	Steinfeld
Pfaffstättner Kogel	Weisser Stein
Prezessbühel	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Bad Fischau-Brunn	Mitterberg
Bad Vöslau	Mödling
Bad Fischau	Möllersdorf
Baden	Münchendorf
Berndorf	Obereggendorf
Blumau	Oberwaltersdorf
Blumau-Neurisshof	Oyenhausen
Braiten	Perchtoldsdorf
Brunn am Gebirge	Pfaffstätten
Brunn/Schneebergbahn	Pottendorf
Brunnenthal	Rauhenstein
Deutsch-Brodersdorf	Reisenberg
Dornau	Schönau/Triesting
Dreitstetten	Seibersdorf
Ebreichsdorf	Siebenhaus
Eggendorf	Siegersdorf
Einöde	Sollenau
Enzesfeld	Sooss
Frohsdorf	St. Veit
Gainfarn	Steinabrückl
Gamingerhof	Steinfelden
Giesshübl	Tattendorf
Grossau	Teesdorf
Gumpoldskirchen	Theresienfeld
Günselsdorf	Traiskirchen
Guntramsdorf	Tribuswinkel
Hirtenberg	Trumau
Josefsthal	Vösendorf
Katzelsdorf	Wagram
Kottingbrunn	Wampersdorf
Landegg	Weigelsdorf
Lanzenkirchen	Weikersdorf/Steinfeld
Leesodrf	Wiener Neustadt
Leobersdorf	Wiener Neudorf
Lichtenwörth	Wienersdorf
Lindabrunn	Winzendorf
Maria Enzersdorf	Winzendorf-Muthmannsdorf
Markt Piesting	Wöllersdorf
Matzendorf	Wöllersdorf-Steinabrückl
Matzendorf-Hölles	Zillingdorf

1.3.6. Région déterminée Kremstal

(a) *Grosslagen:*

Göttweiger Berg
Kaiser Stiege

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Ebritzstein	Pfaffenberg
Ehrenfelser	Pfennigberg
Emmerlingtal	Pulverturm
Frauengrund	Rammeln
Gartl	Reisenthal
Gärtling	Rohrendorfer Gebling
Gedersdorfer Kaiserstiege	Sandgrube
Goldberg	Scheibelberg
Grosser Berg	Schrattenpoint
Hausberg	Sommerleiten
Herrentrost	Sonnageln
Hochhäcker	Spiegel
Im Berg	Steingraben
Kirchbühel	Tümelstein
Kogl	Weinzierlberg
Kremsleithen	Zehetnerin
Pellingen	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Aigen	Oberfucha
Angern	Oberrohrendorf
Brunn im Felde	Palt
Dross	Paudorf
Egelsee	Priel
Eggendorf	Rehberg
Furth	Rohrendorf bei Krems
Gedersdorf	Scheibenhof
Gneixendorf	Senftenberg
Göttweig	Stein an der Donau
Höbenbach	Steinaweg-Kleinwien
Hollenburg	Stift Göttweig
Hörfarth	Stratzing
Imbach	Stratzing-Dross
Krems	Thallern
Krems an der Donau	Tiefenfucha
Krustetten	Unterrohrendorf
Landersdorf	Walkersdorf am Kamp
Meidling	Weinzierl bei Krems
Neustift bei Schönberg	

1.3.7. Région déterminée Kamptal

(a) *Grosslage:*

–

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Anger	Loiser Berg
Auf der Setz	Obritzberg
Friesenrock	Pfeiffenberg
Gaisberg	Sachsenberg
Gallenberg	Sandgrube
Gobelsberg	Spiegel
Heiligenstein	Stein
Hiesberg	Steinhaus
Hofstadt	Weinträgerin
Kalvarienberg	Wohra
Kremstal	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Altenhof	Mollands
Diendorf am Walde	Obernholz
Diendorf/Kamp	Oberreith
Elsam im Strassertale	Plank/Kamp
Engabrunn	Peith
Etsdorf am Kamp	Rothgraben
Etsdorf-Haitzendorf	Schildern
Fernitz	Schönberg am Kamp
Gobelsburg	Schönbergneustift
Grunddorf	Sittendorf
Hadersdorf am Kamp	Stiefen
Hadersdorf-Kammern	Strass im Strassertale
Haidorf	Thürmeustift
Kammern am Kamp	Unterreith
Kamp	Walkersdorf
Langenlois	Wiedendorf
Lengenfeld	Zöbing
Mittelberg	

1.3.8. Région déterminée Donauland

(a) *Grosslagen:*

Klosterneuburger Weinberge
Tulbinger Kogel
Wagram-Donauland

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Altenberg	Fuchsberg
Bromberg	Gänsacker
Erdpress	Georgenberg
Franzhauser	Glockengiesser

Gmirk	Satzen
Goldberg	Schillingsberg
Halterberg	Schlossberg
Hengsberg	Sonnenried
Hengstberg	Steinagrund
Himmelreich	Traxelgraben
Hirschberg	Vorberg
Hochrain	Wadenthal
Kreitschental	Wagram
Kühgraben	Weinlacke
Leben	Wendelstatt
Ortsried	Wora
Purgstall	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Ahrenberg	Hippersdorf
Abstetten	Höflein an der Donau
Altenberg	Holzleiten
Ameisthal	Hütteldorf
Anzenberg	Judenau-Baumgarten
Atzelsdorf	Katzelsdorf im Dorf
Atzenbrugg	Katzelsdorf/Zeil
Baumgarten/Reidling	Kierling
Baumgarten/Wagram	Kirchberg/Wagram
Baumgarten/Tullnerfeld	Kleinwiesendorf
Chorherrn	Klosterneuburg
Dietersdorf	Königsbrunn
Ebersdorf	Königsbrunn/Wagram
Egelsee	Königstetten
Einsiedl	Kritzendorf
Elsbach	Landersdorf
Engelmannsbrunn	Michelhausen
Fels	Michelndorf
Fels/Wagram	Mitterstockstall
Feuersbrunn	Mossbierbaum
Freundorf	Neudegg
Gerasdorf b. Wien	Oberstockstall
Gollarn	Ottenthal
Gösing	Pixendorf
Grafenwörth	Plankenberg
Gross-Rust	Pöding
Grossriedenthal	Reidling
Grossweikersdorf	Röhrenbach
Grosswiesendorf	Ruppersthal
Gugging	Saladorf
Hasendorf	Sieghartskirchen
Henzing	Sitzenberg-Reidling
Hintersdorf	Spital

St. Andrä-Wördern	Wagram am Wagram
Staasdorf	Waltendorf
Stettenhof	Weinzierl bei Ollern
Tautendorf	Wipfing
Thürnthal	Wolfpassing
Tiefenthal	Wördern
Trasdorf	Würmla
Tulbing	Zaussenberg
Tulln	Zeisselmauer
Unterstockstall	

1.3.9. Région déterminée Traisental

(a) *Grosslage:*

Traismaurer Weinberge

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Am Nasenberg	Kölbing
Antingen	Kreit
Brunberg	Kufferner Steinried
Eichberg	Leithen
Fuchsenrand	Schullerberg
Gerichtsberg	Sonnleiten
Grillenbühel	Spiegelberg
Halterberg	Tiegeln
Händlgraben	Valterl
Hausberg	Weinberg
In der Wiegn`n	Wiegen
In der Leithen	Zachling
Kellerberg	Zwirch

(c) *Communes ou parties de communes:*

Absdorf	Gutenbrunn
Adletzberg	Haselbach
Ambach	Herzogenburg
Angern	Hilpersdorf
Diendorf	Inzersdorf ob der Traisen
Dörfl	Inzersdorf-Geztersdorf
Edering	Kappeln
Eggendorf	Katzenberg
Einöd	Killing
Etzersdorf	Kleinrust
Franzhausen	Kuffern
Fraundorf	Langmannersdorf
Fugging	Mitterndorf
Gemeinlebarn	Neusiedl
Getzersdorf	Neustift
Grossrust	Nussdorf ob der Traisen
Grünz	Oberndorf am Gebirge

Oberndorf in der Ebene	Stollhofen
Oberwinden	Thallern
Oberwölbing	Theyern
Obritzberg-Rust	Traismauer
Ossarn	Unterradlberg
Pfaffing	Unterwölbing
Rassing	Wagram an der Traisen
Ratzersdorf	Waldletzberg
Reichersdorf	Walpersdorf
Ried	Weidling
Rottersdorf	Weissenkirchen/Perschling
Schweinern	Wetzmannsthal
St. Andrä/Traisen	Wielandsthal
St. Pölten	Wölbing
Statzendorf	

1.3.10. Région déterminée Carnuntum

(a) *Grosslage:*

–

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Aubühel	Lange Letten
Braunsberg	Lange Weingärten
Dorfbrunnenäcker	Mitterberg
Füllenbeutel	Mühlbachacker
Gabler	Mühlweg
Golden	Rosenberg
Haidäcker	Spitzerberg
Hausweinäcker	Steinriegl
Hausweingärten	Tilhofen
Hexenberg	Ungerberg
Kirchbergen	Unterschilling

(c) *Communes ou parties de communes:*

Arbesthal	Hainburg/Donau
Au am Leithagebirge	Haslau/Donau
Bad Deutsch-Altenburg	Haslau-Maria Ellend
Berg	Himberg
Bruck an der Leitha	Hof/Leithaberge
Deutsch-Haslau	Höflein
Ebergassing	Hollern
Enzersdorf/Fischa	Hundsheim
Fischamend	Mannersdorf/Leithagebirge
Gallbrunn	Margarethen am Moos
Gerhaus	Maria Ellend
Göttlesbrunn	Moosbrunn
Göttlesbrunn-Arbesthal	Pachfurth
Gramatneusiedl	Petronell

Petronell-Carnuntum	Sommerein
Prellenkirchen	Stixneusiedl
Regelsbrunn	Trautmannsdorf/Leitha
Rohrau	Velm
Sarasdorf	Wienerherberg
Scharndorf	Wildungsmauer
Schloss Prugg	Wilfleinsdorf
Schönabrunn	Wolfsthal-Berg
Schwadorf	Zwölfaxing

1.3.11. Région déterminée Wachau

(a) *Grosslage:*

Frauenweingärten

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Burgberg	Neubergen
Frauengrund	Niederpoigen
Goldbügeln	Schlucht
Gottschelle	Setzberg
Höhlgraben	Silberbühel
Im Weingebirge	Singerriedel
Katzengraben	Spickenberg
Kellerweingärten	Steiger
Kiernberg	Stellenleiten
Klein Gebirg	Tranthal
Mitterweg	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Aggsbach	Oberarnsdorf
Aggsbach-Markt	Oberbergern
Baumgarten	Oberloiben
Bergern/Dunkelsteinerwald	Rossatz-Rührsdorf
Dürnstein	Schwallenbach
Eggendorf	Spitz
Elsarn am Jauerling	St. Lorenz
Furth	St. Johann
Groisbach	St. Michael
Gut am Steg	Tiefenfucha
Höbenbach	Unterbergern
Joching	Unterloiben
Köfering	Viessling
Krustetten	Weissenkirchen/Wachau
Loiben	Weissenkirchen
Mautern	Willendorf
Mauternbach	Willendorf in der Wachau
Mitterarnsdorf	Wösendorf/Wachau
Mühdorf	

1.3.12. Région déterminée Weinviertel

(a) *Grosslagen:*

Bisamberg-Kreuzenstein
Falkensteiner Hügelland
Matzner Hügel
Retzer Weinberge
Wolkersdorfer Hochleithen

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Adamsbergen	Haad
Altenberg	Haidberg
Altenbergen	Haiden
Alter Kirchenried	Haspelberg
Altes Gebirge	Hausberg
Altes Weingebirge	Hauseingärten
Am Berghundsleithen	Hausrucker
Am Lehmin	Heiligengeister
Am Wagram	Hermannschachern
Antlasbergen	Herrnberg
Antonibergen	Hinter der Kirchen
Aschinger	Hirschberg
Auberg	Hochfeld
Auflangen	Hochfeld
Bergen	Hochstrass
Bergfeld	Holzpoint
Birthaler	Hundsbergen
Bogenrain	Im Inneren Rain
Bruch	Im Potschallen
Bürsting	In Aichleiten
Detzenberg	In den Hausweingärten
Die alte Haider	In Hamert
Ekartsberg	In Rothenpüllen
Feigelbergen	In Sechsern
Fochleiten	In Trenken
Freiberg	Johannesbergen
Freybergen	Jungbirgen
Fuchsberg	Junge Frauenberge
Fürstenbergen	Jungherrn
Gaisberg	Kalvarienberg
Galgenberg	Kapellenfeld
Gerichtsberg	Kirchbergen
Geringen	Kirchenberg
Goldberg	Kirchluss
Goldbergen	Kirchweinbergen
Gollitschen	Kogelberg
Grossbergen	Köhlberg
Grundern	Königsbergen

Kreuten	Sauhaut
Lamstetten	Saurüsseln
Lange Ried	Schachern
Lange Vierteln	Schanz
Lange Weingärten	Schatz
Leben	Schatzberg
Lehmfeld	Schilling
Leitenberge	Schmallissen
Leithen	Schmidatal
Lichtenberg	Schwarzerder
Liessen	Sechterbergen
Lindau	Silberberg
Lissen	Sommerleiten
Martal	Sonnberg
Maxendorf	Sonnen
Merkvierteln	Sonnleiten
Mitterberge	Steinberg
Mühlweingärten	Steinbergen
Neubergergen	Steinhübel
Neusätzen	Steinperz
Nussberg	Stöckeln
Ölberg	Stolleiten
Ölbergen	Strassfeld
Platten	Stuffeln
Pöllitzern	Tallusfeld
Preussenberg	Veigelberg
Purgstall	Vogelsinger
Raschern	Vordere Bergen
Reinthal	Warthberg
Reishübel	Weinried
Retzer Winberge	Weintalried
Rieden um den Heldenberg	Weisser Berg
Rösel	Zeiseln
Rosenberg	Zuckermanln
Roseneck	Zuckermantel
Saazen	Zuckerschleh
Sandbergen	Züngel
Sandriegl	Zutrinken
Sätzen	Zwickeln
Sätzweingärten	Zwiebelhab
Sauenberg	Zwiefänger

(c) *Communes ou parties de communes:*

Alberndorf im Pulkautal	Altlichtenwarth
Alt Höflein	Altmanns
Alt Ruppersdorf	Ameis
Altenmarkt im Thale	Amelsdorf
Altenmarkt	Angern an der March

Aschendorf	Enzersdorf bei Staatz
Asparn an der Zaya	Enzersdorf im Thale
Aspersdorf	Enzersfeld
Atzelsdorf	Erdberg
Au	Erdpress
Auersthal	Ernstbrunn
Augenthal	Etzmannsdorf
Bad Pirawarth	Fahndorf
Baierdorf	Falkenstein
Bergau	Fallbach
Bernhardsthal	Föllim
Bisamberg	Frättingsdorf
Blumenthal	Frauendorf/Schmid
Bockfliess	Friebritz
Boggenusiedl	Füllersdorf
Bösendürnbach	Furth
Braunsdorf	Gaindorf
Breiteneich	Gaisberg
Breitenwaida	Gaiselberg
Bruderndorf	Gaisruck
Bullendorf	Garmanns
Burgschleinitz	Gars am Kamp
Burgschleinitz-Kühnring	Gartenbrunn
Deinzendorf	Gaubitsch
Diepolz	Gauderndorf
Dietersdorf	Gaweinstal
Dietmannsdorf	Gebmanns
Dippersdorf	Geitzendorf
Dobermannsdorf	Gettsdorf
Drasenhofen	Ginzersdorf
Drösing	Glaubendorf
Dürnkrot	Gnadendorf
Dürnleis	Goggendorf
Ebendorf	Goldgeben
Ebenthal	Göllersdorf
Ebersbrunn	Gösting
Ebersdorf an der Zaya	Götzendorf
Eggenburg	Grabern
Eggendorf am Walde	Grafenberg
Eggendorf	Grafensulz
Eibesbrunn	Groissenbrunn
Eibesthal	Gross Ebersdorf
Eichenbrunn	Gross-Engersdorf
Eichhorn	Gross-Inzersdorf
Eitzersthal	Gross-Schweinbarth
Engelhartstetten	Grossharras
Engelsdorf	Grosskadolz
Grosskrut	Hörersdorf

Grossmeiseldorf	Horn
Grossmugl	Hornsburg
Grossnondorf	Hüttendorf
Grossreipersdorf	Immendorf
Grossrussbach	Inkersdorf
Grossstelzendorf	Jedenspeigen
Grosswetzdorf	Jetzelsdorf
Grub an der March	Kalladorf
Grübern	Kammersdorf
Grund	Karnabrunn
Gumping	Kattau
Guntersdorf	Katzelsdorf
Guttenbrunn	Kettlasbrunn
Hadres	Ketzelsdorf
Hagenberg	Kiblitz
Hagenbrunn	Kirchstetten
Hagendorf	Kleedorf
Hanfthal	Klein Hadersdorf
Hardegg	Klein Riedenthal
Harmannsdorf	Klein Haugsdorf
Harrersdorf	Klein-Harras
Hart	Klein-Meiseldorf
Haselbach	Klein-Reinprechtsdorf
Haslach	Klein-Schweinbarth
Haugsdorf	Kleinbaumgarten
Hausbrunn	Kleinebersdorf
Hauskirchen	Kleinengersdorf
Hausleiten	Kleinhöflein
Hautzendorf	Kleinkadolz
Heldenberg	Kleinkirchberg
Herrnbaumgarten	Kleinrötz
Herrnleis	Kleinsierndorf
Herzogbirbaum	Kleinstelzendorf
Hetzmannsdorf	Kleinstetteldorf
Hipples	Kleinweikersdorf
Höbersbrunn	Kleinwetzdorf
Hobersdorf	Kleinwilfersdorf
Höbertsgrub	Klement
Hochleithen	Kollnbrunn
Hofern	Königsbrunn
Hohenau an der March	Kottingneusiedl
Hohenrappersdorf	Kotzendorf
Hohenwarth	Kreuttal
Hohenwarth-Mühlbach	Kreuzstetten
Hollabrunn	Kronberg
Hollenstein	Kühnring
Laa an der Thaya	Niederfellabrunn
Ladendorf	Niederhollabrunn

Langenzersdorf	Niederkreuzstetten
Lanzendorf	Niederleis
Leitzersdorf	Niederrussbach
Leobendorf	Niederschleinz
Leodagger	Niedersulz
Limberg	Nursch
Loidesthal	Oberdürnbach
Loosdorf	Oberfellabrunn
Magersdorf	Obergänserndorf
Maigen	Obergrabern
Mailberg	Obergrub
Maisbirbaum	Oberhautental
Maissau	Oberkreuzstetten
Mallersbach	Obermallebarn
Manhartsbrunn	Obermarkersdorf
Mannersdorf	Obernalb
Marchegg	Oberrolberndorf
Maria Roggendorf	Oberparschenbrunn
Mariathal	Oberravelsbach
Martinsdorf	Oberretzbach
Matzelsdorf	Oberrohrbach
Matzen	Oberrussbach
Matzen-Raggendorf	Oberschoderlee
Maustrenk	Obersdorf
Meiseldorf	Obersteinabrunn
Merkersdorf	Oberstinkenbrunn
Michelstetten	Obersulz
Minichhofen	Oberthern
Missingdorf	Oberzögersdorf
Mistelbach	Obritz
Mittergrabern	Olbersdorf
Mitterretzbach	Olgersdorf
Mödring	Ollersdorf
Mollmannsdorf	Ottendorf
Mörtersdorf	Otenthal
Mühlbach a. M.	Paasdorf
Münichthal	Palterndorf
Naglern	Palterndorf/Dobermannsdorf
Nappersdorf-Kammersdorf	Paltersdorf
Neubau	Passauerhof
Neudorf bei Staatz	Passendorf
Neuruppersdorf	Patzenthal
Neusiedl/Zaya	Patzmannsdorf
Nexingin	Peigarten
Niederabsdorf	Pellendorf
Pernersdorf	Ronthal
Pernhofen	Röschitz
Pettendorf	Röschitzklein

Pfaffendorf	Roseldorf
Pfaffstetten	Rückersdorf
Pfösing	Russbach
Pillersdorf	Schalladorf
Pilichsdorf	Schleinbach
Pirawarth	Schletz
Platt	Schönborn
Pleissing	Schöngrabern
Porrau	Schönkirchen
Pottenhofen	Schönkirchen-Reyersdorf
Poysbrunn	Schrattenberg
Poysdorf	Schrattenthal
Pranhartsberg	Schrick
Prinzendorf/Zaya	Seebarn
Prottes	Seefeld
Puch	Seefeld-Kadolz
Pulkau	Seitzendorf-Wolfpassing
Pürstendorf	Senning
Putzing	Siebenhirten
Pyhra	Sierndorf
Rabensburg	Sierndorf/March
Radlbrunn	Sigmundsherberg
Raffelhof	Simonsfeld
Rafing	Sitzendorf an der Schmida
Ragelsdorf	Sitzenhart
Raggendorf	Sonnberg
Rannersdorf	Sonndorf
Raschala	Spannberg
Ravelsbach	St.Bernhard-Frauenhofen
Reikersdorf	St.Ulrich
Reinthal	Staatz
Retz	Staatz-Kautzendorf
Retz-Altstadt	Starnwörth
Retz-Stadt	Steinabrunn
Retzbach	Steinbrunn
Reyersdorf	Steinebrunn
Riedenthal	Stetteldorf/Wagram
Ringelsdorf	Stetten
Ringelsdorf-Niederabsdorf	Stillfried
Ringendorf	Stockerau
Rodingersdorf	Stockern
Roggendorf	Stoitzendorf
Rohrbach	Straning
Rohrendorf/Pulkau	Stranzendorf
Streifing	Waschbach
Streitdorf	Watzelsdorf
Stronsorf	Weikendorf
Stützenhofen	Wetzelsdorf

Sulz im Weinviertel	Wetzleinsdorf
Suttenbrunn	Weyerburg
Tallesbrunn	Wieselsfeld
Traunfeld	Wiesern
Tresdorf	Wildendürnbach
Ulrichskirchen	Wilfersdorf
Ulrichskirchen-Schleinbach	Wilhelmsdorf
Ungerdorf	Windisch-Baumgarten
Unterdürnbach	Windpassing
Untergrub	Wischathal
Unterhautzentl	Wolfpassing an der Hochleithen
Untermallebarn	Wolfpassing
Untermarkersdorf	Wolfsbrunn
Unternalb	Wolkersdorf/Weinviertel
Unterolberndorf	Wollmannsberg
Unterparschenbrunn	Wullersdorf
Unterretzbach	Wultendorf
Unterrohrbach	Wulzeshofen
Unterstinkenbrunn	Würnitz
Unterthern	Zellerndorf
Velm	Zemling
Velm-Götzendorf	Ziersdorf
Viendorf	Zissersdorf
Waidendorf	Zistersdorf
Waitzendorf	Zlabern
Waltersdorf	Zogelsdorf
Waltersdorf/March	Zwentendorf
Walterskirchen	Zwingendorf
Wartberg	

1.3.13. Région déterminée Südsteiermark

(a) *Grosslagen:*

Sausal
Südsteirisches Rebenland

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Altenberg	Gauitsch
Brudersegg	Grassnitzberg
Burgstall	Harrachegg
Czamilonberg/Kaltenegg	Hochgrassnitzberg
Eckberg	Karnerberg
Eichberg	Kittenberg
Einöd	Königsberg
Kranachberg	Steinriegl
Lubekogel	Stermitzberg
Mitteregg	Urlkogel
Nussberg	Wielitsch
Obegg	Wilhelmshöhe

Pässnitzerberger Römerstein	Witscheinberg
Pfarrweingarten	Witscheiner Herrenberg
Schlossberg	Zieregg
Sernauberg	Zoppelberg
Speisenberg	

(c) *Communes ou parties de communes:*

Aflenz an der Sulm	Kranach
Altenbach	Kranachberg
Altenberg	Labitschberg
Arnfels	Lang
Berghausen	Langaberg
Brudersegg	Langegg
Burgstall	Lebring - St. Margarethen
Eckberg	Leibnitz
Ehrenhausen	Leutschach
Eichberg-Arnfels	Lieschen
Eichberg-Trautenburg	Maltschach
Einöd	Mattelsberg
Empersdorf	Mitteregg
Ewitsch	Muggenau
Flamberg	Nestelbach
Fötschach	Nestelberg/Heimsschuh
Gamlitz	Nestelberg/Grossklein
Gauitsch	Neurath
Glanz	Obegg
Gleinstätten	Oberfahrenbach
Goldes	Obergreith
Göttling	Oberhaag
Grassnitzberg	Oberlupitscheni
Greith	Obervogau
Grossklein	Ottenberg
Grosswalz	Paratheregg
Grottenhof	Petzles
Grubtal	Pistorf
Hainsdorf/Schwarzautal	Pössnitz
Hasendorf an der Mur	Prarath
Heimsschuh	Ratsch an der Weinstrasse
Höch	Remsnigg
Kaindorf an der Sulm	Rettenbach
Kittenberg	Rettenberg
Kitzeck im Sausal	Retznei
Kogelberg	Sausal
Sausal-Kerschegg	Steinriegel
Schirka	Sulz
Schlossberg	Sulztal an der Weinstrasse
Schönberg	Tillmitsch
Schöneegg	Unterfahrenbach

Seggauberg	Untergreith
Sernau	Unterhaus
Spielfeld	Unterlupitscheni
St.Andrä i.S.	Vogau
St.Andrä-Höch	Wagna
St.Johann im Saggautal	Waldschach
St.Nikolai im Sausal	Weitendorf
St.Nikolai/Drassling	Wielitsch
St.Ulrich/Waasen	Wildon
Steinbach	Wolfsberg/Schw.
Steingrub	Zieregg

1.3.14. Région déterminée Weststeiermark

(a) *Grosslagen:*

–

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Burgegg
Dittenberg
Guntschenberg
Hochgrail
St. Ulrich i. Gr.

(c) *Communes ou parties de communes:*

Aibl	Preding
Bad Gams	Schwanberg
Deutschlandsberg	Seiersberg
Frauental an der Lassnitz	St. Bartholomä
Graz	St. Martin i.S.
Greisdorf	St. Stefan ob Stainz
Gross St. Florian	St. Johann ob Hohenburg
Grossradl	St. Peter i.S.
Gundersdorf	Stainz
Hitzendorf	Stallhofen
Holleneegg	Strassgang
Krottendorf	Sulmeck-Greith
Lannach	Unterbergla
Ligist	Unterfresen
Limberg	Weibling
Marhof	Wernersdorf
Mooskirchen	Wies
Pitschgau	

1.3.15. Région déterminée Südoststeiermark

(a) *Grosslagen:*

Oststeirisches Hügelland
Vulkanland

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Annaberg	Reiting
Buchberg	Ringkogel
Burgfeld	Rosenberg
Hofberg	Saziani
Hoferberg	Schattauberg
Hohenberg	Schemming
Hürtherberg	Schlosskogel
Kirchleiten	Seindl
Klöchberg	Steintal
Königsberg	Stradenberg
Prebendorfberg	Sulzberg
Rathenberg	Weinberg

(c) *Communes ou parties de communes:*

Aigen	Ebersdorf
Albersdorf-Prebuch	Edelsbach bei Feldbach
Allerheiligen bei Wildon	Edla
Altenmarkt bei Fürstenfeld	Eichberg bei Hartmannsdorf
Altenmarkt bei Riegersburg	Eichfeld
Aschau	Entschendorf am Ottersbach
Aschbach bei Fürstenfeld	Entschendorf
Auersbach	Etzersdorf-Rollsdorf
Aug-Radisch	Fehring
Axbach	Feldbach
Bad Waltersdorf	Fischa
Bad Radkersburg	Fladnitz im Raabtal
Bad Gleichenberg	Flattendorf
Bairisch Kölldorf	Floing
Baumgarten bei Gnas	Frannach
Bierbaum am Auersbach	Frösaugraben
Bierbaum	Frössauberg
Breitenfeld/Rittschein	Frutten
Buch-Geiseldorf	Frutten-Geisseldorf
Burgfeld	Fünfing bei Gleisdorf
Dambach	Fürstenfeld
Deutsch Goritz	Gabersdorf
Deutsch Haseldorf	Gamling
Dienersdorf	Gersdorf an der Freistritz
Dietersdorf am Gnasbach	Giesseldorf
Dietersdorf	Gleichenberg-Dorf
Dirnbach	Gleisdorf
Dörfl	Glojach
Gnaning	Johnsdorf-Brunn
Gnas	Jörgen
Gniebing	Kaag
Goritz	Kaibing
Gosdorf	Kainbach

Gossendorf	Lalch
Grabersdorf	Kapfenstein
Grasdorf	Karbach
Greinbach	Kirchberg an der Raab
Grosshartmannsdorf	Klapping
Grössing	Kleegraben
Grosssteinbach	Kleinschlag
Grosswilfersdorf	Klöch
Grub	Klöchberg
Gruisla	Kohlgraben
Gschmaier	Kölldorf
Gutenberg an der Raabklamm	Kornberg bei Riegersburg
Gutendorf	Krennach
Habegg	Krobathen
Hainersdorf	Kronnersdorf
Haket	Krottendorf
Halbenrain	Krusdorf
Hart bei Graz	Kulm bei Weiz
Hartberg	Laasen
Hartberg-Umgebung	Labuch
Hartl	Landscha bei Weiz
Hartmannsdorf	Lassnitzhöhe
Haselbach	Leitersdorf im Raabtal
Hatzendorf	Lembach bei Riegersburg
Herrnberg	Lödersdorf
Hinteregg	Löffelbach
Hirnsdorf	Loipersdorf bei Fürstenfeld
Hochenegg	Lugitsch
Hochstraden	Maggau
Hof bei Straden	Magland
Hofkirchen bei Hardegg	Mahrensdorf
Höflach	Maierdorf
Hofstätten	Maierhofen
Hofstätten bei Deutsch	Markt Hartmannsdorf
Hohenbrugg	Marktl
Hohenkogl	Merkendorf
Hopfau	Mettersdorf am Sassbach
Ilz	Mitterdorf an der Raab
Ilztal	Mitterlabill
Jagerberg	Mortantsch
Jahrbach	Muggendorf
Jamm	Mühdorf bei Feldbach
Mureck	Reigersberg
Murfeld	Reith bei Hartmannsdorf
Nägelsdorf	Rettenbach
Nestelbach im Ilztal	Riegersburg
Neudau	Ring
Neudorf	Risola

Neusetz	Rittschein
Neustift	Rohr an der Raab
Nitscha	Rohr bei Hartberg
Oberdorf am Hohegg	Rohrbach am Rosenberg
Obergnas	Rohrbach bei Waltersdorf
Oberkarla	Romatschachen
Oberklamm	Ruppersdorf
Oberspitz	Saaz
Obertiefenbach	Schachen am Römerbach
Öd	Schölbing
Ödgraben	Schönau
Ödt	Schönegg bei Pöllau
Ottendorf an der Rittschein	Schröten bei Deutsch-Goritz
Penzendorf	Schwabau
Perbersdorf bei St. Peter	Schwarzau im Schwarzaual
Persdorf	Schweinz
Pertlstein	Sebersdorf
Petersdorf	Siebing
Petzelsdorf	Siegersdorf bei Herberstein
Pichla bei Radkersburg	Sinabelkirchen
Pichla	Söchau
Pirsching am Traubenberg	Speltenbach
Pischelsdorf in der Steiermark	St. Peter am Ottersbach
Plesch	St. Johann bei Herberstein
Pöllau	St. Veit am Vogau
Pöllauberg	St. Kind
Pölten	St. Anna am Aigen
Poppendorf	St. Georgen an der Stiefing
Prebensdorf	St. Johann in der Haide
Pressguts	St. Margarethen an der Raab
Pridahof	St. Nikolai ob Drassling
Puch bei Weiz	St. Marein bei Graz
Raabau	St. Magdalena am Lemberg
Rabenwald	St. Stefan im Rosental
Radersdorf	St. Lorenzen am Wechsel
Radkersburg Umgebung	Stadtbergen
Radochen	Stainz bei Straden
Ragnitz	Stang bei Hatzendorf
Raning	Staudach
Ratschendorf	Stein
Reichendorf	Stocking
Straden	Wagerberg
Strass	Waldsberg
Stubenberg	Walkersdorf
Sulz bei Gleisdorf	Waltersdorf in der Oststeiermark
Sulzbach	Waltra
Takern	Wassen am Berg
Tatzen	Weinberg an der Raab

Tautendorf	Weinberg
Tiefenbach bei Kaindorf	Weinburg am Salsbach
Tieschen	Weissenbach
Trautmannsdorf/Oststeiermark	Weiz
Trössing	Wetzelsdorf bei Jagerberg
Übersbach	Wieden
Ungerdorf	Wiersdorf
Unterauersbach	Wilhelmsdorf
Unterbuch	Wittmannsdorf
Unterfladnitz	Wolfgruben bei Gleisdorf
Unterkarla	Zehensdorf
Unterlamm	Zelting
Unterlassnitz	Zerlach
Unterzirknitz	Ziegenberg
Vockenberg	

1.3.16. Région déterminée Wien

(a) *Grosslagen:*

Bisamberg-Wien
Georgenberg
Kahlenberg
Nussberg

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

Altweingarten	Jungherrn
Auckenthal	Kuchelviertel
Bellevue	Langteufel
Breiten	Magdalenenhof
Burgstall	Mauer
Falkenberg	Mitterberg
Gabrissen	Oberlaa
Gallein	Preussen
Gebhardin	Reisenberg
Gernen	Rosengartl
Herrenholz	Schenkenberg
Hochfeld	Steinberg
Jungenberg	Wiesthalen

(c) *Communes ou parties de communes:*

Dornbach	Neustift
Grinzing	Nussdorf
Gross Jedlersdorf	Ober Sievering
Heiligenstadt	Oberlaa-Stadt
Innere Stadt	Ottakring
Josefsdorf	Pötzleinsdorf
Kahlenberggerdorf	Rodaun

Kalksburg
Liesing
Mauer

Stammersdorf
Strebersdorf
Unter Sievering

1.3.17. Région déterminée Vorarlberg

(a) *Grosslagen:*

–

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

–

(c) *Communes:*

Bregenz
Röthis

1.3.18. Région déterminée Tirol

(a) *Grosslagen:*

–

(b) *Rieden, Fluren, Einzellagen:*

–

(c) *Commune:*

Zirl

2. Vins de table portant une indication géographique

Burgenland
Niederösterreich
Steiermark

Tirol
Vorarlberg
Wien

B. Mentions traditionnelles

Ausbruchwein
Auslese
Auslesewein
Beerenauslese
Beerenauslesewein
Bergwein
Eiswein
Heuriger
Kabinett
Kabinettwein
Landwein
Prädikatswein
Qualitätswein besonderer Reife und Leseart
Spätlese
Spätlesewein
Strohwein

S Sturm
T Trockenbeerenauslese

B. Dénominations protégées pour les produits viti-vinicoles originaires de Suisse

I. Indications géographiques

1. Cantons

Zürich
Bern/Berne
Luzern
Uri
Schwyz
Nidwalden
Glarus
Fribourg/Freiburg
Basel-Landschaft
Basel-Stadt
Solothurn
Schaffhausen
Appenzell Innerrhoden
Appenzell Ausserrhoden
St. Gallen
Graubünden
Aargau
Thurgau
Ticino
Vaud
Valais/Wallis
Neuchâtel
Genève
Jura

1.1. Zürich

1.1.1. Zürichsee

Erlenbach	Meilen
- Mariahalde	- Appenhalde
- Turmgut	- Chorherren
Herrliberg	Richterswil
- Schipfsgut	Stäfa
Hombrechtikon	- Lattenberg
- Feldbach	- Sternenthalde
- Rosenberg	- Uerikon
- Trüllisberg	Thalwil
Küsnacht	Uetikon am See
Kilchberg	Wädenswil
Männedorf	Zollikon

1.1.2. Limmattal

Höngg
Oberengstringen
Oetwil an der Limmat
Weiningen

1.1.3. Züricher Unterland

Bachenbülach	Niederhasli
Boppelsen	Niederwenigen
Buchs	Nürensdorf
Bülach	Oberembrach
Dielsdorf	Otelfingen
Eglisau	Rafz
Freienstein	Regensberg
- Teufen	Regensdorf
- Schloss Teufen	Steinmaur
Glattfelden	Wasterkingen
Hüntwangen	Wil
Kloten	Winkel
Lufingen	Weiach

1.1.4. Weinland

Adlikon	Kleinandelfingen
Andelfingen	- Schiterberg
- Heiligberg	Marthalen
Benken	Neftenbach
Berg am Irchel	- Wartberg
Buch am Irchel	Ossingen
Dachsen	Pfungen
Dättlikon	Rheinau
Dinhard	Rickenbach
Dorf	Seuzach
- Goldenberg	Stammheim
- Schloss Goldenberg	Trüllikon
- Schwerzenberg	- Rudolfingen
Elgg	- Wildensbuch
Ellikon	Truttikon
Elsau	Uhwiesen (Laufen-Uhwiesen)
Flaach	Volken
- Worrenberg	Waltalingen
Flurlingen	- Schloss Schwandegg
Henggart	- Schloss Giersberg
Hettlingen	Wiesendangen
Humlikon	Wildensbuch
- Klosterberg	Winterthur-Wülflingen

1.2. Bern/Berne

Biel/Bienne	Sigriswil
Erlach/Cerlier	Spiez
Gampelen/Champion	Tschugg
Ins/Anet	Tüscherz/Daucher
Neuenstadt/La Neuveville	- Alfermée
- Schafis/Chavannes	Twann/Douane
Ligerz/Gléresse	- St. Petersinsel/Ile St-Pierre
- Schernelz	Vignelz/Vigneule
Oberhofen	

1.3. Luzern

Aesch	Hitzkirch
Altwis	Hohenrain
Dagmersellen	Horw
Ermensee	Meggen
Gelfingen	Weggis
Heidegg	

1.4. Uri

Bürglen
Flüelen

1.5. Schwyz

Altendorf
Küssnacht am Rigi
Leutschen
Wangen
Wollerau

1.6. Nidwalden

Stans

1.7. Glarus

Niederurnen
Glarus

1.8. Fribourg/Freiburg

Vully	- Môtier
- Nant	- Mur
- Praz	Cheyres
- Sugiez	Font

1.9. Basel-Landschaft

Aesch	Arisdorf
- Tschäpperli	Arlesheim
Balstahl	Oberdorf
- Klus	Pfeffingen
Biel-Benken	Pratteln
Binningen	Reinach
Bottmingen	Sissach
Buus	Tenniken
Ettingen	Therwil
Itingen	Wintersingen
Liestal	Ziefen
Maisprach	Zwingen
Muttenz	

1.10. Basel-Stadt

Riehen

1.11. Solothurn

Buchegg	Hofstetten
Dornach	Rodersdorf
Erlinsbach	Witterswil
Flüh	

1.12. Schaffhausen

Altdorf	- Heerenberg
Beringen	- Munot
Buchberg	- Rheinhalde
Buchegg	Schleitheim
Dörflingen	Siblingen
- Heerenberg	- Eisenhalde
Gächlingen	Stein am Rhein
Hallau	- Blaurock
Löhningen	- Chäferstei
Oberhallau	Thayngen
Osterfingen	Trasadingen
Rüdlingen	Wilchingen
Schaffhausen	

1.13. Appenzell Innerrhoden

Oberegg

1.14. Appenzell Ausserrhoden

Lutzenberg

1.15. St. Gallen

Altstätten	Au
- Forst	- Monstein
Amden	Ragaz
- Freudenberg	Quinten
Balgach	Rapperswil
Berneck	Rebstein
- Pfauenhalde	Rheineck
- Rosenberg	Rorschacherberg
Bronchhofen	Sargans
Eichberg	Sax
Flums	Sevelen
Frümsen	St. Margrethen
Grabs	Thal
- Werdenberg	- Buchberg
Heerbrugg	Tscherlach
Jona	Walenstadt
Marbach	Wartau
Mels	Weesen
Oberriet	Werdenberg
Pfäfers	Wil

1.16. Graubünden

Bonaduz	Maienfeld
Cama	- St. Luzisteig
Chur	Malans
Domat/Ems	Mesolcina
Felsberg	Monticello
Fläsch	Roveredo
Grono	San Vittore
Igis	Verdabbio
Jenins	Zizers
Leggia	

1.17. Aargau

Auenstein	- Goldwand
Baden	Erlinsbach
Bergdietikon	Frick
- Herrenberg	Gansingen
Biberstein	Gebensdorf
Birmenstorf	Gipf-Oberfrick
Böttstein	Habsburg
Bözen	Herznach
Bremgarten	Hornussen
- Stadtreben	- Stiftshalde
Döttingen	Hottwil

Effingen
Egliswil
Elfingen
Endingen
Ennetbaden
Lenzburg
- Goffersberg
- Burghalden
Magden
Mandach
Meisterschwanden
Mettau
Möriken
Muri
Niederrohrdorf
Oberflachs
Oberhof
Oberhofen
Obermumpf
Oberrohrdorf
Oeschgen
Remigen
Rüfnach
- Bödeler
- Rütiberg
Schaffisheim
Schinznach
Schneisingen
Seengen

Kaisten
Kirchdorf
Klingnau
Küttigen
Lengnau
- Berstenberg
- Wessenberg
Steinbruck
Spreitenbach
Sulz
Tegerfelden
Thalheim
Ueken
Unterlunkhofen
Untersiggenthal
Villigen
- Schlossberg
- Steinbrüchler
Villnachern
Wallenbach
Wettingen
Wil
Wildeggen
Wittnau
Würenlingen
Würenlos
Zeiningen
Zufikon

1.18. Thurgau

1.18.1. Produktionszone I

Diessenhofen
- St. Katharimental
Frauenfeld
- Guggenhürli
- Holderberg
Herdern
- Kalchrain
- Schloss Herdern
Hüttwilen
- Guggenhüsli
- Stadtschryber
Niederneuenforn
- Trottenhalde
- Landvogt
- Chrachenfels

Nussbaumen
- St. Anna-Oelenberg
- Chindsruet-Chardüsler
Oberneuenforn
- Farhof
- Burghof
Schlattingen
- Herrenberg
Stettfurt
- Schloss Sonnenberg
- Sonnenberg
Uesslingen
- Steigässli
Warth
- Karthause Itingen

1.18.2. Produktionszone II

Amlikon	Buchackern
Amriswil	Götighofen
- Buchenhalde	Weinfeldern
- Hohenfels	- Bachtobel
Griesenberg	- Scherbengut
Hessenreuti	- Schloss Bachtobel
Märstetten	Schmälzler
- Ottenberg	Straussberg
Sulgen	Sunnehalde
- Schützenhalde	Thurgut

1.18.3. Produktionszone III

Berlingen	Mammern
Ermatingen	Mannenbach
Eschenz	Salenstein
- Freudenfels	- Arenenberg
Fruthwilen	Steckborn

1.19. Ticino

1.19.1. Bellinzona

Arbedo-Castione	Medeglia
Bellinzona	Moleno
Cadenazzo	Monte Carasso
Camorino	Pianezzo
Giubiasco	Preonzo
Gnosca	Robasacco
Gorduno	Sanantonino
Gudo	Sementina
Lumino	

1.19.2. Blenio

Corzoneso
Dongio
Malvaglia
Ponte-Valentino
Semione

1.19.3. Leventina

Anzonico
Bodio
Giornico
Personico
Pollegio

1.19.4. Locarno

Ascona	Borgnone
Auressio	Brione s/Minusio
Berzona	Brissago
Caviano	Mergoscia
Cavigliano	Minusio
Contone	Mosogno
Corippo	Muralto
Cugnasco	Orselina
Gerra Gambarogno	Piazzogna
Gerra Verzasca	Ronco s/Ascona
Gordola	San Nazzaro
Intragna	S. Abbondio
Lavertezzo	Tegna
Locarno	Tenero-Contra
Loco	Verscio
Losone	Vira Gambarogno
Magadino	Vogorno

1.19.5. Lugano

Agno	Gentilino
Agra	Grancia
Aranno	Gravesano
Arogno	Iseo
Astano	Lamone
Barbengo	Lopagno
Bedano	Lugaggia
Bedigliora	Lugano
Bioggio	Magliaso
Bironico	Manno
Bissone	Maroggia
Busco Luganese	Massagno
Breganzona	Melano
Brusio Arsizio	Melide
Cademario	Mezzovico-Vira
Cadempino	Migliaglia
Cadro	Montagnola
Cagiallo	Monteggio
Camignolo	Morcote
Canobbio	Muzzano
Carabbia	Neggio
Carabietta	Novaggio
Carona	Origlio
Caslano	Pambio-Noranco
Cimo	Paradiso
Comano	Pazallo

Croglio	Ponte Capriasca
Cureggia	Porza
Cureglia	Pregassona
Curio	Pura
Davesco Soragno	Rivera
Roveredo	Tesserete
Rovio	Torricella-Taverne
Sala Capriasca	Vaglio
Savosa	Vernate
Sessa	Vezia
Sigirino	Vico Morcote
Sonvico	Viganello
Sorenago	Villa Luganese

1.19.6. Mendrisio

Arzo	Mendrisio
Balerna	Meride
Besazio	Monte
Bruzella	Morbio Inferiore
Caneggio	Morbio Superiore
Capolago	Novazzano
Casima	Rancate
Castel San Pietro	Riva San Vitale
Chiasso	Salorino
Chiasso-Pedrinata	Stabio
Coldrerio	Tremona
Genestrerio	Vacallo
Ligornetto	

1.19.7. Riviera

Biasca	Iragna
Claro	Lodrino
Cresciano	Osogna

1.19.8. Valle Maggia

Aurigeno	Gordevio
Avegno	Lodano
Caveragno	Maggia
Cevio	Moghegno
Giumaglio	Someo

1.20. Vaud

1.20.1. Région est de Lausanne

Aigle	Corbeyrier
Belmont- sur-Lausanne	Corseaux
Bex	Corsier-sur-Vevey

Blonay	Cully
Calamin	Dezaley
Chardonne	Dezaley-Marsens
- Cure d'Attalens	Epesses
Chexbres	Grandvaux
Jongny	Roche
La Tour-de-Peilz	St-Légier-La Chiésaz
Lavey-Morcles	St-Saphorin
Lutry	- Burignion
- Savuit	- Faverges
Montreux	Treytorrens
Ollon	Vevey
Paudex	Veytaux
Puidoux	Villeneuve
Pully	Villette
Riex	- Châtelard
Rivaz	Yvorne

1.20.2. Région ouest de Lausanne

Aclens	Eysins
Allaman	Féchy
Arnex-sur-Nyon	Founex
Arzier	Genolier
Aubonne	Gilly
Begnins	Givrins
Bogis-Bossey	Gollion
Borex	Gland
Bougy-Villars	Grens
Bremblens	Lavigny
Buchillon	Lonay
Bursinel	Luins
Bursins	- Château de Luins
Bussigny-près-Lausanne	Lully
Bussy-Chardonney	Lussy-sur-Morges
Chigny	Mex
Clarmont	Mies
Coinsins	Monnaz
Colombier	Mont-sur-Rolle
Commugny	Morges
Coppet	Nyon
Crans-près-Céligny	Perroy
Crassier	Prangins
Crissier	Préverenges
Denens	Prilly
Denges	Reverolle
Duillier	Rolle
Dully	Romanel-sur-Morges

Echandens	Saint-Livres
Echichens	Saint-Prex
Ecublens	Signy-Avenex
Essertines-sur-Rolle	St-Saphorin-sur-Morges
Etoy	Tannay
Tartegnin	Villars-sous-Yens
Saint-Sulpice	Vinzel
Tolochenaz	Vufflens-la-Ville
Trélex	Vufflens-le-Château
Vaux-sur-Morges	Vullierens
Vich	Yens
Villars-Sainte-Croix	

1.20.3. Côtes-de-l'Orbe

Agiez	Method
Arnex-sur-Orbe	Montcherand
Baulmes	Orbe
Bavois	Orny
Belmont-sur-Yverdon	Pompaples
Chamblon	Rances
Champvent	Suscévoz
Chavornay	Treycovagnes
Corcelles-sur-Chavornay	Valeyres-sous-Rances
Eclépens	Villars-sous-Champvent
Essert-sous-Champvent	Yvonand
La Sarraz	

1.20.4. Nord vaudois

Bonvillars	Grandson
Concise	Montagny-près-Yverdon
Corcelles-près-Concise	Novalles
Fiez	Onnens
Fontaines-sur-Grandson	Valeyres-sous-Montagny

1.20.5. Vully

Bellerive	Montmagny
Chabrey	Mur
Champmartin	Vallamand
Constantine	Villars-le-Grand

1.21. Valais/Wallis

Agarn	Chamoson
Ardon	- Ravanay
Ausserberg	- Saint Pierre-de-Clage
Ayent	- Trémazières
- Signèse	Charrat
Baltschieder	Chermignon

Bovernier	- Ollon
Bratsch	Chippis
Brig/Brigue	Collombey-Muraz
Chablais	Collonges
Chalais	Conthey
Dorénaz	Saint-Léonard
Eggerberg	Saint-Maurice
Embd	Salgesch/Salquenen
Ergisch	Salins
Evionnaz	Saxon
Fully	Savièse
- Beudon	- Diolly
- Branson	Sierre
- Châtaignier	- Champsabé
Gampel	- Crétaplan
Grimisuat	- Géronde
- Champlan	- Goubing
- Mollignon	- Granges
- Le Mont	- La Millière
- Saint Raphaël	- Muraz
Grône	- Noës
Hohtenn	Sion
Lalden	- Batassé
Lens	- Bramois
- Flanthey	- Châteauneuf
- Saint-Clément	- Châtroz
- Vaas	- Clavoz
Leytron	- Corbassière
- Grand-Brûlé	- La Folie
- Montagnon	- Lentine
- Montibeux	- Maragnenaz
- Ravanay	- Mollignon
Leuk/Loèche	- Le Mont
- Lichten	- Mont d'Or
Martigny	- Montorge
- Coquempey	- Pagane
Martigny-Combe	- Uvrier
- Plan Cerisier	Stalden
Miège	Staldenried
Montana	Steg
- Corin	Troistorrents
Monthey	Turtmann/Tourtemagne
Nax	Varen/Varone
Nendaz	Venthône
Niedergesteln	- Anchette
Port-Valais	- Darnonaz
- Les Evouettes	Vernamiège
Randogne	Vétroz

- Loc
Raron/Rarogne
Riddes
Saillon
Muzot
Ravyre
Vernayaz
Vex
Vionnaz

- Balavaud
- Magnot
Veyras
- Bernune
Visp/Viège
Visperterminen
Vollèges
Vouvry
Zeneggen

1.22. Neuchâtel

Auvernier
Bevaix
Bôle
Boudry
Colombier
Corcelles
Cormondrèche
Cornaux
Cortailod
Cressier
Fresens

Gorgier
Hauterive
Le Landeron
Neuchâtel
- Champréveyres
- La Coudre
Peseux
Saint-Aubin
Saint-Blaise
Vaumarcus

1.23. Genève

Aire-la-Ville
Anières
Avully
Avusy
Bardonnex
- Charrot
- Landecy
Bellevue
Bernex
- Lully
Cartigny
Céligny ou Côte Céligny
Chancy
Choulex
Collex-Bossy
Collonge-Bellerive
Cologny
Confignon
Corsier
Dardagny
- Essertines
Genthod

Gy
Hermance
Jussy
Laconnex
Meinier
- Le Carre
Meyrin
Perly-Certoux
Plans-les-Ouates
Presinge
Puplinges
Russin
Satigny
- Bourdigny
- Chouilly
- Peissy
Soral
Troinex
Vandoeuvres
Vernier
Veyrier

1.24. Jura

Buix

Soyhières

II. Mentions traditionnelles suisses

Appellation d'origine

Appellation d'origine contrôlée

Attestierter Winzerwy

Bondola

Clos

Cru

Denominazione di origine

Denominazione di origine controllata

Dôle

Dorin

Fendant

Goron

Grand Cru

Kontrollierte Ursprungsbezeichnung

La Gerle

Landwein

Nostrano

Perdrix Blanche

Perlan

Premier Cru

Salvagnin

Schiller

Terravin

Ursprungsbezeichnung

Vin de pays

Vinatura

VITI

Winzerwy

Appendice relative aux articles 6 et 25

I. La protection des dénominations visées à l'article 6 de l'annexe ne fait pas obstacle à l'utilisation des noms des variétés de vigne suivants pour des vins originaires de Suisse à condition qu'ils soient utilisés conformément à la législation suisse et en combinaison avec une dénomination géographique indiquant clairement l'origine du vin:

- Ermitage/Hermitage
- Johannisberg

II. Sans préjudice des dispositions de l'article 6 de la présente annexe relatives à la protection des mentions traditionnelles, et dans l'attente de l'adoption par la Suisse, dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente annexe, des dispositions réglementaires nécessaires afin de définir les noms énumérés ci-dessous afin qu'ils puissent bénéficier d'une protection en tant que mention traditionnelle aux termes du titre II de la présente annexe, ces noms peuvent être utilisés pour désigner et présenter des vins originaires de Suisse à condition qu'ils soient commercialisés hors du territoire de la Communauté:

- Auslese
- Beerenauslese
- Beerli
- Beerliwein
- Eiswein
- Gletscherwein
- Oeil de Perdrix
- Sélection de grain noble
- Spätlese
- Strohwain
- Süsdruck
- Trockenbeerenauslese
- Vendange tardive
- Vendemmia tardiva
- Vin de gelée
- Vin des Glaciers
- Vin de paille
- Vin doux naturel
- Weissherbst

Toutefois, conformément à l'annexe I du règlement (CEE) n° 3201/90, les noms «Auslese», «Beerliwein» et «Spätlese» peuvent être utilisés pour la commercialisation dans la Communauté.

III. Conformément à son article 25, point b), et sous réserve des dispositions particulières applicables au régime des documents accompagnant les transports, l'annexe n'est pas applicable aux produits viti-vinicoles qui:

- a) sont contenus dans les bagages des voyageurs à des fins de consommation privée;
- b) font l'objet d'envois entre particuliers à des fins de consommation privée;
- c) font partie des effets personnels lors de déménagement des particuliers ou en cas de succession,
- d) sont importés à des fins d'expérimentation scientifique ou technique, en quantités maximales de 1 hectolitre;
- e) sont destinés aux représentations diplomatiques, postes consulaires et organismes assimilés, importés au titre des franchises qui leur sont consenties;
- f) constituent la provision de bord des moyens de transport internationaux.

Annexe concernant la reconnaissance mutuelle et la protection des dénominations dans le secteur des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées à base de vin

Art. 1

Les Parties, sur la base des principes de non-discrimination et de réciprocité, conviennent de faciliter et de promouvoir entre elles les flux commerciaux des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées à base de vins.

Art. 2

La présente annexe s'applique aux produits suivants:

- a) boissons spiritueuses telles que définies:
 - pour la Communauté au règlement (CEE) n° 1576/89, modifié en dernier lieu par l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de la Finlande et du Royaume de Suède,
 - pour la Suisse au chapitre 39 de l'Ordonnance sur les denrées alimentaires, modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 303)

et relevant du code 2208 de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;

- b) vins aromatisés, boissons aromatisées à base de vins et cocktails aromatisés de produits viti-vinicoles, ci-après dénommés «boissons aromatisées», tels que définis:
 - pour la Communauté au règlement (CEE) n° 1601/91, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2061/96,
 - pour la Suisse au chapitre 36 de l'Ordonnance sur les denrées alimentaires, modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 303) et

relevant des codes 2205 et ex 2206 de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

Art. 3

Aux fins de la présente annexe, on entend par:

- a) «boisson spiritueuse originaire de», suivie du nom de l'une des Parties: une boisson spiritueuse figurant dans les appendices 1 et 2 et élaborée sur le territoire de ladite Partie;
- b) «boissons aromatisées originaire de», suivie du nom de l'une des Parties: une boisson aromatisée figurant dans les appendices 3 et 4 et élaborée sur le territoire de ladite Partie,
- c) «désignation»: les dénominations utilisées dans l'étiquetage, sur les documents qui accompagnent la boisson spiritueuse ou la boisson aromatisée

pendant son transport, sur les documents commerciaux, et notamment les factures et les bulletins de livraison, ainsi que dans la publicité;

- d) «étiquetage»: l'ensemble des désignations et autres mentions, signes, illustrations ou marques qui caractérisent la boisson spiritueuse ou la boisson aromatisée et apparaissent sur un même récipient, y compris son dispositif de fermeture, ou sur le pendentif qui y est attaché ou sur le revêtement du col des bouteilles;
- e) «présentation»: les dénominations utilisées sur les récipients et leurs dispositifs de fermeture, dans l'étiquetage et sur l'emballage;
- f) «emballage»: les enveloppes de protection, tels que papiers, paillons de toutes sortes, cartons et caisses, utilisés pour le transport d'un ou de plusieurs récipients.

Art. 4

1. Les dénominations suivantes sont protégées:

- a) en ce qui concerne les boissons spiritueuses originaires de la Communauté, celles figurant à l'appendice 1,
- b) en ce qui concerne les boissons spiritueuses originaires de la Suisse, celles figurant à l'appendice 2,
- c) en ce qui concerne les boissons aromatisées originaires de la Communauté, celles figurant à l'appendice 3,
- d) en ce qui concerne les boissons aromatisées originaires de la Suisse, celles figurant à l'appendice 4.

2. Aux termes du règlement (CEE) n° 1576/89 et nonobstant son article 1, paragraphe 4, sous f), deuxième alinéa, la dénomination «marc» ou «eau-de-vie de marc de raisin» peut être remplacée par la dénomination «Grappa» pour les boissons spiritueuses produites dans les régions suisses d'expression italienne, à partir des raisins issus de ces régions, et énumérées dans l'appendice 2.

Art. 5

1. En Suisse, les dénominations communautaires protégées:

- ne peuvent pas être utilisées autrement que conformément aux conditions prévues par les lois et réglementations de la Communauté, et
- sont réservées exclusivement aux boissons spiritueuses et boissons aromatisées originaires de la Communauté auxquelles elles s'appliquent.

2. Dans la Communauté, les dénominations suisses protégées:

- ne peuvent pas être utilisées autrement que conformément aux conditions prévues par les lois et réglementations de la Suisse, et
- sont réservées exclusivement aux boissons spiritueuses et boissons aromatisées originaires de la Suisse auxquelles elles s'appliquent.

3. Sans préjudice des articles 22 et 23 de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, figurant à l'annexe 1C de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé accord ADPIC), les Parties prennent toutes les mesures nécessaires, conformément à la présente annexe, pour assurer la protection réciproque des dénominations visées à l'article 4 et utilisées pour désigner des boissons spiritueuses ou des boissons aromatisées originaires du territoire des Parties. Chaque Partie fournit aux Parties intéressées les moyens juridiques d'empêcher l'utilisation d'une dénomination pour désigner des boissons spiritueuses ou des boissons aromatisées non originaires du lieu désigné par ladite dénomination ou du lieu où ladite dénomination est utilisée traditionnellement.

4. Les Parties ne refuseront pas la protection visée au présent article dans les circonstances précisées à l'article 24, paragraphes 4, 5, 6 et 7, de l'accord ADPIC.

Art. 6

La protection visée à l'article 5 s'applique même dans les cas où la véritable origine de la boisson spiritueuse ou de la boisson aromatisée est indiquée, ainsi que dans le cas où la dénomination est employée en traduction ou accompagnée de termes tels que «genre», «type», «style», «façon», «imitation», «méthode» ou autres expressions analogues incluant des symboles graphiques qui peuvent engendrer un risque de confusion.

Art. 7

En cas d'homonymie des dénominations pour les boissons spiritueuses ou les boissons aromatisées, la protection sera accordée à chaque dénomination. Les Parties fixeront les conditions pratiques dans lesquelles les dénominations homonymes en question seront différenciées les unes des autres, compte tenu de la nécessité d'assurer un traitement équitable des producteurs concernés et de faire en sorte que les consommateurs ne soient pas induits en erreur.

Art. 8

Les dispositions de la présente annexe ne doivent en aucun cas préjudicier au droit que possède toute personne d'utiliser à des fins commerciales son propre nom ou celui de son prédécesseur en affaire, à condition que ce nom ne soit pas utilisé de manière à induire le public en erreur.

Art. 9

Aucune disposition de la présente annexe n'oblige une Partie à protéger une dénomination de l'autre Partie qui n'est pas protégée ou cesse de l'être dans son pays d'origine ou y est tombée en désuétude.

Art. 10

Les Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer que, en cas d'exportation et de commercialisation de boissons spiritueuses ou de boissons aromatisées originaires des Parties hors de leur territoire, les dénominations protégées d'une Partie en vertu de la présente annexe ne sont pas utilisées pour désigner et présenter une boisson spiritueuse ou une boisson aromatisée originaire de l'autre Partie.

Art. 11

Dans la mesure où la législation pertinente des Parties l'autorise, la protection conférée par la présente annexe s'étend aux personnes physiques et morales ainsi qu'aux fédérations, associations et organisations de producteurs, de commerçants ou de consommateurs dont le siège est établi dans l'autre Partie.

Art. 12

Si la désignation ou la présentation d'une boisson spiritueuse ou d'une boisson aromatisée, en particulier dans l'étiquetage ou dans les documents officiels ou commerciaux ou encore dans la publicité, est contraire au présent accord, les Parties appliquent les mesures administratives ou engagent les actions judiciaires qui s'imposent afin de combattre la concurrence déloyale ou d'empêcher de toute autre manière l'utilisation abusive du nom protégé.

Art. 13

La présente annexe ne s'applique pas aux boissons spiritueuses et aux boissons aromatisées qui:

- a) transitent par le territoire d'une des Parties, ou
- b) sont originaires du territoire d'une des Parties et qui font l'objet d'envoi entre elles en petites quantités selon les modalités suivantes:
 - aa) sont contenues dans les bagages personnels des voyageurs à des fins de consommation privée;
 - bb) font l'objet d'envois entre particuliers à des fins de consommation privée;
 - cc) font partie des effets personnels lors de déménagement des particuliers ou en cas de succession;
 - dd) sont importées à des fins d'expérimentation scientifique ou technique, en quantités maximales d'un hectolitre;
 - ee) sont destinées aux représentations diplomatiques, postes consulaires et organismes assimilés, importés au titre des franchises qui leur sont consenties;
 - ff) constituent la provision de bord des moyens de transport internationaux.

Art. 14

1. Chaque Partie désigne les instances responsables du contrôle de la mise en application de la présente annexe.
2. Les Parties communiquent, au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur de la présente annexe, les noms et adresses des instances précitées. Lesdites instances entretiennent entre elles une collaboration directe et étroite.

Art. 15

1. Si l'une des instances visées à l'article 14 a des raisons de soupçonner:
 - a) qu'une boisson spiritueuse ou une boisson aromatisée définie à l'article 2 et faisant ou ayant fait l'objet d'une transaction commerciale entre la Suisse et la Communauté ne respecte pas les dispositions de la présente annexe ou la législation communautaire ou suisse applicable au secteur des boissons spiritueuses et des boissons aromatiséeset
 - b) que ce non-respect présente un intérêt particulier pour une Partie et est de nature à donner lieu à des mesures administratives ou à des poursuites judiciaires,

cette instance en informe immédiatement la Commission et la ou les instances compétentes de l'autre Partie.

2. Les informations fournies en application du paragraphe 1 doivent être accompagnées de documents officiels, commerciaux ou d'autres pièces appropriées, ainsi que de l'indication des mesures administratives ou poursuites judiciaires éventuelles, ces informations portant notamment, en ce qui concerne la boisson spiritueuse ou la boisson aromatisée en cause, sur:
 - a) le producteur et la personne qui détient la boisson spiritueuse ou la boisson aromatisée,
 - b) la composition de cette boisson,
 - c) la désignation et la présentation,
 - d) la nature de l'infraction commise aux règles de production et de commercialisation.

Art. 16

1. Les Parties se consultent lorsque l'une d'elles estime que l'autre a manqué à une obligation de la présente annexe.
2. La Partie qui sollicite les consultations communique à l'autre Partie toutes les informations nécessaires à un examen approfondi du cas considéré.
3. Lorsque tout délai ou retard risque de mettre en péril la santé humaine ou de frapper d'inefficacité les mesures de lutte contre la fraude, des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être arrêtées sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après la prise desdites mesures.

4. Si, au terme des consultations prévues au paragraphe 1, les Parties ne parviennent pas à un accord, la Partie qui a sollicité les consultations ou arrêté les mesures visées au paragraphe 1 peut prendre les mesures conservatoires appropriées de manière à permettre l'application de la présente annexe.

Art. 17

1. Le Groupe de travail «boissons spiritueuses», ci-après dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord se réunit à la demande d'une des Parties et selon les nécessités de la mise en œuvre de l'accord alternativement dans la Communauté et en Suisse.

2. Le Groupe de travail examine toute question suscitée par la mise en œuvre de la présente annexe. En particulier, le Groupe de travail peut faire des recommandations au Comité en vue de favoriser la réalisation des objectifs de la présente annexe.

Art. 18

Dans la mesure où la législation d'une des Parties est modifiée pour protéger d'autres dénominations que celles qui sont reprises aux appendices de la présente annexe, l'inclusion de ces dénominations aura lieu dès la fin des consultations, et cela, dans un délai raisonnable.

Art. 19

1. Les boissons spiritueuses et les boissons aromatisées qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente annexe, ont été produites, désignées et présentées licitement, mais interdites par la présente annexe, peuvent être commercialisées par les grossistes pendant une période de un an à partir de l'entrée en vigueur de l'accord, et par les détaillants jusqu'à épuisement des stocks. Les boissons spiritueuses et les boissons aromatisées incluses dans la présente annexe ne pourront plus être produites en dehors des limites de leur région d'origine, dès l'entrée en vigueur de ladite annexe.

2. Sauf décision contraire du Comité, la commercialisation des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées produites, désignées et présentées conformément au présent accord, mais dont la désignation et la présentation perdent leur conformité par suite d'une modification dudit accord, peut se poursuivre jusqu'à épuisement des stocks.

Dénominations protégées pour les boissons spiritueuses originaires de la Communauté

1. Rhum

Rhum de la Martinique

Rhum de la Guadeloupe

Rhum de la Réunion

Rhum de la Guyane

(Ces dénominations peuvent être complétées par la mention «traditionnel».)

Ron de Málaga

Ron de Granada

Rum da Madeira

2. a) Whisky

Scotch Whisky

Irish Whisky

Whisky español

(Ces dénominations peuvent être complétées par les mentions «malt» ou «grain».)

b) Whiskey

Irish Whiskey

Uisce Beatha Eireannach/Irish Whiskey

(Ces dénominations peuvent être complétées par la mention «Pot Still».)

3. Boissons spiritueuses de céréales

Eau-de-vie de seigle de marque nationale luxembourgeoise

Korn

Kornbrand

4. Eau-de-vie de vin

Eau-de-vie de Cognac

Eau-de-vie des Charentes

Cognac

(Cette dénomination peut être accompagnée d'une des mentions suivantes:

- Fine,

- Grande Fine Champagne,

- Grande Champagne,

- Petite Fine Champagne,

- Fine Champagne,

- Borderies,

- Fins Bois,

- Bons Bois.)

Fine Bordeaux

Armagnac

Bas-Armagnac

Haut-Armagnac

Ténarèse

Eau-de-vie de vin de la Marne

Eau-de-vie de vin originaire d'Aquitaine

Eau-de-vie de vin de Bourgogne

Eau-de-vie de vin originaire du Centre-Est

Eau-de-vie de vin originaire de Franche-Comté

Eau-de-vie de vin originaire du Bugey

Eau-de-vie de vin de Savoie

Eau-de-vie de vin originaire des Coteaux de la Loire

Eau-de-vie de vin des Côtes-du-Rhône

Eau-de-vie de vin originaire de Provence

Faugères ou eau-de-vie de Faugères

Eau-de-vie de vin originaire du Languedoc

Aguardente do Minho

Aguardente do Douro

Aguardente da Beira Interior

Aguardente da Bairrada

Aguardente do Oeste

Aguardente do Ribatejo

Aguardente do Alentejo

Aguardente do Algarve

5. Brandy

Brandy de Jerez

Brandy del Penedés

Brandy italiano

Brandy Αττικής/Brandy d'Attique

Brandy Πελοποννήσου/Brandy du Péloponèse

Brandy Κεντρική Ελλάδας/Brandy de Grèce centrale

Deutscher Weinbrand

Wachauer Weinbrand, Weinbrand Dürnstein

6. Eau-de-vie de marc de raisin

Eau-de-vie de marc de Champagne ou marc de Champagne

Eau-de-vie de marc originaire d'Aquitaine

Eau-de-vie de marc de Bourgogne

Eau-de-vie de marc originaire du Centre-Est

Eau-de-vie de marc originaire de Franche-Comté

Eau-de-vie de marc originaire de Bugey

Eau-de-vie de marc originaire de Savoie

Marc de Bourgogne

Marc de Savoie

Marc d'Auvergne

Eau-de-vie de marc originaire des Coteaux de la Loire

Eau-de-vie de marc des Côtes du Rhône

Eau-de-vie de marc originaire de Provence

Eau-de-vie de marc originaire du Languedoc

Marc d'Alsace Gewürztraminer
Marc de Lorraine
Bagaceira do Minho
Bagaceira do Douro
Bagaceira da Beira Interior
Bagaceira da Bairrada
Bagaceira do Oeste
Bagaceira do Ribatejo
Bagaceiro do Alentejo
Bagaceira do Algarve
Orujo gallego
Grappa
Grappa di Barolo
Grappa piemontese ou del Piemonte
Grappa lombarda ou di Lombardia
Grappa trentina ou del Trentino
Grappa friulana ou del Friuli
Grappa veneta ou del Veneto
Südtiroler Grappa/Grappa dell'Alto Adige
Τσικουδιά Κρητική/Tsikoudia de Crète
Τσιπουρο Μακεδονίας/Tsipouro de Macédoine
Τσιπουρο Θεσσαλίας/Tsipouro de Thessalie
Τσιπουρο Τυρνάβου/Tsipouro de Tynavos
Eau-de-vie de marc de marque nationale luxembourgeoise

7. Eau-de-vie de fruit

Schwarzwälder Kirschwasser
Schwarzwälder Himbeergeist
Schwarzwälder Mirabellenwasser
Schwarzwälder Williamsbirne
Schwarzwälder Zwetschgenwasser
Fränkisches Zwetschgenwasser
Fränkisches Kirschwasser
Fränkischer Obstler
Mirabelle de Lorraine
Kirsch d'Alsace
Quetsch d'Alsace
Framboise d'Alsace
Mirabelle d'Alsace
Kirsch de Fougerolles
Südtiroler Williams/Williams dell'Alto Adige
Südtiroler Aprikot ou Südtiroler
Marille/Aprikot dell'Alto Adige ou Marille dell'Alto Adige
Südtiroler Kirsch/Kirsch dell'Alto Adige
Südtiroler Zwetschgeler/Zwetschgeler dell'Alto Adige
Südtiroler Obstler/Obstler dell'Alto Adige
Südtiroler Gravensteiner/Gravensteiner dell'Alto Adige

Südtiroler Golden Delicious/Golden Delicious dell'Alto Adige
Williams friulano ou del Friuli
Sliwovitz del Veneto
Sliwovitz del Friuli-Venezia Giulia
Sliwovitz del Trentino-Alto Adige
Distillato di mele trentino ou del Trentino
Williams trentino ou del Trentino
Sliwovitz trentino ou del Trentino
Aprikot trentino ou del Trentino
Medronheira do Algarve
Medronheira do Buçaco
Kirsch ou Kirschwasser Friulano
Kirsch ou Kirschwasser Trentino
Kirsch ou Kirschwasser Veneto
Aguardente de pèra da Lousa
Eau-de-vie de pommes de marque nationale luxembourgeoise
Eau-de-vie de poires de marque nationale luxembourgeoise
Eau-de-vie de kirsch de marque nationale luxembourgeoise
Eau-de-vie de quetsch de marque nationale luxembourgeoise
Eau-de-vie de mirabelle de marque nationale luxembourgeoise
Eau-de-vie de prunelles de marque nationale luxembourgeoise
Wachauer Marillenbrand

8. Eau-de-vie de cidre et de poire

Calvados du Pays d'Auge
Calvados
Eau-de-vie de cidre de Bretagne
Eau-de-vie de poiré de Bretagne
Eau-de-vie de cidre de Normandie
Eau-de-vie de poiré de Normandie
Eau-de-vie de cidre du Maine
Aguardiente de sidra de Asturias
Eau-de-vie de poiré du Maine

9. Eau-de-vie de gentiane

Bayerischer Gebirgsenzian
Südtiroler Enzian/Genzians dell'Alto Adige
Genziana trentina ou del Trentino

10. Boissons spiritueuses de fruits

Pacharán
Pacharán navarro

11. Boissons spiritueuses au genièvre

Ostfriesischer Korngenever
Genièvre Flandre Artois
Hasseltse jenever

Balegemse jenever
Péket de Wallonie
Steinhäger
Plymouth Gin
Gin de Mahón

12. Boissons spiritueuses au carvi

Dansk Akvavit/Dansk Aquavit
Svensk Aquavit/Svensk Akvavit/Swedish Aquavit

13. Boissons spiritueuses anisées

Anis español
Evoca anisada
Cazalla
Chinchón
Ojén
Rute
Ouzo/Ouzo

14. Liqueurs

Berliner Kümmel
Hamburger Kümmel
Münchener Kümmel
Chiemseer Klosterlikör
Bayerischer Kräuterlikör
Cassis de Dijon
Cassis de Beaufort
Irish Cream
Palo de Mallorca
Ginünha portuguesa
Licor de Singevergs
Benediktbeurer Klosterlikör
Ettaler Klosterlikör
Ratafia de Champagne
Ratafia catalana
Anis portugès
Finnish berry/fruit liqueur
Grossglockner Alpenbitter
Marizzeller Magenlikör
Mariazeller Jagasaftl
Puchheimer Bitter
Puchheimer Schlossgeist
Steinfelder Magenbitter
Wachauer Marüllenlikör
Jägertee, Jagertee, Jagatee

15. Boissons spiritueuses

Pommeau de Bretagne

Pommeau du Maine

Pommeau de Normandie

Svensk Punsch/Swedish Punsch

16. Vodka

Svensk Vodka/Swedish Vodka

Suomalainen Vodka/Finsk Vodka/Vodka of Finland

Dénominations protégées pour les boissons spiritueuses originaires de la Suisse

Eau-de-vie de vin

Eau-de-vie de vin du Valais
Brandy du Valais

Eau-de-vie de marc de raisin

Baselbieter Marc
Grappa del Ticino/Grappa Ticinese
Grappa della Val Calanca
Grappa della Val Bregaglia
Grappa della Val Mesolcina
Grappa della Valle di Poschiavo
Marc d'Auvernier
Marc de Dôle du Valais

Eau-de-vie de fruit

Aargauer Bure Kirsch
Abricot du Valais
Abricotine du Valais
Baselbieterkirsch
Baselbieter Zwetschgenwasser
Bernbieter Kirsch
Bernbieter Mirabellen
Bernbieter Zwetschgenwasser
Bérudges de Cornaux
Canada du Valais
Coing d'Ajoie
Coing du Valais
Damassine d'Ajoie
Damassine de la Baroche
Emmentaler Kirsch
Framboise du Valais
Freiämter Zwetschgenwasser
Fricktaler Kirsch
Golden du Valais
Gravenstein du Valais
Kirsch d'Ajoie
Kirsch de la Béroche
Kirsch du Valais
Kirsch suisse
Luzerner Kirsch
Luzerner Zwetschgenwasser
Mirabelle d'Ajoie
Mirabelle du Valais

Poire d'Ajoie
Poire d'Orange de la Baroche
Pomme d'Ajoie
Pomme du Valais
Prune d'Ajoie
Prune du Valais
Prune impériale de la Baroche
Pruneau du Valais
Rigi Kirsch
Seeländer Pflümliwasser
Urschwyzerkirsch
Williams du Valais
Zuger Kirsch

Eau-de-vie de cidre et de poire

Bernbieter Birnenbrand
Freiämter Theilerbirnenbrand
Luzerner Birnenträsch
Luzerner Theilerbirnenbrand

Eau-de-vie de gentiane

Gentiane du Jura

Boisson spiritueuse au genièvre

Genièvre du Jura

Liqueurs

Bernbieter Cherry Brandy Liqueur
Bernbieter Griottes Liqueur
Bernbieter Kirschen Liqueur
Liqueur de poires Williams du Valais
Liqueur d'abricot du Valais
Liqueur de framboise du Valais

Eau-de-vie d'herbes (boissons spiritueuses)

Bernbieter Kräuterbitter
Eau-de-vie d'herbes du Jura
Eau-de-vie d'herbes du Valais
Genépi du Valais
Gotthard Kräuterbrand
Luzerner Chrüter (Kräuterbrand)
Walliser Chrüter (Kräuterbrand)

Autres

Lie du Mandement

Lie de Dôle du Valais

Lie du Valais

**Dénominations protégées pour les boissons aromatisées originaires
de la Communauté**

Clarea

Sangría

Nürnberger Glühwein

Thüringer Glühwein

Vermouth de Chambéry

Vermouth de Torini

Dénominations protégées pour les boissons aromatisées originaires de la Suisse

Néant

Annexe relative aux produits agricoles et denrées alimentaires obtenus selon le mode de production biologique

Art. 1 Objet

Sans préjudice de leurs obligations par rapport aux produits ne provenant pas des Parties, et sans préjudice des autres dispositions législatives en vigueur, les Parties s'engagent sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité, à favoriser le commerce des produits agricoles et denrées alimentaires obtenus selon le mode de production biologique en provenance de la Communauté et de la Suisse et conformes aux dispositions législatives et réglementaires figurant à l'appendice 1.

Art. 2 Champ d'application

1. La présente annexe s'applique aux produits végétaux et denrées alimentaires obtenus selon le mode de production biologique et conformes aux dispositions législatives et réglementaires figurant à l'appendice 1.

2. Les Parties s'engagent à étendre le champ d'application de la présente annexe aux animaux, produits animaux et denrées alimentaires contenant des ingrédients d'origine animale dès qu'elles auront adopté leurs dispositions législatives et réglementaires respectives en la matière. Cette extension de l'annexe pourra être décidée par le Comité après constatation de l'équivalence conformément aux dispositions de l'article 3 et par modification de l'appendice 1 conformément à la procédure visée à l'article 8.

Art. 3 Principe de l'équivalence

1. Les Parties reconnaissent que les dispositions législatives et réglementaires respectives figurant à l'appendice 1 de la présente annexe sont équivalentes. Les Parties peuvent convenir d'exclure certains aspects ou certains produits du régime d'équivalence. Elles le précisent à l'appendice 1.

2. Les Parties s'efforcent de mettre tout en œuvre pour assurer que les dispositions législatives et réglementaires couvrant spécifiquement les produits visés à l'article 2 évoluent de manière équivalente.

Art. 4 Libre circulation des produits biologiques

Les Parties contractantes prennent, selon leurs procédures internes prévues à cet égard, les mesures nécessaires permettant l'importation et la mise dans le commerce des produits visés à l'article 2, satisfaisant aux dispositions législatives et réglementaires de l'autre Partie figurant à l'appendice 1.

Art. 5 Etiquetage

1. Dans l'objectif de développer des régimes permettant d'éviter le réétiquetage des produits biologiques visés par la présente annexe, les Parties s'efforcent de mettre

tout en œuvre pour assurer dans leurs dispositions législatives et réglementaires respectives:

- la protection des mêmes termes dans leurs différentes langues officielles pour désigner les produits biologiques;
- l'utilisation des mêmes termes obligatoires pour les déclarations sur l'étiquette pour les produits répondant à des conditions équivalentes.

2. Les Parties peuvent prescrire que les produits importés en provenance de l'autre Partie respectent les exigences relatives à l'étiquetage, telles que prévues dans leurs dispositions législatives et réglementaires respectives figurant à l'appendice 1.

Art. 6 Pays tiers

1. Les Parties contractantes s'efforcent de mettre tout en œuvre pour assurer l'équivalence des régimes d'importation applicables aux produits obtenus selon le mode de production biologique et provenant de pays tiers.

2. De manière à assurer une pratique équivalente en matière de reconnaissance à l'égard des pays tiers, les Parties contractantes se consultent préalablement à la reconnaissance et à l'inclusion d'un pays tiers dans la liste établie à cet effet dans leurs dispositions législatives et réglementaires.

Art. 7 Echange d'informations

En application de l'article 8 de l'accord, les Parties et les Etats membres se communiquent notamment les informations suivantes:

- la liste des autorités compétentes, des organismes d'inspection et leur numéro de code ainsi que les rapports concernant la supervision exercée par les autorités responsables de cette tâche;
- la liste des décisions administratives autorisant l'importation de produits obtenus selon le mode de production biologique et provenant d'un pays tiers;
- les irrégularités ou les infractions constatées en ce qui concerne les dispositions législatives et réglementaires figurant à l'appendice 1 conformément à la procédure prévue à l'article 10^{bis}, paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2092/91.

Art. 8 Groupe de travail pour les produits biologiques

1. Le Groupe de travail pour les produits biologiques, ci-après dénommé Groupe de travail, institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre.

2. Le Groupe de travail examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires respectives des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il est en particulier responsable:

- de vérifier l'équivalence des dispositions législatives et réglementaires des Parties en vue de leur inclusion dans l'appendice 1;

- de recommander au Comité, si nécessaire, l'introduction dans l'appendice 2 de la présente annexe des modalités d'application nécessaires pour assurer la cohérence dans la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires visées par la présente annexe, sur les territoires respectifs des Parties;
- de recommander au Comité l'extension du champ d'application de la présente annexe à d'autres produits que ceux visés à l'article 2, paragraphe 1.

Art. 9 Mesures de sauvegarde

1. Lorsque tout retard infligerait un préjudice qu'il serait malaisé de réparer, des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être arrêtées sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après la prise des dites mesures.

2. Si les consultations prévues au paragraphe 1 ne permettent pas aux Parties de s'entendre, la Partie qui a sollicité les consultations ou arrêté les mesures visées au paragraphe 1 peut prendre les mesures conservatoires appropriées de manière à permettre l'application de la présente annexe.

Dispositions réglementaires applicables dans la Communauté européenne

- Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (JO n° L 198/1 du 22.7.91), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1900/98 de la Commission du 4 septembre 1998 (JO n° L 247 du 5.9.1998, p. 6);
- Règlement (CEE) n° 94/92 de la Commission du 14 janvier 1992 établissant les modalités d'application du régime d'importation de pays tiers prévu au règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et denrées alimentaires (JO n° L 11 du 17.1.1992, p. 14), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) 1367/98 de la Commission (JO n° L 185 du 30.6.1998, p. 11);
- Règlement (CEE) n° 3457/92 de la Commission du 30 novembre 1992 établissant les modalités relatives au certificat de contrôle pour les importations en provenance de pays tiers dans la Communauté prévu au règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (JO n° L 350/56 du 1.12.92);
- Règlement (CEE) n° 207/93 de la Commission du 29 janvier 1993 établissant le contenu de l'annexe VI du règlement (CEE) n° 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires et fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 5 paragraphe 4 de ce règlement (JO n° L 25/5 du 2.2.93), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 345/97 de la Commission (JO n° L 58 du 27.2.1997, p. 38);

Dispositions réglementaires applicables en Suisse

- Ordonnance du 22 septembre 1997 sur l'agriculture biologique et la désignation des produits végétaux et des denrées alimentaires biologiques (Ordonnance sur l'agriculture biologique), modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 399);
- Ordonnance du Département fédéral de l'économie du 22 septembre 1997 sur l'agriculture biologique, modifiée en dernier lieu le 7 décembre 1998 (RO 1999 292).

Exclusion du régime d'équivalence

Produits suisses à base de composants produits dans le cadre de la conversion vers l'agriculture biologique.

Modalités d'application

Néant

Annexe relative à la reconnaissance des contrôles de conformité aux normes de commercialisation pour les fruits et légumes frais

Art. 1 Champ d'application

La présente annexe s'applique aux fruits et légumes frais destinés à être consommés à l'état frais et pour lesquels des normes de commercialisation ont été fixées par la Communauté sur la base du règlement (CE) n° 2200/96, à l'exclusion des agrumes.

Art. 2 Objet

1. Les produits mentionnés à l'article premier et originaires de la Suisse ou de la Communauté lorsqu'ils sont réexportés de la Suisse vers la Communauté et accompagnés du certificat de contrôle visé à l'article 3, ne sont pas soumis, à l'intérieur de la Communauté, à un contrôle de conformité avec les normes avant leur introduction sur le territoire douanier de la Communauté.

2. L'Office fédéral de l'agriculture est agréé comme autorité responsable des contrôles de conformité aux normes communautaires ou aux normes équivalentes pour les produits originaires de la Suisse ou de la Communauté lorsque ceux-ci sont réexportés de la Suisse vers la Communauté. A cette fin, l'Office fédéral de l'agriculture peut mandater les organismes de contrôle cités à l'appendice en vue de leur confier le contrôle de conformité dans les conditions suivantes:

- L'Office fédéral de l'agriculture notifie les organismes mandatés à la Commission européenne.
- Ces organismes de contrôle délivrent le certificat visé à l'article 3.
- Les organismes mandatés doivent disposer de contrôleurs ayant suivi une formation agréée par l'Office fédéral de l'agriculture, du matériel et des installations nécessaires aux vérifications et analyses exigées par le contrôle et d'équipements adéquats pour la transmission des informations.

3. Si la Suisse met en œuvre, pour les produits mentionnés à l'article premier, un contrôle de conformité à des normes de commercialisation avant l'introduction sur le territoire douanier suisse, des dispositions équivalentes à celles prévues par la présente annexe et permettant aux produits originaires de la Communauté de ne pas être soumis à ce type de contrôle, sont arrêtées.

Art. 3 Certificat de contrôle

1. Aux fins de la présente annexe, on entend par «certificat de contrôle»:

- soit le formulaire prévu à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2251/92,
- soit le formulaire CEE/ONU, annexé au Protocole de Genève sur la normalisation des fruits et légumes frais et des fruits secs et séchés,

- soit le formulaire OCDE, annexé à la décision du Conseil de l'OCDE concernant le «régime» de l'OCDE pour l'application des normes internationales aux fruits et légumes.
2. Le certificat de contrôle accompagne le lot des produits originaires de la Suisse ou de la Communauté lorsque ceux-ci sont réexportés de la Suisse vers la Communauté jusqu'à mise en libre pratique sur le territoire de la Communauté.
 3. Le certificat de contrôle doit porter le cachet d'un des organismes mentionnés à l'appendice de la présente annexe.
 4. Lorsque le mandat mentionné à l'article 2, paragraphe 2, est retiré, les certificats de contrôle délivrés par l'organisme de contrôle concerné ne sont plus reconnus au sens de la présente annexe.

Art. 4 Echange d'informations

1. En application de l'article 8 de l'accord, les Parties se communiquent notamment la liste des autorités compétentes et des organismes de contrôle de conformité. La Commission européenne communique à l'Office fédéral de l'agriculture les irrégularités ou les infractions constatées en ce qui concerne la conformité aux normes en vigueur des lots de fruits et légumes originaires de la Suisse ou de la Communauté lorsqu'ils sont réexportés de la Suisse vers la Communauté et accompagnés du certificat de contrôle.
2. Afin de pouvoir évaluer le respect des conditions de l'article 2, alinéa 2, 3^e tiret, l'Office fédéral de l'agriculture accepte, sur demande de la Commission européenne, qu'un contrôle conjoint des organismes mandatés puisse être mené sur place.
3. Le contrôle conjoint est effectué selon la procédure proposée par le Groupe de travail «fruits et légumes» et décidée par le Comité.

Art. 5 Clause de sauvegarde

1. Les parties contractantes se consultent dès que l'une d'elles estime que l'autre a manqué à une obligation de la présente annexe.
2. La partie contractante qui sollicite les consultations communique à l'autre partie toutes les informations nécessaires à un examen approfondi du cas considéré.
3. Lorsqu'il est constaté que des lots originaires de la Suisse ou de la Communauté, lorsqu'ils sont réexportés de la Suisse vers la Communauté et accompagnés du certificat de contrôle, ne correspondent pas aux normes en vigueur et que tout délai ou retard risque de frapper d'inefficacité les mesures de lutte contre la fraude ou de provoquer des distorsions de concurrence, des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être arrêtées sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après la prise desdites mesures.
4. Si, au terme des consultations prévues aux paragraphes 1 ou 3, les parties contractantes ne parviennent pas à un accord dans un délai de trois mois, la partie qui a sollicité les consultations ou arrêté les mesures visées au paragraphe 3 peut prendre les mesures conservatoires appropriées, pouvant aller jusqu'à la suspension partielle ou totale des dispositions de la présente annexe.

Art. 6 Groupe de travail «fruits et légumes»

1. Le Groupe de travail «fruits et légumes», institué selon l'article 6, paragraphe 7, de l'accord, examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre. Il examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires internes des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe.
2. Il formule notamment des propositions qu'il soumet au Comité en vue d'adapter et de mettre à jour l'appendice de la présente annexe.

Organismes de contrôle suisses autorisés à délivrer le certificat de contrôle prévu à l'article 3 de l'annexe 10

1. Fruit-Union Suisse
Baarer Str. 88
CH-6302 Zug
2. Union Suisse du Légume
Bahnhofstrasse 87
CH-3232 Ins

Annexe relative aux mesures sanitaires et zootechniques applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux

Art. 1

1. Le Titre I de la présente annexe porte:
 - sur les mesures de lutte contre certaines maladies animales et la notification de ces maladies;
 - sur les échanges et l'importation des pays tiers des animaux vivants, de leurs sperme, ovules et embryons;
2. Le Titre II de la présente annexe porte sur le commerce de produits animaux.

Titre I

Commerce des animaux vivants, de leurs sperme, ovules et embryons

Art. 2

1. Les Parties constatent qu'elles disposent de législations similaires conduisant à des résultats identiques en matière de mesures de lutte contre les maladies animales et de notification de ces maladies.
2. Les législations visées au paragraphe 1 du présent article font l'objet de l'appendice 1. L'application de ces législations est soumise aux modalités particulières prévues dans le même appendice.

Art. 3

Les Parties conviennent de ce que les échanges d'animaux vivants, de leurs sperme, ovules et embryons, s'effectueront conformément aux législations faisant l'objet de l'appendice 2. L'application de ces législations est soumise aux modalités particulières prévues dans le même appendice.

Art. 4

1. Les Parties constatent qu'elles disposent de législations similaires conduisant à des résultats identiques en matière d'importation des pays tiers des animaux vivants, de leurs sperme, ovules et embryons.
2. Les législations visées au paragraphe 1 du présent article font l'objet de l'appendice 3. L'application de ces législations est soumise aux modalités particulières prévues dans le même appendice.

Art. 5

Les Parties conviennent en matière de zootechnie des dispositions figurant à l'appendice 4.

Art. 6

Les Parties conviennent que les contrôles relatifs aux échanges et aux importations en provenance des pays tiers d'animaux vivants, de leurs sperme, ovules et embryons, s'effectuent conformément aux dispositions faisant l'objet de l'appendice 5.

Titre II
Commerce des produits animaux

Art. 7 Objectif

L'objectif du présent titre est de faciliter le commerce des produits animaux, entre les Parties, en établissant un mécanisme de reconnaissance de l'équivalence des mesures sanitaires appliquées à ces produits par les Parties dans le respect de la protection de la santé publique et animale, et d'améliorer la communication et la coopération sur les mesures sanitaires.

Art. 8 Obligations multilatérales

Le présent titre ne restreint en aucune façon les droits ou obligations des Parties prévus par l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et ses annexes, et en particulier l'accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Art. 9 Champ d'application

1. Le champ d'application du présent titre est limité initialement aux mesures sanitaires appliquées par chacune des Parties aux produits animaux énumérés à l'appendice 6.
2. Sauf disposition contraire établie dans les appendices du présent titre et sans préjudice des dispositions de l'article 20 de la présente annexe, le présent titre ne s'applique pas aux mesures sanitaires relatives aux additifs alimentaires (ensemble des additifs et colorants, auxiliaires de fabrication, essences), à l'irradiation, aux contaminants (contaminants physiques et résidus de médicaments vétérinaires), aux produits chimiques provenant de la migration de substances issues des matériaux d'emballage, aux substances chimiques non autorisées (additifs alimentaires non autorisés, auxiliaires de fabrication, médicaments vétérinaires interdits, etc.), à l'étiquetage des denrées alimentaires, des aliments et des prémélanges médicamenteux.

Art. 10 Définitions

Au sens du présent titre, les définitions suivantes sont applicables:

- (a) produits animaux: produits animaux couverts par les dispositions de l'appendice 6;
- (b) mesures sanitaires: mesures sanitaires définies à l'annexe A, paragraphe 1, de l'accord SPS, pour les produits animaux;

- (c) niveau approprié de protection sanitaire: niveau de protection défini à l'annexe A, paragraphe 5, de l'accord SPS, pour les produits animaux;
- (d) Autorités compétentes:
 - (i) Suisse: les autorités mentionnées dans la partie (a) de l'appendice 7;
 - (ii) Communauté européenne: les autorités mentionnées dans la partie (b) de l'appendice 7.

Art. 11 Adaptation aux conditions régionales

1. Aux fins du commerce entre les Parties, les mesures relevant de l'article 2 sont applicables sans préjudice du paragraphe 2 du présent article.
2. Lorsque l'une des Parties considère avoir un statut sanitaire spécial en ce qui concerne une maladie spécifique, elle peut demander la reconnaissance dudit statut. La Partie concernée peut également demander des garanties supplémentaires, conformes au statut convenu, à l'importation des produits animaux. Les garanties relatives aux maladies spécifiques sont précisées à l'appendice 8.

Art. 12 Equivalence

1. La reconnaissance de l'équivalence requiert une évaluation et une acceptation des éléments suivants:
 - la législation, les normes et les procédures, ainsi que les programmes en vigueur pour permettre le contrôle et pour garantir le respect des exigences nationales et celles du pays importateur;
 - la structure documentée de l'autorité/des autorités compétentes, leurs pouvoirs, leur ligne hiérarchique, leurs systèmes opérationnels et leurs ressources disponibles;
 - la performance de l'autorité compétente en matière de mise en œuvre du programme de contrôle et du niveau de garantie réalisé.

Dans le cadre de cette évaluation, les Parties tiennent compte de l'expérience déjà acquise.

2. L'équivalence est appliquée aux mesures sanitaires en vigueur dans les secteurs ou sous-secteurs des produits animaux, aux dispositions législatives, aux systèmes ou sous-systèmes d'inspection et de contrôle ou aux dispositions législatives spécifiques et exigences spécifiques en matière d'inspection et/ou d'hygiène.

Art. 13 Détermination d'équivalence

1. Pour déterminer si une mesure sanitaire appliquée par une Partie exportatrice atteint le niveau approprié de protection sanitaire, les Parties suivent une procédure qui comprend les étapes suivantes:
 - i) identification de la mesure sanitaire pour laquelle la reconnaissance de l'équivalence est recherchée;

- ii) la Partie importatrice explique l'objectif de sa mesure sanitaire, et, dans ce cadre, fournit une évaluation, selon les circonstances, du risque ou des risques que la mesure sanitaire est destinée à prévenir; elle définit son niveau approprié de protection sanitaire;
- iii) la Partie exportatrice démontre que sa mesure sanitaire atteint le niveau approprié de protection sanitaire de la Partie importatrice;
- iv) la Partie importatrice détermine si la mesure sanitaire de la Partie exportatrice atteint son niveau approprié de protection sanitaire;
- v) la Partie importatrice accepte la mesure sanitaire de la Partie exportatrice comme équivalente si la Partie exportatrice démontre objectivement que sa mesure atteint le niveau approprié de protection.

2. Lorsque l'équivalence n'a pas été reconnue, le commerce peut avoir lieu aux conditions exigées par la Partie importatrice pour satisfaire à son niveau approprié de protection, conformément aux dispositions de l'appendice 6. La Partie exportatrice peut accepter de satisfaire aux conditions de la Partie importatrice, sans préjudice du résultat de la procédure établie au paragraphe 1.

Art. 14 Reconnaissance des mesures sanitaires

1. L'appendice 6 énumère les secteurs ou sous-secteurs, pour lesquels, à la date de l'entrée en vigueur de la présente annexe, les mesures sanitaires respectives sont reconnues comme équivalentes à des fins commerciales. Pour ces secteurs et sous-secteurs, les échanges de produits animaux s'effectuent conformément aux législations faisant l'objet de l'appendice 6. L'application de ces législations est soumise aux modalités particulières prévues dans ledit appendice.

2. L'appendice 6 énumère également les secteurs ou sous-secteurs pour lesquels les Parties appliquent des mesures sanitaires différentes.

Art. 15 Contrôles aux frontières et redevances

Les contrôles relatifs aux échanges entre la Communauté et la Suisse de produits animaux s'effectuent conformément aux dispositions faisant l'objet de:

- a) la partie A de l'appendice 10 pour les mesures qui sont reconnues comme équivalentes;
- b) la partie B de l'appendice 10 pour les mesures qui ne sont pas reconnues comme équivalentes;
- c) la partie C de l'appendice 10 pour les mesures spécifiques;
- d) la partie D de l'appendice 10 pour les redevances.

Art. 16 Vérification

1. Pour renforcer la confiance dans la mise en œuvre efficace des dispositions du présent titre, chaque Partie est habilitée à soumettre la Partie exportatrice à des procédures d'audit et de vérification, qui peuvent comprendre:

- a) une évaluation de tout ou partie du programme de contrôle des autorités compétentes, y compris, le cas échéant, un examen des programmes d'inspection et d'audit;
- b) des contrôles sur place.

Lesdites procédures sont mises en œuvre conformément aux dispositions de l'appendice 9.

2. En ce qui concerne la Communauté:

- la Communauté met en œuvre les procédures d'audit et de vérification prévues au paragraphe 1;
- les Etats membres effectuent les contrôles aux frontières prévus à l'article 15.

3. En ce qui concerne la Suisse, les autorités suisses mettent en œuvre les procédures d'audit et de vérification prévues au paragraphe 1 et les contrôles aux frontières prévus à l'article 15.

4. Chacune des Parties est habilitée, moyennant le consentement de l'autre Partie, à:

- a) échanger les résultats et conclusions de ses procédures d'audit et de vérification et de ses contrôles aux frontières avec des pays qui ne sont pas signataires de la présente annexe;
- b) utiliser les résultats et conclusions de ses procédures d'audit et de vérification et des contrôles aux frontières de pays qui ne sont pas signataires de la présente annexe.

Art. 17 Notification

1. Dans la mesure où elles ne relèvent pas des mesures pertinentes des articles 2 et 20 de la présente annexe, les dispositions prévues au présent article sont applicables.

2. Les Parties se notifient:

- dans un délai de 24 heures, les changements significatifs du statut sanitaire;
- aussi rapidement que possible, les constatations épidémiologiques concernant les maladies ne relevant pas du paragraphe 1 ou de nouvelles maladies;
- toute mesure supplémentaire dépassant le cadre des exigences fondamentales de leurs mesures sanitaires respectives, prises pour lutter contre ou éradiquer une maladie des animaux ou pour protéger la santé publique, et toute modification des règles de prévention, y compris des règles de vaccination.

3. Les notifications prévues au paragraphe 2 sont faites par écrit aux points de contact établis à l'appendice 11.

4. En cas de préoccupation grave et immédiate en ce qui concerne la santé publique ou animale, une notification orale est effectuée aux points de contact établis à l'appendice 11, qui doit être confirmée par écrit dans un délai de 24 heures.

5. Dans les cas où une Partie a de graves préoccupations concernant un risque pour la santé publique ou animale, des consultations sont organisées, sur demande, dès

que possible, et en tout cas dans un délai de 14 jours. Chaque Partie veille dans de tels cas à fournir toutes les informations nécessaires pour éviter un bouleversement des échanges commerciaux, et parvenir à une solution mutuellement acceptable.

Art. 18 Echange d'informations et présentation de travaux de recherche et de données scientifiques

1. Les Parties s'échangent les informations pertinentes concernant la mise en œuvre du présent titre sur une base uniforme et systématique, afin de fournir des garanties, d'instaurer une confiance mutuelle et de démontrer l'efficacité des programmes contrôlés. Le cas échéant, des échanges de fonctionnaires peuvent également contribuer à atteindre ces objectifs.
2. L'échange d'informations sur les modifications de leurs mesures sanitaires respectives et d'autres informations pertinentes comprennent notamment:
 - la possibilité d'examiner les propositions de modifications des normes réglementaires ou des exigences qui peuvent affecter le présent titre avant leur ratification. Le cas échéant, le Comité mixte vétérinaire pourra être saisi à la requête de l'une des Parties;
 - la fourniture d'informations sur les derniers développements affectant le commerce de produits animaux;
 - la fourniture d'informations sur les résultats des procédures de vérification prévues à l'article 16.
3. Les Parties veillent à ce que les documents ou données scientifiques à l'appui de leurs vues/réclamations soient présentés aux instances scientifiques compétentes. Celles-ci évaluent les données en temps utile et transmettent les résultats de leur examen aux deux Parties.
4. Les points de contact pour ledit échange d'informations sont établis à l'appendice 11.

Titre III
Dispositions générales

Art. 19 Comité mixte vétérinaire

1. Il est institué un Comité mixte vétérinaire, qui est composé de représentants des Parties. Il examine toute question relative à la présente annexe et à sa mise en œuvre. Il assume en outre toutes les tâches prévues par la présente annexe.
2. Le Comité mixte vétérinaire dispose d'un pouvoir de décision dans les cas qui sont prévus par la présente annexe. L'exécution des décisions du Comité mixte vétérinaire est effectuée par les Parties selon leurs règles propres.
3. Le Comité mixte vétérinaire examine périodiquement l'évolution des dispositions législatives et réglementaires internes des Parties dans les domaines couverts par la présente annexe. Il peut décider de modifier les appendices de la présente annexe, notamment en vue de les adapter et de les mettre à jour.

4. Le Comité mixte vétérinaire se prononce d'un commun accord.
5. Le Comité mixte vétérinaire arrête son règlement intérieur. En fonction des nécessités, le Comité mixte vétérinaire peut être convoqué à la demande de l'une des Parties.
6. Le Comité mixte vétérinaire peut constituer des groupes de travail techniques, composés des experts des Parties, chargés d'identifier et de traiter les questions techniques et scientifiques découlant de la présente annexe. Lorsqu'une expertise est nécessaire, le Comité mixte vétérinaire peut également instituer les groupes de travail techniques ad hoc, notamment scientifiques, dont la composition n'est pas nécessairement limitée aux représentants des Parties.

Art. 20 Clause de sauvegarde

1. Dans le cas où la Communauté européenne ou la Suisse a l'intention de mettre en œuvre des mesures de sauvegarde à l'égard de l'autre Partie contractante, elle en informe l'autre Partie au préalable. Sans préjudice de la possibilité de mettre en vigueur immédiatement les mesures envisagées, des consultations entre les services compétents de la Commission et de la Suisse se tiendront dans les meilleurs délais en vue de rechercher les solutions appropriées. Le cas échéant, le Comité mixte pourra être saisi à la requête de l'une des deux Parties.
2. Dans le cas où un Etat membre de la Communauté européenne a l'intention de mettre en œuvre des mesures provisoires de sauvegarde à l'égard de la Suisse, il en informe au préalable cette dernière.
3. Dans le cas où la Communauté prend une décision de sauvegarde à l'égard d'une des parties du territoire de la Communauté européenne ou d'un pays tiers, le service compétent en informe les autorités compétentes suisses dans les délais les plus brefs. Après examen de la situation, la Suisse adopte les mesures résultant de cette décision sauf si elle estime que ces mesures ne sont pas justifiées. Dans cette dernière hypothèse, les dispositions prévues au paragraphe 1 sont applicables.
4. Dans le cas où la Suisse prend une décision de sauvegarde à l'égard d'un pays tiers, elle en informe les services compétents de la Commission dans les délais les plus brefs. Sans préjudice de la possibilité pour la Suisse de mettre en vigueur immédiatement les mesures envisagées, des consultations entre les services compétents de la Commission et de la Suisse se tiendront dans les meilleurs délais en vue de rechercher les solutions appropriées. Le cas échéant, le Comité mixte pourra être saisi à la requête de l'une des deux Parties.

Mesures de lutte/notification des maladies

I. Fièvre aphteuse

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 85/511/CEE du Conseil, du 18 novembre 1985, établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse (JO n° L 315 du 26.11.1985, p. 11), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède
2. Directive 90/423/CEE du Conseil du 26 juin 1990, modifiant la directive 85/511/CEE établissant les mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse, la directive 64/432/CEE relative à des problèmes de police sanitaire et des espèces bovine et porcine et la directive 72/462/CEE concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine, de viande fraîche ou de produits à base de viande en provenance des pays tiers (JO n° 224, du 18.8.1990, p. 13)

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 9a (mesure contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996, (RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 99–103 (mesures spécifiques concernant la lutte contre la fièvre aphteuse)
3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence, enregistrement, contrôle et mise à disposition de vaccin contre la fièvre aphteuse)

B. Modalités particulières d'application

1. En principe, la Commission et l'Office vétérinaire fédéral se notifient l'intention de mettre en œuvre une vaccination d'urgence. Dans les cas d'extrême urgence, la notification porte sur la décision prise et sur ses modalités de mise en œuvre. En tout cas, des consultations se tiennent dans les délais les plus brefs au sein du Comité mixte vétérinaire.
2. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'alerte. Ce plan d'alerte fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.
3. Le laboratoire commun de référence pour l'identification du virus de fièvre aphteuse est: The Institute for Animal Health Pirbright Laboratory, England. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par la décision 89/531/CEE (JO n° L 279 du 28.9.1989, p. 32).

II. Peste porcine classique

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 80/217/CEE du Conseil du 22 janvier 1980, établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique (JO n° L 047 du 21.2.1980, p. 11), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a, 9a (mesure contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 40–47 (élimination et valorisation des déchets), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 116–121 (constatation de la peste porcine lors de l'abattage, mesures spécifiques concernant la lutte contre la peste porcine)

3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence)
4. Ordonnance du 3 février 1993 concernant l'élimination des déchets animaux (ELDA), modifiée en dernier lieu le 17 avril 1996 (RS 916.401)

B. Modalités particulières d'application

1. La Commission et l'Office vétérinaire fédéral se notifient l'intention de mettre en œuvre une vaccination d'urgence. Des consultations se tiennent dans les délais les plus brefs au sein du Comité mixte vétérinaire.
2. Si nécessaire et en application de l'article 117, paragraphe 5, de l'Ordonnance sur les épizooties, l'Office vétérinaire fédéral édictera des dispositions d'exécution de caractère technique en ce qui concerne l'estampillage et le traitement des viandes provenant des zones de protection et de surveillance.
3. En application de l'article 121 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse s'engage à mettre en œuvre un plan d'éradication de la peste porcine classique chez les porcs sauvages en conformité avec l'article 6bis de la directive 80/217/CEE. Des consultations se tiennent dans les délais les plus brefs au sein du Comité mixte vétérinaire.
4. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'alerte. Ce plan d'alerte fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.
5. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 14^{bis} de la directive 80/217/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
6. Si nécessaire, en application de l'article 89, paragraphe 2, de l'Ordonnance sur les épizooties, l'Office vétérinaire fédéral édictera des dispositions d'exécution de caractère technique en ce qui concerne le contrôle sérologique des porcs dans les zones de protection et de surveillance en conformité avec l'annexe IV de la directive 80/217/CEE.
7. Le laboratoire commun de référence pour la peste porcine classique est: Institut für Virologie der Tierärztlichen Hochschule Hannover, Bischofsholer Damm 15, Hannover. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe VI de la directive 80/217/CEE.

III. Peste équine

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 92/35/CEE du Conseil du 29 avril 1992, établissant les règles de contrôle et les mesures de lutte contre la peste équine (JO n° L 157 du 10.6.1992, p. 19), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 9a (mesure contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 112–115 (mesures spécifiques concernant la lutte contre la peste équine)
3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence)

B. Modalités particulières d'application

1. Dans le cas où se développe en Suisse une épizootie présentant un caractère d'exceptionnelle gravité, le Comité mixte vétérinaire se réunit afin de procéder à un examen de la situation. Les autorités compétentes suisses s'engagent à prendre les mesures nécessaires à la lumière des résultats de cet examen.
2. Le laboratoire commun de référence pour la peste équine est: Laboratorio de Sanidad y Producción Animal, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, 28119 Algete, Madrid, España. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe III de la directive 92/35/CEE.

3. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 16 de la directive 92/35/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

4. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'intervention. Ce plan d'intervention fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.

IV. Influenza aviaire

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 92/40/CEE du Conseil du 19 mai 1992, établissant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire (JO n° L 167 du 22.6.1992, p. 1), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 9a (mesure contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 122–125 (mesures spécifiques concernant l'influenza aviaire)
3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence)

B. Modalités particulières d'application

1. Le laboratoire commun de référence pour l'influenza aviaire est: Central Veterinary Laboratory, New Haw, Weybridge, Surrey KT15 3NB, United Kingdom. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe V de la directive 92/40/CEE.

2. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'urgence. Ce plan d'urgence fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.

3. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 18 de la directive 92/40/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

V. Maladie de Newcastle

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 92/66/CEE du Conseil du 14 juillet 1992, établissant les mesures communautaires de lutte contre la maladie de Newcastle (JO n° L 260 du 5.9.1992, p. 1), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 9a (mesure contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 40–47 (élimination et valorisation des déchets), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 122–125 (mesures spécifiques concernant la maladie de Newcastle)
3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence)
4. Instruction (directive technique) de l'Office vétérinaire fédéral du 20 juin 1989 concernant la lutte contre la paramyxovirose des pigeons (Bull. Off. vét. féd. 90 (13) p. 113 (vaccination etc.))

5. Ordonnance du 3 février 1993 concernant l'élimination des déchets animaux (ELDA) modifiée en dernier lieu le 17 avril 1996, (RS 916.401)

B. Modalités particulières d'application

1. Le laboratoire commun de référence pour la maladie de Newcastle est: Central Veterinary Laboratory, New Haw, Weybridge, Surrey KT15 3NB, United Kingdom. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe V de la directive 92/66/CEE.
2. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'urgence. Ce plan d'urgence fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.
3. Les informations prévues aux articles 17 et 19 de la directive 92/66/CEE relèvent du Comité mixte vétérinaire.
4. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 22 de la directive 92/66/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

VI. Maladies des poissons

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 93/53/CEE du Conseil du 24 juin 1993, établissant des mesures communautaires minimales de lutte contre certaines maladies des poissons (JO no L 175 du 19.7.1993, p. 23), modifiée par l'Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 10 (mesure contre les épizooties) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 3 et 4 (épizooties visées), 61 (obligations des affermataires d'un droit de pêche et des organes chargés de surveiller la pêche), 62-76 (mesures de lutte en général), 275-290 (mesures spécifiques concernant les maladies des poissons, laboratoire de diagnostic)

B. Modalités particulières d'application

1. Actuellement l'élevage du saumon n'est pas autorisé et l'espèce n'est pas présente en Suisse. Dès lors, la réglementation suisse a prévu que l'anémie infectieuse du saumon est à considérer simplement comme une maladie à surveiller. Dans le cadre de la présente annexe, les autorités suisses s'engagent à modifier leur législation afin de considérer l'anémie infectieuse du saumon comme une maladie à combattre. La situation sera revue au sein Comité mixte vétérinaire un an après l'entrée en vigueur de la présente annexe.
2. Actuellement l'élevage des huîtres plates n'est pas pratiqué en Suisse. En cas d'apparition de la Bonamiose ou de la Marteiliose, l'Office vétérinaire fédéral s'engage à prendre les mesures d'urgence nécessaires conformes à la réglementation communautaire sur la base de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
3. Dans les cas visés à l'article 7 de la directive 93/53/CEE, l'information s'effectuera au sein du Comité mixte vétérinaire.
4. Le laboratoire commun de référence pour les maladies de poisson est: Statens Veterinære Serumlaboratorium, Landbrugsministeriet, Høngøvej 2, 8200 Århus, Danmark. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe C de la directive 93/53/CEE.
5. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'intervention. Ce plan d'intervention fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.
6. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 16 de la directive 93/53/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

VII. Autres maladies

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 92/119/CEE du Conseil du 17 décembre 1992, établissant des mesures communautaires générales de lutte contre certaines maladies animales ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc (JO n° L 62 du 15.3.1993, p. 69), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 1, 1a et 9a (mesures contre les épizooties hautement contagieuses, buts de la lutte) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)
2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996

(RS 916.401), et en particulier ses articles 2 (épizooties hautement contagieuses), 49 (manipulation de micro-organismes pathogènes pour l'animal), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 77–98 (dispositions communes concernant les épizooties hautement contagieuses), 103–105 (mesures spécifiques concernant la lutte contre la maladie vésiculeuse du porc)

3. Ordonnance concernant l'Institut de virologie et d'immunoprophylaxie du 1^{er} juillet 1992 (RS 172.216.35), et en particulier son article 2 (laboratoire de référence)

B. Modalités particulières d'application

1. Dans les cas visés à l'article 6, l'information s'effectuera au sein du Comité mixte vétérinaire.
2. Le laboratoire commun de référence pour la maladie vésiculeuse du porc est: AFR Institute for Animal Health, Pirbright Laboratory, Ash Road, Pirbright, Woking Surrey, GU240NF, United Kingdom. La Suisse prend en charge les frais qui lui sont imputables au titre des opérations découlant de cette désignation. La fonction et la tâche de ce laboratoire sont celles prévues par l'annexe III de la directive 92/119/CEE.
3. En application de l'article 97 de l'Ordonnance sur les épizooties, la Suisse dispose d'un plan d'urgence. Ce plan d'urgence fait l'objet d'une disposition d'exécution de caractère technique n° 95/65, émise par l'Office vétérinaire fédéral.
4. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 22 de la directive 92/119/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

VIII. Notification des maladies

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 82/894/CEE du Conseil du 21 décembre 1982, concernant la notification des maladies des animaux dans la Communauté (JO n° L 378 du 31.12.1982, p. 58), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier ses articles 11 (annonce et déclaration des maladies) et 57 (dispositions d'exécution de caractère technique, collaboration internationale)

2. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 2–5 (maladies visées), 59–65 et 291 (obligation d’annoncer, notification), 292–299 (surveillance, exécution, aide administrative)

B. Modalités particulières d’application

La Commission, en collaboration avec l’Office vétérinaire fédéral intègre la Suisse au système de notification de maladies des animaux, tel que prévu par la directive 82/894/CEE.

Santé animale: échanges et mise sur le marché

I. Bovins et porcins

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 64/432/CEE du Conseil du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (JO n° 121 du 29.7.1964, p. 1977/64), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil 95/25/CE (JO n° L 243 du 11.10.1995, p. 16)

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 27 à 31 (marchés, expositions), 34 à 37 (commerce), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 116 à 121 (peste porcine africaine), 135 à 141 (maladie d'Aujeszky), 150 à 157 (brucellose bovine), 158 à 165 (tuberculose), 166 à 169 (leucose bovine enzootique), 170 à 174 (IBR/IPV), 175 à 195 (encéphalopathies spongiformes), 186 à 189 (infections génitales bovines), 207 à 211 (brucellose porcine), 297 (agrément des marchés, centres de regroupement, stations de désinfection)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11)

B. Modalités particulières d'application

1. En application de l'article 297, alinéa 1, de l'Ordonnance sur les épizooties, l'Office vétérinaire fédéral procédera à l'agrément des centres de regroupement tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 64/432/CEE.
2. L'information prévue à l'article 3, paragraphe 8, de la directive 64/432/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
3. Aux fins de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse remplit les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 13, de la directive 64/432/CEE en ce qui concerne la brucellose bovine. Aux fins du maintien du statut du cheptel bovin officiellement indemne de brucellose, la Suisse s'engage à remplir les conditions suivantes:
 - a) Tout animal de l'espèce bovine suspect d'être infecté de brucellose doit être notifié aux autorités compétentes et soumis aux tests officiels de recherche

de la brucellose comprenant au moins deux épreuves sérologiques avec fixation du complément ainsi qu'un examen microbiologique d'échantillons appropriés prélevés en cas d'avortements.

- b) Au cours de la période de suspicion qui sera maintenue jusqu'à ce que les épreuves prévues sous chiffre a) donnent des résultats négatifs, le statut officiellement indemne de brucellose est suspendu dans le cas du cheptel comprenant l'animal (ou les animaux) suspect(s) de l'espèce bovine.

Des informations détaillées concernant les cheptels positifs ainsi qu'un rapport épidémiologique sont communiqués au Comité mixte vétérinaire. Si une des conditions prévues à l'article 3, paragraphe 13, alinéa 1, de la directive 64/432/CEE n'est plus remplie par la Suisse, l'Office vétérinaire fédéral en informe immédiatement la Commission. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.

4. Aux fins de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse remplit les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 14, de la directive 64/432/CEE en ce qui concerne la tuberculose bovine. Aux fins du maintien du statut du cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose, la Suisse s'engage à remplir les conditions suivantes:

- a) Un système d'identification permettant pour chaque bovin, de remonter aux cheptels d'origine est instauré.
- b) Tout animal abattu doit être soumis à une inspection post mortem effectuée par un vétérinaire officiel.
- c) Toute suspicion de tuberculose sur un animal vivant, mort ou abattu doit faire l'objet d'une notification aux autorités compétentes.
- d) Dans chaque cas, les autorités compétentes procèdent aux investigations nécessaires pour infirmer ou confirmer la suspicion, y compris aux recherches en aval pour les cheptels d'origine et de transit. Lorsque des lésions suspectes de tuberculose sont découvertes à l'autopsie ou à l'abattage, les autorités compétentes soumettent ces lésions à un examen de laboratoire.
- e) Le statut officiellement indemne de tuberculose des cheptels d'origine et de transit des bovins suspects est suspendu et cette suspension est maintenue jusqu'à ce que les examens cliniques ou de laboratoire ou les tests à la tuberculine aient infirmé l'existence de la tuberculose bovine.
- f) Lorsque la suspicion de tuberculose est confirmée par les tests à la tuberculine, les examens cliniques ou de laboratoire, le statut de cheptel officiellement indemne de tuberculose des cheptels d'origine et de transit est retiré.
- g) Le statut officiellement indemne de tuberculose n'est pas établi tant que tous les animaux réputés infectés n'ont pas été éliminés du troupeau; les locaux et les équipements n'ont pas été désinfectés; tous les animaux restants, âgés de plus de six semaines, n'ont pas réagi négativement à au moins deux intradermotuberculisations officielles conformément à l'annexe B de la directive 64/432/CEE, la première étant effectuée au moins six mois après que l'animal infecté aura quitté le troupeau et la seconde au moins six mois après la première.

Des informations détaillées concernant les troupeaux contaminés ainsi qu'un rapport épidémiologique sont communiqués au Comité mixte vétérinaire. Si une des conditions prévues à l'article 3, paragraphe 14, alinéa 1, de la directive 64/432/CEE n'est plus remplie par la Suisse, l'Office vétérinaire fédéral en informe immédiatement la Commission. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.

5. Aux fins de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse remplit les conditions prévues à l'annexe G, chapitre I.B., de la directive 64/432/CEE en ce qui concerne la leucose bovine enzootique. Aux fins du maintien du statut du cheptel bovin officiellement indemne de leucose bovine enzootique, la Suisse s'engage à remplir les conditions suivantes:

- a) Le cheptel suisse est surveillé au moyen d'un contrôle par sondage. Le volume de l'échantillonnage est déterminé de manière à affirmer, avec une fiabilité de 99 %, que moins de 0,2 % des troupeaux sont contaminés par la leucose bovine enzootique.
- b) Tout animal abattu doit être soumis à une inspection *post mortem* effectuée par un vétérinaire officiel.
- c) Toute suspicion lors d'un examen clinique, d'une autopsie ou du contrôle de viande doit faire l'objet d'une notification aux autorités compétentes.
- d) En cas de suspicion ou lors du constat de leucose bovine enzootique, le statut officiellement indemne est suspendu dans le cheptel concerné jusqu'à la levée du séquestre.
- e) Le séquestre est levé si, après l'élimination des animaux contaminés et, le cas échéant, de leurs veaux, deux examens sérologiques effectués à 90 jours d'intervalle au moins ont donné un résultat négatif.

Si la leucose bovine enzootique a été constatée sur 0,2 % des cheptels, l'Office vétérinaire fédéral en informe immédiatement la Commission. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.

6. Aux fins de l'application de la présente annexe il est reconnu que la Suisse est officiellement indemne de rhinotrachéite infectieuse bovine. Aux fins du maintien de ce statut, la Suisse s'engage à remplir les conditions suivantes:

- a) Le cheptel suisse est surveillé au moyen d'un contrôle par sondage. Le volume de l'échantillonnage est déterminé de manière à affirmer, avec une fiabilité de 99 %, que moins de 0,1 % des troupeaux sont contaminés par la rhinotrachéite infectieuse bovine.
- b) Les taureaux d'élevage âgés de plus de 24 mois doivent être soumis annuellement à un examen sérologique.
- c) Toute suspicion doit faire l'objet d'une notification aux autorités compétentes et doit être soumise aux tests officiels de recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine comprenant des épreuves virologiques ou sérologiques.

- d) En cas de suspicion ou lors du constat de rhinotrachéite infectieuse bovine, le statut officiellement indemne est suspendu dans le cheptel concerné jusqu'à la levée du séquestre.
- e) Le séquestre est levé, si un examen sérologique effectué au plus tôt 30 jours après l'élimination des animaux contaminés, a donné un résultat négatif.

En raison de la reconnaissance du statut de la Suisse, les dispositions de la décision 93/42/CEE sont applicables *mutatis mutandis*.

L'Office vétérinaire fédéral informe immédiatement la Commission de toute modification des conditions ayant prévalu pour la reconnaissance du statut. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire, afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.

7. Aux fins de l'application de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse est officiellement indemne de la maladie d'Aujeszky. Aux fins du maintien de ce statut, la Suisse s'engage à remplir les conditions suivantes:

- a) Le cheptel suisse est surveillé au moyen d'un contrôle par sondage. Le volume de l'échantillonnage est déterminé de manière à affirmer, avec une fiabilité de 99 %, que moins de 0,1 % des troupeaux sont contaminés par la maladie d'Aujeszky.
- b) Toute suspicion doit faire l'objet d'une notification aux autorités compétentes et doit être soumis aux tests officiels de recherche de la maladie d'Aujeszky comprenant des épreuves virologiques ou sérologiques.
- c) En cas de suspicion ou lors du constat de maladie d'Aujeszky, le statut officiellement indemne est suspendu dans le cheptel concerné jusqu'à la levée du séquestre.
- d) Le séquestre est levé si, après l'élimination des animaux contaminés, deux examens sérologiques de tous les animaux reproducteurs et d'un nombre représentatif d'animaux d'engrais effectués à 21 jours d'intervalle au moins ont donné un résultat négatif.

En raison de la reconnaissance du statut de la Suisse, les dispositions de la décision 93/24/CEE sont applicables *mutatis mutandis*.

L'Office vétérinaire fédéral informe immédiatement la Commission de toute modification des conditions ayant prévalu pour la reconnaissance du statut. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire, afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.

8. En ce qui concerne la gastro-entérite transmissible du porc (GET) et le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP), la question d'éventuelles garanties additionnelles sera examinée le plus rapidement possible par le Comité mixte vétérinaire. La Commission informe l'Office vétérinaire fédéral du développement de cette question.

9. En Suisse, l'Institut de bactériologie vétérinaire de l'Université de Berne est chargé du contrôle officiel des tuberculines au sens de l'annexe B, point 12, de la directive 64/432/CEE.

10. En Suisse, l'Institut de bactériologie vétérinaire de l'Université de Berne est chargé du contrôle officiel des antigènes (brucellose) au sens de l'annexe C.A., point 9, de la directive 64/432/CEE.

11. Les bovins et les porcins faisant l'objet d'échanges entre les Etats membres de la Communauté et la Suisse doivent être accompagnés de certificats sanitaires conformes aux modèles figurant à l'annexe F de la directive 64/432/CEE. Les adaptations suivantes sont applicables:

- dans les titres, les mots suivants sont ajoutés: «et la Suisse»;
- au points 3, les mots suivants sont ajoutés: «ou de la Suisse»
- dans la note 4 relative au modèle I, dans la note 5 relative au modèle II, dans la note 4 relative au modèle III et dans la note 5 relative au modèle IV, les mots suivants sont ajoutés: «pour la Suisse: vétérinaire de contrôle».

II. Ovins et caprins

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 91/68/CEE du Conseil du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intra-communautaires d'ovins et de caprins (JO n° L 46 du 19.2.1991, p. 19), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 27 à 31 (marchés, expositions), 34 à 37 (commerce), 73 et 74 (nettoyage et désinfection), 142 à 149 (rage), 158 à 165 (tuberculose), 166 à 169 (tremblante), 190 à 195 (brucellose ovine et caprine), 196 à 199 (agalaxie infectieuse), 200 à 203 (arthrite/encéphalite caprine), 233 à 235 (brucellose du bélier), 297 (agrément des marchés, centres de regroupement, stations de désinfection)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11)

B. Modalités particulières d'application

1. Aux fins de l'application de l'article 3, paragraphe 2, alinéa de la directive 91/68/CEE, l'information est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.

2. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 11 de la directive 91/68/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

3. Aux fins de l'application de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse est officiellement indemne de brucellose ovine et caprine. Aux fins du maintien de ce statut, la Suisse s'engage à mettre en œuvre les mesures prévues à l'annexe A, chapitre I, point II.2.

En cas d'apparition ou de recrudescence de la brucellose ovine et caprine, la Suisse informe le Comité mixte vétérinaire, afin que les mesures nécessaires soient arrêtées en fonction de l'évolution de la situation.

4. Pendant une période d'un an après la date d'entrée en vigueur de la présente annexe, les caprins d'engraissement et d'élevages destinés à la Suisse, doivent répondre aux conditions suivantes:

- les caprins de l'établissement d'origine, âgés de plus de six mois doivent avoir subi un examen sérologique pour l'arthrite-encéphalite virale caprine avec résultats négatifs trois fois pendant les trois dernières années, avec un intervalle de douze mois,
- les caprins doivent avoir subi un examen sérologique pour l'arthrite-encéphalite virale caprine avec résultats négatifs dans les trente jours avant l'expédition.

Les dispositions du présent paragraphe seront réexaminées au sein du Comité mixte vétérinaire dans un délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de la présente annexe.

5. Les ovins et les caprins faisant l'objet d'échanges entre les Etats membres de la Communauté et la Suisse doivent être accompagnés de certificats sanitaires conformes aux modèles figurant à l'annexe E de la directive 91/68/CEE. Les adaptations suivantes sont applicables:

- dans les titres, les mots suivants sont ajoutés: «et la Suisse»;
- au point III.a, les mots suivants sont ajoutés: «ou de la Suisse».

III. Equidés

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 90/426/CEE du Conseil du 26 juin 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 42), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 112 à 115 (peste équine), 204 à 206 (dourine, encéphalomyélite, anémie infectieuse, morve), 240 à 244 (métrite contagieuse équine)

2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11)

B. Modalités particulières d'application

1. Aux fins de l'application de l'article 3 de la directive 90/426/CEE, l'information est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
2. Aux fins de l'application de l'article 6 de la directive 90/426/CEE, l'information est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
3. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 10 de la directive 90/426/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
4. a) Les dispositions de l'annexe B de la directive 90/426/CEE sont applicables *mutatis mutandis* à la Suisse.
b) Les dispositions de l'annexe C de la directive 90/426/CEE sont applicables *mutatis mutandis* à la Suisse. Dans le titre, le mots suivants sont ajoutés: «et la Suisse». Dans la note c) en bas de page, il s'agit, pour la Suisse, du vétérinaire de contrôle.

IV. Volailles et œufs à couvrir

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 90/539/CEE du Conseil du 15 octobre 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intra-communautaires et les importations en provenance des pays tiers de volailles et d'œufs à couvrir (JO n° L 303 du 31.10.1990, p. 6), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996, RS 916.401, et en particulier ses articles 25 (transport), 122 à 125 (peste aviaire et maladie de Newcastle), 255 à 261 (Salmonella Enteritidis), 262 à 265 (laryngotrachéite infectieuse aviaire)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier son article 64a (agrément des établissements d'exportation)

B. Modalités particulières d'application

1. Aux fins de l'application de l'article 3 de la directive 90/539/CEE, la Suisse soumet au Comité mixte vétérinaire un plan précisant les mesures qu'elle entend mettre en œuvre pour l'agrément de ses établissements.
2. Au titre de l'article 4 de la directive 90/539/CEE, le laboratoire national de référence pour la Suisse est l'Institut de bactériologie vétérinaire de l'Université de Berne.
3. A l'article 7, paragraphe 1, 1^{er} tiret, de la directive 90/539/CEE, la condition de séjour est applicable *mutatis mutandis* à la Suisse.
4. En cas d'expéditions d'œufs à couver vers la Communauté, les autorités suisses s'engagent à respecter les règles de marquage prévues par le règlement (CEE) n° 1868/77 de la Commission. Le sigle retenu pour la Suisse est «CH».
5. A l'article 9.a) de la directive 90/539/CEE, la condition de séjour est applicable *mutatis mutandis* à la Suisse.
6. A l'article 10.a) de la directive 90/539/CEE, la condition de séjour est applicable *mutatis mutandis* à la Suisse.
7. A l'article 11, paragraphe 2, 1^{er} tiret, de la directive 90/539/CEE, la condition de séjour est applicable *mutatis mutandis* à la Suisse.
8. Aux fins de la présente annexe, il est reconnu que la Suisse remplit les conditions de l'article 12, paragraphe 2, de la directive 90/539/CEE en ce qui concerne la maladie de Newcastle, et dès lors dispose du statut de «ne vaccinant pas contre la maladie de Newcastle». L'Office vétérinaire fédéral informe immédiatement la Commission de toute modification des conditions ayant prévalu pour la reconnaissance du statut. La situation est examinée au sein du Comité mixte vétérinaire, afin de revoir les dispositions du présent paragraphe.
9. Pendant une période d'un an après la date d'entrée en vigueur de la présente annexe, les volailles d'élevage et de rente destinés à la Suisse, doivent répondre aux conditions suivantes:
 - aucun cas de laryngotrachéite infectieuse aviaire ne doit avoir été diagnostiqué dans le troupeau d'origine ou dans le couvoir pendant au moins six mois avant l'expédition,
 - les volailles d'élevage et de rente ne doivent pas être vaccinés contre la laryngotrachéite infectieuse aviaire.

Les dispositions du présent paragraphe seront réexaminées au sein du Comité mixte vétérinaire dans un délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de la présente annexe.

10. A l'article 15, les références au nom de l'Etat membre sont applicables *mutatis mutandis* à la Suisse.
11. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse, les certificats sanitaires sont ceux prévus à l'annexe IV de la directive 90/539/CEE. A la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination:» sont remplacés par: «Etat de destination: Suisse».

- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne, les certificats sanitaires sont ceux prévus à l'annexe IV de la directive 90/539/CEE, adaptés de la manière suivante:
- à l'en-tête les mots «Communauté européenne» sont remplacés par «Suisse»;
 - la rubrique 2, les mots «Etat membre d'origine» sont remplacés par «Etat d'origine: Suisse»;
 - à la rubrique 14, les certifications sous a) sont remplacées par:
 - Modèle 1: «Les œufs décrits ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)»;
 - Modèle 2: «Les poussins décrits ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)»;
 - Modèle 3: «Les volailles décrites ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)»;
 - Modèle 4: «Les volailles ou les œufs décrits ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)»;
 - Modèle 5: «Les volailles décrites ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)»;
 - Modèle 6: «Les volailles décrites ci-dessus répondent aux dispositions de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IV)».

12. En cas d'expéditions de la Suisse vers la Finlande ou la Suède, les autorités suisses s'engagent à fournir, en matière de salmonelles, les garanties prévues par la législation communautaire.

V. Animaux et produits d'aquaculture

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 91/67/CEE du Conseil du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture (JO n° L 46 du 19.2.1991, p. 1), modifiée en dernier lieu par la directive 95/22/CE du Conseil (JO n° L 243 du 11.10.1995, p. 1)

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 275 à 290 (maladies des poissons et des écrevisses) et 297 (agrément des établissements, des zones et des laboratoires)

2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier son article 64a (agrément des établissements d'exportation)

B. Modalités particulières d'application

1. L'information prévue à l'article 4 de la directive 91/67/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
 2. L'application éventuelle des articles 5, 6 et 10 de la directive 91/67/CEE à la Suisse relève du Comité mixte vétérinaire.
 3. L'application éventuelle des articles 12 et 13 de la directive 91/67/CEE à la Suisse relève du Comité mixte vétérinaire.
 4. Aux fins de l'application de l'article 15 de la directive 91/67/CEE, les autorités suisses s'engagent à mettre en œuvre les plans d'échantillonnage et les méthodes de diagnostic conformes à la réglementation communautaire.
 5. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 17 de la directive 91/67/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
6. a) Lors de la mise sur le marché de poissons vivants, œufs et gamètes provenant d'une zone agréée, le modèle de document de transport est fixé à l'annexe E chapitre I de la directive 91/67/CEE.
- Lorsque ce document est établi par les autorités suisses, au point VI les mots «de la directive 91/67/CEE» sont remplacés par «de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point V)».
- b) Lors de la mise sur le marché de poissons vivants, œufs et gamètes provenant d'une exploitation agréée, le modèle de document de transport est fixé à l'annexe E chapitre II de la directive 91/67/CEE.
- Lorsque ce document est établi par les autorités suisses, au point VI les mots «de la directive 91/67/CEE» sont remplacés par «de l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point V)».
- c) Lors de la mise sur le marché de mollusques provenant d'une zone littorale agréée, le modèle de document de transport est fixé à l'annexe E, chapitre 3, de la directive 91/67/CEE.
- d) Lors de la mise sur le marché de mollusques provenant d'une exploitation agréée, le modèle de document de transport est fixé à l'annexe E, chapitre 4, de la directive 91/67/CEE.
- e) Lors de la mise sur le marché de poissons, mollusques ou crustacés d'élevage, leurs œufs et gamètes, n'appartenant pas aux espèces sensibles, selon le cas à la NHI, SHV ou à la bonamiose, marteilliose, le modèle de do-

cument de transport est fixé à l'annexe I de la décision 93/22/CEE de la Commission.

Lorsque ce document est établi par les autorités suisses, au point V.c) les mots «visés à l'annexe A, colonne 2 des listes I et II, de la directive 91/67/CEE» sont remplacés par les mots: «selon les cas la NHI, SHV ou la bonamiose, marteillose».

- f) Lors de la mise sur le marché de poissons, mollusques ou crustacés sauvages vivants, leurs œufs ou leurs gamètes, le modèle de document de transport est fixé à l'annexe II de la décision 93/22/CEE de la Commission.

VI. Embryons bovins

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 89/556/CEE du Conseil du 25 septembre 1989, fixant les conditions de police sanitaire régissant les échanges intra-communautaires et les importations en provenance de pays tiers d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine (JO n° L 302 du 19.10.1989, p. 1), modifiée en dernier lieu par la décision 94/113/CE de la Commission (JO n° L 53 du 24.2.1994, p. 23)

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 56 à 58 (transfert d'embryons)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier ses articles 64a et 76 (agrément des établissements d'exportation)

B. Modalités particulières d'application

1. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 15 de la directive 89/556/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
2. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat sanitaire est celui prévu à l'annexe C de la directive 89/556/CEE. A la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination:» sont remplacés par: «Etat de destination: Suisse».

- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat sanitaire est celui prévu à l'annexe C de la directive 89/556/CEE, adapté de la manière suivante:
 - à la rubrique 2 les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par: «Etat de collecte: Suisse»;
 - à la rubrique 13 a) et b) les mots «la directive 89/556/CEE» sont remplacés par «l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point VI)».

VII. Sperme bovin

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 88/407/CEE du Conseil du 14 juin 1988, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intra-communautaires et aux importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce bovine (JO n° L 194 du 22.7.1988, p. 10, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 51 à 55 (insémination artificielle)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier ses articles 64a et 76 (agrément des centres d'insémination comme entreprise d'exportation)

B. Modalités particulières d'application

1. Aux fins de l'application de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 88/407/CEE, il est pris note qu'en Suisse tous les centres ne comprennent que des animaux présentant un résultat négatif à l'épreuve de séroneutralisation ou à l'épreuve ELISA.
2. L'information prévue à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 88/407/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
3. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 16 de la directive 88/407/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
4. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat sanitaire est celui prévu à l'annexe D de la directive 88/407/CEE.

- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat sanitaire prévu à l'annexe D de la directive 88/407/CEE est adapté de la manière suivante:
- à la rubrique IV les références à la directive 88/407/CEE sont remplacés par «l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point VII)».

VIII. Sperme porcine

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 90/429/CEE du Conseil du 26 juin 1990, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intra-communautaires et aux importations de sperme d'animaux de l'espèce porcine (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 62) modifiée par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 51 à 55 (insémination artificielle)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier ses articles 64a et 76 (agrément comme entreprise d'exportation des centres d'insémination)

B. Modalités particulières d'application

1. L'information prévue à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 90/429/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
2. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 16 de la directive 90/429/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.
3. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat sanitaire est celui prévu à l'annexe D de la directive 90/429/CEE avec l'adaptation suivante: à la rubrique 9 les mots «Etat membre de destination» sont remplacés par les mots: «Etat de destination: Suisse».
- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat sanitaire prévu à l'annexe D de la directive 90/429/CEE est adapté de la manière suivante:

- à la rubrique 2, les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par: «Etat de collecte: Suisse».
- à la rubrique 13, les références à la directive 90/429/CEE sont remplacées par «l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point VIII)».

IX. Autres espèces

A. Législations

Communauté européenne

1. Directive 92/65/CEE du Conseil du 13 juillet 1992, définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A section I de la directive 90/425/CE (JO n° L 268 du 14.9.1992, p. 54), modifiée en dernier lieu par la décision 95/176 CEE de la Commission (JO n° L 117 du 25.5.1995, p. 23)

Suisse

1. Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 51 à 55 (insémination artificielle) et 56 à 58 (transfert d'embryons)
2. Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11), et en particulier ses articles 25 à 30 (importation de chiens et chats et d'autres animaux), 64 (conditions d'exportation), 64a et 76 (agrément des centres d'insémination et des équipes de collecte comme entreprise d'exportation)

B. Modalités particulières d'application

1. Aux fins de la présente annexe, ce point couvre les échanges d'animaux vivants non soumis aux dispositions des points I à V inclus, et de sperme, d'ovules et d'embryons non soumis aux dispositions des points VI à VIII inclus.
2. La Communauté européenne et la Suisse s'engagent à ce que les échanges des animaux vivants, du sperme, des ovules et des embryons visés au point 1 ne soient pas interdits ou restreints pour des raisons de police sanitaire autres que celles ré-

sultant de l'application de la présente annexe, et notamment des mesures de sauvegarde éventuellement prises au titre de son article 20.

3. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse des ongulés des espèces autres que celles visés aux points I, II et III, le certificat sanitaire prévu à l'annexe E de la directive 92/65/CEE, complété par l'attestation prévue à l'article 6.A.1.f) de la directive 92/65/CEE est applicable.
- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat sanitaire prévu à l'annexe E de la directive 92/65/CEE, complété par l'attestation prévue à l'article 6.A.1.f) de la directive 92/65/CEE est applicable avec l'adaptation suivante:
 - la référence à la directive 64/432/CEE est remplacée par «l'Accord entre la Communauté européenne et la Suisse du . . . (Annexe 11, appendice 2, point IX)».
4. a) Pour les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse de lagomorphes, le certificat sanitaire prévu à l'annexe E de la directive 92/65/CEE, éventuellement complété par l'attestation figurant à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 2, de la directive 92/65/CEE est applicable.
- b) Pour les expéditions de la Suisse vers la Communauté européenne de lagomorphes, le certificat sanitaire prévu à l'annexe E de la directive 92/65/CEE, éventuellement complété par l'attestation figurant à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 2, de la directive 92/65/CEE est applicable. Cette attestation peut être adaptée par les autorités suisses afin de reprendre in extenso les exigences de l'article 9 de la directive 92/65/CEE.
5. L'information prévue à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 4, de la directive 92/65/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
6. a) Les expéditions de la Communauté européenne vers la Suisse de chiens et de chats sont soumises aux dispositions de l'article 10, paragraphe 2, de la directive 92/65/CEE.
- b) Les expéditions de chiens et de chats de la Suisse vers les Etats membres de la Communauté européenne autres que le Royaume Uni, l'Irlande et la Suède sont soumises aux exigences prévues à l'article 10, paragraphe 2, de la directive 92/65/CEE. Les autorités suisses peuvent adapter l'attestation prévue à l'article 10, paragraphe 2.a), 5^e tiret, afin de faire figurer in extenso les exigences de l'article 10, paragraphe 2, points a) et b), et paragraphe 3, point b), de la directive 92/65/CEE.
- c) Les expéditions de chiens et de chats de la Suisse vers le Royaume Uni, l'Irlande et la Suède sont soumises aux exigences prévues à l'article 10, paragraphe 3, de la directive 92/65/CEE. Le certificat à utiliser est celui prévu par la décision 94/273/CE de la Commission avec l'adaptation suivante: Les mots «Etat membre expéditeur» sont remplacés par «Etat expéditeur: Suisse». Le système d'identification est celui prévu par la décision 94/274/CE de la Commission.

7. a) Pour les expéditions de sperme, d'ovules et d'embryons des espèces ovine et caprine de la Communauté européenne vers la Suisse, les certificats prévus par la décision 95/388/CE sont applicables avec les adaptations suivantes:
 - dans les titres, les mots «ou avec la Suisse» sont insérés après le mot «intra-communautaire»;
 - à la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination» sont remplacés par «Etat de destination: Suisse».
- b) Pour les expéditions de sperme, d'ovules et d'embryons des espèces ovine et caprine de la Suisse vers la Communauté européenne, les certificats prévus par la décision 95/388/CE de la Commission sont applicables avec les adaptations suivantes:
 - à la rubrique 2, les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par «Etat de collecte: Suisse»;
 - à la rubrique 13, les autorités suisses peuvent reprendre in extenso les exigences qui y sont mentionnées.
8. a) Pour les expéditions de sperme de l'espèce équine de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat prévu par la décision 95/307/CE de la Commission est applicable avec l'adaptation suivante:
 - à la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination» sont remplacés par «Etat de destination: Suisse».
- b) Pour les expéditions de sperme de l'espèce équine de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat prévu par la décision 95/307/CE de la Commission est applicable avec l'adaptation suivante:
 - à la rubrique 2, les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par «Etat de collecte: Suisse».
9. a) Pour les expéditions d'ovules et d'embryons de l'espèce équine de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat prévu par la décision 95/294/CE de la Commission est applicable avec l'adaptation suivante:
 - à la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination» sont remplacés par «Etat de destination: Suisse».
- b) Pour les expéditions d'ovules et d'embryons de l'espèce équine de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat prévu par la décision 95/294/CE de la Commission est applicable avec l'adaptation suivante:
 - à la rubrique 2, les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par «Etat de collecte: Suisse».
10. a) Pour les expéditions d'ovules et d'embryons de l'espèce porcine de la Communauté européenne vers la Suisse, le certificat prévu par la décision 95/483/CE de la Commission est applicable avec les adaptations suivantes:
 - dans le titre, les mots «ou avec la Suisse» sont insérés après le mot «intra-communautaire»;
 - à la rubrique 9, les mots «Etat membre de destination» sont remplacés par «Etat de destination: Suisse».

- b) Pour les expéditions d'ovules et d'embryons de l'espèce porcine de la Suisse vers la Communauté européenne, le certificat prévu par la décision 95/483/CE de la Commission est applicable avec l'adaptation suivante:
 - à la rubrique 2, les mots «Etat membre de collecte» sont remplacés par «Etat de collecte: Suisse».

11. Aux fins de l'application de l'article 24 de la directive 92/65/CEE, l'information prévue au paragraphe 2 est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.

12. Pour les échanges entre la Communauté européenne et la Suisse des animaux vivants visés au point 1, le certificat prévu à l'annexe E de la directive 92/65/CEE est applicable *mutatis mutandis*.

Importation d'animaux vivants et de certains produits animaux des pays tiers

I. Communauté européenne – Législation

A. Bovins, porcins, ovins et caprins

Directive 72/462/CEE du Conseil du 12 décembre 1972, concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, de viandes fraîches ou de produits à base de viande en provenance des pays tiers (JO n° L 302 du 31.12.1972, p. 28), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

B. Equidés

Directive 90/426/CEE du Conseil du 26 juin 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 42), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

C. Volailles et œufs à couver

Directive 90/539/CEE du Conseil du 15 octobre 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intra-communautaires et les importations en provenance des pays tiers de volaille et d'œufs à couver (JO n° L 303 du 31.10.1990, p. 6), modifiée en dernier lieu par la directive 95/22/CE du Conseil (JO n° L 243 du 11.10.1995, p. 1).

D. Animaux d'aquaculture

Directive 91/67/CEE du Conseil du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture (JO n° L 46 du 19.2.1991, p. 1), modifiée en dernier lieu par la directive 95/22/CE du Conseil (JO n° L243, du 11.10.1995, p. 1.).

E. Mollusques

Directive 91/492/CEE du Conseil du 15 juillet 1991, fixant les règles régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants (JO n° L 268 du 24.9.1991, p. 1), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

F. Embryons bovins

Directive 89/556/CEE du Conseil du 25 septembre 1989, fixant les conditions de police sanitaire régissant les échanges intra-communautaires et les importations en provenance des pays tiers d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine (JO n° L 302 du 19.10.1989, p. 1), modifiée en dernier lieu par la décision 94/113/CE de la Commission (JO n° L 53 du 24.2.1994, p. 23).

G. Sperme bovin

Directive 88/407/CEE du Conseil du 14 juin 1988, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intra-communautaires et aux importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce bovine (JO n° L 194 du 22.7.1988, p. 10), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

H. Sperme porcine

Directive 90/429/CEE du Conseil du 26 juin 1990, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intra-communautaires et aux importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce porcine (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 62), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

I. Autres animaux vivants «Balai»

Directive 92/65/CEE du Conseil du 13 juillet 1992, définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de sperme, d'ovules et d'embryons non soumis en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires visées à l'annexe A section I de la directive 90/425/CEE (JO n° L 268 du 14.9.1992, p. 54), modifiée en dernier lieu par la décision 95/176/CE de la Commission (JO n° L 117 du 24.5.1995, p. 23).

II. Suisse - Législation

Ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux du 20 avril 1988 (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11).

III. Règles d'application

En règle générale, l'Office vétérinaire fédéral appliquera les mêmes dispositions que celles relevant du point I du présent appendice. Toutefois, l'Office vétérinaire fédéral peut adopter des mesures plus restrictives et exiger des garanties supplémentaires. Dans ce cas, et sans préjudice de la possibilité de la mise en œuvre immédiate de ces mesures, des consultations se tiendront au sein du Comité mixte vétérinaire en vue de rechercher des solutions appropriées. Dans le cas où l'Office vétérinaire fédéral souhaite mettre en œuvre des mesures moins restrictives, il en informe au préalable les services compétents de la Commission. Dans ce cas des consultations se tiendront au sein du Comité mixte vétérinaire en vue de rechercher des solutions appropriées. Dans l'attente de ces solutions les autorités suisses ne mettent pas en œuvre les mesures envisagées.

Zootéchnie, y compris importation des pays tiers

I. Communauté européenne – Législation

A. Bovins

Directive 77/504/CEE du Conseil du 25 juillet 1977, concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure (JO n° L 206 du 12.8.1977, p. 8), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

B. Porcins

Directive 88/661/CEE du Conseil du 19 décembre 1988, relative aux normes zootechniques applicables aux animaux de l'espèce porcine reproducteurs (JO n° L 382 du 31.12.1988, p. 36), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

C. Ovins, caprins

Directive 89/361/CEE du Conseil du 30 mai 1989, concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO n° L 153 du 6.6.1989, p. 30).

D. Equidés

- a) Directive 90/427/CEE du Conseil du 26 juin 1990, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intra-communautaires d'équidés (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 55).
- b) Directive 90/428/CEE du Conseil du 26 juin 1990, concernant les échanges d'équidés destinés à des concours et fixant les conditions de participation à ces concours (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 60).

E. Animaux de race pure

Directive 91/174/CEE du Conseil du 25 mars 1991, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation des animaux de race et modifiant les directives 77/504/CEE et 90/425/CEE (JO n° L 85 du 5.4.1991, p. 37).

F. Importation des pays tiers

Directive 94/28/CE du Conseil du 23 juin 1994 fixant les principes relatifs aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'importation en provenance des pays tiers d'animaux, de spermes, d'ovules et embryons et modifiant la directive 77/504/CEE concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure (JO n° L 178 du 12.7.1994, p. 66).

II. Suisse - Législation

Les autorités suisses ont élaboré et mis en consultation un projet de loi sur l'agriculture. Ce projet prévoit la compétence pour le Conseil Fédéral d'adopter des ordonnances dans le domaine relevant du présent appendice. Dès l'entrée en vigueur de la présente annexe, les autorités suisses s'engagent à adopter une législation similaire conduisant à des résultats identiques à celles figurant au point I du présent appendice. Aussitôt que possible les dispositions du présent appendice sont revues à la lumière des nouvelles dispositions arrêtées par les autorités suisses.

III. Dispositions transitoires

Sans préjudice des dispositions relatives aux contrôles zootechniques figurant aux appendices 5 et 6, les autorités suisses s'engagent à assurer que les expéditions d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons soient effectuées conformément aux dispositions relevant de la directive 94/28/CE du Conseil.

En cas de difficultés dans les échanges, le Comité mixte vétérinaire est saisi à la demande de l'une des Parties.

Contrôles et redevances

Chapitre 1

Echanges entre la Communauté européenne et la Suisse

I. Système ANIMO

La Commission en collaboration avec l'Office vétérinaire fédéral, intègre la Suisse au système informatique ANIMO. Si nécessaire, des mesures transitoires sont définies au sein du Comité mixte vétérinaire.

II. Règles pour les équidés

Les contrôles relatifs aux échanges entre la Communauté européenne et la Suisse sont effectués conformément aux dispositions relevant de la directive 90/425/CEE du Conseil du 26 juin 1990, relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intra-communautaires de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur (JO n° L 224 du 18.8.1990, p. 29), modifiée en dernier lieu par la directive 92/118/CEE du Conseil (JO n° L 62 du 15.3.1993, p. 49).

La mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 9 et 22 relève du Comité mixte vétérinaire.

III. Règles pour les animaux destinés au pacage frontalier

1. Le vétérinaire officiel du pays d'expédition:
 - informe, 48 heures à l'avance, le vétérinaire officiel du pays de destination de l'envoi des animaux;
 - procède à l'examen des animaux dans les 48 heures avant leur départ pour le pacage; ces animaux doivent être dûment identifiés;
 - délivre un certificat selon un modèle à établir par le Comité mixte vétérinaire.
2. Le vétérinaire officiel du pays de destination effectue le contrôle des animaux dès leur introduction dans le pays de destination pour examiner leur conformité avec les normes prévues par la présente annexe.
3. Pendant toute la durée du pacage, les animaux doivent rester sous contrôle douanier.
4. Le détenteur des animaux doit dans une déclaration écrite:
 - a) accepter de se conformer à toutes les mesures prises en application des dispositions prévues par la présente annexe et à toute autre mesure mise en place au niveau local au même titre que tout détenteur originaire de la Communauté/Suisse;
 - b) acquitter les coûts des contrôles résultant de l'application de la présente annexe;

- c) prêter son entière collaboration pour la réalisation des contrôles douaniers ou vétérinaires requis par les autorités officielles du pays d'expédition ou du pays de destination.

5. Le pacage doit être limité à une zone frontalière de 10 km ou, en cas de conditions spéciales dûment justifiées, une profondeur plus grande de part et d'autre de la frontière entre la Suisse et la Communauté.

6. En cas d'apparition de maladies, les mesures appropriées sont prises de commun accord entre les autorités vétérinaires compétentes.

La question des frais éventuels sera examinée par ces autorités. Si nécessaire, le Comité mixte vétérinaire sera saisi.

IV. Règles spécifiques

- A. Pour les animaux d'abattage destinés à l'abattoir de Bâle, seul un contrôle documentaire sera effectué à l'un des points d'entrée sur le territoire suisse. Cette règle vaut uniquement pour les animaux originaires du Département du Haut-Rhin ou des Landkreise Lörrach, Waldshut, Breisgau-Hochschwarzwald et de la ville de Fribourg i.B. Cette disposition pourra être étendue à d'autres abattoirs situés le long de la frontière entre le CE et la Suisse.
- B. Pour les animaux destinés à l'enclave douanière de Livigno, seul un contrôle documentaire sera effectué à Ponte Gallo. Cette règle vaut uniquement pour les animaux originaires du canton des Grisons. Cette disposition pourra être étendue à d'autres zones sous contrôle douanier situées le long de la frontière entre le CE et la Suisse.
- C. Pour les animaux destinés au canton des Grisons, seul un contrôle documentaire sera effectué à la Drossa. Cette règle vaut uniquement pour les animaux originaires de l'enclave douanière de Livigno. Cette disposition pourra être étendue à d'autres zones situées le long de la frontière entre le CE et la Suisse.
- D. Pour les animaux vivants qui sont chargés directement ou indirectement sur un train dans un point du territoire de la CE pour être déchargés à un autre point de la CE après transit sur le territoire de la Suisse, une information préalable des autorités vétérinaires suisses est uniquement requise. Cette règle vaut uniquement pour les trains dont la composition n'est pas modifiée en cours de transport.

V. Règles pour les animaux qui ont à traverser le territoire de la Communauté ou de la Suisse

- A. Pour les animaux vivants originaires de la Communauté, qui ont à traverser le territoire suisse, les autorités suisses effectuent un contrôle uniquement documentaire. En cas de soupçon, elles peuvent effectuer tous les contrôles nécessaires.
- B. Pour les animaux vivants originaires de la Suisse, qui ont à traverser le territoire de la Communauté, les autorités communautaires effectuent un con-

trôle uniquement documentaire. En cas de soupçon, elles peuvent effectuer tous les contrôles nécessaires. Les autorités suisses garantissent que ces animaux sont accompagnés d'un certificat de non-refoulement délivré par les autorités du premier pays tiers destinataire.

VI. Règle générales

Les présentes dispositions sont applicables dans les cas non couverts par les paragraphes II à V.

- A. Pour les animaux vivants originaires de la Communauté ou de la Suisse, destinés à l'importation, les contrôles suivants sont à effectuer:
 - contrôles documentaires
 - contrôles d'identité
et, en cas de soupçon:
 - contrôles physiques
- B. Pour les animaux vivants des pays autres que ceux relevant de la présente annexe, qui ont fait l'objet de contrôles prévus par la Directive 91/496/CEE, les contrôles suivants sont à effectuer:
 - contrôles documentaires
 - contrôles d'identité
et, en cas de soupçon:
 - contrôles physiques

VII. Postes d'inspection frontaliers – Echanges entre la Communauté européenne et la Suisse

- A. Pour la Communauté:

Pour l'Allemagne, les postes suivants:

- Bietingen route
- Konstanz Strasse route
- Weil am Rhein/Mannheim rail, route

Pour la France, les postes suivants:

- Divonne route
- Saint Julien/Bardonnex route
- Ferney–Voltaire/Genève air
- Saint–Louis/Bâle air

Pour l'Italie, les postes suivants:

- Campocologno rail
- Chiasso route, rail
- Grand San Bernardo–Pollein route

Pour l'Autriche, les points de passage et les lieux de contrôle correspondants suivants:

- Tisis route
- Höchst route
- Buchs rail

B. Pour la Suisse:

– avec l'Allemagne:	Thayngen	route
	Kreuzlingen	route
	Bâle	route/rail/air
– avec la France:	Bardonnex	route
	Bâle	route/rail/air
	Genève	route/air
– avec l'Italie:	Campocologno	rail
	Chiasso	route/rail
	Martigny	route
– avec l'Autriche:	Schaanwald	route
	St. Margrethen	route
	Buchs	rail

Chapitre 2 Importations des pays tiers

I. Législation

Les contrôles relatifs aux importations des pays tiers sont effectués conformément aux dispositions relevant de la directive 91/496/CEE du Conseil du 15 juillet 1991, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE (JO n° L 268 du 24.4.1991, p. 56), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

II. Modalités d'application

- A. Aux fins de l'application de l'article 6 de la directive 91/496/CEE, les postes d'inspection frontaliers sont les suivants: Bâle-Mulhouse Aéroport, Genève Aéroport et Zurich Aéroport. Les modifications ultérieures relèvent du Comité mixte vétérinaire.
- B. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 19 de la directive 91/496/CEE et de l'article 57 de la loi sur les épizooties.

Chapitre 3 Dispositions spécifiques

- Pour la France, les cas de Ferney-Voltaire/Genève aéroport et de Saint Louis: Bâle Aéroport feront l'objet de consultations au sein du Comité mixte vétérinaire.
- Pour la Suisse, les cas de Genève-Cointrin aéroport et de Bâle-Mulhouse aéroport feront l'objet de consultations au sein du Comité mixte vétérinaire.

I. Assistance mutuelle

A. Législation

Communauté européenne

Directive 89/608/CEE du Conseil du 21 novembre 1989, relative à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des Etats membres et la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d'assurer la bonne application des législations vétérinaire et zootechnique (JO n° L 351 du 2.12.1989, p. 34)

Suisse

Loi sur les épizooties (LFE) du 1^{er} juillet 1966, modifiée en dernier lieu le 18 juin 1993 (RS 916.40), et en particulier son article 57

B. Modalités particulières d'application

L'application des articles 10, 11 et 16 de la directive 89/608/CEE relève du Comité mixte vétérinaire.

II. Identification des animaux

A. Législation

Communauté européenne

Directive 92/102/CEE du Conseil du 27 novembre 1992, concernant l'identification et l'enregistrement des animaux (JO n° L 355 du 5.12.1992, p. 32), modifiée par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède

Suisse

Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 7 à 22 (enregistrement et identification)

B. Modalités particulières d'application

1. L'application de l'article 3, paragraphe 2, de l'article 4, paragraphe 1.a, alinéa 5, et du paragraphe 2 de la directive 92/102/CEE relève du Comité mixte vétérinaire.
2. Pour les mouvements internes en Suisse des porcins, des ovins et des caprins, la date à prendre en compte au titre de l'article 5, paragraphe 3, est le 1^{er} juillet 1999.
3. Dans le cadre de l'article 10 de la directive 92/102/CEE, la coordination pour la mise en œuvre éventuelle de dispositifs électroniques d'identification relève du Comité mixte vétérinaire.

III. Système SHIFT

A. Législation

Communauté européenne

Décision 92/438/CEE du Conseil du 13 juillet 1992, relative à l'informatisation des procédures vétérinaires d'importation (projet SHIFT), modifiant les directives 90/675/CEE, 91/496/CEE et 91/628/CEE et la décision 90/424/CEE et abrogeant la décision 88/192/CEE (JO n° L 243 du 25.8.1992, p. 27), modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, la Finlande et la Suède

Suisse

Ordonnance sur les épizooties (OFE) du 27 juin 1995, modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401)

B. Modalités particulières d'application

La Commission, en collaboration avec l'Office vétérinaire fédéral, intègre la Suisse au système SHIFT, tel que prévu par la décision 92/438/CEE du Conseil.

IV. Protection des animaux

A. Législation

Communauté européenne

Directive 91/628/CEE du Conseil du 19 novembre 1991 relative à la protection des animaux en cours de transport et modifiant les directives 90/425/CEE et 91/496/CEE (JO n° L 340 du 11.12.1991, p. 17) modifiée en dernier lieu par la directive 95/29/CE du Conseil (JO n° L 148 du 30.6.1995, p. 52)

Suisse

Ordonnance du 27 mai 1981 sur la protection des animaux (RS 455.1)

Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE), modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11)

B. Modalités particulières d'application

1. Les autorités suisses s'engagent à respecter les dispositions relevant de la directive 91/628/CE pour les échanges entre la Suisse et la Communauté européenne et pour les importations des pays tiers.
2. L'information prévue à l'article 8, alinéa 4, de la directive 91/628/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.
3. La mise en œuvre des contrôles sur place relève du Comité mixte vétérinaire, sur la base notamment de l'article 10 de la directive 91/628/CEE et de l'article 65 de l'ordonnance concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux du 20 avril 1988, modifiée en dernier lieu le 27 juin 1995 (RS 916.443.11).

4. L'information prévue à l'article 18, paragraphe 3, alinéa 2, de la directive 91/628/CEE est effectuée au sein du Comité mixte vétérinaire.

V. Sperme, ovule et embryons

Les dispositions du chapitre 1, VI, et du chapitre 2 du présent appendice sont applicables *mutatis mutandis*.

VI. Redevances

- A. Pour les contrôles des animaux vivants en provenance des pays autres que ceux relevant de la présente annexe, les autorités suisses s'engagent à percevoir au moins les redevances prévues à l'annexe C, chapitre 2, de la Directive 96/43/CE.
- B. Pour les animaux vivants originaires de la Communauté ou de la Suisse, destinés à l'importation dans la Communauté ou en Suisse, les redevances suivantes sont perçues:
2,5 EURO/t, avec un min. de 15 EURO et un max. de 175 EURO par lot.
- C. Aucune redevance n'est perçue:
 - pour les animaux d'abattage destinés à l'abattoir de Bâle;
 - pour les animaux destinés à l'enclave douanière de Livigno;
 - pour les animaux destinés au canton de Grisons;
 - pour les animaux vivants qui sont chargés directement ou indirectement sur un train dans un point du territoire de la CE pour être déchargés dans un autre point de la CE;
 - pour les animaux vivants originaires de la Communauté qui traversent le territoire de la Suisse;
 - pour les animaux vivants originaires de la Suisse qui traversent le territoire de la Communauté;
 - pour les équidés.
- D. Pour les animaux destinés au pacage frontalier, les redevances suivantes sont perçues:
1 EURO/tête pour le pays d'expédition et 1 EURO/tête pour le pays de destination, avec dans chaque cas un min. de 10 EURO et un max. de 100 EURO par lot.
- E. Aux fins du présent chapitre, on entend par «lot» une quantité d'animaux du même type, couverts par le même certificat ou document sanitaire, convoyés par le même moyen de transport, expédiés par un seul expéditeur, provenant du même pays exportateur ou de la même région exportatrice et prévus pour une même destination.

Produits animaux

Chapitre 1

Secteurs où l'équivalence est reconnue de manière réciproque

Produits = Lait et produits laitiers de l'espèce bovine destinés à la consommation humaine
Lait et produits laitiers de l'espèce bovine non destinés à la consommation humaine

	Exportations de la Communauté européenne vers la Suisse			Exportations de la Suisse vers la Communauté européenne		
	Conditions commerciales		Equivalence	Conditions commerciales		Equivalence
	Normes CE	Normes suisses		Normes suisses	Normes CE	
Santé animale – Bovins	64/432/CEE 92/46/CEE 92/118/CEE	Ordonnance du 27 juin 1995 sur les épizooties (OFE), modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 47, 61, 65, 101, 155, 163, 169, 173, 177, 224 et 295.	oui	Ordonnance du 27 juin 1995 sur les épizooties (OFE), modifiée en dernier lieu le 16 septembre 1996 (RS 916.401), et en particulier ses articles 47, 61, 65, 101, 155, 163, 169, 173, 177, 224 et 295.	64/432/CEE 92/46/CEE 92/118/CEE	oui
Santé publique	92/46/CEE 92/118/CEE	Ordonnance du 18 octobre 1995 concernant l'assurance de la qualité dans l'économie laitière (Or-AOL; RS 916.351.0) Ordonnance de l'Union centrale des producteurs suisses du lait du 25 janvier 1996, relative à l'assurance de la qualité dans l'entreprise industrielle de transformation du lait (RS 916.351.04) Ordonnance de l'Union centrale des producteurs suisses du lait du 16 janvier 1996, relative à l'assurance de la qualité dans l'exploitation de la production laitière (RS 916.351.05)	oui	Ordonnance du 18 octobre 1995 concernant l'assurance de la qualité dans l'économie laitière (Or-AOL; RS 916.351.0) Ordonnance de l'Union centrale des producteurs suisses du lait du 25 janvier 1996, relative à l'assurance de la qualité dans l'entreprise industrielle de transformation du lait (RS 916.351.04) Ordonnance de l'Union centrale des producteurs suisses du lait du 16 janvier 1996, relative à l'assurance de la qualité dans l'exploitation de la production laitière (RS 916.351.05)	92/46/CEE 92/118/CEE	oui

		<p>Ordonnance de l'USAL du 24 janvier 1996 concernant l'assurance de la qualité pour la transformation artisanale du lait (RS 916.351.06)</p> <p>Ordonnance de l'Union suisse du commerce du fromage SA du 30 janvier 1996 concernant l'assurance de la qualité pendant l'affinage et le préemballage des fromages (RS 916.351.07)</p>		<p>Ordonnance de l'USAL du 24 janvier 1996 concernant l'assurance de la qualité pour la transformation artisanale du lait (RS 916.351.06)</p> <p>Ordonnance de l'Union suisse du commerce du fromage SA du 30 janvier 1996 concernant l'assurance de la qualité pendant l'affinage et le préemballage des fromages (RS 916.351.07)</p>		
--	--	--	--	--	--	--

Produits = Déchets animaux

Exportations de la Communauté européenne vers la Suisse				Exportations de la Suisse vers la Communauté européenne			
Conditions commerciales		Equivalence	Conditions spéciales	Conditions commerciales		Equivalence	Conditions spéciales
Normes CE	Normes suisses			Normes suisses	Normes CE		
90/667/CEE	Ordonnance du 3 février 1993 concernant l'élimination des déchets animaux (ELDA) modifiée en dernier lieu le 17 avril 1996 (RS 916.401) Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux, de produits animaux (OITE) modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11) et en particulier ses articles 64a, 76 et 77 (agrément comme établissement d'exportation, conditions d'exportation pour déchets animaux)	oui	Les échanges de matériels à haut risque sont prohibés. La question sera réexaminée au sein du Comité mixte vétérinaire.	Ordonnance du 3 février 1993 concernant l'élimination des déchets animaux (ELDA) modifiée en dernier lieu le 17 avril 1996 (RS 916.401) Ordonnance du 20 avril 1988 concernant l'importation, le transit et l'exportation d'animaux de produits animaux (OITE) modifiée en dernier lieu le 14 mai 1997 (RS 916.443.11) et en particulier ses articles 64a, 76 et 77 (agrément comme établissement d'exportation, conditions d'exportation pour déchets animaux)	90/667/CEE	oui	Les échanges de matériels à haut risque sont prohibés. La question sera réexaminée au sein du Comité mixte vétérinaire.

Chapitre II

Autres secteurs que ceux relevant du chapitre I

I. Exportations de la Communauté vers la Suisse

Ces exportations se feront aux conditions prévues pour les échanges intra-communautaires. Toutefois, dans tous les cas, un certificat attestant le respect de ces conditions sera délivré par les autorités compétentes aux fins d'accompagnement des lots.

Si nécessaire, les modèles de certificats seront discutés au sein du Comité mixte vétérinaire.

II. Exportations de la Suisse vers la Communauté

Ces exportations se feront aux conditions pertinentes prévues par la réglementation communautaire. Les modèles de certificat seront discutés au sein du Comité mixte vétérinaire.

Dans l'attente de la fixation de ces modèles, les certificats actuellement requis sont applicables.

Chapitre III

Passage d'un secteur du chapitre II au chapitre I

Aussitôt que la Suisse a adopté une législation qu'elle estime équivalente à la législation communautaire, la question est soumise au Comité mixte vétérinaire. Dans les meilleurs délais, le chapitre I du présent appendice sera complété aux vues des résultats de l'examen effectué.

Autorités compétentes

Partie A

Suisse

Les compétences en matière de contrôle sanitaire et vétérinaire sont partagées entre le Département fédéral de l'économie publique et le Département fédéral de l'intérieur. Les dispositions suivantes sont applicables:

- en ce qui concerne les exportations vers la Communauté, le Département fédéral de l'économie publique est responsable de la certification sanitaire attestant le respect des normes et exigences vétérinaires établies;
- en ce qui concerne les importations des denrées alimentaires d'origine animale, le Département fédéral de l'économie publique est responsable des normes et exigences en matière vétérinaire concernant la viande (y compris les poissons, les crustacés et les mollusques) et les produits carnés (y compris des poissons, de crustacés et de mollusques), le département fédéral de l'intérieur pour le lait, les produits laitiers, les œufs et les ovoproduits;
- en ce qui concerne les importations des autres produits animaux le Département fédéral de l'économie est responsable des normes et exigences en matière vétérinaire.

Partie B

Communauté européenne

Les compétences sont partagées entre les services nationaux des Etats membres individuels et la Commission européenne. Les dispositions suivantes sont applicables:

- en ce qui concerne les exportations vers la Suisse, les Etats membres sont responsables du contrôle du respect des conditions et exigences de production, notamment des inspections légales et de la certification sanitaire attestant le respect des normes et exigences établies.
- la Commission européenne est responsable de la coordination générale, des inspections/audits des systèmes d'inspection et de l'action législative nécessaire pour garantir une application uniforme des normes et exigences au sein du Marché unique européen.

Adaptations aux conditions régionales

Néant

Lignes directrices applicables aux procédures d'audit

Au sens du présent appendice, on entend par «audit», l'évaluation de l'efficacité.

1. Principes généraux

- 1.1. Des audits sont effectués conjointement par la Partie chargée d'effectuer l'audit («auditeur») et la Partie auditée («auditée»), conformément aux dispositions établies dans le présent appendice. Des contrôles des établissements ou des installations peuvent être effectués si nécessaire.
- 1.2. Les audits devraient être destinés à contrôler l'efficacité de l'autorité de contrôle, plutôt qu'à rejeter des lots d'aliments ou des établissements individuels. Dans les cas où un audit révèle un risque grave pour la santé animale ou humaine, l'audit prend des mesures correctives immédiates. La procédure peut comprendre un examen de la réglementation applicable, des modalités d'application, de l'évaluation du résultat final, du degré d'observation des mesures et des actions correctives ultérieures.
- 1.3. La fréquence des audits devrait être fondée sur l'efficacité. Un faible degré d'efficacité requiert une augmentation de la fréquence des audits; une efficacité non satisfaisante doit être corrigée par l'audit à la satisfaction de l'auditeur.
- 1.4. Les audits et les décisions qu'ils motivent doivent être transparents et cohérents.

2. Principes concernant l'auditeur

Les responsables de l'audit préparent un plan, de préférence conformément aux normes internationales reconnues, qui couvre les points suivants:

- 2.1. objet, champ d'application et portée de l'audit;
- 2.2. date et lieu de l'audit, avec calendrier des opérations jusqu'à l'établissement du rapport final;
- 2.3. langue(s) dans laquelle/lesquelles l'audit sera effectué et le rapport rédigé;
- 2.4. identité des auditeurs et du dirigeant en cas de groupe d'auditeurs. Des compétences professionnelles particulières peuvent être requises pour effectuer des audits de systèmes et de programmes spécialisés;
- 2.5. calendrier de réunions avec des fonctionnaires et de visites d'établissements ou d'installations, le cas échéant. L'identité des établissements ou installations destinés à être visités ne doit pas être déclarée à l'avance;
- 2.6. sous réserve des dispositions relatives à la liberté d'information, l'auditeur est tenu au respect de la confidentialité commerciale. Les conflits d'intérêts doivent être évités.
- 2.7. respect des règles d'hygiène et de sécurité du travail, ainsi que des droits de l'opérateur.

Le présent plan devrait faire l'objet d'un examen préalable avec les représentants de l'audité.

3. Principes concernant l'audité

Les principes suivants sont applicables aux mesures prises par l'audité, afin de faciliter l'audit:

- 3.1. l'audité est tenu de coopérer étroitement avec l'auditeur et devrait désigner des personnes compétentes à cette fin. La coopération peut couvrir ce qui suit, par exemple:
 - accès à l'ensemble des dispositions réglementaires et normes applicables;
 - accès aux programmes d'application et aux registres et documents appropriés;
 - accès aux rapports d'audit et d'inspection;
 - documentation concernant les mesures correctives et les sanctions;
 - accès aux établissements.
- 3.2. L'audité est tenu de mettre en œuvre un programme documenté pour démontrer aux tiers que les normes sont satisfaites sur une base cohérente et uniforme.

4. Procédures

4.1. Séance d'ouverture

Une séance d'ouverture devrait être organisée par les représentants des deux Parties. Au cours de ladite séance, l'auditeur sera chargé d'étudier le plan d'audit et de confirmer que les ressources adéquates, les documents et autres moyens nécessaires sont disponibles pour effectuer l'audit.

4.2. Examen des documents

L'examen des documents peut consister en un examen des documents et registres visés au paragraphe 3.1, des structures et pouvoirs de l'audité et de toute modification des systèmes d'inspection et de certification alimentaires depuis l'adoption de la présente annexe ou depuis l'audit précédent, en mettant l'accent sur les éléments du système d'inspection et de certification intéressant les animaux ou produits concernés. Cette mesure peut comprendre un examen des registres et documents d'inspection et de certification pertinents.

4.3. Vérification sur place

- 4.3.1. La décision d'inclure cette étape devrait être fondée sur une évaluation de risque, en tenant compte de certains facteurs, tels que les produits concernés, le respect des exigences du secteur industriel ou du pays exportateur dans le passé, le volume de production et d'importation ou d'exportation, les modifications de l'infrastructure et la nature des systèmes nationaux d'inspection et de certification.

4.3.2. La vérification sur place peut comprendre des visites des installations de production et de fabrication, des zones de traitement et de stockage des aliments et des laboratoires de contrôle, afin de vérifier la conformité avec les informations contenues dans les documents visés au point 4.2.

4.4. *Audit de suivi*

Dans les cas où un audit de suivi est effectué pour vérifier la correction des déficiences, il peut être suffisant d'examiner les points qui ont été considérés comme nécessitant une correction.

5. Documents de travail

Les formulaires pour le compte-rendu des constatations et conclusions devraient être normalisés autant que possible, afin de rendre l'audit le plus uniforme, transparent et efficace possible. Les documents de travail peuvent comprendre des listes d'éléments à évaluer. De telles listes de contrôle peuvent couvrir les éléments suivants :

- législation;
- structure et fonctionnement des services d'inspection et de certification;
- caractéristiques des établissements et procédures de fonctionnement;
- statistiques sanitaires, plans d'échantillonnage et résultats;
- mesures et procédures d'application;
- procédures de notification et de recours;
- programmes de formation.

6. Séance de clôture

Une séance de clôture devrait être organisée par les représentants des deux Parties, à laquelle pourraient participer, le cas échéant, les fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des programmes d'inspection et de certification. Au cours de ladite séance, l'auditeur présentera les constatations de l'audit. Les informations devraient être présentées d'une manière claire et concise, de manière que les conclusions de l'audit soient clairement comprises.

L'audit devrait établir un plan d'action pour la correction des insuffisances constatées, de préférence accompagné d'un calendrier d'exécution.

7. Rapport

Le projet de rapport de l'audit est transmis à l'audité le plus rapidement possible. Celui-ci est invité à prendre position sur le projet de rapport dans un délai d'un mois; tout commentaire formulé par l'audité est inclus dans le rapport final.

Contrôles aux frontières et redevances

A. Contrôles aux frontières pour les secteurs où l'équivalence est reconnue de manière réciproque

Types de contrôles aux frontières	Taux
1. Contrôles documentaires	100 %
2. Contrôles physiques:	
– lait et produits laitiers	1 %
– déchets animaux	1 %

B. Contrôles aux frontières pour les secteurs autres que ceux visés au point A

Types de contrôles aux frontières	Taux
1. Contrôles documentaires	100 %
2. Contrôles physiques:	max. 10 %

C. Mesures spécifiques

1. Il est pris note de l'Annexe 3 de la Recommandation n° 1/94 de la Commission mixte CEE-SUISSE, relative à la facilitation de certains contrôles et formalités vétérinaires de produits d'origine animale et d'animaux vivants. La question fera l'objet d'un réexamen dans les meilleurs délais au sein du Comité mixte vétérinaire.

2. La question des échanges franco-suisse de produits de la pêche provenant du Lac Léman et des échanges germano-suisse de produits de la pêche provenant du Lac de Constance sera examinée dans les meilleurs délais au sein du Comité mixte vétérinaire.

D. Redevances

1. Pour les secteurs où l'équivalence est reconnue de manière réciproque, les redevances suivantes sont perçues:

1,5 EURO/t avec un min. de 30 EURO et un max. de 350 EURO par lot.

2. Pour les secteurs autres que ceux visés au point 1, les redevances suivantes sont perçues:

3,5 EURO/t avec un min. de 30 EURO et un max. de 350 EURO par lot.

Les dispositions du présent point seront réexaminées au sein du Comité mixte vétérinaire un an après l'entrée en vigueur de la présente annexe.

Points de contact

Pour la Communauté européenne:

Le Directeur
DG VI/B/II «Santé publique, animale et des végétaux»
Commission européenne
200 rue de la Loi
1049 Bruxelles
Belgique

Autres contacts importants:

Le Directeur
Office alimentaire et vétérinaire
Dublin
Irlande

Le Chef d'unité
DG VI/B/II/4 «Coordination des questions sanitaires horizontales»
200 rue de la Loi
1049 Bruxelles

Pour la Suisse:

Office vétérinaire fédéral
Case postale
3003 Berne
Suisse
Téléphone: 41 (0) 31.323.85.01/02
Télécopieur: 41 (0) 31.323.85.22

Autres contacts importants:

Office fédéral de la santé publique
Case postale
3003 Berne
Téléphone: 41 (0) 31.322.21.11
Télécopieur: 41 (0) 31.322.95.07

Centrale du Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
Schwarzenburgstrasse 161
3097 Liebefeld-Berne
Téléphone: 41 (0) 31.323.81.03
Télécopieur: 41 (0) 31.323.82.27

Acte final de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles

Les plénipotentiaires
de la Communauté européenne
et
de la Confédération suisse,

réunis le vingt et un juin de l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf à Luxembourg pour la signature de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles ont adopté les déclarations communes mentionnées ci-après et jointes au présent acte final:

Déclaration commune sur les accords bilatéraux entre les Etats membres de l'Union européenne et la Suisse,

Déclaration commune relative au classement tarifaire des poudres de légumes et poudres de fruits,

Déclaration commune concernant le secteur de la viande,

Déclaration commune relative au mode de gestion par la Suisse de ses contingents tarifaires dans le secteur de la viande,

Déclaration commune relative à la mise en oeuvre de l'annexe 4 relative au secteur phytosanitaire,

Déclaration commune relative au coupage de produits viti-vinicoles originaires de la Communauté commercialisés sur le territoire suisse,

Déclaration commune relative à la législation en matière de boissons spiritueuses et de boissons aromatisées à base de vin,

Déclaration commune dans le domaine de la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires,

Déclaration commune concernant l'annexe 11 relative aux mesures sanitaires et zootechniques applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux,

Déclaration commune relative à de futures négociations additionnelles.

Ils ont également pris acte des déclarations suivantes annexées au présent acte final:

Déclaration de la Communauté européenne concernant les préparations dites «fondues»,

Déclaration de la Suisse concernant la Grappa,

Déclaration de la Suisse relative à la dénomination des volailles en ce qui concerne le mode d'élevage,

Déclaration relative à la participation de la Suisse aux comités,

Fait à Luxembourg, le vingt et un juin de l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Pour la Confédération suisse:

Pascal Couchepin Joseph Deiss

Pour la Communauté européenne:

Joschka Fischer Hans van den Broek

Déclaration commune sur les Accords bilatéraux entre les Etats membres de l'Union européenne et la Suisse

La Communauté européenne et la Suisse reconnaissent que les dispositions des accords bilatéraux entre les Etats membres de l'Union européenne et la Suisse s'appliquent sans préjudice et sous réserve des obligations résultant de l'appartenance des Etats qui y sont partie à l'Union européenne ou à l'Organisation mondiale du commerce.

Il est par ailleurs entendu que les dispositions de ces accords ne sont maintenues que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire, y inclus les accords internationaux conclus par la Communauté.

Déclaration commune relative au classement tarifaire des poudres de légumes et poudres de fruits

Afin de garantir l'octroi et de maintenir la valeur des concessions accordées par la Communauté à la Suisse pour certaines poudres de légumes et poudres de fruits visées à l'annexe 2 de l'accord sur les échanges de produits agricoles, les autorités douanières des Parties conviennent d'examiner la mise à jour de la classification tarifaire des poudres de légumes et poudres de fruits compte tenu de l'expérience acquise dans l'application des concessions tarifaires.

Déclaration commune concernant le secteur de la viande

A partir du 1^{er} juillet 1999, compte tenu de la crise ESB et des mesures prises par certains Etats membres à l'encontre des exportations suisses, et à titre exceptionnel, un contingent annuel autonome de 700 tonnes/net soumis au droit ad valorem et en exemption du droit spécifique sera ouvert par la Communauté pour la viande bovine séchée et appliqué jusqu'à un an après l'entrée en vigueur de l'accord. Cette situation sera revue si, à cette date, les mesures de restrictions d'importations prises par certains Etats membres à l'encontre de la Suisse ne sont pas levées.

En contrepartie, la Suisse maintiendra pendant la même période et aux mêmes conditions que celles applicables jusqu'à présent, ses concessions existantes pour les 480 tonnes/net de jambon de Parme et San Daniele, les 50 tonnes/net de jambon Serrano et les 170 tonnes/net de Bresaola.

Les règles d'origine applicables sont celles du régime non préférentiel.

Déclaration commune relative au mode de gestion par la Suisse de ses contingents tarifaires dans le secteur de la viande

La Communauté européenne et la Suisse déclarent leur intention de revoir ensemble et notamment à la lumière des dispositions de l'OMC, la méthode de gestion par la Suisse de ses contingents tarifaires dans le secteur de la viande en vue d'aboutir à une méthode de gestion moins entravante pour le commerce.

Déclaration commune relative à la mise en œuvre de l'annexe 4 relative au secteur phytosanitaire

La Suisse et la Communauté européenne, ci-après dénommées les Parties, s'engagent à mettre en œuvre dans les plus brefs délais l'annexe 4 relative au secteur phytosanitaire. La mise en œuvre de cette annexe 4 se fait au fur et à mesure que, pour les végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'appendice A de la présente déclaration, la législation suisse est rendue équivalente à la législation de la Communauté européenne énumérée à l'appendice B de ladite déclaration, selon une procédure visant à intégrer les végétaux, produits végétaux et autres objets dans l'appendice 1 de l'annexe 4 ainsi que les législations des Parties dans l'appendice 2 de ladite annexe. Cette procédure vise également à compléter les appendices 3 et 4 de ladite annexe sur la base des appendices C et D de la présente déclaration en ce qui concerne la Communauté, d'une part, et, sur la base des dispositions y afférentes, en ce qui concerne la Suisse, d'autre part.

Les articles 9 et 10 de l'annexe 4 sont mis en œuvre dès l'entrée en vigueur de ladite annexe, en vue d'instituer le plus rapidement possible les instruments permettant d'inscrire les végétaux, produits végétaux et autres objets dans l'appendice 1 de l'annexe 4, d'inscrire les dispositions législatives des Parties, conduisant à des résultats équivalents en matière de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux dans l'appendice 2 de l'annexe 4, d'inscrire les organismes officiels chargés d'établir le passeport phytosanitaire dans l'appendice 3 de l'annexe 4 et, le cas échéant, de définir les zones et les exigences particulières y relatives dans l'appendice 4 de l'annexe 4.

Le Groupe de travail «phytosanitaire» visé à l'article 10 de l'annexe 4 examine dans les plus brefs délais les modifications législatives suisses de manière à évaluer si elles conduisent à des résultats équivalents aux dispositions de la Communauté européenne en matière de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux. Il veille à une mise en œuvre graduelle de l'annexe 4 de manière à ce que celle-ci s'applique rapidement au plus grand nombre possible des végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'appendice A de la présente déclaration.

En vue de favoriser l'établissement de législations conduisant à des résultats équivalents en matière de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, les Parties s'engagent à mener des consultations techniques.

Végétaux, produits végétaux et autres objets pour lesquels les deux Parties s'efforcent de trouver une solution conforme aux dispositions de l'annexe 4

A. Végétaux, produits végétaux et autres objets originaires du territoire de l'une et l'autre Partie

1. Végétaux et produits végétaux, lorsqu'ils sont mis en circulation

1.1 Végétaux destinés à la plantation à l'exception des semences

Beta vulgaris L.

Humulus lupulus L.

Prunus L.²²

1.2 Parties de végétaux autres que les fruits et les semences, mais comprenant le pollen vivant destiné à la pollinisation

Chaenomeles Lindl.

Cotoneaster Ehrh.

Crataegus L.

Cydonia Mill.

Eriobotrya Lindl.

Malus Mill.

Mespilus L.

Pyracantha Roem.

Pyrus L.

Sorbus L. à l'exception de *S. intermedia* (Ehrh.) Pers.

Stranvaesia Lindl.

1.3 Végétaux d'espèces stolonifères ou tubéreuses destinés à la plantation

Solanum L. et leurs hybrides

1.4 Végétaux, à l'exception des fruits et des semences

Vitis L.

2. Végétaux, produits végétaux et autres objets produits par des producteurs autorisés à produire pour vendre à des professionnels de la production végétale, autres que les végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont préparés et prêts pour la vente au consommateur final et pour lesquels les (organismes officiels responsables des) Parties garantissent que leur production est nettement séparée de celle d'autres produits

2.1. Végétaux, à l'exception des semences

Abies spp.

Apium graveolens L.

²² Sous réserve des dispositions particulières envisagées à l'encontre du virus de la Sharka.

Argyranthemum spp.
Aster spp.
Brassica spp.
Castanea Mill.
Cucumis spp.
Dendranthema (DC) Des Moul.
Dianthus L. et leurs hybrides
Exacum spp.
Fragaria L.
Gerbera Cass.
Gypsophila L.
Impatiens L.: toutes variétés d'hybrides de Nouvelle-Guinée
Lactuca spp.
Larix Mill.
Leucanthemum L.
Lupinus L.
Pelargonium L'Hérit. ex Ait.
Picea A. Dietr.
Pinus L.
Populus L.
Pseudotsuga Carr.
Quercus L.
Rubus L.
Spinacia L.
Tanacetum L.
Tsuga Carr.
Verbena L.

2.2 Végétaux destinés à la plantation autres que les semences

Solanaceae, à l'exception des végétaux visés au point 1.3.

2.3 Végétaux racinés ou avec un milieu de culture adhérent ou associé

Araceae
Marantaceae
Musaceae
Persea Mill.
Strelitziaceae

2.4 Semences et bulbes

Allium ascalonicum L.
Allium cepa L.
Allium schoenoprasum L.

2.5 Végétaux destinés à plantation

Allium porrum L.

2.6 Bulbes et rhizomes bulbeux destinés à la plantation

Camassia Lindl.

Chionodoxa Boiss.

Crocus flavus Weston cv. Golden Yellow

Galanthus L.

Galtonia candicans (Baker) Decne

Gladiolus Tourn. ex L.: variétés miniaturisées et leurs hybrides tels que

G. callianthus Marais, *G. colvillei* Sweet, *G. nanus* hort., *G. ramosus* hort. et

G. tubergenii hort.

Hyacinthus L.

Iris L.

Ismene Herbert (= *Hymenocallis* Salisb.)

Muscari Mill.

Narcissus L.

Ornithogalum L.

Puschkinia Adams

Scilla L.

Tigridia Juss.

Tulipa L.

B. Végétaux et produits végétaux originaires de territoires autres que ceux mentionnés sous lettre A

3. Tous végétaux destinés à la plantation, à l'exception :

– des semences autres que celles visées au point 4

– des végétaux suivants:

Citrus L.

Clausena Burm. f.

Fortunella Swingle

Murraya Koenig ex L.

Palmae

Poncirus Raf.

4. Semences

4.1 Semences originaires d'Argentine, d'Australie, de Bolivie, du Chili, de Nouvelle-Zélande et d'Uruguay

Cruciferae

Gramineae

Trifolium spp.

4.2 Semences, quelle que soit leur origine du moment qu'elle ne concerne pas le territoire de l'une et l'autre des parties

Allium cepa L.

Allium porrum L.

Allium schoenoprasum L.

Capsicum spp.

Helianthus annuus L.

Lycopersicon lycopersicum (L.) Karst. ex Farw.

Medicago sativa L.

Phaseolus L.

Prunus L.

Rubus L.

Zea mays L.

4.3 Semences originaires d'Afghanistan, d'Inde, d'Irak, du Mexique, du Népal, du Pakistan et des Etats Unis d'Amérique des genres:

Triticum

Secale

X *Triticosecale*

5. Végétaux, à l'exception des fruits et des semences

Vitis L.

6. Parties de végétaux, à l'exception des fruits et des semences

Coniferales

Dendranthema (DC) Des Moul.

Dianthus L.

Pelargonium L'Hérit. ex Ait.

Populus L.

Prunus L. (originaire de pays non européens)

Quercus L.

7. Fruits (originaires de pays non européens)

Annona L.

Cydonia Mill.

Diospyros L.

Malus Mill.

Mangifera L.

Passiflora L.

Prunus L.

Psidium L.

Pyrus L.

Ribes L.

Syzygium Gaertn.

Vaccinium L.

8. Tubercules autres que ceux destinés à la plantation

Solanum tuberosum L.

9. Bois qui a gardé totalement ou partiellement sa surface ronde naturelle, avec ou sans écorce, ou qui se présente sous forme de plaquettes, de particules, de sciures, de déchets ou de débris de bois

- a) lorsqu'il a été obtenu en totalité ou en partie des végétaux suivants:
- *Castanea* Mill.
 - *Castanea* Mill., *Quercus* L. (y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord)
 - *Coniferales* autres que *Pinus* L. (originaires de pays non européens, y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle)
 - *Pinus* L. (y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle)
 - *Populus* L. (originaire de pays du continent américain)
 - *Acer saccharum* Marsh. (y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord)

et

- b) lorsqu'il correspond à l'une des désignations suivantes:

Code NC	Désignation des marchandises
4401 10	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots, ou sous formes similaires
ex 4401 21	Bois en plaquettes ou en particules: – de <i>Coniferales</i> originaires de pays non européens
4401 22	Bois en plaquettes ou en particules: – autres que de <i>Coniferales</i>
4401 30	Déchets et débris de bois, non-agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires
ex 4430 20	Bois bruts, même écorcés, désaubiés, ou grossièrement équarris: – autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation – de <i>Coniferales</i> originaires de pays non européens
4403 91	Bois bruts, même écorcés, désaubiés, ou grossièrement équarris: – autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation – – de <i>Quercus</i> L.
4403 99	Bois bruts, même écorcés, désaubiés, ou grossièrement équarris: – autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation – – autres que de <i>Coniferales</i> , de <i>Quercus</i> L. ou de <i>Fagus</i> L.
ex 4404 10	Echalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement: – de <i>Coniferales</i> originaires de pays non européens
ex 4404 20	Echalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement: – autres que de <i>Coniferales</i>
4406 10	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires – non imprégnées

Code NC	Désignation des marchandises
ex 4407 10	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: – de <i>Coniferales</i> originaires de pays non européens
ex 4407 91	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: – de <i>Quercus</i> L.
ex 4407 99	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: – autres que de <i>Coniferales</i> , de bois tropicaux, de <i>Quercus</i> L. ou de <i>Fagus</i> L.
ex 4415 10	Caisses, cageots et cylindres, en bois originaires de pays non européens
ex 4415 20	Palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois originaires de pays non européens
ex 4416 00	Cuves en bois, y compris les merrains, de <i>Quercus</i> L.

Les palettes simples en palettes-caisses (code NC ex 4415 20) bénéficient également de l'exemption si elles sont conformes aux normes applicables aux palettes «UIC» et qu'elles portent une marque attestant cette conformité.

10. Terre et milieu de culture

- a) terre et milieu de culture en tant que tel, constitué en tout ou en partie de terre ou de matières organiques telles que des parties de végétaux, humus comprenant de la tourbe ou des écorces, autres que celui constitué en totalité de tourbe;
- b) terre et milieu de culture adhérent ou associé à des végétaux, constitué en tout ou en partie de matières spécifiées au point a) ou constitué en tout ou en partie de tourbe ou de tout autre matière inorganique solide destinée à maintenir la vitalité des végétaux.

Législations

Dispositions de la Communauté européenne:

- Directive 69/464/CEE du Conseil du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre la galle verruqueuse
- Directive 69/465/CEE du Conseil du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre le nématode doré
- Directive 69/466/CEE du Conseil du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre le pou de San José
- Directive 74/647/CEE du Conseil du 9 décembre 1974 concernant la lutte contre les tordeuses de l'oeillet
- Directive 77/93/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté modifiée en dernier lieu par la directive 98/2/CE de la Commission du 8 janvier 1998
- Décision 91/261/CEE de la Commission du 2 mai 1991 reconnaissant l'Australie comme indemne d'*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al.
- Directive 92/70/CEE de la Commission du 30 juillet 1992 établissant les modalités des enquêtes à effectuer dans le cadre de la reconnaissance de zones protégées dans la Communauté
- Directive 92/76/CEE de la Commission du 6 octobre 1992 reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté, modifiée en dernier lieu par la directive 98/17/CE de la Commission du 11 mars 1998
- Directive 92/90/CEE de la Commission du 3 novembre 1992 établissant certaines obligations auxquelles sont soumis les producteurs et importateurs de végétaux, produits végétaux ou autres objets ainsi que les modalités de leur immatriculation
- Directive 92/105/CEE de la Commission du 3 décembre 1992 établissant une certaine normalisation des passeports phytosanitaires à utiliser pour les mouvements de certains végétaux, produits végétaux ou autres objets à l'intérieur de la Communauté et fixant les modalités relatives à la délivrance de tels passeports phytosanitaires, ainsi que les conditions et modalités de leur remplacement
- Décision 93/359/CEE de la Commission du 28 mai 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne le bois de *Thuja L.*, originaire des Etats-Unis d'Amérique

- Décision 93/360/CEE de la Commission du 28 mai 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne le bois de *Thuja L.*, originaire du Canada
- Décision 93/365/CEE de la Commission du 2 juin 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne le bois de conifères traité thermiquement, originaire du Canada, et arrêtant des mesures spécifiques concernant le système de marquage applicable aux bois traités thermiquement
- Décision 93/422/CEE de la Commission du 22 juin 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne le bois de conifères séché au four, originaire du Canada, et arrêtant les détails du système de marquage applicable aux bois séchés au four
- Décision 93/423/CEE de la Commission du 22 juin 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne le bois de conifères séché au four, originaire des Etats-Unis d'Amérique, et arrêtant les détails du système de marquage applicable aux bois séchés au four
- Directive 93/50/CEE de la Commission du 24 juin 1993 déterminant certains végétaux non énumérés à l'annexe V partie A de la directive 77/93/CEE du Conseil, dont les producteurs, les magasins ou les centres d'expédition, situés dans les zones de production de ces végétaux, doivent être inscrits sur un registre officiel
- Directive 93/51/CEE de la Commission du 24 juin 1993 établissant des règles pour la circulation de certains végétaux, produits végétaux ou autres objets traversant une zone protégée et pour la circulation de tels végétaux, produits végétaux ou autres objets originaires de et circulant à l'intérieur d'une telle zone protégée
- Décision 93/452/CEE de la Commission du 15 juillet 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil pour les végétaux de *Chamaecyparis Spach*, de *Juniperus L.* et de *Pinus L.*, originaires du Japon, modifiée en dernier lieu par la décision 96/711/CE de la Commission du 27 novembre 1996
- Décision 93/467/CEE de la Commission du 19 juillet 1993 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil en ce qui concerne les grumes de chêne (*Quercus L.*) avec écorce, originaires du Canada ou des Etats-Unis d'Amérique, modifiée en dernier lieu par la décision 96/724/CE de la Commission du 29 novembre 1996
- Directive 93/85/CEE du Conseil du 4 octobre 1993 concernant la lutte contre le flétrissement bactérien de la pomme de terre
- Directive 95/44/CE de la Commission du 26 juillet 1995 fixant les conditions dans lesquelles certains organismes nuisibles, végétaux, produits vé-

gétaux et autres objets énumérés aux annexes I à V de la directive 77/93/CEE du Conseil peuvent être introduits ou circuler dans la Communauté ou dans certaines zones protégées de la Communauté pour des travaux à des fins d'essais ou à des fins scientifiques ou pour des travaux sur les sélections variétales, modifiée en dernier lieu par la directive 97/46/CE de la Commission du 25 juillet 1997

- Décision 95/506/CE de la Commission du 24 novembre 1995 autorisant les Etats membres à prendre provisoirement des mesures supplémentaires en vue de se protéger contre la propagation du *Pseudomonas solanacearum* (Smith) Smith en provenance du royaume des Pays-Bas, modifiée en dernier lieu par la décision 97/649/CE de la Commission du 26 septembre 1997
- Décision 96/301/CE de la Commission du 3 mai 1996 autorisant les Etats membres à prendre provisoirement des mesures supplémentaires en vue de se protéger contre la propagation de *Pseudomonas solanacearum* (Smith) Smith en provenance d'Egypte
- Décision 96/618/CE de la Commission du 16 octobre 1996 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil pour ce qui concerne les pommes de terre, autres que les pommes de terre destinées à la plantation, originaires de la République du Sénégal
- Décision 97/5/CE de la Commission du 12 décembre 1996 reconnaissant la Hongrie comme indemne de *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al spp. *sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al
- Décision 97/353/CE de la Commission du 20 mai 1997 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil pour les fraisiers (*Fragaria* L.) destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires d'Argentine
- Directive 98/22/CE de la Commission du 15 avril 1998 fixant les conditions minimales pour la réalisation des contrôles phytosanitaires dans la Communauté, à des postes d'inspection autres que ceux situés au lieu de destination, de végétaux, produits végétaux ou autres objets en provenance de pays tiers

Organismes officiels chargés d'établir le passeport phytosanitaire

Communauté européenne

Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture
Service de la Qualité et de la Protection des végétaux
WTC 3 - 6^e étage
Boulevard Simon Bolivar 30
B - 1210 Bruxelles
Tél.: +32-2-2083704
Fax: +32-2-2083705

Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskerei

Plantedirektoratet
Skovbrynet 20
DK - 2800 Lyngby
Tél.: +45-45966600
Fax: +45-45966610

Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten
Rochusstrasse 1
D - 53123 Bonn 1
Tél.: +49-2285293590
Fax: +49-2285294262

Ministry of Agriculture
Directorate of Plant Produce
Plant Protection Service
3-5, Ippokratous Str.
GR - 10164 Athens
Tél.: +30-1-3605480
Fax: +30-1-3617103

Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación
Dirección General de Sanidad de la Producción Agraria
Subdirección general de Sanidad Vegetal
M.A.P.A., c/Velazquez, 147 1a Planta
E - 28002 Madrid
Tél.: +34-1-3478254
Fax: +34-1-3478263

Ministry of Agriculture and Forestry
Plant Production Inspection Centre
Plant Protection Service
Vilhonvuorenkatu 11 C, P.O. Box 42
FIN - 00501 Helsinki
Tél.: +358-0-134-211
Fax: +358-0-13421499

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Direction générale de l'Alimentation
Sous-direction de la Protection des végétaux
175 rue du Chevaleret
F - 75013 Paris
Tél.: +33.1-49554955
Fax: +33.1-49555949

Ministero delle Risorse Agricole, Alimentari e Forestali
D.G.P.A.A.N. - Servizio Fitosanitario Centrale
Via XX Settembre, 20
I - 00195 Roma
Tél.: +39-6-4884293 - 46655070
Fax: +39-6-4814628

Ministerie van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij
Plantenziektenkundige Dienst (PD)
Geertjesweg 15 - Postbus 9102
NL - 6700 HC Wageningen
Tél.: +31-317-496911
Fax: +31-317-421701

Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft
Stubenring 1
Abteilung Pflanzenschutzdienst
A - 1012 Wien
Tél.: +43-1-711 00/6806
Fax.: +43-1-711 00/6507

Direcção-geral de Protecção das culturas
Quinta do Marquês
P - 2780 Oeiras
Tel.: +351-1-4435058/4430772/3
Fax: +351-1-4420616/4430527

Swedish Board of Agriculture
Plant Protection Service
S - 551 82 Jönköping
Tél.: +46-36-155913
Fax: +46-36-122522

Ministère de l'Agriculture
A.S.T.A.
16, route d'Esch - BP 1904
L - 1019 Luxembourg
Tél.: +352-457172-218
Fax: +352-457172-340

Department of Agriculture, Food and Forestry
Plant Protection Service
Agriculture House (7 West), Kildare street
IRL - Dublin 2
Tél.: +353-1-6072003
Fax: +353-1-6616263

Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
Plant Health Division
Foss House, Kings Pool
1-2 Peasholme Green
UK - York YO1 2PX
Tél.: +44-1904-455161
Fax: +44-1904-455163

Zones visées à l'article 4 et exigences particulières y relatives

Les zones visées à l'article 4 ainsi que les exigences particulières y relatives sont définies dans les dispositions législatives et administratives respectives des deux Parties mentionnées ci-dessous:

Dispositions de la Communauté européenne:

- Directive 92/76/CEE de la Commission du 6 octobre 1992 reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 92/103/CEE de la Commission du 1^{er} décembre 1992 modifiant les annexes I à IV de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction et la dissémination d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux dans la Communauté
- Directive 93/106/CEE de la Commission du 29 novembre 1993 modifiant la directive 92/76/CEE de la Commission reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 93/110/CE de la Commission du 9 décembre 1993 modifiant certaines annexes de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté
- Directive 94/61/CE de la Commission du 15 décembre 1994 prorogeant la période de reconnaissance provisoire de certaines zones protégées prévues à l'article premier de la directive 92/76/CEE
- Directive 95/4/CE de la Commission du 21 février 1995 modifiant certaines annexes de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté
- Directive 95/40/CE de la Commission du 19 juillet 1995 portant modification de la directive 92/76/CEE reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 95/65/CE de la Commission du 14 décembre 1995 modifiant la directive 92/76/CEE reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 95/66/CE de la Commission du 14 décembre 1995 modifiant certaines annexes de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté

- Directive 96/14/CE de la Commission du 12 mars 1996 modifiant certaines annexes de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté
- Directive 96/15/CE de la Commission du 14 mars 1996 modifiant la directive 92/76/CEE reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 96/76/CE de la Commission du 29 novembre 1996 modifiant la directive 92/76/CEE reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté
- Directive 95/41/CE de la Commission du 19 juillet 1995 modifiant certaines annexes de la directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation dans la Communauté
- Directive 98/17/CE de la Commission du 11 mars 1998 modifiant la directive 92/76/CEE reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté.

Déclaration commune relative au coupage de produits viti-vinicoles originaires de la Communauté commercialisés sur le territoire Suisse

L'article 4, paragraphe 1, en liaison avec l'appendice 1, point A, de l'annexe 7, n'autorise le coupage, sur le territoire suisse, des produits viti-vinicoles originaires de la Communauté entre eux ou avec des produits d'autres origines que dans les conditions prévues par la réglementation communautaire pertinente ou, à défaut, par celle des Etats membres visée à l'appendice 1. Par conséquent, pour ces produits, les dispositions de l'article 371 de l'ordonnance suisse sur les denrées alimentaires, du 1^{er} mars 1995, ne s'appliquent pas.

Déclaration commune relative à la législation en matière de boissons spiritueuses et de boissons aromatisées à base de vin

Désireuses d'établir des conditions propices à faciliter et promouvoir les échanges de boissons spiritueuses et de boissons aromatisées à base de vin entre elles et, à cette fin, de supprimer les obstacles techniques au commerce desdites boissons, les parties conviennent ce qui suit:

La Suisse s'engage à rendre sa législation équivalente à la législation communautaire en la matière et à entamer dès maintenant les procédures prévues à cet égard pour adapter, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, sa législation relative à la définition, à la désignation et à la présentation des boissons spiritueuses et boissons aromatisées à base de vin.

Dès l'établissement par la Suisse d'une législation jugée par les deux parties équivalente à la législation communautaire, la Communauté européenne et la Suisse entameront les procédures relatives à l'inclusion dans l'accord agricole d'une annexe visant la reconnaissance mutuelle de leur législation en matière de boissons spiritueuses et boissons aromatisées à base de vin.

Déclaration commune dans le domaine de la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires

La Communauté européenne et la Suisse (ci-après les Parties) conviennent que la protection réciproque des appellations d'origine (AOP) et des indications géographiques (IGP) représente un élément essentiel de la libéralisation des échanges de produits agricoles et de denrées alimentaires entre les deux Parties. L'inclusion dans l'accord agricole bilatéral de dispositions y relatives constitue un complément nécessaire à l'annexe 7 de l'accord relative au commerce de produits viti-vinicoles et notamment son Titre II qui prévoit la protection réciproque des dénominations de ces produits ainsi qu'à l'annexe 8 de l'accord concernant la reconnaissance mutuelle et la protection des dénominations dans le secteur des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées à base de vin.

Les Parties prévoient d'inclure des dispositions concernant la protection mutuelle des AOP et IGP dans l'accord relatif aux échanges réciproques de produits agricoles sur la base de législations équivalentes, tant au niveau des conditions d'enregistrement des AOP et des IGP que des régimes de contrôles. Cette inclusion devrait intervenir à une date acceptable par les deux parties et, au plus tôt, lorsque l'application de l'article 17 du règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil pour la Communauté dans sa composition actuelle aura été achevée. Entre-temps, tout en tenant compte des contraintes juridiques, les Parties s'informent de l'état d'avancement de leurs travaux en la matière.

Déclaration commune concernant l'annexe 11 relative aux mesures sanitaires et zootechniques applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux

La Commission des CE, en collaboration avec les Etats membres concernés, suivra de près l'évolution de la maladie ESB et les mesures de lutte contre celle-ci adoptées par la Suisse, afin de trouver une solution appropriée. Dans ces circonstances, la Suisse s'engage à ne pas entamer des procédures à l'encontre de la Communauté ou de ses Etats membres au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Déclaration commune relative à de futures négociations additionnelles

La Communauté européenne et la Confédération suisse déclarent leur intention d'engager des négociations en vue de conclure des accords dans les domaines d'intérêt commun tels que la mise à jour du Protocole 2 de l'Accord de libre-échange de 1972, la participation suisse à certains programmes communautaires

pour la formation, la jeunesse, les médias, les statistiques et l'environnement. Ces négociations devraient être préparées rapidement après la conclusion des négociations bilatérales actuelles.

Déclaration de la communauté européenne concernant les préparations dites «fondues»

La Communauté européenne déclare qu'elle est prête à examiner, dans le contexte de l'adaptation du Protocole 2 de l'Accord de libre-échange de 1972, la liste des fromages entrant dans la composition des préparations dites «fondues».

Déclaration de la Suisse concernant la Grappa

La Suisse déclare qu'elle s'engage à respecter la définition établie dans la Communauté pour la dénomination Grappa (*eau de vie de marc de raisin* ou *marc*) visée à l'article 1, paragraphe 4, point f), du Règlement n° 1576/89 du Conseil du 29 mai 1989.

Déclaration de la Suisse relative à la dénomination des volailles en ce qui concerne le mode d'élevage

La Suisse déclare qu'elle ne dispose pas à l'heure actuelle de législation spécifique relative au mode d'élevage et à la dénomination des volailles.

Elle déclare cependant son intention d'entamer dès maintenant les procédures prévues à cet égard afin d'adopter, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, une législation spécifique au mode d'élevage et à la dénomination des volailles, qui soit équivalente à la législation communautaire en la matière.

La Suisse déclare qu'elle dispose de législations pertinentes, en particulier celles relatives à la protection des consommateurs contre la tromperie, à la protection des animaux, à la protection des marques ainsi que contre la concurrence déloyale.

Elle déclare que les législations existantes sont appliquées de manière à assurer l'information appropriée et objective du consommateur afin de garantir la loyauté de concurrence entre les volailles d'origine suisse et celles d'origine communautaire. Elle veille en particulier à empêcher l'utilisation d'indications inexactes ou fallacieuses, ayant pour effet d'induire le consommateur en erreur sur la nature des produits, le mode d'élevage et la dénomination des volailles mises sur le marché suisse.

Déclaration relative à la participation de la Suisse aux Comités

Le Conseil convient que les représentants de la Suisse participent en qualité d'observateurs et pour les points qui les concernent aux réunions des comités et groupe d'experts suivants:

- Comités de programmes pour la recherche; y compris comité de recherche scientifique et technique (CREST)
- Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants

- Groupe de coordination sur la reconnaissance mutuelle des diplômes d'enseignement supérieur
- Comités consultatifs sur les routes aériennes et pour l'application des règles de la concurrence dans le domaine des transports aériens.

Ces comités se réunissent sans la présence des représentants de la Suisse lors des votes.

En ce qui concerne les autres comités traitant des domaines couverts par les présents accords et pour lesquels la Suisse, soit a repris l'acquis communautaire, soit l'applique par équivalence, la Commission consultera les experts de la Suisse selon la formule de l'article 100 de l'accord EEE.